

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12222

- MARDI 22 MAI 1984

La guerre du Golfe

Vers un
affrontement militaire
entre l'Iran
et l'Arabie Saoudite ?

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Lauré

« Le Monde
de l'économie »

Pages 19 à 23

Les grands courants
de l'épargne
Les ménages économisent moins
mais placent à plus long termeLe cri de révolte
de l'Amérique
latine

C'est un véritable cri de révolte que viennent de lancer conjointement, samedi 19 mai, à la face du monde occidental les présidents de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique, dans un document rendu public simultanément dans les quatre capitales de ces pays.

« Les aspirations de nos peuples au développement, le progrès des tendances démocratiques dans la région et la sécurité économique de notre continent sont sérieusement affectés par des faits extérieurs et hors de contrôle de nos gouvernements. Nous avons été les premiers à démontrer notre engagement à respecter nos accords financiers en des termes compatibles avec l'intérêt de la communauté internationale, mais nous n'acceptons pas d'être accusés à une situation d'insolvabilité forcée et de paralysie économique prolongée », affirment les quatre présidents. Ils proposent l'adoption de mesures concrètes pour promouvoir des changements substantiels dans la politique financière et commerciale internationale, à savoir un accroissement des possibilités d'accès des produits latino-américains aux marchés des pays industrialisés, un allègement important et effectif du poids de la dette et une reprise des flux financiers vers les pays en développement.

Cette manifestation solennelle et inhabituelle a, sans aucun doute, été provoquée par la hausse récente des taux d'intérêt aux Etats-Unis, due à la crainte d'une accumulation des besoins du Trésor américain pour combler l'énorme déficit budgétaire et de ceux des entreprises pour reprendre leurs investissements. S'appliquant aux 240 milliards de dollars de l'endettement contracté par ces quatre pays, l'élévation de 3 % depuis janvier dernier du taux d'intérêt sur le dollar à six mois, principal instrument financier utilisé, va leur coûter plusieurs milliards de dollars.

Face à ces préoccupations, les réactions des prêteurs sont pour l'instant négatives. La semaine dernière, le président Reagan et son secrétaire au Trésor ont rejeté la possibilité d'un changement fondamental dans les calendriers de rééchelonnement de la dette des pays en voie de développement et d'un plafonnement des intérêts à verser. Sans doute les signataires de l'appel lancé le 19 mai n'ont-ils pas encore établi une stratégie commune, et personne ne semble volontaire pour déclarer la guerre le premier au système financier international.

Mais une certitude semble maintenant se faire jour : l'impossibilité de payer ne fait plus de doute pour personne. Dans ces conditions, cet appel émanant de chefs d'Etat modérés et raisonnables est peut-être la dernière chance de discussion avant la constitution d'un front des débiteurs, agitant la menace réelle, cette fois, d'une cessation de paiements.

Un entretien avec
M. Luis Alberto Monge
président du Costa-Rica« Nous méritons
d'être aidés
autant sinon plus
que le Nicaragua »

LIRE PAGE 5

DEUX GRANDES BATAILLES POUR LE GOUVERNEMENT

Réduction du temps de travail :
M. Mauroy presse les partenaires sociaux
d'engager des négociations

La réduction du temps de travail revient avec éclat sur le devant de la scène. Sur le plan syndical, la CFDT n'est plus la seule à mettre en avant cette revendication. M. Bergeron, à l'ITP, vient d'estimer que « c'est dans l'ordre naturel des choses ». « Il faut, a-t-il dit, aller vers les trente-cinq heures, mais en discutant de la question à froid. » La CGT s'affirme en harmonie avec la lutte de l'IG Metall en RFA. Seules la CFC et la CFTC - qui parle de « slogan simpliste » - se désolent de ce « front » syndical.

Mais, alors que le CNPF entend, comme le patronat allemand, résister à toute nouvelle offensive sur la diminution du temps de travail, M. Mauroy, rejoignant ainsi M. Bérégovoy, vient d'apporter son appui à la revendication syndicale.

M. Mauroy, qui présidera le 25 mai un conseil interministériel consacré à la lutte contre le chômage, qu'il n'entend pas « laisser filer », a souligné le 20 mai à Lille que la revendication des trente-cinq heures « traverse toute l'Europe » et que « les réponses qui seront apportées devront nécessairement être les mêmes dans toute l'Europe ». Appelant cependant les syndicats à agir « avec détermination mais aussi avec réalisme », le chef du gouvernement a ajouté : « Nous devons pri-

vilégier la solidarité et donc le partage du travail », tout en soulignant : « On ne peut à la fois réclamer des emplois pour le plus grand nombre de travailleurs et une augmentation de pouvoir d'achat pour ceux qui bénéficient d'un travail. »

Le premier ministre a assuré de nouveau - contredisant ainsi le CNPF - que la réduction légale à trente-neuf heures avait permis de « sauvegarder soixante-dix mille emplois au minimum ».

Différentes études incitent pourtant à davantage de prudence. Selon une enquête de l'INSEE, de mai 1983, la réduction de la durée du travail n'a eu que peu de conséquences sur l'emploi, les créations étant évaluées de dix mille à vingt mille dans l'industrie et de quatre mille à huit mille dans le commerce.

Dans la métallurgie, où la semaine de travail a été ramenée à trente-huit heures et demie au 1^{er} janvier 1983 - la demi-heure supplémentaire ayant été compensée à 70 %, - comme dans la chimie, où la semaine de travail est de trente-huit heures, les fédérations patronales ont jugé les effets sur l'emploi faibles ou nuls, tout en reconnaissant que, dans certains cas, des pertes d'emploi ont été limitées. Dans cer-

tains grandes entreprises, comme Thomson grand public, CIT-Alcatel, ou encore Gervais-Danone, des licenciements ont été évités grâce à la réduction de la durée du travail, dès lors qu'elle n'était compensée que très partiellement.

Cette analyse, M. Mauroy devait l'avoir présente à l'esprit puisqu'il a insisté sur les « deux conditions économiques nécessaires » : le maintien des coûts salariaux et l'utilisation « plus efficace » des équipements. Il renoue ainsi avec un discours qu'il avait tenu dès le 12 juin 1981 lors d'une première réunion tripartite : « Si la compensation salariale devait être totale (...), on tromperait tout le monde. » Mais depuis cette époque on avait constaté des variations dans la position du gouvernement.

Quelques semaines après l'ordonnance sur les trente-neuf heures, M. Mitterrand, confronté à une flambée de grèves de la CGT, avait tranché dans un sens contraire à son premier ministre et à la CFDT en soulignant que « pas un travailleur ne doit craindre pour son pouvoir d'achat à la suite de l'application des trente-neuf heures ».

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 43 ainsi que les déclarations de M. Mauroy page 8.)

Enseignement privé :
un effort d'apaisement
avant l'ouverture du débat

L'examen du projet de loi sur l'enseignement privé commence lundi 21 mai à l'Assemblée nationale. Le gouvernement a annoncé son intention d'engager sa responsabilité, ce qui aura pour effet de limiter les débats au terme desquels le projet de loi sera adopté sans vote. Il s'agit pour lui de ne pas compromettre le « point d'équilibre » auquel prétend ce texte dont l'objectif est de rapprocher enseignement privé et enseignement public.

Le gouvernement devrait néanmoins reculer son projet en tenant compte d'amendements socialistes. Ainsi, le principe de la titularisation des enseignants serait clairement inscrit dans la loi, l'obligation financière des communes devrait être liée au quota d'enseignants devenus fonctionnaires, enfin il ne serait pas possible de créer une école maternelle privée là où n'existe pas de maternelle publique.

A l'occasion de la réunion à Limoges de la délégation nationale de l'UNAPEL, qui a réélu M. Pierre Daniel à la présidence, le premier ministre a adressé une lettre au chanoine Guiberteau. Il tente, à travers les réponses qu'il apporte, d'« apaiser les inquiétudes manifestées » par le Comité national de l'enseignement catholique.

En Bretagne, ma caravane de l'opération « Vent d'ouest » organi-

sée sur l'initiative des parents d'élèves de l'enseignement privé continue de propager le « refus du projet de loi Savary » de ville en ville. Elle a stationné, samedi, à Guingamp où deux mille cinq cents personnes environ ont participé au rassemblement, puis, dimanche, à Saint-Brieuc (plus de quatre mille participants au meeting). Parallèlement, une fête pour la « défense de l'école catholique menacée » a eu lieu, dimanche, à Chaillass (Vendée), en présence de trente mille personnes, selon les organisateurs. A Paris, quelque cinq cents manifestants se sont rassemblés, dimanche après-midi, devant l'école militaire avant de marcher par petits groupes autour des pelouses du champ de Mars, malgré l'interdiction du préfet de police de Paris (le Monde daté 20-21 mai). Mercredi entre 18 heures et 20 heures dans chacune des grandes villes de France des actions sont prévues.

Interrogés pendant le week-end à propos du recours à la procédure de l'engagement de responsabilité par le gouvernement, des leaders politiques ont fait connaître leur désaccord. M. Jacques Chirac, lors du « Grand jury RTL-le Monde », s'est déclaré « choqué » par la procédure retenue : « Le gouvernement fait la loi et l'impose au Parlement ».

(Lire la suite page 9.)

Le mirage des trente-cinq heures

par PAUL FABRA

Ce n'est pas seulement parce que le chômage, la question la plus angoissante de l'heure, est en cause, que les conflits sociaux en cours, tant en France (usines Citroën) qu'en Allemagne (la grève déclenchée par le syndicat des métallurgistes IG Metall, en Bade-Wurtemberg Nord et en Hesse) sur la réduction de la durée du travail présentent un enjeu exceptionnel.

Outre qu'on peut avoir des doutes sérieux sur l'efficacité de cette mesure pour conserver les emplois existants et à fortiori pour en créer de nouveaux (dans la mesure en tout cas où on envisage de l'appliquer de façon systématique à une entreprise tout entière, voire à l'industrie et à l'économie dans son ensemble), elle soulève d'autres objections tout aussi fondamentales.

Il est vrai que le progrès technique a en effet jusqu'à maintenant pour effet d'abréger progressivement le temps nécessaire pour accomplir de

nombreuses besognes et de faire faire par des machines ce que l'homme devait demander auparavant à ses muscles et à son cerveau. Il est vrai aussi que cette évolution est loin d'être arrivée à son terme. On a même de solides raisons de penser qu'elle va s'accroître.

Cependant, la mécanisation et l'introduction de procédés de production de plus en plus économiques main-d'œuvre ne sont qu'un des aspects du problème, et ce sera un aspect de moins en moins important au fur et à mesure que le processus de substitution se poursuivra et que les hommes seront affectés à des tâches que ne peuvent pas accomplir les machines. Si on raisonne non pas en termes de distribution du travail mais en termes de partage des responsabilités, on aboutit en effet à des conclusions sensiblement différentes.

En ce qui concerne le rôle que le partage du travail peut ou non jouer dans la lutte contre le chômage, il serait trop commode, sous prétexte que dans le passé il a maintes fois été utilisé par les employeurs de tous pays pour s'opposer aux conquêtes sociales les plus légitimes, de rejeter l'argument central mis en avant aujourd'hui par le patronat et le gouvernement allemands (« Les trente-cinq heures sont une revendication stupide et absurde », a dit M. Helmut Kohl, sans s'embarrasser de subtilités de courtoisie) comme, du

reste, en France par la direction de Peugeot-Citroën. En faisant passer, dit celle-ci, de trente-huit heures et demie à trente-cinq heures, soit une réduction de 9 %, l'horaire de travail dans les usines d'Aulnay, de Levallois ou de Nanterre, on augmenterait de 12 %, compte tenu des dépenses fixes (congrés payés, transport, cantine, etc.), les frais de main-d'œuvre. Quant à la fédération des employeurs allemands, elle chiffre à environ 18 % l'alourdissement des signes en cas de généralisation de la semaine de trente-cinq heures.

Réflexe de patron ou pas, il est un point qui ne souffre guère de discussion : parmi les causes du maintien et de la dégradation du chômage en Europe, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, figure en bonne place le manque de flexibilité du marché de l'emploi.

(Lire la suite page 43.)

LES ÉLECTIONS
MUNICIPALES
ET CANTONALES
PARTIELLESLe PC conserve
la mairie
de ThionvilleLa tendance générale
reste défavorable
à la gauche

LIRE PAGES 6 ET 7

L'INAUGURATION DU MUSÉE
D'ART CONTEMPORAIN DE BORDEAUX

L'entrepôt des légendes

Le Centre d'arts plastiques contemporains de Bordeaux devient musée.

Pour fêter l'événement, cette mutation d'un CAPC qui a poussé dans le bon sens, en mettant très haut la barre, en s'ouvrant au fil des années aux artistes nationaux et internationaux, sans oublier les maîtres du cru bordelais, beaucoup de monde était sur les lieux le 18 mai.

Deux mille personnes, peut-être plus, conservateurs, critiques d'art, marchands, collectionneurs, artistes, amateurs... qui ont pu voir côte à côte le maire de Bordeaux et le ministre de la culture, le temps d'une visite à travers les expositions inaugurales des nouvelles salles, et entendre deux discours : celui de M. Jacques Chaban-Delmas qui a rappelé l'histoire du centre créé il y a une dizaine d'années dans l'entrepôt Lainé acquis par la ville pour en faire un lieu de culture, et souligné que « sans l'aide importante de l'Etat, nous n'aurions pu réaliser cet ensemble ».

Celui de M. Jack Lang, qui a souligné l'originalité de ce nouveau musée « un puits de vie à nul autre pareil, comme disait Diderot » et s'est réjoui

qu'« au-delà des appartenances philosophiques, nous trouvions le moyen de construire ensemble des œuvres de beauté ».

On ne devient pas comme ça du jour au lendemain l'un des tout premiers centres d'art contemporain en France, rang auquel le CAPC-musée peut désormais prétendre avec ses 2 500 mètres carrés supplémentaires, dont 1 000 de musée, une cafétéria et une bibliothèque.

GENEVIEVE BRERETTE.

(Lire la suite page 17.)

AU FESTIVAL DE CANNES

Le double pari du Canada
et du QuébecLe théâtre d'ombres
de Sergio LeoneWoody Allen
le fou de Broadway

LIRE PAGES 14 ET 15

BREL
connu et inconnu

OLIVIER TODD

JACQUES BREL

UNE VIE

La première biographie totale de Jacques Brel.

ROBERT LAFFONT

AU JOUR LE JOUR

Secret

Les Suisses ont refusé à une très forte majorité la levée du secret bancaire dans leur pays.

Il fallait de l'angélisme pour croire que ce peuple pousse la vertu jusqu'à scier la branche sur laquelle il est confortablement assis. Voilà en la France renouant à ses franges, la Grèce à ses îles, les Etats-Unis au dollar ?

Le silence éternel des cofres helvétiques effraie ceux qui n'y possèdent rien ou n'en tirent aucun profit, même indirect : ces malheureux ne votent pas en Suisse.

BRUNO FRAPPAT.

هذا من الامل

L'AFFAIRE SAKHAROV

Le physicien n'est plus à son domicile

Les attaques contre le couple Sakharov ont repris dans la presse soviétique, en se concentrant sur M^{me} Elena Bonner, présentée comme l'« officier de liaison » entre son mari et l'Occident. Dans un article tiré de « Les renégats et leurs protecteurs », publié dimanche 20 mai, les journalistes traitent l'épouse d'André Sakharov de « personne masquée, fléau et cupide, prête à tout vendre et trahir dans son intérêt ».

Par la même occasion, le quotidien confirme pour la première fois, mais indirectement, que M^{me} Bonner est désormais reléguée, comme son mari, à Gorki : « Dans ses actions antisoviétiques, Bonner est allée trop loin. Comme on sait, Sakharov a été puni pour ses activités antisociales, et maintenant les organes chargés de protéger les lois ont pris des mesures le concernant », écrit le journal.

Le quotidien apporte aussi des informations plutôt ambiguës sur la santé du couple Sakharov : « On ne peut pas dire, écrit le journal, qu'ils rayonnent de santé : l'âge et aussi certaines habitudes, certains penchants ont laissé des traces », mais leur état est « satisfaisant », poursuit le journal, qui en voit pour preuve le fait que M. Sakharov « a pu obtenir il y a un an un permis de conduire après avoir subi l'examen d'une commission médicale ».

Où se trouve exactement M. Sakharov ? Selon des sources dissidentes à Moscou — nous signale notre correspondant Dominique Dhombres. — M^{me} Bonner a pu faire savoir par télégramme aux enfants du physicien, qui résident à Moscou, que M. Sakharov avait été enlevé de son domicile le 7 mai.

Cependant, comme l'a fait remarquer à Rome M^{me} Tatiana Yankelévitch, fille de M^{me} Bonner, ce télégramme a été envoyé le 16 mai, soit neuf jours après le fait qu'il rapporte. D'autre part, il ne comporte aucune indication sur l'endroit où se trouverait le physicien, ce qui, selon M^{me} Yankelévitch, « ne peut qu'inspirer la plus vive inquiétude ». La fille de M^{me} Bonner avait été reçue auparavant par le président italien, M. Pertini, et s'était déclarée « très touchée par l'affection de M. Pertini et par sa véritable et profonde connaissance » de l'affaire.

A Moscou, on indique dans les milieux ouest-allemands, que M. Hans Dietrich Genscher est décidé à évoquer dans ses entretiens le cas des Sakharov. Samedi, l'ambassadeur de France, M. Claude Arnaud, avait remis, au nom des Dix, une note au ministère soviétique des affaires étrangères. Cette note exprime « la vive préoccupation » des Dix sur le sort des Sakharov, mais son contenu précis n'a pas été divulgué.

Comment l'ambassade américaine a appris la grève de la faim de l'académicien

Moscou (AP). — C'est par deux lettres laissées le 12 avril par M^{me} Elena Bonner, dans la voiture d'un de ses diplomates, que l'ambassade des Etats-Unis, à Moscou, a appris qu'André Sakharov se préparait à entreprendre une grève de la faim.

Un porte-parole de l'ambassade a déclaré, le 18 mai, que ces lettres, écrites par l'académicien lui-même, étaient adressées, l'une à M. Constantin Tchernenko, l'autre à l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Herman. La première demandait au chef du parti soviétique de laisser M^{me} Bonner partir à l'étranger pour y suivre un traitement médical. L'autre informait l'ambassadeur américain de l'intention de M. Sakharov d'observer une grève de la faim et demandait que sa femme puisse bénéficier pendant ce temps de l'aide de l'ambassade.

Le 12 avril, a expliqué le porte-parole, M^{me} Bonner a quitté Moscou pour se rendre à Gorki où son mari est en exil, car elle avait reçu un télégramme lui annonçant qu'André Sakharov devait être opéré d'urgence. Le même jour, elle avait demandé à s'entretenir avec un diplomate américain. M^{me} Sakharov n'étant pas autorisée à recevoir des visiteurs étrangers dans son apparte-

ment, la rencontre avait eu lieu sur un banc, dans un parc en bas de chez elle.

A l'issue de la conversation, le diplomate a proposé à M^{me} Sakharov de l'accompagner à la gare, où elle devait prendre le train pour Gorki. Arrivée à la gare, M^{me} Sakharov a expliqué au secrétaire qu'elle avait sur elle des documents qu'elle ne désirait pas voir tomber entre les mains des autorités soviétiques, et elle a demandé si, par précaution, elle ne pouvait pas les laisser dans la voiture. Le secrétaire a accepté et a découvert plus tard les deux lettres annonçant la grève de la faim qu'André Sakharov mène depuis le 2 mai.

Les autorités soviétiques semblent avoir eu connaissance de ces projets, puisque, le 4 mai, l'agence Tass publiait une violente attaque contre l'ambassade des Etats-Unis qu'elle accusait de préparer un complot visant à donner, à propos de l'affaire Sakharov, le signal d'une vaste campagne antisoviétique. L'agence Tass mentionnait, en particulier, que ce « plan » prévoyait que M^{me} Bonner cherchait à se rendre à l'ambassade de l'agence soviétique pour lui « offrir » une lettre de soutien à sa campagne de désobéissance. Elle révélerait que les mesures prises à l'égard de M. Sakharov étaient « une violation flagrante des droits de l'homme ».

M. Marchais dénonce « une offensive lancée dans des buts politiques »

M. Georges Marchais, invité, le dimanche 20 mai, du « Club de la presse » d'Europe 1, a déclaré, au sujet de la situation des époux Sakharov, que le PCF est « pour le droit de circulation des hommes et des idées ». M. Marchais a indiqué que, au nom du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, créé par le PCF en 1980 et qu'il préside, il s'est « adressé au plus haut niveau » pour obtenir la libération de M. Sakharov.

La question à cet égard est de savoir, est-ce qu'il y a un danger pour la vie des époux Sakharov ?

Le secrétaire général du PCF a donné lecture de la réponse qu'il avait reçue : « L'état de santé de Sakharov, comme en témoignent les résultats médicaux obtenus à l'hôpital-clinique Semashko de la région de Gorki, où Sakharov est observé d'une manière régulière, est tout à fait satisfaisant. Quant à Elena Bonner, après l'avoir examinée, y compris à sa propre demande, des médecins hautement qualifiés ont constaté que son état de santé est tout aussi satisfaisant. Il est vrai qu'elle souffre d'une insuffisance coronarienne et qu'un infarctus local du myocarde a été déclaré chez elle il y a un an. Cependant, son état de santé s'étant stabilisé, aucune aggravation ne s'est manifestée depuis. Il est vrai également qu'elle souffre d'une affection oculative. Toutefois, cette dernière pourrait très bien être soignée dans une clinique ophtalmologique ordinaire. En ce sens, l'état de santé d'Elena Bonner n'exige ni une hospitalisation, d'ailleurs, elle se trouve actuellement à son domicile de Gorki ».

M. Marchais, incité à préciser sa position sur cette affaire, a déclaré :

L'intérêt principal des informations communiquées par M. Marchais est qu'elles ne comportent aucune date, et sont rédigées en des termes qui permettent toutes sortes d'interprétations. A cet égard, la réponse reçue samedi par le secrétaire général du PCF, qui avait interrogé les autorités soviétiques « au plus haut niveau », ressemble tout à fait à la dépêche publiée la veille, vendredi 18 mai, par l'agence Tass qui, elle aussi, évoquait les problèmes cardiaques de M^{me} Bonner et l'état de santé de son mari, selon un diagnostic établi « après le 24 avril ».

De même que la dépêche de l'agence Tass, la réponse adressée à M. Marchais évite soigneusement toute allusion à la grève de la faim que le couple a entamée en début mai. Elle ne permet même pas d'affirmer que M. Sakharov est hospitalisé, puisqu'elle indique seulement qu'il est « observé d'une manière régulière » dans un hôpital de Gorki, ce qui peut être une simple allusion à la surveillance médicale dont le physicien, qui est affecté de divers

troubles, fait l'objet au cours de son existence « normale » d'habitants de Gorki.

Les informations transmises par M. Marchais recèlent cependant une indication intéressante, puisqu'elles précisent que M^{me} Bonner « se trouve actuellement à son domicile de Gorki », ce qui, à contrario, semble confirmer que M. Sakharov, lui, n'y est plus.

En novembre 1982, M. Marchais avait déjà communiqué, également au cours d'un « Grand jury RTL-Le Monde », des informations sur la santé d'un autre dissident célèbre, Anatoli Chicharenko, qui purge depuis 1978 une peine de treize ans de prison pour « espionnage ».

Interrogé sur la valeur qu'il accordait à ces informations officielles, tant sur la santé du dissident que sur les raisons de son emprisonnement, M. Marchais a répondu, à l'époque : « Je n'ai certes aucune raison d'y croire absolument mais, a priori, je n'ai aucune raison de ne pas y croire ».

Manifestement, M. Mitterrand se garde donc de tout dire sur l'affaire Sakharov : il se contente de dire que l'Union soviétique est en son pouvoir pour que l'Union soviétique soit un succès, qui viendrait heureusement couronner six mois d'efforts à la présidence du conseil européen ; mais en ce qui concerne les Britanniques, il doit savoir que le Communisme ne

DIPLOMATIE

M. Gromyko rejette la proposition française de prélèvement sur les budgets militaires au profit du développement

Dans une longue lettre adressée à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et publiée samedi 19 mai par l'agence Tass, M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, expose l'avis de son gouvernement sur « la corrélation entre désarmement et développement » et critique « le refus des Etats-Unis et de leurs alliés nord-atlantiques d'accepter une compression de leurs crédits militaires ».

M. Gromyko s'en prend à cet égard, sans citer la France, aux propositions faites par M. Mitterrand à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre dernier et reprises ce mois-ci dans un mémorandum adressé au secrétaire général (Le Monde du 10 mai).

Après avoir rejeté comme « fondamentalement étrangère à l'Union soviétique » les propositions visant à la « transparence » des dépenses militaires, car elles équivalaient à « substituer à la compression des budgets militaires des recherches comptables délibérément compliquées » et des « controverses interminables sur les chiffres », le ministre soviétique écrit : « L'idée d'introduire un impôt sur les dépenses militaires est tout aussi dénuée de réalisme. Elle reviendrait à ne pas arrêter la course aux armements mais à l'obliger à verser une sorte de taxe sur sa poursuite. Cela pourrait conduire à une situation paradoxale, dans la mesure où le désir d'obtenir plus de moyens en fonction du volume des armements dans certains pays a intérêt à voir s'accroître la course aux armements et non son arrêt ».

De même, l'idée d'une conférence sur le thème « désarmement et développement » (une autre proposition française) est rejetée, par M. Gromyko. Non seulement, en effet, « une telle conférence ne serait

nullement liée à des mesures de désarmement », selon le ministre soviétique, mais encore elle « pourrait être exploitée par les détracteurs du désarmement afin de camoufler leur refus d'accepter des mesures tangibles de limitation des armements ».

M. Tchernenko réclame une « renonciation totale aux armes antisatellites »

D'autre part, M. Tchernenko, dans un message adressé à des savants américains et publié samedi 19 mai par l'agence Tass, se déclare à nouveau décidé à « faire le maximum d'efforts pour que les sinistres projets d'extension de la course aux armements à l'espace ne deviennent pas une réalité ». Il demande le « strict respect » du traité sur les armes spatiales signé en 1972 entre les Etats-Unis et l'URSS, une « renonciation solennelle à l'idée même de déploiement de systèmes antisatellites dans l'espace », et enfin une « renonciation totale aux armes antisatellites, comprenant la destruction des systèmes analogues déjà existants ».

« Il est indispensable, déclare encore le chef de l'Etat soviétique, d'empêcher des négociations officielles, sans condition ni restriction aucune, en vue de fermer solidement toutes les voies de la militarisation de l'espace cosmique ».

On sait que l'URSS a soumis, le 23 mars dernier, à la conférence du désarmement de Genève un projet visant à interdire la mise en place d'armes antisatellites dans l'espace. Ce texte a été rejeté le 2 avril par M. Reagan, qui considère une telle interdiction comme « impossible à vérifier » dans les conditions actuelles de la technique.

LA RENCONTRE DE MM. MITTERRAND ET KOHL

La France veut « verrouiller » le front des Neuf contre la Grande-Bretagne

M. Mitterrand a rencontré le chancelier Kohl, dimanche soir 20 mai à Sarrebruck, principalement pour échanger avec lui la préparation du prochain conseil européen, convoqué les 25 et 26 juin prochains à Fontainebleau. Le chef du gouvernement ouest-allemand a réaffirmé, à l'issue de l'entretien, la volonté de son pays de participer de son mieux, économiquement et financièrement, à l'élaboration d'un traité de coopération avec la République fédérale, et a appelé de ses vœux un commun accord sur les modalités de la contribution britannique au budget de la Communauté.

M. Mitterrand, de son côté, a simplement indiqué qu'il avait surtout été question de « problèmes pratiques » au cours de l'entretien et a constaté que, malgré la persistance du contentieux budgétaire avec Londres, « l'Europe vit ».

La brève visite que M. Mitterrand a rendue à M. Kohl illustre la volonté de la France de « verrouiller » le front — pour l'instant uni — des Neuf contre la Grande-Bretagne. Paris, qui assure la présidence du Conseil européen jusqu'au 30 juin, tient beaucoup à ce que cette affaire du budget ne tourne pas à une controverse franco-britannique. On estime, en outre, du côté français, que M^{me} Thatcher mise sur la désagrégation de ce front, à l'autonomie, du moins si rien n'est réglé d'ici là. Les « petits receveurs », comme on dit dans le jargon communautaire, c'est-à-dire les pays de la CEE qui perçoivent davantage qu'ils ne versent, risquent alors de reconstruire leur opposition aux exigences britanniques et, en raison du refus de Londres, la Communauté se trouve en panne de trésorerie et ne peut leur verser aux échéances prévues les sommes qu'ils en attendent.

La France tente donc de convaincre ses partenaires que la CEE pourra, s'il le faut, faire face à ses subventions de trésorerie, qu'elle a le droit de vivre chichement (au parle d'économies de 800 millions d'ECU dans les dépenses), et que tout « chantage » britannique sur ce terrain doit être considéré avec sérénité. Mais c'est là une argumentation qui se heurte à la question de l'accroissement des ressources propres de la Communauté : l'augmentation de la TVA ne produira d'effet qu'à partir de 1986, et cet effet risque d'être en partie absorbé par les conséquences budgétaires de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal.

Manifestement, M. Mitterrand se garde donc de tout dire sur l'affaire Sakharov : il se contente de dire que l'Union soviétique est en son pouvoir pour que l'Union soviétique soit un succès, qui viendrait heureusement couronner six mois d'efforts à la présidence du conseil européen ; mais en ce qui concerne les Britanniques, il doit savoir que le Communisme ne

Enfin, Paris se préoccupe de la montée d'un problème encore mal perçu des milieux européens, mais que les présidences suivantes pourraient avoir à traiter rapidement : celui de la contribution budgétaire allemande. La RFA est, elle aussi, un « contributeur net » : elle verse à la Communauté plus qu'elle n'en reçoit, et pour des raisons plus défendables que la Grande-Bretagne. Elle a fini par accepter le démantèlement, en deux temps, des montants compensatoires monétaires. Sera-t-elle aussi conciliante sur le terrain du budget ? Le prochain sommet régulier franco-allemand, la semaine prochaine à Rambouillet, devrait permettre un premier échange de vues sur le sujet.

BERNARD BRIGOULEX.

Arrestation à Moscou de quatre membres d'un mouvement pacifiste

Quatre membres d'un mouvement pacifiste indépendant, le Groupe pour l'établissement de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis, ont été arrêtés vendredi 18 mai, à Moscou, alors qu'ils recueillaient dans la rue des signatures au bas d'une pétition appelant à une rencontre entre dirigeants soviétiques et américains : les quatre pacifistes ont néanmoins réussi à recueillir trois cents signatures, ce qui est tout à fait exceptionnel. Trois d'entre eux ont été relâchés après interrogatoire, le quatrième, Alexandre Rybtchenko, était toujours détenu samedi 19 mai.

D'autre part, deux jeunes dissidents juifs lettons, Tatiana Zuchnein et Alexandre Balter, qui souhaitent émigrer en Israël, ont été interpellés samedi sous les yeux d'un correspondant de l'AFP avec lequel ils avaient rendez-vous dans une rue de Moscou. Ils ont été emmenés par six hommes en civil, tandis qu'une voiture du KGB bloquait le véhicule du journaliste. Les deux Lettons ont été relâchés après avoir été conduits dans une forêt des environs de Moscou, où ils ont, selon leurs propres dires, été menacés de violences. Le mari de M^{me} Zuchnein a lui-même été arrêté en mars dernier après avoir tenté de manifester à Moscou pour le droit à l'émigration. Son procès devrait s'ouvrir prochainement.

D'autre part, nous signalons notre correspondant, un traducteur-interprète d'italien, juif lui aussi, M. Mark Bolchouk, a essayé de faire parvenir une lettre à M. Mitterrand pour demander à émigrer en France. Sa femme, qui souhaite partir avec lui, a été amenée jeudi dernier dans un asile psychiatrique, après avoir subi un examen sans succès à l'ambassade de France pour y porter son message. — (AFP.)

La situation des juifs d'URSS. — Les dirigeants des communautés juives de dix pays européens, réunis à Paris les 17 et 18 mai, à l'initiative du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives en France), ont estimé que « le durcissement actuel de la politique soviétique prouve pour les juifs d'URSS l'entrée dans une zone de grands dangers ». Selon les participants, « tout semble confirmer l'intention des autorités soviétiques d'en finir avec le mouvement juif pour endiguer la contagion et, chemin faisant, raser des méthodes de répression face à la montée des oppositions démocratiques et nationales en URSS ».

LE DICTIONNAIRE DES REALITES ECONOMIQUES

BERNARD & COLLI
Dictionnaire économique et financier

Un dictionnaire qui a fait ses preuves

Quatrième édition mise à jour et augmentée

Un ouvrage de référence sur les notions essentielles de la vie économique, sociale et financière.

SEUIL

L'art de l'ambiguïté

Les informations transmises par M. Marchais recèlent cependant une indication intéressante, puisqu'elles précisent que M^{me} Bonner « se trouve actuellement à son domicile de Gorki », ce qui, à contrario, semble confirmer que M. Sakharov, lui, n'y est plus.

En novembre 1982, M. Marchais avait déjà communiqué, également au cours d'un « Grand jury RTL-Le Monde », des informations sur la santé d'un autre dissident célèbre, Anatoli Chicharenko, qui purge depuis 1978 une peine de treize ans de prison pour « espionnage ».

Interrogé sur la valeur qu'il accordait à ces informations officielles, tant sur la santé du dissident que sur les raisons de son emprisonnement, M. Marchais a répondu, à l'époque : « Je n'ai certes aucune raison d'y croire absolument mais, a priori, je n'ai aucune raison de ne pas y croire ».

DIPLOMATIE

Moscou a... de ses... près des... annonce...

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, a déclaré samedi 19 mai, dans une longue lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, que son gouvernement était prêt à accepter une compression de ses dépenses militaires, à condition que les Etats-Unis et leurs alliés nord-atlantiques fassent de même. M. Gromyko a également réaffirmé la volonté de l'URSS de respecter le traité de 1972 sur les armes spatiales, et a demandé une renonciation solennelle à l'idée même de déploiement de systèmes antisatellites dans l'espace. Il a enfin appelé à une renonciation totale aux armes antisatellites, comprenant la destruction des systèmes analogues déjà existants.

D'autre part, M. Tchernenko, dans un message adressé à des savants américains et publié samedi 19 mai par l'agence Tass, se déclare à nouveau décidé à « faire le maximum d'efforts pour que les sinistres projets d'extension de la course aux armements à l'espace ne deviennent pas une réalité ». Il demande le « strict respect » du traité sur les armes spatiales signé en 1972 entre les Etats-Unis et l'URSS, une « renonciation solennelle à l'idée même de déploiement de systèmes antisatellites dans l'espace », et enfin une « renonciation totale aux armes antisatellites, comprenant la destruction des systèmes analogues déjà existants ».

« Il est indispensable, déclare encore le chef de l'Etat soviétique, d'empêcher des négociations officielles, sans condition ni restriction aucune, en vue de fermer solidement toutes les voies de la militarisation de l'espace cosmique ».

On sait que l'URSS a soumis, le 23 mars dernier, à la conférence du désarmement de Genève un projet visant à interdire la mise en place d'armes antisatellites dans l'espace. Ce texte a été rejeté le 2 avril par M. Reagan, qui considère une telle interdiction comme « impossible à vérifier » dans les conditions actuelles de la technique.

M. Mitterrand a rencontré le chancelier Kohl, dimanche soir 20 mai à Sarrebruck, principalement pour échanger avec lui la préparation du prochain conseil européen, convoqué les 25 et 26 juin prochains à Fontainebleau. Le chef du gouvernement ouest-allemand a réaffirmé, à l'issue de l'entretien, la volonté de son pays de participer de son mieux, économiquement et financièrement, à l'élaboration d'un traité de coopération avec la République fédérale, et a appelé de ses vœux un commun accord sur les modalités de la contribution britannique au budget de la Communauté.

M. Mitterrand, de son côté, a simplement indiqué qu'il avait surtout été question de « problèmes pratiques » au cours de l'entretien et a constaté que, malgré la persistance du contentieux budgétaire avec Londres, « l'Europe vit ».

La brève visite que M. Mitterrand a rendue à M. Kohl illustre la volonté de la France de « verrouiller » le front — pour l'instant uni — des Neuf contre la Grande-Bretagne. Paris, qui assure la présidence du Conseil européen jusqu'au 30 juin, tient beaucoup à ce que cette affaire du budget ne tourne pas à une controverse franco-britannique. On estime, en outre, du côté français, que M^{me} Thatcher mise sur la désagrégation de ce front, à l'autonomie, du moins si rien n'est réglé d'ici là. Les « petits receveurs », comme on dit dans le jargon communautaire, c'est-à-dire les pays de la CEE qui perçoivent davantage qu'ils ne versent, risquent alors de reconstruire leur opposition aux exigences britanniques et, en raison du refus de Londres, la Communauté se trouve en panne de trésorerie et ne peut leur verser aux échéances prévues les sommes qu'ils en attendent.

La France tente donc de convaincre ses partenaires que la CEE pourra, s'il le faut, faire face à ses subventions de trésorerie, qu'elle a le droit de vivre chichement (au parle d'économies de 800 millions d'ECU dans les dépenses), et que tout « chantage » britannique sur ce terrain doit être considéré avec sérénité. Mais c'est là une argumentation qui se heurte à la question de l'accroissement des ressources propres de la Communauté : l'augmentation de la TVA ne produira d'effet qu'à partir de 1986, et cet effet risque d'être en partie absorbé par les conséquences budgétaires de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal.

Manifestement, M. Mitterrand se garde donc de tout dire sur l'affaire Sakharov : il se contente de dire que l'Union soviétique est en son pouvoir pour que l'Union soviétique soit un succès, qui viendrait heureusement couronner six mois d'efforts à la présidence du conseil européen ; mais en ce qui concerne les Britanniques, il doit savoir que le Communisme ne

Un accord... pour M. Genscher

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a déclaré samedi 19 mai, dans une longue lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, que son gouvernement était prêt à accepter une compression de ses dépenses militaires, à condition que les Etats-Unis et leurs alliés nord-atlantiques fassent de même. M. Genscher a également réaffirmé la volonté de l'Allemagne de respecter le traité de 1972 sur les armes spatiales, et a demandé une renonciation solennelle à l'idée même de déploiement de systèmes antisatellites dans l'espace. Il a enfin appelé à une renonciation totale aux armes antisatellites, comprenant la destruction des systèmes analogues déjà existants.

D'autre part, M. Tchernenko, dans un message adressé à des savants américains et publié samedi 19 mai par l'agence Tass, se déclare à nouveau décidé à « faire le maximum d'efforts pour que les sinistres projets d'extension de la course aux armements à l'espace ne deviennent pas une réalité ». Il demande le « strict respect » du traité sur les armes spatiales signé en 1972 entre les Etats-Unis et l'URSS, une « renonciation solennelle à l'idée même de déploiement de systèmes antisatellites dans l'espace », et enfin une « renonciation totale aux armes antisatellites, comprenant la destruction des systèmes analogues déjà existants ».

« Il est indispensable, déclare encore le chef de l'Etat soviétique, d'empêcher des négociations officielles, sans condition ni restriction aucune, en vue de fermer solidement toutes les voies de la militarisation de l'espace cosmique ».

On sait que l'URSS a soumis, le 23 mars dernier, à la conférence du désarmement de Genève un projet visant à interdire la mise en place d'armes antisatellites dans l'espace. Ce texte a été rejeté le 2 avril par M. Reagan, qui considère une telle interdiction comme « impossible à vérifier » dans les conditions actuelles de la technique.

Trois Soviétiques ont été Deux

Les trois membres du mouvement pacifiste indépendant, le Groupe pour l'établissement de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis, ont été arrêtés vendredi 18 mai, à Moscou, alors qu'ils recueillaient dans la rue des signatures au bas d'une pétition appelant à une rencontre entre dirigeants soviétiques et américains : les quatre pacifistes ont néanmoins réussi à recueillir trois cents signatures, ce qui est tout à fait exceptionnel. Trois d'entre eux ont été relâchés après interrogatoire, le quatrième, Alexandre Rybtchenko, était toujours détenu samedi 19 mai.

D'autre part, nous signalons notre correspondant, un traducteur-interprète d'italien, juif lui aussi, M. Mark Bolchouk, a essayé de faire parvenir une lettre à M. Mitterrand pour demander à émigrer en France. Sa femme, qui souhaite partir avec lui, a été amenée jeudi dernier dans un asile psychiatrique, après avoir subi un examen sans succès à l'ambassade de France pour y porter son message. — (AFP.)

La situation des juifs d'URSS. — Les dirigeants des communautés juives de dix pays européens, réunis à Paris les 17 et 18 mai, à l'initiative du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives en France), ont estimé que « le durcissement actuel de la politique soviétique prouve pour les juifs d'URSS l'entrée dans une zone de grands dangers ». Selon les participants, « tout semble confirmer l'intention des autorités soviétiques d'en finir avec le mouvement juif pour endiguer la contagion et, chemin faisant, raser des méthodes de répression face à la montée des oppositions démocratiques et nationales en URSS ».

LATIE

Le rejet de la proposition de...
ment sur les budgets...
profit du développement...

DIPLOMATIE

Moscou a augmenté le nombre de ses sous-marins nucléaires près des côtes américaines
annonce le maréchal Oustinov

De notre correspondant

Moscou. — Confirmant un avertissement formulé par Brejnev, qui avait annoncé dès mars 1982 son intention de placer les États-Unis « dans une situation analogue » à celle que créait pour l'URSS le déploiement des missiles américains en Europe occidentale, le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la Défense, révèle, dans des « réponses » faites à l'agence TASS et publiées dimanche 20 mai par celle-ci, que le pouvoir de destruction des sous-marins nucléaires croissant près des côtes américaines a été renforcé.

« Nous avons augmenté le nombre de nos sous-marins armés de missiles nucléaires près des côtes américaines. Leur puissance, leur précision, leur capacité à atteindre leurs cibles sur le territoire des États-Unis et leur temps de vol constituent un contrepoint équilibré à la menace que font peser sur nous et sur nos alliés les nouveaux missiles américains en Europe », déclare le ministre soviétique de la Défense. Dressant un parallèle avec le temps de vol des Pershing 2, le maréchal Oustinov suggère que ces missiles, lancés à partir de sous-marins, sont capables d'atteindre les systèmes d'armement ou les villes des États-Unis dans un délai de huit à dix minutes.

Le ministre soviétique indique, d'autre part, que le déploiement de « missiles tactiques opérationnels de portée accrue » (les SS-20 qui peuvent porter à 1 000 kilomètres) a commencé en décembre 1983 en Tchecoslovaquie et en RDA, et que l'URSS se prépare, à l'OTAN pour, à augmenter le nombre des SS-20 pointés sur l'Europe occidentale. « Une attaque nucléaire contre l'URSS et ses alliés conduirait inévitablement à une riposte immédiate et inévitable, à la fois contre les territoires où des missiles ont été déployés et contre ceux d'où est venu l'ordre de les lancer », précise le maréchal Oustinov.

Un accueil plutôt frais pour M. Genscher

On ne saurait être plus clair à l'égard de la RFA, seul pays européen où se trouvent des batteries de Pershing-2. Ce faisant, le ministre soviétique de la Défense consolide l'élément essentiel de la stratégie occidentale, à savoir le « couplage » entre la défense de l'Europe et celle des États-Unis. La publication de cette déclaration le jour même de l'arrivée à Moscou de M. Genscher, ministre des affaires étrangères de Bonn, montre d'autre part que le temps des ménagements à l'égard de la RFA est désormais bien terminé.

Trois Soviétiques faits prisonniers par la résistance afghane ont été libérés en Suisse

Deux restent à l'Ouest

De notre correspondant

Berne. — Trois des dix soldats soviétiques capturés par la résistance afghane et internés en Suisse ont été libérés, dimanche 20 mai, une semaine avant le terme de leur peine de deux ans de détention. Comme les autorités helvétiques l'avaient déjà laissé entendre, deux d'entre eux ont choisi de rester en Suisse, tandis que le troisième regagnait immédiatement l'URSS par le vol régulier de l'Aéroflot.

Les deux premiers ont été confiés à une organisation de charité de gauche, l'Entraine sociale ouverte. Officiellement, ils n'ont pas demandé l'asile politique. L'Entraine sociale ouverte se chargera de leur trouver un logement et du travail ainsi que de leur enseigner une langue occidentale. Par souci de discrétion et pour prévenir des manifestations, les autorités helvétiques ont préféré avancer l'échéance de leur libération prévue, à l'origine, pour le 28 mai.

Le porte-parole du département fédéral des affaires étrangères a confirmé que le gouvernement soviétique avait élevé une protestation auprès de Berne « non pas parce que deux des internés libérés demeurent en Suisse », mais pour reprocher aux autorités helvétiques d'avoir « influencé leur décision ».

Aux termes d'accords bilatéraux passés entre le CICR, la résistance afghane et l'URSS, onze soldats soviétiques ont jusqu'ici été transférés en Suisse. La Confédération a pour mission d'assurer leur hébergement au pénitencier militaire de Zugerberg, près de Zug, en Suisse centrale. L'un d'eux, Iuri Vachtchenko, s'est évadé en juillet dernier et a demandé l'asile politique à l'Allemagne fédérale. Dans une émission dif-

fuser le 18 mai par la télévision

romande, ce jeune Russe de vingt ans, né près de Krasnotarsk, en Sibirie, a expliqué les raisons de son évadement : « Je ne voulais pas rentrer dans mon pays, car je connaissais les conditions de détention des prisonniers à leur retour après la deuxième guerre mondiale. Je ne voulais pas passer non plus deux ans dans cette prison où j'avais l'impression de perdre mon temps et où on m'empêchait de lire la littérature de l'émigration ».

Des sept Soviétiques encore internés en Suisse, deux devraient être libérés le 19 août prochain. En principe, la situation de ces soldats est régie à la fois par la troisième convention de Genève sur le traitement des prisonniers de guerre et par les accords passés avec chacune des parties intéressées. Des difficultés sont cependant apparues sur l'interprétation d'une clause prévoyant le rapatriement des détenus dès la fin des hostilités, l'URSS n'ayant jamais reconnu être en guerre en Afghanistan.

Dans un communiqué diffusé dimanche 20 mai à Genève, le CICR tient à préciser qu'« il n'agit jamais contre la volonté des gens qu'il assiste ». Il rappelle également « les limites intolérables qui lui sont imposées dans son action humanitaire en Afghanistan depuis le début du conflit ». En dépit des démarches répétées auprès des gouvernements afghans et soviétiques, le CICR n'a pas été autorisé, sinon lors de deux brèves missions en 1980 puis en 1982, à agir à l'intérieur de l'Afghanistan ».

J.-C. B.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

La Ligue arabe invite l'Iran à cesser ses attaques contre les bâtiments des pays non belligérants

Un conseil extraordinaire des ministres arabes des affaires étrangères, réuni à Tunis, a adopté, dimanche 20 mai, une résolution modérée appelant l'Iran à cesser ses attaques contre les bâtiments et les installations portuaires des États non belligérants de la région. Curieusement, la résolution passe totalement sous silence les attaques plus nombreuses de l'aviation ira-

kienne contre les bâtiments naviguant dans le Golfe. Selon des sources proches de la conférence, cette discrimination provient du fait que les attaques irakiennes ont lieu dans des zones déclarées « de guerre » — ce qui, en réalité, n'est pas toujours le cas, — alors que les attaques iraniennes ont eu lieu dans les eaux territoriales et inter-

nationales du Golfe et sans avertissement.

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Chara, et son collègue libyen, M. Abdel Salam Triki, ont tenté, en vain, d'empêcher que l'Iran soit désigné nominalement, en invoquant la règle d'unanimité de la Ligue, qui donne à chacun des vingt et un États membres le droit de veto. Le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud El Fayçal, a déclaré avant son départ de Ryad que les États arabes devraient peut-être « prendre des mesures » pour mettre fin à la crise du Golfe, car « l'agression iranienne est devenue si grave et si dangereuse que la Ligue arabe n'a d'autre choix que d'agir ».

La veille, le ministre de la Défense saoudien, le prince Sultan Ibn Abdel Aziz, avait affirmé que les attaques perpétrées contre les pétroliers dans le Golfe « ne devaient pas rester impunit », mais avait refusé de préciser si des mesures spécifiques avaient été prises en ce sens. En conséquence, le ministre saoudien des affaires étrangères, intervenant samedi à Tunis devant le conseil ministériel de la Ligue arabe, avait exigé une « action immédiate », car « il n'est plus possible de rester spectateur devant l'escalade de la guerre entre l'Iran et l'Irak ». Le ministre saoudien avait fini cependant par demander l'adoption d'une position commune par les pays arabes « pour éviter un élargissement du conflit à toute la région ».

Vers un affrontement militaire irano-saoudien ?

Malgré le ton modéré de la résolution de Tunis, les pays pétroliers du Golfe, et en particulier l'Arabie Saoudite, pourraient dans un proche avenir être amenés à intervenir aux côtés de l'Irak dans le conflit qui l'oppose à l'Iran. Selon la presse américaine, l'Arabie Saoudite, qui dispose de forces armées modernes et bien entraînées, pourrait bien être le premier État de la région à se « froter » militairement à l'Iran. On rappelle à ce propos que le premier affrontement direct entre pilotes saoudiens et iraniens a failli avoir lieu le 9 mai.

Liban

Le faux départ des « soldats de Dieu » de Baalbek

Quatre avions israéliens ont bombardé, dimanche 20 mai, un camp de miliciens pro-iraniens proche du village de Jazza, situé à 5 kilomètres de la frontière syrienne et à près de 25 kilomètres de la ville de Baalbek.

D'autre part, un soldat syrien a été blessé samedi lors d'un incident avec des miliciens libanais pro-iraniens de la ville de Baalbek. Cet incident survient au moment où, ainsi que l'indique notre correspondant à Beyrouth, les militants d'Amal islamique, branche dissidente pro-iranienne du mouvement chiite Amal, dirigé par Hossein Moussawid, paraissent quitter la région de Baalbek.

De notre correspondant

Beyrouth. — « Les Iraniens s'en vont », dans la Bekaa-Nord, sous contrôle syrien, la nouvelle qui s'est répandue, la semaine dernière déjà, a été accueillie avec soulagement, car elle a été ressentie comme l'indice d'un retour sinon à la normale — rien n'est normal nulle part au Liban — du moins au statu quo ante de l'ordre syrien, familial et somme toute modéré. Les gardiens de la révolution, venus de Téhéran durant le second semestre de 1982 à la faveur du bouleversement créé par l'invasion israélienne et qui avaient fait de Baalbek leur fief, ont fait leurs paquets.

Mais, aux dernières nouvelles, « ils ne sont pas partis ». Ce qui cadre avec la méthode des dirigeants syriens consistant, quand ils veulent mettre des alliés « à l'écart », à procéder par touches successives, quitta à donner, si nécessaire, l'estocade finale. Le cas des Palestiniens de M. Arafat est encore dans toutes les mémoires, même s'il n'y a pas de commune mesure entre les deux affaires. La Syrie supportait assez mal, à vrai dire, ces « soldats de Dieu » venus à un an et demi compléter sur ce qui subsistait de sa chasse gardée au Liban. Être alliés de Téhéran sur le plan régional ne signifiait guère, en effet, pour Damas, partager le pouvoir avec les hommes de l'ayatollah Khomeini dans sa zone d'influence libanaise.

Avec la patience, qui le caractérise le régime syrien s'est d'abord accommodé, à son corps défendant, de la présence irakienne tant qu'il était en position de faiblesse et tant qu'il avait un compte à régler en priorité avec les Palestiniens. Cependant, même à cette époque, les troupes syriennes étaient intervenues pour empêcher un débordement des Iraniens hors de Baalbek. Cela s'était traduit en 1983 par quelques accrochages limités, mais efficaces.

Les gardiens de la révolution, se sont donc cantonnés à Baalbek, qu'ils ont plus ou moins transformé en « ville à l'ira-

nienne », y prohibant les boissons alcoolisées et s'employant à y restaurer l'usage du voile, voire à y introduire le tahdour pour les femmes avec, dit-on, prime mensuelle de 300 LL (450 F) à l'appui. La population des lieux toute chiite qu'elle soit en majorité, bien que Baalbek compte aussi des chrétiens et des sunnites, manifestait peu d'enthousiasme pour le style khomeiniste, l'acceptant sans vraiment y adhérer. De plus, les Iraniens s'appuyant à Baalbek sur des dissidents extrémistes du mouvement chiite Amal, dont le chef est M. Hussein Moussawid, la victoire à Beyrouth de la branche principale d'Amal dirigée par M. Berri, en renforçant celle-ci, affaiblissait ipso facto sa rivalité.

Les Syriens ont profité de cette conjonction de facteurs pour, dans une première phase, réduire le poids des gardiens de la révolution venus d'Irak, qu'ils ont éliminés éventuellement par la suite. Selon des informations circulant à Beyrouth-Ouest, M. Berri aurait reçu la promesse à Damas (Israël) y négocierait les conditions de son acceptation du gouvernement d'union nationale, qu'il avait commencé par résuser, d'être débarrassé par la Syrie de la branche dissidente d'Amal dans la Bekaa, ce qui impliquait une mise au pas des Iraniens khomeinistes.

Les relations d'Amal avec Téhéran, sans être franchement mauvaises, sont, en pratique, plutôt lâches. M. Hussein Moussawid a démenti les informations de presse faisant état de son départ de Baalbek. De son côté, le chargé d'affaires d'Irak à Damas a déclaré que les gardiens de la révolution se trouvaient toujours dans la Bekaa et y demeuraient.

Néanmoins, « quelque chose a changé » au cours des deux dernières semaines, de l'avis de la population, dans cette région du Liban.

LUCIEN GEORGE.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA : Maroc, 4,30 dr. : Tunisie, 200 m. : Allemagne, 1,70 DM : Autriche, 17 sch. : Belgique, 28 fr. : Canada, 1,10 \$: Côte-d'Ivoire, 300 F CFA : Danemark, 7,20 kr. : Espagne, 110 pes. : E.-U., 95 c. : G.-B., 15 p. : Grèce, 95 dr. : Irlande, 85 p. : Italie, 1 800 L. : Liban, 375 F. : Libye, 4,300 DL : Luxembourg, 26 fr. : Norvège, 6,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 85 esc. : Roumanie, 300 F CFA : Suède, 2,20 kr. : Suisse, 1,50 L. : Tchécoslovaquie, 182 sk.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonneau-Méry (1944-1969) Jacques Foccart (1969-1982)

Imprimé en France, 5, rue des Italiens, PARIS 6

Reproduction interdite de tout ou partie sans l'accord de l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 437

ISSN : 0395-2397

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par voie aérienne)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 836 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les adresses postales en capitales d'imprimerie.

JE CROIS A LA VOCATION TIERS-MONDISTE DE LA FRANCE



Jean-Pierre Cot

A l'épreuve du pouvoir

Le tiers-mondisme, pour quoi faire?

Seuil

SEUIL

69 F

هتدا من الاميل

ASIE

Inde

DANS LA RÉGION DE BOMBAY

Les heurts entre musulmans et hindous ont fait plus de cent morts

New-Delhi. — Cent morts, deux cent cinquante blessés, six mille à sept mille personnes sans abris, et mille cinq cents arrestations : tel est le bilan des émeutes religieuses qui ont éclaté, vendredi 18 mai, à Bombay et dans sa banlieue. Un bilan que les autorités et l'armée, qui semblent avoir repris le contrôle de la situation, espèrent définir.

Imposé vendredi, le couvre-feu à Bhivandi, Thana et le centre de Bombay, a été prolongé jusqu'à ce lundi au moins. Le premier ministre, M. Gandhi, a déclaré que les lieux dévastés dans la journée de lundi, elle avait auparavant dépeché sur place son ministre de l'intérieur, M. P. C. Sethi, chargé d'établir un catalogue des mesures d'urgence à prendre pour venir en aide aux sinistrés.

La télévision nationale a montré des images de désolation. Des quartiers entiers de bidonvilles totalement détruits, des ruines fumantes, des familles et des enfants en pleurs, des rangées de cadavres et de blessés alignés dans les hôpitaux. La plupart des victimes ont été atrocement mutilées, après avoir été sauvagement lynchées à coups de bottes, de couteaux et de barres de fer. Certaines personnes ont été brûlées vives dans leurs abris de fortune et d'autres, une bonne douzaine selon les témoins, sont tombées sous les balles de la police, invitée dès vendredi à tirer ses sommations sur les émeutiers les plus excités.

Pauvreté et promiscuité

La presse indienne n'étant pas autorisée à publier des informations « de nature à monter une communauté contre une autre », il est difficile d'établir qui, des hindous ou des musulmans, a le plus souffert de ces soixante-douze

De notre correspondant

heures de fureur. Une chose est sûre, à les voir hébétés avec leurs enfants en halions, au milieu des ruines de leurs masures, les victimes ont en commun une très grande pauvreté. Le paupérisme, la promiscuité (le tiers de la population de Bombay et des environs vit dans des bidonvilles surpeuplés), la lutte quotidienne pour survivre, l'ignorance qui engendre l'intolérance, entretenue par les fanatiques des deux camps, sont à l'origine des affrontements.

Une injure, proférée par le chef d'un mouvement violentement régionaliste et hindouiste (1) à l'endroit du prophète Mohamed, outrage nié, mais largement repris et commenté par une partie de la presse ordure (langue des musulmans en Inde et au Pakistan), a mis, cette fois, le feu aux poudres (le Monde daté 20-21 mai).

En 1970, des émeutes de nature identique avaient éclaté au même endroit et provoqué la mort d'une centaine de gens. Au cours des quatorze années qui séparent ces deux grandes explosions à Bombay, des dizaines d'affrontements, certes moins meurtriers, ont eu lieu dans d'autres parties du pays entre les deux principales communautés religieuses de l'Inde.

La minorité musulmane (12 % de la population contre 83 % d'hindous), malgré les réels efforts d'équité faits par le gouvernement central, se sent mal aimée et conserve souvent une mentalité d'assiégé.

Certains de ses membres ne se font pas à l'idée d'être devenus quantité négligeable sur une terre que leurs ancêtres moines gouvernaient pendant cinq siècles et qui porte aujourd'hui partout les traces de la gloire musulmane passée. D'un autre côté, le chauvinisme

hindou et ses porte-parole, qui accusent périodiquement les adeptes de l'islam d'être des traîtres potentiels, plus ou moins tournés vers l'adversaire pakistanais, eurent depuis quelques années une inquiétante montée en puissance.

Certains, parmi leurs hérauts les plus bruyants, vont parfois jusqu'à réclamer la conversion des « hérétiques » à l'hindouisme, ou leur déportation pure et simple de l'autre côté de la frontière nord-ouest. Séquelles psychologiques du grand partage de 1947, qui donna naissance, dans le sang et la douleur, au Pakistan.

PATRICE CLAUDE.

(1) Ce mouvement, le Shiv Sena, qui se réclame notamment de Shivaji Bhonsle, un homme de guerre marathe du dix-septième siècle, est animé d'un esprit nationaliste marathe militant (ayant conduit à la formation de l'Etat de Bombay, le Maharashtra), ainsi que d'un esprit de revanche à l'égard des musulmans.

Chine

● Visite du président de Sri Lanka. — Le président de Sri Lanka, M. Junius Richard Jayawardene, est arrivé dimanche 20 mai à Pékin pour une visite officielle de cinq jours. Il s'agit de la première visite en Chine d'un chef d'Etat de Sri Lanka depuis que les deux pays ont établi des relations diplomatiques en 1957. — (AFP.)

EUROPE

Suisse

Les électeurs se sont prononcés à une forte majorité pour le maintien du secret bancaire

Berne. — Les Suisses ont rejeté, le dimanche 20 mai, par 73 % de non contre 27 % de oui, l'initiative populaire du Parti socialiste « contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques ». Le refus a été général dans tous les cantons.

A Bâle-ville, où il a fait son meilleur score, le projet n'a recueilli que 37 % des voix. Dans les cantons de langue française, l'opposition a été encore plus marquée qu'ailleurs : près de 80 % de « non » dans le Valais et 82 % à Genève.

Pour la grande majorité des Suisses, le principe du secret bancaire reste donc un tabou. Même si le projet visait à une plus grande justice sociale, les citoyens redoutaient de voir l'Etat s'immiscer davantage dans leur vie privée, en particulier dans leurs comptes bancaires. Sur tout en période de récession, ils ne souhaitent pas porter atteinte à un secteur essentiel de l'économie. Les banques ne s'étaient pas fait faute de rappeler le rôle qu'elles ont dernièrement joué pour renflouer certaines entreprises, notamment dans l'horlogerie. Elles avaient aussi mis en garde contre la concurrence d'autres places financières et contre une éventuelle fuite des capitaux en cas d'acceptation de l'initiative.

Dans la mesure où il a annulé les banques à sortir de leur réserve coutumière, le débat n'aura pas été entièrement inutile. Dans le sillage du scandale qui avait éclaté en 1977 dans la filiale du Crédit suisse à Chiasso, les autorités ont décidé de réviser la loi sur les banques. En attendant, en vertu d'une convention de diligence passée avec la Banque nationale, les banques helvétiques sont tenues d'établir l'identité précise de chaque client et de ne pas fa-

De notre correspondant

voriser l'évasion de capitaux. Elles doivent, dans certains cas, renseigner les tribunaux lorsqu'il y a procédure civile ou pénale suisse, voire étrangère. Après le rejet massif des propositions socialistes, il est cependant peu probable que la révision de la loi sur les banques aboutisse à des réformes en profondeur.

Par un score plus serré (51 % contre 49 %), les Suisses ont également repoussé une autre initiative « contre le bradage du sol national ». Émanant des milieux d'extrême droite et xénophobes, mais également soutenu par le parti socialiste — qui souhaitait lutter contre la spéculation foncière — et les écologistes, ce projet visait à interdire toute vente de résidences secondaires à des étrangers résidant hors de Suisse. En cas d'acceptation, cette disposition aurait surtout pénalisé les régions à vocation touristique. Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait été rejetée par 84 % des votants en Valais et dans l'ensemble de la Suisse romande et au Tessin, alors qu'elle était acceptée à Zurich, Bâle et dans les cantons frontaliers avec l'Allemagne.

Le gouvernement avait fait campagne contre l'initiative, mais souhaite néanmoins mettre un frein à l'acquisition de biens fonciers par les étrangers. Une nouvelle loi entrera en vigueur en 1985, limitant à deux mille deux cents par an et pour l'ensemble du pays les autorisations de ventes de biens immobiliers à des personnes domiciliées à l'étranger.

JEAN-CLAUDE BUIHRE.

AFRIQUE

Les ambassadeurs africains dans la France profonde

De notre envoyée spéciale

Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse). — Pour la deuxième année, et cette fois à l'invitation de M. Guy Fenne, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines, le maire de Sainte-Cécile-les-Vignes, une quarantaine d'ambassadeurs africains ont pu, l'espace d'une journée, vendredi 18 mai, découvrir un peu la « France profonde » et ses richesses. Dans cette partie du Vaucluse où le vin est roi, c'est à des visites de caves qu'avaient d'abord conviés les représentants africains, qui ont pu apprécier divers crus des Côtes-du-Rhône et s'initier aux arcanes d'une bonne vinification.

Cette rencontre informelle et détendue a aussi donné l'occasion à M. Guy Fenne de rappeler « le sens et la portée » de la politique africaine de la France, dont il a réaffirmé les principes : « Solidarité politique, solidarité économique et solidarité dans le domaine de la sécurité, solidarité politique sans hypocrisie, ni complaisance », a déclaré le conseiller aux affaires africaines de M. Mitterrand, qui a poursuivi : « Nous ne cherchons à imposer aucun modèle. Nous nous réservons le droit de faire valoir dans nos relations notre conception des droits de l'homme et de nos traditions de liberté. »

Quelques heures après l'annonce de la « visite privée » du premier ministre sud-africain en France, cette petite pléiade n'est pas passée inaperçue, même si les conditions de cette visite préoccupaient plus les journalistes présents que les ambassadeurs. D'ailleurs, lui répondant au nom de ses pairs, en tant que doyen du corps diplomatique africain, M. Ben Abbes, ambas-

sadeur du Maroc à Paris, devait déclarer : « Nous sommes d'accord sur l'ensemble de la politique française en Afrique. »

La solidarité économique évoquée par M. Fenne lui a aussi permis de rappeler quelques chiffres : 19,25 milliards d'aide publique au développement en 1983, dont plus de la moitié pour l'Afrique ; 4,7 milliards de prêts de la Caisse centrale et plus de 1 milliard de francs du Fonds d'aide et de coopération. Quant à la sécurité, le conseiller de M. Mitterrand a été ferme : « Que nos amis sachent qu'ils nous trouveront toujours à leurs côtés en cas d'intervention extérieure qui mette en péril leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale. »

Après la visite au château médiéval de Sainte-Rose, propriété du département de la Drôme — qui y a installé une université du vin —, les ambassadeurs ont pu assister, à Sainte-Cécile-les-Vignes, à un très bon spectacle « franco-africain ». En effet, si des représentants africains ont été rendus à découvrir le groupe provençal Flour de Rose, les concitoyens de M. Fenne ont vibré à l'orchestre de Mansi di Bango et aux rythmes d'une troupe malgache. Pour perpétuer une tradition dorénavant bien établie, M. Nuel, ministre délégué à la coopération, qui assistait à cette journée, et M. Fenne ont décidé l'année prochaine de convier les ambassadeurs, visiblement très heureux de ces rencontres, à un voyage de deux jours : l'un à Beaupré (18e), chef du ministre, l'autre à Sainte-Cécile-les-Vignes, chef du conseiller.

FRANÇOISE CHIPAUX.

A TRAVERS LE MONDE

Italie

● DEUXIÈME QUESTION DE CONFIANCE. — Le gouvernement de M. Cossiga a décidé de poser pour la deuxième fois consécutive la question de confiance au Parlement à propos du décret anti-inflation. Dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 mai, le gouvernement de centre-gauche avait une première fois obtenu la confiance de la Chambre des députés par 341 voix contre 195. Ce premier vote visait la suppression de toute discussion d'amendements sur le texte. La seconde question de confiance vise à éviter d'autres manœuvres de l'opposition, notamment du PCI.

AUCREA-FRANCE

18, rue de l'Arcade
75008 PARIS, tel. 265-42-53

ARABE LITTÉRAIRE MODERNE

Stages intensifs de 100 heures, tous niveaux :
— Du 2 au 27 juillet 1984
— Du 3 au 28 septembre 1984

ANGLAIS

Stage intensif avec agrément régional par l'Etat (très bonne base requise) : 8 semaines à partir du 10 septembre 1984

pour gagner du temps : faute d'être adoptée avant la date limite du 17 juin, le texte du gouvernement deviendrait en effet caduc. — (AFP.)

Vietnam

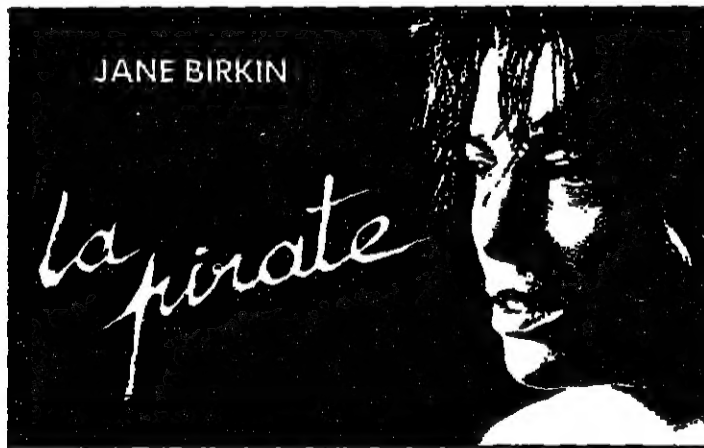
● VISITE DE M. MITTERMAN. — M. Charles Fiterman, ministre des transports, se rendra au Vietnam du 30 mai au 2 juin, après un voyage en Birmanie du 26 au 29 mai, apprenant-on à Hanoï de source française. — (AFP.)



Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

Vente de fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal spécialisé (depuis 40 ans) "Les Annonces"
En Vente Partout 3,50 F et 35 c. Moins, 72011 PARIS, TEL. (1) 85.32.30



Kamran Gürün

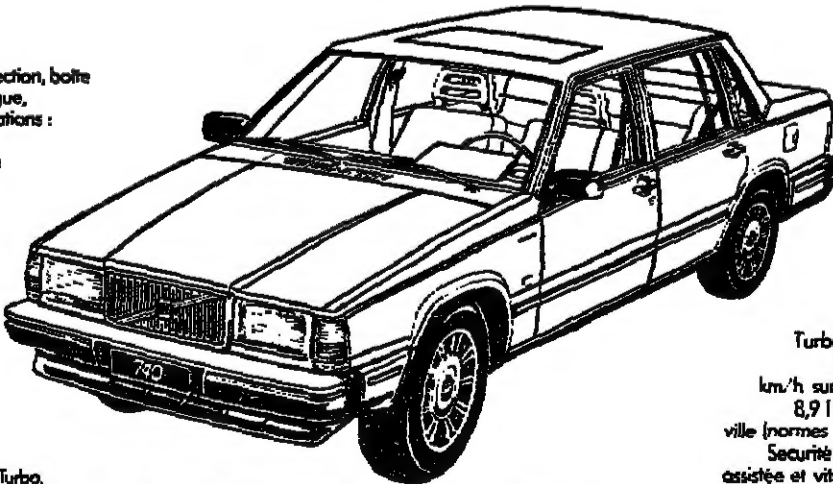
LE DOSSIER ARMÉNIEN

DES DOCUMENTS INÉDITS AU SERVICE DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE

TRIANGLE

En avant-première, essayez la nouvelle Volvo 740.

Volvo 740 GLE :
2,3 litres, 4 cylindres à injection, boîte mécanique ou automatique,
11 ch fiscaux. Consommations :
221 à 90 km/h, 9,8 l à 120 km/h, 13,6 l en ville (normes CEE).



Modèle présenté Volvo 740 Turbo.

Volvo 740 Turbo :

Turbo essence 4 cylindres à injection, 150 ch DIN, vitesse maximale supérieure à 190 km/h sur circuit, 9 ch fiscaux. Consommations : 8,9 l à 90 km/h, 12,3 l à 120 km/h, 14,3 l en ville (normes CEE). Tenue de route exceptionnelle. Sécurité à toute épreuve. Toit ouvrant, direction assistée et vitres électriques en série sur les 2 versions.

la nouvelle grande routière de Volvo. VOLVO

75005 PARIS - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tel. : 329.51.41 • 75008 PARIS - Volvo Paris, 138, avenue des Champs-Élysées - Tel. : 225.60.70 • 75015 PARIS - Garage Saint-Charles, 45, rue Saint-Charles - Tel. : 577.32.21 • 75016 PARIS - Volvo Paris, 54-56, avenue de Versailles - Tel. : 524.43.61 • 75116 PARIS - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tel. : 727.47.37 • 75017 PARIS - Volvo Paris, 112, rue Cardinet - Tel. : 766.50.35 • 75019 PARIS - Garage des Ardennes, 35, rue des Ardennes - Tel. : 203.30.75 • 75020 PARIS - Garage des Grands-Champs, 59, rue des Grands-Champs - Tel. : 373.73.62 • 77400 LAGNY-SUR-MARNE - Ets Mousset, 78, rue du Général-Lederc, Pomponne - Tel. : 007.24.20 • 77530 VAUX-LE-PÉNIL/MEUN - Automobiles Paris-Sud, 112, route de Nangis - Tel. : 437.80.43 • 78200 MANTES-LE-VILLE - Michel Baris Automobiles, 51, route de Houdeau - Tel. : 477.12.12 • 78560 PORT-MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tel. : 958.61.13 • 78500 SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Berteaux - Tel. : 913.49.92 • 91100 CORBEIL-ESSONNES - Garage Européen, 112, boulevard J.F. Kennedy - Tel. : 088.92.05 • 91300 MASSY - Garage Gambetta S.A., 24, rue Gambetta - Tel. : 920.25.80 • 92600 ASNIÈRES - Inter Garage Safr, 43-45, avenue d'Argenteuil - Tel. : 793.36.68 • 92270 BOIS-COLOMBES - Garage Ferré, 45-49, rue Jean-Jaures - Tel. : 242.40.75 • 92320 CHATILLON-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest-Auto, 73, avenue Marcel Cachin - Tel. : 655.37.37 • 92000 NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, avenue Georges Clemenceau - Tel. : 724.37.34 • 92220 NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tel. : 747.50.05 • 93700 DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin-Berthelot - Tel. : 831.40.32 • 93220 GAGNY - M. Ferret, Garage du Lac, 15 à 19, avenue du Château - Tel. : 330.48.78 • 93190 LIVRY-GARGAN - SAPAL, Paris Livry Automobiles, 23 à 29, avenue Jean Jacques Rousseau - Tel. : 383.57.74 • 93200 SAINT-DENIS - Loirs Automobiles Paris-Nord, 45, boulevard Anatole France - Tel. : 820.71.87 • 94230 CACHAN - Garage Garde, 43-45, avenue d'Argenteuil - Tel. : 793.36.68 • 94500 CHOISY-LE-ROI - Garage de Choisy, 73, avenue d'Orléans - Tel. : 890.80.97 • 94210 SAINT-MAUR-LES-BAINS - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tel. : 885.89.89 • 94800 VILLEJUIF - Ste Bernard Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaures - Tel. : 726.12.93 • 95370 MONTIGNY-LES-CORMEILLES - Garage du Centre S.A.R.L., 19-25, boulevard Bordier - Tel. : 997.11.96 • 95300 PONTAISE - Société Sagel, 10, rue Sere-Depoin - Tel. : 032.55.55/032.56.87.

Nous mériton

Des po
pou
mi
du 1
pour
Voire n p

هتدا من الاميل

Le succès de la gauche à Thionville n'infirme pas la tendance générale, qui lui reste défavorable

La réélection de la municipalité de gauche, conduite par M. Paul Souffrin (PCF), à Thionville (Moselle), dès le premier tour du scrutin provoqué par l'annulation de celui de mars 1983, a été accueillie avec satisfaction mais sans enthousiasme excessif par M. Georges Marchais : « Si Souffrin est élu au premier tour, a dit M. Marchais au « Club de la presse » d'Europe 1, alors que les résultats définitifs n'étaient pas encore connus, inutile de dire que je me félicite que nous conservions cette municipalité, d'autant plus que nous avions des raisons d'être inquiets. Nous avons un bon maire, mais il ne faut pas oublier la situation dans la sidérurgie, et Thionville est touchée par la sidérurgie. Par conséquent, je me félicite du résultat, mais je n'en tire pas la conclusion que le Parti communiste a fait, subitement, un bond en avant. »

Le succès de M. Souffrin ne peut être considéré, en effet, comme le signe d'une inversion de la tendance défavorable au PCF et à la gauche relevée lors des précédentes élections municipales partielles. Cette victoire, psychologiquement importante dans une ville symbole de la crise sidérurgique, conforte une autre tendance, indépendante, celle-là, du rapport de forces droite-gauche : lorsque l'invalidation n'est pas consécutive à une fraude caractérisée, les électeurs confirment leur choix. Avant Thionville, il en fut ainsi à Trappes (Yvelines), Etampes (Essonne), ou Quistebach-Rive-Belle (Calvados), par exemple.

Si l'on revient au rapport des forces, la gauche enregistre un autre succès à La Tour-du-Pin, dans l'Isère. Comme à Thionville, la division de la droite a profité à la majorité. Pour le reste, le mouvement reste globalement défavorable à la gauche. Elle est menacée de perdre Houilles, où les écologistes sont en position d'arbitres et où l'opposition est en net progrès. Cette progression est largement facilitée à Dammarie-les-Lys par une abstention forte dans les bureaux de vote répandus favorables à la majorité. L'opposition a donc conservé cette municipalité dès le premier tour.

Les deux scrutins cantonnent du week-end donnent des indications analogues. Le PC conserve le canton de Conques-sur-Orbiel, dans l'Aude, mais enregistre un recul de plus de 3 points. Dans celui de Macheuil (Ardennes), où le candidat de l'opposition est élu dès le premier tour, le PC perd plus de 5 points par rapport au scrutin précédent.

NADINE AVELANGE.

Yvelines : Houilles (premier tour) L'opposition en tête

Il y a ballottage à l'issue de ce premier tour de scrutin consécutif à l'annulation par le Conseil d'Etat de l'élection de mars 1983. Un ballottage favorable à l'opposition. La liste conduite par M. Mahiet, RPR, devance la liste de la majorité conduite par M. Seleskovitch, maire sortant communiste, de 313 voix.

La gauche enregistre un léger recul (-2,17 pts) par rapport au scrutin du 6 mars 1983, tandis que la droite progresse, fortement, de 5,02 pts.

Ce sont les électeurs écologistes et les abstentionnistes du premier tour qui feront la différence au second. « Beaucoup d'Ovillois ont confirmé leur option écologiste de 1983 », a souligné M. Seleskovitch. « Je ne

doute pas, a-t-il souligné, qu'ils apporteront leurs suffrages à notre liste au second tour contre le projet destructeur du clan Mahiet. » Le maire communiste, convaincu que des électeurs de gauche attendent le 27 mai pour voter, a déclaré : « Il y a une réserve de voix de notre côté et je vais faire en sorte de les mobiliser. »

Le candidat du RPR, pour sa part, s'est déclaré « satisfait d'avoir gagné 5 points ». Il ne s'est pas prononcé sur une éventuelle participation des représentants de la liste des Verts à la liste d'opposition. « Une chose est certaine, a-t-il affirmé, plus de 54 % des électeurs ovillois ne veulent plus de la gestion communiste. » - N. A.

	20 MAI 1984		13 MARS 1983		6 MARS 1983	
Inscrits	17 460		17 940		17 940	
Abstentions	28,35 %		22,78 %		26,50 %	
Suffrages exprimés	12 349		13 560		12 960	
	Voix %		Voix %		Voix %	
Un. g. (M. Seleskovitch, PC) ..	5 645	45,71	6 867	50,64	5 647	43,54
Un. opp. (M. Mahiet, RPR) ..	5 958	48,24	6 693	49,35	5 696	43,22
Verts (Giroux) 746		6,04			(Costes) 590	7,63
Div. d. (M. Dubessard)					568	4,37
Ext. g. (M. Rosenfeld)					158	1,21

NEUF ÉLECTIONS MUNICIPALES

Seine-et-Marne : Dammarie-les-Lys (premier tour) Démobilisation massive de la gauche

La victoire de la liste d'opposition conduite par M. Jean-Claude Migon, RPR, est acquise dès le premier tour de ce scrutin partiel consécutif à la démission de huit conseillers municipaux qui entendaient ainsi manifester leur solidarité avec leur maire invalidé pour

La majorité, qui disposait de huit élus dans la municipalité sortante, sera désormais représentée par trois conseillers socialistes et deux conseillers communistes. L'opposition, pour sa part, obtient vingt-huit sièges.

N. A.

	20 MAI 1984		13 MARS 1983		6 MARS 1983	
Inscrits	10 223		10 267		10 267	
Abstentions	35,79 %		26,15 %		28,43 %	
Suffrages exprimés ...	6 491		7 455		7 294	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Un. opp. (M. Migon, RPR) ...	4 222 PS (Rouge)	65,04	3 875 PS (Bleu)	51,98	3 487 PS (Bleu)	47,69
Un. gauche	2 269	34,95	3 583 (1)	48,04	1 963 PC (Rouge)	26,41
					1 814	25,18

(1) Les listes respectivement conduites par M. Hénault et M. Pliard avaient fusionné pour le second tour.

cause d'indisponibilité par le Conseil d'Etat.

Les électeurs de Dammarie-les-Lys ont largement confirmé leur choix du 13 mars. La liste de M. Migon avait alors devancé la liste d'union de la majorité conduite par M. Hénault, PS, de 292 voix. L'écart s'est creusé, 1953 voix séparant les deux listes en présence. La gauche, une fois de plus, a subi le premier tour décisif. M. Rouquet (ES), a pitié d'une démobilisation massive de son électorat. Le taux des abstentions (35,79 %) constitue un record pour Dammarie. Et c'est dans les bureaux de vote des quartiers populaires, les plus favorables à la majorité traditionnelle et peut-être les plus touchés par la crise, que la participation a été la plus faible. « Je regrette a déclaré M. Fougère, que les difficultés que traversent notre pays aient interféré dans une élection dont l'enjeu est simplement l'avenir d'une ville. » - Une partie de la population, a-t-il ajouté, n'a pas compris que la rigueur actuelle est la conséquence inévitable de vingt-cinq années de dépenses passées. »

ESSONNE : Lardy (2^e tour). Inscr.: 2 298 ; vot.: 1 294 ; suffr. expr.: 1 243. Un. pour Lardy, proche RPR (M. Charbonnier), 630 voix en moyenne, 3 élus ; majorité municipale (M. Floquet), 580 voix.

(Cetle élection partielle pour trois sièges était consécutive à l'invalidation par le Conseil d'Etat des trois derniers des élus élus le 6 mars 1983 de la liste d'union de la majorité.) Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr.: 2 300 ; vot.: 1 520 ; suffr. expr.: 1 296. Majorité municipale, 426 voix en moyenne ; Un. pour Lardy, 425 voix ; Vire à Lardy, proche UDF (Mme Belkhal), 251 voix ; sup. proche PC (Mme Auri-Farge), 151 voix.

ISÈRE : La Tour-du-Pin (2^e tour). Inscr.: 4 089 ; vot.: 2 363 ; suffr. expr.: 2 265 ; Un. g. (M. Bourdier, PS), 1 403 (50,74 %), 22 ELUS ; Un. opp. (M. Mollard, UDF-CDS, an. s.), 1 362 (49,25 %), 7 ELUS.

Cette élection était consécutive à l'invalidation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars 1983. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr.: 4 089 ; vot.: 2 363 ; suffr. expr.: 2 265 ; Un. g. (M. Bourdier, PS), 1 403 (50,74 %), 22 ELUS ; Un. opp. (M. Mollard, UDF-CDS, an. s.), 1 362 (49,25 %), 7 ELUS.

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été favorables à la droite puisque la liste conduite par le maire sortant, M. Mollard, UDF-CDS, an. s., avait obtenu 1 362 voix, contre 1 403 à la liste d'opposition, conduite par M. Bourdier, PS.



Pour réussir, déployez-vous!

Prenez votre véritable dimension: celle des vrais professionnels de la gestion. Ceux qui les entreprises recherchent et engagent. Ceux qui sortent du lot. Ceux qui ont quelque chose de plus.

Par exemple, d'avoir obtenu le diplôme du programme de formation polyvalente en gestion.

Administration de l'Entreprise

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce program-

me est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, dans un climat et avec des méthodes d'entraînement.

La prochaine session débute en octobre 1984. Vous pouvez encore être l'un des quarante stagiaires qui y seront admis. Il vous suffit de demander sans engagement un dossier complet d'information.

ECADÉ Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises

Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. (021) 221 511

LE TRIO DE RYO



POUR SERVIR LES GRANDS MAÎTRES
QUE L'ON CONNAÎT BIEN.
Au pupitre tableur : Multiplan, Lotus, Visicalc.

RYO. Centre Micro Informatique Professionnelle
Paris : 94, bd du Montparnasse Tél. : 321.46.35
Lille : 42, rue de Paris Tél. : (20) 30.63.11

RYO

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Etudiants de toutes disciplines, votre différence est la bienvenue.

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur. Vous pouvez valoriser votre acquis par une formation au management au plus haut niveau.

Mais pas seulement : vous aurez pendant deux ans l'opportunité et les moyens de concrétiser vos initiatives personnelles et de développer votre expérience humaine.

Le Concours d'admission aura lieu début septembre. Quelle que soit votre formation d'origine, vous aurez les mêmes chances de réussite.

Possibilités de bourses d'étude.
Inscription du 11 juin au 8 juillet HEC, 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas.
Renseignements complémentaires :
Tél. : (3) 956.00.96.

Concours d'admission directe en 2^e année
Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

ET DEUX CA
Thion

Thionville (Moselle), dès le premier tour du scrutin provoqué par l'annulation de celui de mars 1983, a été accueillie avec satisfaction mais sans enthousiasme excessif par M. Georges Marchais : « Si Souffrin est élu au premier tour, a dit M. Marchais au « Club de la presse » d'Europe 1, alors que les résultats définitifs n'étaient pas encore connus, inutile de dire que je me félicite que nous conservions cette municipalité, d'autant plus que nous avions des raisons d'être inquiets. Nous avons un bon maire, mais il ne faut pas oublier la situation dans la sidérurgie, et Thionville est touchée par la sidérurgie. Par conséquent, je me félicite du résultat, mais je n'en tire pas la conclusion que le Parti communiste a fait, subitement, un bond en avant. »

Le succès de M. Souffrin ne peut être considéré, en effet, comme le signe d'une inversion de la tendance défavorable au PCF et à la gauche relevée lors des précédentes élections municipales partielles. Cette victoire, psychologiquement importante dans une ville symbole de la crise sidérurgique, conforte une autre tendance, indépendante, celle-là, du rapport de forces droite-gauche : lorsque l'invalidation n'est pas consécutive à une fraude caractérisée, les électeurs confirment leur choix. Avant Thionville, il en fut ainsi à Trappes (Yvelines), Etampes (Essonne), ou Quistebach-Rive-Belle (Calvados), par exemple.

Si l'on revient au rapport des forces, la gauche enregistre un autre succès à La Tour-du-Pin, dans l'Isère. Comme à Thionville, la division de la droite a profité à la majorité. Pour le reste, le mouvement reste globalement défavorable à la gauche. Elle est menacée de perdre Houilles, où les écologistes sont en position d'arbitres et où l'opposition est en net progrès. Cette progression est largement facilitée à Dammarie-les-Lys par une abstention forte dans les bureaux de vote répandus favorables à la majorité. L'opposition a donc conservé cette municipalité dès le premier tour.

Les deux scrutins cantonnent du week-end donnent des indications analogues. Le PC conserve le canton de Conques-sur-Orbiel, dans l'Aude, mais enregistre un recul de plus de 3 points. Dans celui de Macheuil (Ardennes), où le candidat de l'opposition est élu dès le premier tour, le PC perd plus de 5 points par rapport au scrutin précédent.

La réélection de la municipalité de gauche, conduite par M. Paul Souffrin (PCF), à Thionville (Moselle), dès le premier tour du scrutin provoqué par l'annulation de celui de mars 1983, a été accueillie avec satisfaction mais sans enthousiasme excessif par M. Georges Marchais : « Si Souffrin est élu au premier tour, a dit M. Marchais au « Club de la presse » d'Europe 1, alors que les résultats définitifs n'étaient pas encore connus, inutile de dire que je me félicite que nous conservions cette municipalité, d'autant plus que nous avions des raisons d'être inquiets. Nous avons un bon maire, mais il ne faut pas oublier la situation dans la sidérurgie, et Thionville est touchée par la sidérurgie. Par conséquent, je me félicite du résultat, mais je n'en tire pas la conclusion que le Parti communiste a fait, subitement, un bond en avant. »

Le succès de M. Souffrin ne peut être considéré, en effet, comme le signe d'une inversion de la tendance défavorable au PCF et à la gauche relevée lors des précédentes élections municipales partielles. Cette victoire, psychologiquement importante dans une ville symbole de la crise sidérurgique, conforte une autre tendance, indépendante, celle-là, du rapport de forces droite-gauche : lorsque l'invalidation n'est pas consécutive à une fraude caractérisée, les électeurs confirment leur choix. Avant Thionville, il en fut ainsi à Trappes (Yvelines), Etampes (Essonne), ou Quistebach-Rive-Belle (Calvados), par exemple.

Si l'on revient au rapport des forces, la gauche enregistre un autre succès à La Tour-du-Pin, dans l'Isère. Comme à Thionville, la division de la droite a profité à la majorité. Pour le reste, le mouvement reste globalement défavorable à la gauche. Elle est menacée de perdre Houilles, où les écologistes sont en position d'arbitres et où l'opposition est en net progrès. Cette progression est largement facilitée à Dammarie-les-Lys par une abstention forte dans les bureaux de vote répandus favorables à la majorité. L'opposition a donc conservé cette municipalité dès le premier tour.

Les deux scrutins cantonnent du week-end donnent des indications analogues. Le PC conserve le canton de Conques-sur-Orbiel, dans l'Aude, mais enregistre un recul de plus de 3 points. Dans celui de Macheuil (Ardennes), où le candidat de l'opposition est élu dès le premier tour, le PC perd plus de 5 points par rapport au scrutin précédent.

La réélection de la municipalité de gauche, conduite par M. Paul Souffrin (PCF), à Thionville (Moselle), dès le premier tour du scrutin provoqué par l'annulation de celui de mars 1983, a été accueillie avec satisfaction mais sans enthousiasme excessif par M. Georges Marchais : « Si Souffrin est élu au premier tour, a dit M. Marchais au « Club de la presse » d'Europe 1, alors que les résultats définitifs n'étaient pas encore connus, inutile de dire que je me félicite que nous conservions cette municipalité, d'autant plus que nous avions des raisons d'être inquiets. Nous avons un bon maire, mais il ne faut pas oublier la situation dans la sidérurgie, et Thionville est touchée par la sidérurgie. Par conséquent, je me félicite du résultat, mais je n'en tire pas la conclusion que le Parti communiste a fait, subitement, un bond en avant. »

Le succès de M. Souffrin ne peut être considéré, en effet, comme le signe d'une inversion de la tendance défavorable au PCF et à la gauche relevée lors des précédentes élections municipales partielles. Cette victoire, psychologiquement importante dans une ville symbole de la crise sidérurgique, conforte une autre tendance, indépendante, celle-là, du rapport de forces droite-gauche : lorsque l'invalidation n'est pas consécutive à une fraude caractérisée, les électeurs confirment leur choix. Avant Thionville, il en fut ainsi à Trappes (Yvelines), Etampes (Essonne), ou Quistebach-Rive-Belle (Calvados), par exemple.

Si l'on revient au rapport des forces, la gauche enregistre un autre succès à La Tour-du-Pin, dans l'Isère. Comme à Thionville, la division de la droite a profité à la majorité. Pour le reste, le mouvement reste globalement défavorable à la gauche. Elle est menacée de perdre Houilles, où les écologistes sont en position d'arbitres et où l'opposition est en net progrès. Cette progression est largement facilitée à Dammarie-les-Lys par une abstention forte dans les bureaux de vote répandus favorables à la majorité. L'opposition a donc conservé cette municipalité dès le premier tour.

Les deux scrutins cantonnent du week-end donnent des indications analogues. Le PC conserve le canton de Conques-sur-Orbiel, dans l'Aude, mais enregistre un recul de plus de 3 points. Dans celui de Macheuil (Ardennes), où le candidat de l'opposition est élu dès le premier tour, le PC perd plus de 5 points par rapport au scrutin précédent.

ET DEUX CANTONALES PARTIELLES

Thionville : la gauche au premier tour

La municipalité de gauche, conduite par M. Paul Souffrin (PCF), a été réélue au premier tour du scrutin provoqué à Thionville (Moselle), le dimanche 20 mai, par l'annulation des élections de mars 1983. Le Conseil d'Etat avait jugé, le 18 avril dernier, qu'une irrégularité commise pendant la campagne électorale de l'an dernier avait été de nature à influencer les résultats.

M. Souffrin avait observé, quelques jours avant le scrutin du 20 mai, que celui-ci n'aurait valeur de « test national » que si la municipalité invalidée était battue. Un tel résultat aurait révélé, en effet, chez les électeurs, une volonté de stationner la politique de la gauche plus forte que l'approbation d'une gestion municipale qui ne soulève pas de critique notable et plus forte que la tendance, lorsque l'invalidation n'est pas due à une fraude, à confirmer le choix remis en cause.

Il convient toutefois d'observer, à l'inverse, que la plus faible mobilisation de l'électorat de l'opposition aidant, M. Souffrin et la gauche, qui avaient pris position contre le plan acier, réussissent à confirmer leur

implantation dans une ville considérée comme traditionnellement centriste, et alors que l'électorat de gauche le plus hostile à la politique de rigueur et à la restructuration de la sidérurgie était sollicité par la liste du Parti ouvrier européen, qui faisait campagne contre le gouvernement.

Les 277 voix obtenues par la liste de M. Corré ont certainement réduit la marge de M. Souffrin, mais ne l'ont pas contraint à un second tour. Il apparaît, d'autre part, que la diminution du nombre

des électeurs - 485 depuis mars 1983, parmi lesquels des préretraités de la sidérurgie ayant quitté la ville - n'a pas modifié le rapport des forces.

L'opposition, qui s'était divisée après la défaite de M. André Lacroix, en mars 1983, n'est pas parvenue à mobiliser son électorat. L'ancien député (UDF-PR), M. Henri Ferretti, n'a pas réussi, en dépit d'une bonne campagne, son retour, dans la perspective législative de 1986.

P. J.

	20 MAI 1984	6 MARS 1983
Inscrits	24 980	25 465
Abstentions	27,97 %	20,01 %
Suffrages exprimés	17 655	19 862
	VOIX	%
Un. g. (M. Souffrin, PCF)	8 905	50,43
Opp. (M. Lacroix, RPR)	4 925	27,89
Opp. (M. Ferretti, UDF)	3 548	20,09
POE (M. Corré)	277	1,56
	VOIX	%
Un. g. (M. Souffrin, PCF)	10 188	51,25
Opp. (M. Lacroix, RPR)	9 682 (1)	48,74

(1) Le 6 mars 1983, l'opposition se présentait unie derrière M. Lacroix.

RPR) totalisaient 54,51 % des suffrages. Les résultats s'établissent comme suit : inscr., 4 089 ; vot., 2 747 ; suffr. expr., 2 676. Un. g. (M. Bourdieu, PS), 1 289 (46,37 %) ; un. g. (M. Molard, UDF-CDS, m. s.), 761 (28,18 %) ; div. dr. (M. Girard) 686 (25,63 %).

Contre toute attente, la démission à droite, lors de ce premier tour, a profité, au second, à la liste menée par le socialiste M. Jean Bourdieu, qui, avec 41 voix d'avance sur son adversaire, met fin à plus de trente ans de gestion municipale assurée par la droite. « Si la discipline de vote avait tenu, nous serions gagnés ; mais l'unité, ou si nous jours à la défaite », souligne Bourdieu, « nous a permis, au second tour, de rassembler, au premier tour, une grande partie de la gauche, qui, à l'issue du premier tour, avait fait, bon gré, mal gré, liste commune avec son concurrent de droite M. Girard. Ce dernier ne s'était toutefois retrouvé qu'en troisième position sur la liste finalisée. La gauche a remporté le second tour, mais plus fortement que ses adversaires les abstentionnistes du premier tour. Cette victoire de la gauche à La Tour-du-Pin remette un peu de l'humaine au cœur des socialistes, qui avaient connu plusieurs échecs dans l'histoire des élections municipales de mars 1983, et notamment à Grenoble, puis lors des élections départementales du mois de septembre, où les quatre sièges du département étaient allés à l'opposition. »

LANDES : Mimizan (1^{er} tour).

Inscr., 5 186 ; vot., 4 298 ; suffr. expr., 4 190. Div. dr. (M. Barzac), 2 520 (60,14 %) ; 24 ELUS ; un. g. (M. Duroure) 1 670 (39,85 %) ; 5 ELUS.

[Le résultat de l'élection de mars 1983 avait été invalidé par le Conseil d'Etat, à la suite d'un recours introduit par M. Jean Bourdieu, qui considérait alors la liste de la majorité présidentielle - constituée à la diffusion de tracts, entre les deux tours de scrutin, par certains membres de la liste d'opposition, conduite par M. Georges Casagrande. Ces tracts appelaient les électeurs à voter contre M. Casagrande, qui s'était maintenu. La liste de M. Casagrande avait ainsi perdu 60 % de sa chance. Le Conseil d'Etat avait jugé illégal la démarche des collecteurs de M. Casagrande. Les résultats du deuxième tour de l'élection de mars 1983 avaient été les suivants :

Inscr., 5 326 ; abst., 13,71 % ; suffr. expr., 4 676. Div. dr. (M. Barzac), 2 152 (46,07 %) ; 22 ELUS ; un. g. (M. Bourdieu), 1 829 (39,06 %) ; 6 ELUS ; div. dr. (M. Casagrande), 495 (11,05 %) ; 3 ELUS.

Bien que conseiller général et député, M. Roger Duroure, socialiste, n'aura pas réussi à rendre à la gauche la mairie perdue par celle-ci en mars 1983, date à laquelle le maire socialiste sortant ne s'était pas représenté. Au contraire, M. Barzac accapare légèrement son avance, puisque sa liste obtient, avec 60,14 % des suffrages au pre-

mier tour, plus de voix que les deux listes d'opposition au deuxième tour de mars 1983 (59,12 %).

MARTINIQUE : Trinité (1^{er} tour).

Inscr., 6 411 ; vot., 3 527 ; suffr. expr., 3 437. PS (M. Casimir Brangidor, m.s.), 1 907 voix, 23 ELUS. RPR (M. Paul Drane), 1 530, 6 ELUS.

[Le tribunal administratif de Fort-de-France avait annulé les résultats du scrutin de 1983 parce qu'il la suite d'une erreur de l'administration sur le nombre des habitants de Trinité le nombre des conseillers municipaux à élire avait été fixé à trente-trois alors qu'il aurait dû normalement être limité à vingt-neuf.

M. Brangidor est réélu dès le premier tour, avec 377 voix d'avance, en recueillant 55,48 % des suffrages exprimés, alors qu'en mars 1983 il ne l'avait été qu'au second tour avec 2 083 voix contre 1 621 à son adversaire du RPR.]

PAS-DE-CALAIS : Douvrin (1^{er} tour).

Inscr., 3 083 ; vot., 2 358 ; suffr. expr., 2 259. PC et div. g. (M. Brulé, m. s.), 821 (36,34 %) ; PS (M. Valambois), 733 (32,44 %) ; un. opp. (M. Queva), 705 (31,20 %) ; 11 Y A BALLETTAGE.

[Cette élection partielle fait suite à la démission en mars dernier du maire, M. Abel Brulé, et de onze conseillers (six PC et cinq opp.). Cette crise, qui a débouché à l'occasion du vote de budget de la commune, s'était amorcée au plus tôt, au lendemain du second tour des élections de mars 1983. Socialistes et communistes, qui avaient alors présenté deux listes distinctes pour le premier tour, s'étaient unis pour le second, derrière M. Valambois (PS). Mais au moment de l'élection du maire et malgré le succès de sa liste, M. Valambois était évincé du fauteuil de premier magistrat au profit d'un autre socialiste, M. Abel Brulé, qui gère à l'addition des voix des élus communistes, des élus de l'opposition et de deux élus socialistes.

Le 6 mars 1983, les résultats avaient été les suivants : inscr., 2 965 ; vot., 2 541 ; suffr. expr., 2 462. PS et div. g. (M. Valambois), 996 (40,46 %) ; PC (M. Kerguer), 846 (34,36 %) ; Un. opp. (M. Queva), 620 (25,18 %). La liste de M. Valambois l'avait emporté au second tour avec 1 481 voix (60,87 %) et 27 ELUS, contre 952 voix (39,12 %) et 5 ELUS à la liste d'opposition, pour 2 433 suffrages exprimés, 2 562 votants et 2 965 inscrits.

La liste de M. Brulé, ex-cu de PS, arrive en tête du scrutin de ballottage grâce aux voix communistes. M. Valambois et ses amis apparaissent comme les perdants de ce scrutin. Victimes des querelles de tendance au sein du PS, ils n'ont enregistré un recul de 8,01 points par rapport au 6 mars

1983. La division de la majorité profitait à l'opposition, qui améliore son score de 8 points.]

PUY-DE-DOME : Pont-de-Château (premier tour).

Inscr., 4 410 ; vot., 3 341 ; suffr. expr., 3 206. Un. opp. (M. Cartaud), 1 986 (61,94 %) ; 24 ELUS ; Un. g. (M. Rambert), 1 220 (38,05 %) ; 5 ELUS.

[Cette élection était consécutive à l'invalidation par le Conseil d'Etat des résultats de l'élection de mars 1983, à la suite d'une réclamation de M. Guy Rambert, qui avait fait valoir que M. Michel Cartaud n'était pas électeur dans la commune au moment du scrutin. Les résultats de mars 1983 étaient les suivants :

Inscr., 4 296 ; vot., 3 474 ; suffr. expr., 3 404. Un. opp. (M. Cartaud), 1 721 (50,55 %) ; 22 ELUS ; Un. g. (M. Rambert), 864 (25,38 %) ; 5 ELUS ; div. dr. (M. Barrière), 819 (24,06 %) ; 3 ELUS.

Les électeurs ont nettement confirmé leur vote de mars 1983 puisque, sur les trois sièges obtenus en mars 1983 par la liste de M. Barrière, qui, cette fois, ne se présentait pas, deux vont à l'opposition et un seul à la majorité.]

■ M. Haillet porte plainte pour usurpation du titre de député. - M. Gisèle Hallin, députée (app. PS) de la quatrième circonscription de l'Isère, a déposé le vendredi 11 mai deux plaintes contre X... La première, pour faux et usage de faux, fait suite à la lettre adressée à des maires de sa circonscription qui annonçait son départ de l'Assemblée nationale (le Monde daté 29-30 avril).

La seconde pour usurpation du titre de député concerne M. Michel Hanou, maire de Voreppe et candidat RPR aux élections législatives de 1981 dans la quatrième circonscription de l'Isère. M. Haillet reproche d'avoir présenté dans un journal local sa permanence « comme étant celle d'un député ».

■ M. Le Pen fait le coup de poing à Orléans. - Près de quinze cents personnes, à l'appel d'une trentaine d'organisations, ont manifesté le samedi après-midi 19 mai à Orléans, pour protester contre la venue de M. Jean-Marie Le Pen. Une trentaine de manifestants ont fait irruption dans un hôtel d'Orléans, proche de la ville, où le président du Front national réunissait une conférence de presse. Une schaufoûte s'est produite. M. Le Pen est venu prêter main forte à son service d'ordre et a fait le coup de poing contre les manifestants. Des vitres ont été brisées, mais il n'y a pas eu de blessés.

ARDENNES : canton de Machault (1^{er} tour).

Inscr., 1 675 ; vot., 1 285 ; suffr. expr., 1 243. MM. Delforges, opp. 837, ELU ; Renard, s. éq., 323 ; Laurent, PC, 65.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de René Tissant, UDF-CDS, sénateur, conseiller général de ce canton depuis 1949, décédé le 6 mars dernier. René Tissant avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 961 voix contre 130 au candidat communiste, M. Saintgermain, et 112 à M. Philbert, div. d., pour 1 203 suffrages exprimés et 1 287 votants.

M. Delforges, candidat de l'opposition, a été élu dès le premier tour avec 68,83 % des suffrages exprimés. L'unique candidat de la majorité, M. Laurent, PC, n'a recueilli pour sa part que 5,22 %. Par rapport au scrutin de mars 1979, le PC enregistre une perte de 5,98 points.]

■ M. Delforges, candidat de l'opposition, a été élu dès le premier tour avec 68,83 % des suffrages exprimés. L'unique candidat de la majorité, M. Laurent, PC, n'a recueilli pour sa part que 5,22 %. Par rapport au scrutin de mars 1979, le PC enregistre une perte de 5,98 points.]

AUDE : canton de Conques-sur-Orbiel (2^e tour).

Inscr., 5 920 ; vot., 3 987 ; suffr. expr., 3 677. MM. Marcellin, PC, 2 387, ELU ; Follet, opp., 1 290.

[Cette élection faisait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin partiel du 23 janvier 1983, consécutif au décès de Félix Roggefort, PC. Le conseiller élu au terme du second tour de ce scrutin partiel, M. Martzel, PC, ingénieur subdivisionnaire à la direction départementale de l'agriculture, était inéligible. Il avait obtenu 2 421 voix contre 1 106 au candidat de l'opposition, M. Follet, pour 3 527 suffrages exprimés et 3 780 votants. Il y avait 5 680 électeurs inscrits.

Le PC conserve donc le siège de Conques-sur-Orbiel, et M. Marcellin obtient 64,91 % des suffrages exprimés. Il réalise un score légèrement plus faible que celui de M. Martzel le 23 janvier 1983 (68,64 %). M. Marcellin, qui était arrivé en tête du scrutin de ballottage, ne retrouve pas le total des voix de la gauche du premier tour (2 853 voix, 73,73 % des suffrages exprimés). Le 13 mai, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 921 ; vot., 4 012 ; suffr. expr., 3 869. MM. Marcellin, 1 612 ; Blanc, PS, 1 241 ; Follet, 806 ; Baquet, div. d., 210.

Alors que les deux candidats de l'opposition avaient recueilli 26,26 % des suffrages exprimés, M. Follet en obtient 35,08 %. Il améliore son score du 23 janvier 1983 de 3,73 points.]

EXPORTEZ

sans souci
VOS produits trop
NOUS rebois pour vos clients en U.S.A.
(seul produits alimentaires)
Indiquez-nous vos possibilités
PULVOREX S.A.
18, bd Général-de-Gaulle
76200 DIEPPE

Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16, rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.83.30

ipesup

1^{re} classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

médecine pharmacie

→ Stages de préparation en Septembre

→ Encadrement annuel par semaine

MEDECINE - PHARMACIE - SCIENCES-PO - HEC - ESSEC

HUMIDITÉ GRIMPANTE : LE REMÈDE DÉFINITIF EXISTE.

Finie l'humidité grimpante. Fini le salpêtre. Après 30 ans de résultats en Angleterre, Murprotec vient au secours de vos murs.

- Simple : Des tubes de céramique introduits dans vos murs boivent intégralement l'humidité grimpante qui monte du sol et vous préservent du salpêtre pendant 30 ans au moins.

- Indispensable : Cet équipement vous aide à garantir la valeur de votre maison.

- Pratique : C'est une installation qui ne nécessite pas de travaux importants.

- Efficace : C'est LA solution d'assainissement DÉFINITIVE.

- Sans surprise : Murprotec vous propose un diagnostic et un devis gratuits sur simple demande.



L'EFFET DE CE PRODUIT EST GARANTI 30 ANS.

Bon pour une documentation gratuite.

Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement une documentation complète sur le procédé MURPROTEC.

Nom (surnom) _____

Adresse complète _____

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité.

Renvoyez ce bon à : Murprotec, 75-77, rue de Valenciennes 75010 St-Cyr-l'Ecole

MURPROTEC

Bureaux à Paris, Arras, Rennes, Agen.

MON 01

MURPROTEC

Anti-salpêtre. 30 ans de garantie.

Brochure explicative gratuite.

Le service trains-autos-motos accompagnées, existe sur plus de 90 relations en France et à l'étranger. La réservation est obligatoire, mais tout a été fait pour vous simplifier la vie au maximum.

Le prix du transport de votre auto varie suivant la longueur du véhicule, la relation et la date du voyage.

Le service TAA, c'est par exemple : Oissel-Marseille, Boulogne-Bordeaux, mais aussi Lille-Mulhouse et Tarbes-St-Raphaël. Renseignez-vous sur ce service dans les gares et agences de voyages.

* Horaires indicatifs.

SNCF

LE TRAIN DU BON TEMPS A BON PRIX.

RRON... PSSH!!!

VITE LES ENFANTS RÉVEILLEZ-VOUS!

ON ARRIVE!!!

السنة الأولى من العمل

POLITIQUE

Les trente-cinq heures doivent être la revendication majeure déclare M. Pierre Mauroy à Lille

De notre correspondant

Lille. - M. Pierre Mauroy s'est résolu à l'engagement, dimanche 20 mai, à Villeneuve-d'Ascq, dans la campagne pour les élections européennes, faisant de la création d'un espace social européen et particulièrement de la réduction du temps de travail le thème central du discours qu'il a prononcé à l'occasion de la Fête de la rose organisée par la fédération socialiste du Nord et à laquelle assistait M. Lionel Jospin.

« Comme premier ministre d'un gouvernement de gauche, a-t-il lancé, je vous dis votes à gauche et rejetez la droite. Nous devons tous nous mobiliser pour épauler Lionel Jospin. Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la construction européenne, a-t-il poursuivi, la construction d'un espace social européen. Le premier ministre a évoqué alors l'action menée par les métallurgistes allemands pour l'obtention de la semaine de trente-cinq heures : « L'action engagée par les syndicalistes allemands mérite qu'on y réfléchisse (...). Chacun sait bien que, pour ma part, je pense que la réduction de la durée du travail est un élément important d'une politique de lutte contre le chômage. Les trente-cinq heures doi-

vent être la revendication majeure pour permettre que la nouvelle société industrielle qui est en train de naître ne soit pas celle du chômage. »

M. Mauroy a poursuivi : « Les syndicats défendent les salaires, ils défendent leurs emplois. Il n'y a rien là qui puisse gêner un chef de gouvernement de gauche. Mais il faut que, dans cette lutte pour l'emploi, les syndicats ne se trompent pas de cible. L'immobilisme serait une erreur. Nous devons adapter notre démarche. Nous devons privilégier la solidarité et donc le partage du travail. On ne peut à la fois réclamer des emplois pour un plus grand nombre de travailleurs et une augmentation du pouvoir d'achat de ceux qui bénéficient d'un travail. Il faut que l'ensemble des forces sociales du pays prenne davantage en charge le partage du travail, c'est une règle élémentaire de solidarité. »

« Je résumais vendredi prochain les ministres pour que nous puissions arrêter rapidement de nouvelles mesures. Mais sans attendre,

je veux inciter l'ensemble des partenaires sociaux à s'engager plus résolument dans cette voie, tout en plaçant pour que cela se fasse de façon réaliste - la réduction de la durée du travail doit être adaptée selon les entreprises, selon les branches industrielles - et en regrettant qu'aujourd'hui encore les chefs d'entreprise ne s'engagent pas résolument dans cette voie, ne se prêtent pas à des négociations sur le partage du travail ou sur le temps partiel.

« Des discussions doivent absolument s'engager dans chaque secteur, dans chaque branche. Elles sont délicates, difficiles même. L'instrument qui leur permet d'aboutir, ce sont les nouveaux contrats de solidarité sur la durée du travail. Elles peuvent permettre le maintien d'emplois qui, sinon, seraient menacés. C'est par exemple ce que fait avec constance et efficacité Pierre Bérégovoy dans le conflit Citroën. Si les travailleurs doivent, dans ces négociations, accepter une non-progression ou une moindre progression de leur pouvoir d'achat, les chefs d'entreprise doivent, pour

leur part, ne pas se borner à remplacer des hommes par des machines. »

Quant à M. Jospin, il a notamment déclaré, à propos du conflit Citroën : « Nous ne sommes pas d'accord avec ceux, notamment à gauche, qui disent que tout peut rester comme avant. Nous ne sommes pas des partisans du sur-emploi, mais nous ne sommes pas non plus des partisans du sur-licenciement. Nous n'avons pas accepté de licenciements chez Citroën. Nous sommes partisans d'une modernisation. Mais il faut la faire socialement en prenant en compte la peine des hommes et des femmes qui travaillent. » En réponse au propos de M. Krasucki, selon lequel on serait revenu à la case départ : « Si la case départ, c'est 1981, puis-je rappeler que les nationalisations, les droits des travailleurs, la retraite à soixante ans, les trente-neuf heures, la cinquième semaine, la Sécurité sociale rendue aux travailleurs sont toujours là. Que la peine de mort est abolie... Ces réformes, seule la droite pourrait nous les enlever. Le retour à la case départ, ce serait le retour de la droite. »

J.-R. L.

DEVANT LE CONSEIL POUR L'AVENIR DE LA FRANCE RÉUNI A ROYAUMONT

M. Giscard d'Estaing s'inquiète du manque de « punch » des « libéraux »

De notre envoyée spéciale

Un peu plus de deux ans après sa création (en février 1982), le Conseil pour l'avenir de la France, mis en place par M. Giscard d'Estaing, fonctionne toujours. Hier, il voulait, avec « les hommes et les femmes d'expérience » qui le composent, « combler le vide idéologique très grave de la pensée libérale ». Aujourd'hui, après la parution du livre de l'ancien chef de l'Etat, *Deux Français sur trois*, et la publication, récente, de deux rapports, l'un sur l'éducation, l'autre sur la communication, il s'efforce de rechercher « les voies de consensus » susceptibles de rassembler les Français lorsque l'opposition reviendra au pouvoir.

Le samedi 19 mai, à l'abbaye de Royaumont, dans le Val-d'Oise, c'est un conseil élargi à quelques invités supplémentaires - en tout cent cinquante personnes - qui a réuni M. Giscard d'Estaing pour une journée-bilan, semblable à celle qui s'était tenue un an auparavant (le 11 juin 1983) dans les mêmes lieux.

A cette occasion, l'ancien président de la République a pu se féliciter de la « forte évolution des esprits » qu'il croit percevoir en France : évolution qui favorise selon lui un retour en force des idées libérales. Encore a-t-il tempéré son optimisme en exprimant la crainte de voir « les libéraux, par manque de punch, assister en spectateurs à la

victoire de leurs idées. » « Si l'en était ainsi ce serait grave », devait remarquer M. Giscard d'Estaing, car, soulignait-il, « qui peut mieux mettre en œuvre les idées libérales que ceux qui les ont conçues ? »

Devant une assistance au premier rang de laquelle se pressaient bon nombre de responsables politiques, tels que MM. Jean Lecanuet, président de l'UDF, François Léotard, secrétaire général du PR, Michel d'Ornano, député du Calvados, Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, Charles Millon, député de l'Ain ou Mme Alice Saunier-Seïté, il ajoutait : « Face à la pugnacité des néophytes en libéralisme, il faut opposer la force d'entraînement des libéraux d'instinct. A la victoire des idées aujourd'hui, doit succéder demain la victoire des actes. »

Pour cette journée de réflexion, trois commissions avaient été constituées. Présidée par M. Alain Cottu, économiste, assisté de M. Hervé Sérieyx, la commission consacrée à l'économie et au social n'a pas fait preuve d'une grande originalité dans le propos. A peine s'en est-il entendu qu'il « faut utiliser de façon dynamique les lois Auroux ». Discours banal certes, mais nouveau, devait cependant souligner M. Giscard d'Estaing : de tels discours sur l'évolution des rapports au sein de l'entreprise étaient « impossibles à tenir il y a dix ans », a-t-il affirmé, citant en exemple de cette impossibilité le sort réservé au rapport Sudreau.

Rapporteur avec M^{me} Christine Boutin de la commission chargée du domaine éducatif et culturel, présidée par M. Yves Canac, M. Jean-Marc Varet a notamment insisté sur le fait que « l'administration ne saurait se substituer aux maîtres et aux créateurs », mais s'est interrogé sur « les limites de la décentralisation et de l'autonomie ».

Au nom de la troisième commission qui analysait les « tendances nouvelles » et était présidée par M. François Léotard, M. Jean-Claude Casanova, ancien conseiller de M. Barre à Matignon, a souligné les difficultés d'une « médiation politique » qui permette de « concilier les aspirations individuelles des citoyens et l'existence d'une collectivité », pour conclure que tant que la loi électorale de 1986 ne sera pas connue, les modalités de cette médiation ne peuvent être définies.

M. Léotard déplorait que les hommes politiques soient aujourd'hui « frappés d'insécurité » et parla d'une certaine « lassitude » de l'opposition pour le discours qu'elle tient depuis trois ans et qui a trop cédé à « l'anathème ». « Certains jeunes de l'opposition, a-t-il affirmé, sont déjà des gens usés qui n'en peuvent plus de laver une fausse collective plutôt que de préparer l'avenir. »

Insistant sur le « déclin des idéologies » et le « désir des Français d'une autre approche », M. Giscard d'Estaing, au terme de cette journée, a souhaité que les hommes politiques ne se lancent pas « dans une chasse aux sorcières idéologiques mais dans une chasse aux incompétences ». « L'opposition doit apparaître comme une manière d'être ou une façon de faire, pas comme un catalogue idéologique », a-t-il ajouté.

G. V.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. MARCHAIS : avec le PS nous sommes dans le même bateau

M. Georges Marchais, qui était, dimanche 20 mai, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a notamment déclaré, à propos de l'audience du Parti communiste dans l'électorat : « Oui, notre influence est affaiblie, mais je ne pense pas qu'actuellement elle continue à s'affaiblir. Au contraire. La première raison, c'est parce que ceux qui ont voté pour Georges Marchais ont pour les candidats du parti en 1981 ont voté pour nous aujourd'hui de penser qu'ils avaient fait le bon choix. Deuxième raison : parmi ceux qui nous avaient quittés pour le vote utile, nombreux sont ceux qui s'aperçoivent que, en définitive, la politique du PCF n'avait rien à voir avec celle qu'on leur avait présentée comme telle durant ces campagnes électorales. Nous avons pris nos responsabilités au gouvernement pour mettre en œuvre le programme sur lequel François Mitterrand a été élu et nous travaillons efficacement, au gouvernement, au Parlement et dans le pays, pour que la gauche réussisse, pour que les engagements pris soient tenus (...). Dans ces conditions, nombre d'électeurs qui avaient pensé le contraire avec tout ce que l'on avait dit sur nous sont en train de réfléchir et nous commençons à sentir que les gens qui avaient changé leur vote communiste traditionnel en 1981 disent que cette fois, pour les européennes, ils reviendront au vote communiste. »

Le secrétaire général du PCF a ajouté, en réponse aux questions sur le bilan de l'action gouvernementale et la stratégie de son parti à l'égard des socialistes : « Nous avons un bilan très positif à la fois du point de vue des mesures sociales et des réformes profondes qui donnent les moyens de réaliser pleinement les engagements pris en 1981, notamment sur les questions cruciales touchant à l'emploi et au pouvoir d'achat. [Mais] nous ne nous accommodons pas d'une politique

économique dont, hélas ! le résultat montre qu'elle n'est pas bonne, puisque le nombre des chômeurs s'est accru et que le pouvoir d'achat des travailleurs s'est affaibli. Et cette politique est en œuvre depuis près de deux ans. Par conséquent, le bilan montre chez nous que ce n'est pas la bonne voie. La bonne voie, c'est la croissance. (...) »

Tant que l'on ne s'attaquera pas au capital... Pourquoi a-t-on nationalisé le secteur bancaire et de crédit ? Pourquoi avoir donné des droits nouveaux aux travailleurs ? Pourquoi n'utilisons-nous pas tous ces moyens-là, précisément, pour nous orienter vers une politique de croissance, comme je le disais tout à l'heure ? Mais, pour le faire, naturellement, il faut s'attaquer résolument au capital, c'est-à-dire qu'il faut appliquer, sur ce plan, les engagements qui sont contenus dans le programme de François Mitterrand en 1981. Voilà le fond du problème. (...) Si vous pensez que l'intérêt du Parti communiste français c'est que la gauche ne réussisse pas, c'est que les engagements pris en 1981 ne soient pas tenus, c'est que ne soient pas résolus les graves problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, et en particulier l'emploi et le problème du pouvoir d'achat, si vous pensez que c'est là-dessus que nous spéculons pour la remonte du Parti communiste, vous vous trompez. Et si, par malheur, on vous suivait, on se tromperait avec vous parce que, avec le Parti socialiste, nous sommes, comme je l'ai dit souvent, dans le même bateau. Nous sommes engagés vis-à-vis de la majorité qui a élu François Mitterrand sur une politique. Il faut réussir cette politique-là. Et c'est au prix de la réussite de cette politique-là que la gauche pourra aborder, dans de bonnes conditions, les élections législatives de 1986, voire la présidentielle de 1988. »

AU « GRAND JURY RTL - LE MONDE » M. Chirac se prononce contre « le traitement social » du chômage

Interrogé au cours du « Grand Jury RTL - Le Monde » sur la politique de M. Mitterrand, M. Chirac a estimé : « Sur le fond, en dehors du discours je n'observe pas de changement. Le bilan peut se caractériser en deux mots : moins de liberté et plus de chômage. L'exaltation du profit et de l'initiative individuelle figurent, c'est vrai, dans le discours. Mais, parallèlement, on continue à augmenter les contraintes pesant sur l'ensemble des activités, notamment économiques. Les prélèvements obligatoires continuent et continueront d'augmenter, dans la mesure où la dépense publique, n'étant pas maîtrisée, s'accroît et malgré un endettement déjà considérable, il faudra bien y faire face. Il s'agit, en réalité, dans le discours, de l'acceptation de contraintes pour essayer de mettre un petit peu de miel et un peu moins de vinaigre pour attirer les mouches, pour des raisons politiques. Mais cela ne correspond pas à une réalité politique. »

Parlant longuement de la crise de l'automobile, M. Chirac a critiqué les 35 heures en ces termes : « La recherche qui se fonde sur la diminution du temps de travail est à mes yeux une mauvaise recherche, une recherche idéologique, une recherche tendant à démontrer ce que les socialistes affirment depuis longtemps déjà, que l'on peut travailler moins et gagner plus ce qui, en période de crise est tout simplement absurde. De surcroît, cette recherche ne correspond pas concrètement aux besoins tels que les expriment les travailleurs dans leur immense majorité. Ceux-ci sont aujourd'hui beaucoup plus soucieux de leur niveau de vie et de leur emploi que de la durée du travail. »

Il a ajouté : « Il ne faut pas chercher un traitement social du travail. Il faut trouver d'autres solutions mais insérées dans une politique d'ensemble qui suppose un traitement économique de l'emploi qui tende à créer des emplois, qui tende à faire travailler les gens davantage et non pas à les faire travailler moins en se redistribuant un travail qui ne bougerait pas (...). Il est vrai que l'action de la CGT a été extraordinairement notable pour l'industrie automobile. Mais c'est le gouvernement qui est essentiellement responsable car il donne à des organisations syndicales révolutionnaires, dans l'impact sur les travailleurs et la représentativité tendant à l'évidence à diminuer de plus en plus, un pouvoir et une importance excessifs. Pour les travailleurs, la réalité c'est l'emploi et le niveau

niveau de vie. Il faut travailler davantage pour produire davantage et par voie de conséquence créer des emplois. »

L'Europe

A propos de la campagne électorale pour les européennes, le président du RPR précise qu'il va « augmenter le rythme » de ses déplacements, se rejoignant du ralliement de M. Edgar Faure à M^{me} Veil, et s'adresse aux partisans des « petites listes » : « Je leur dis : Attention ! Que voulez-vous ? En réalité, vous voulez que l'expérience socialiste et communiste, qui entraine la France dans la décadence, qui met en cause vos libertés d'arrête ? Eh bien ! ne faites pas le jeu de la division au sein de l'opposition, renforcez ceux qui assument véritablement les responsabilités déterminées d'une opposition unie et forte. Par conséquent, ne votez pas pour les petites listes car, quelles que soient vos motivations, vous aidez les socialistes et les communistes en diminuant l'impact politique, qui sera payé à l'écran comme en France le 18 juin, du résultat de la liste utile de l'opposition. »

« Voilà ce que j'appelle voter avec son cerveau. »

Il ajoute : « L'extrême droite a ce point commun avec l'extrême gauche qu'elle incarne l'intolérance, souvent la haine et toujours la démagogie et l'absence de programme, et que ce n'est pas avec de tels sentiments que l'on peut construire la France. » Il poursuit : « Ceux qui espèrent - et qui sont sans aucun doute majoritaires aujourd'hui en France - que l'expérience socialiste et communiste sera bâtarde en 1986 pour les élections législatives doivent savoir que leurs chances seront considérablement accrues si le pays se prononce très nettement et très clairement, par une opposition forte et déterminée. »

Après avoir souligné qu'il y avait aujourd'hui « une convergence à peu près complète des idées et un accord à peu près complet sur les objectifs », dans l'opposition, il précise : « Tous les candidats de l'opposition qui se présenteront aux élections législatives prendront un engagement ferme d'appliquer un certain nombre de réformes. C'est exclus toute espèce de compromis avec les socialistes qu'ils soient ou non, à l'époque, allés des communistes. Pour ce qui concerne le maintien de M. Mitterrand à l'Élysée, c'est son problème. »

L'ERE EN TERRE RADICALE

(De notre correspondant.)

Toulouse. - L'ERE (Entente radicale et écologiste) organisait le 19 mai à Blagnac, dans la banlieue de Toulouse, un rassemblement pour les élections européennes. MM. Brice Lalonde, Olivier Stirn et François Douhin, dans le berceau du radicalisme IV^e République, étaient en terre amie. Cela n'a pourtant pas suffi à donner à cette fête de famille l'allure d'un véritable rassemblement populaire.

Ceux cents à trois cents personnes, un public à peine plus nombreux que les spectateurs qui assistaient sur le stade voisin à un tournoi de football entre équipes cadettes, avaient fait le déplacement. Certes, les personnalités étaient là : M^{me} Evelyn-Jean Baylet, PDG de la *Dépêche du Midi*, M. Jean-François Kahn, le docteur Bernard Kouchner, fondateur de Médecins sans frontières, ainsi que tout l'état-major du MRG à l'exception de M. Maurice Faure, dont on nous assurait qu'il interviendrait bientôt en faveur de la liste ERE.

« Le MRG se veut le fer de lance de la liste », déclarait M. Jacques Levy, président de la Fédération Midi-Pyrénées de ce mouvement. Il est vrai qu'en dehors des foules qu'il draine habituellement, on cherchait en vain les écologistes ou les partisans de M. Olivier Stirn dans ce public dont les ronds bonhommes soulignaient la maturité vieillissante.

Interrogé sur l'attitude de M. Edgar Faure qui appuie la liste de M^{me} Simone Veil, M. Stirn a déclaré : « Je ne suis pas surpris par sa position. Je l'ai jusqu'à maintenant suivi dans la ligne qu'il avait incarné, mais je ne suivrai pas son va et vient. »

G. V.

PHOTOCOPIE COULEUR

SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

IAE INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

162, rue St-Charles 75740 PARIS Cedex 15
DIPLOMES NATIONAUX DE 3^e CYCLE
DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNEL
D.E.S.S. FONCTION FINANCE
SYSTEMES D'INFORMATION

FORMULE "classique"	FORMATION PERMANENTE "Journées bloquées"
18 mois d'études à temps partiel en soirée	Trois jours consécutifs par mois sur deux années dans le cadre de la formation continue sans interruption de la vie professionnelle
Renseignements : M.C. SCAGLIA 554.40.10 F. LOTRINI 558.00.21 T. CHARLAT 558.00.21 M. MINN 554.40.10	Renseignements : F. LOTRINI (M) (M) 558.00.21 F. LOTRINI (F) (F) 558.00.21 M.C. SCAGLIA 554.40.10 P. BORGES - B. FLOCH 557.28.41
Test d'entrée et entretiens : courant octobre 84 Début des cours : Novembre 84 (M) Janvier 85 (F) (M)	
M. _____ Tel. _____	
Adresse _____	
Entreprise _____ Fonction _____	
Souhaite recevoir une documentation <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> sans engagement.	

Changement de vitesse

Face à la parade des « petites listes » - du moins selon les sondages - et face au risque de dispersion des voix de l'opposition, M. Jacques Chirac a décidé de passer la vitesse supérieure dans la campagne pour l'élection européenne du 17 juin. Le président du RPR va donc effectuer davantage de déplacements, prononcer un peu plus de discours et accompagner plus souvent M^{me} Simone Veil dans ses réunions-métings. Il sera ainsi le 29 mai à Lille avant de le recevoir à Paris le 3 juin.

Il développera désormais des arguments en direction des électeurs attirés par ces « petites listes » qui se disent d'opposition pour les convaincre de la nécessité d'un vote utile en faveur de la liste unique de l'opposition. Le maire de Paris est donc conduit à durcir ses attaques contre l'extrême droite, en qui il dénonce « l'intolérance, la haine, la démagogie et l'absence de programme ».

C'est naturellement dans le but de gagner les élections législatives de 1986 que M. Chirac redouble d'activité. Il

a répété, au cours du « Grand Jury RTL - Le Monde », qu'il n'y avait « aucun compromis possible entre les socialistes » lors d'une éventuelle alternance, mais il s'est, refusé à enquisser un quelconque « scénario ».

M. Chirac refuse de voir dans la nouvelle politique économique de M. Mitterrand un changement volontaire d'orientation. Celle-ci reste, selon lui, « d'inspiration marxiste ».

S'exprimant ainsi, à contre-courant de l'opinion générale, M. Chirac entend se distinguer des autres chefs de file de l'opposition. Ce soulève également qu'à la différence d'autres personnalités de l'opposition (M^{me} Veil, M. Lottin, par exemple), il estime que les relations franco-soviétiques ne doivent pas être entravées par un cas personnel, aussi douloureux soit-il.

Cette « différence », qu'il cultive, n'empêche pas M. Chirac d'affirmer que, ne connaissant plus de « divergences », l'opposition sera prête à gouverner.

A. P.

MARUSCHKA DETMERS

la pirate

Un effort

Cela de la première page : M. Chirac a décidé de passer la vitesse supérieure dans la campagne pour l'élection européenne du 17 juin. Le président du RPR va donc effectuer davantage de déplacements, prononcer un peu plus de discours et accompagner plus souvent M^{me} Simone Veil dans ses réunions-métings. Il sera ainsi le 29 mai à Lille avant de le recevoir à Paris le 3 juin.

Il développera désormais des arguments en direction des électeurs attirés par ces « petites listes » qui se disent d'opposition pour les convaincre de la nécessité d'un vote utile en faveur de la liste unique de l'opposition. Le maire de Paris est donc conduit à durcir ses attaques contre l'extrême droite, en qui il dénonce « l'intolérance, la haine, la démagogie et l'absence de programme ».

C'est naturellement dans le but de gagner les élections législatives de 1986 que M. Chirac redouble d'activité. Il

LE CONLIBRE D CINEMA

pour devenir assistant script-gir monteur.

Cours directs (100 cours par correspondance)

CLCF

Le Monde

société

L'OUVERTURE DU DÉBAT SCOLAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le « point d'équilibre » de M. Savary ne sera pas remis en question

Depuis le conseil des ministres qui a suivi, vendredi 18 mai, le retour du président de la République, les jeux sont faits. Non seulement le gouvernement engage sa responsabilité à l'occasion de l'examen par les députés du projet de loi sur l'enseignement privé, qui commence ce lundi 21 mai, mais il acceptera de rectifier ce texte en tenant compte des amendements présentés par le Parti socialiste, du moins de ceux qui ne risquent pas de remettre en cause le fragile « point d'équilibre » auquel est parvenu M. Alain Savary, après deux ans et demi de consultations, de négociations officielles et officieuses, de propositions refusées tantôt par les uns, tantôt par les autres, de projets maintes fois remis sur le chantier. Même la rue, par manifestations interposées, a eu la parole.

Si les députés ont été frustrés, le débat n'a donc guère été escamoté jusqu'à ce jour. Certes, les représentants de l'enseignement catholique, comme ceux du mouvement laïque, se déclarent mécontents et haussent le ton. Les premiers ont même de la peine à maintenir leur unité et à calmer leurs « ultras ». Le gouvernement a cependant fait des pas en direction des deux bords... et, par voie de conséquence, des concessions inacceptables pour les uns comme pour les autres.

Le point d'équilibre atteint à travers le projet de loi a pour objectif de rapprocher les deux systèmes d'enseignement, privé et public, en définissant de nouveaux rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements privés subventionnés. Ces derniers sont définitivement assurés d'avoir les moyens financiers de leur liberté, ce qu'aucune loi n'avait fait jusqu'alors.

Les parents, eux, demeurent totalement libres de choisir l'école de leurs enfants en fonction de son projet éducatif et de son « genre d'éducation », c'est-à-dire de son éventuelle « dimension confessionnelle ». La liberté d'enseignement et le pluralisme — encore que l'enseignement catholique soit quasiment en situation de monopole dans le secteur privé — sont ainsi clairement affirmés.

C'est ce que les laïques appellent la consécration du dualisme scolaire. Toutefois, le « projet Savary » organise la rationalisation de la gestion des deux réseaux scolaires et met fin au régime privilégié dont bénéficiait l'enseignement privé sous contrat. Déjà tenu à un contrôle pédagogique, ce dernier sera soumis du point de vue budgétaire aux mêmes critères que l'enseignement public, notamment pour ouvrir des classes et recruter des maîtres rémunérés par l'Etat. Pour faciliter la gestion et, en particulier, la collecte et la répartition des fonds publics, des établissements d'intérêt public (EIP), sont créés par contrat, rassemblant des représentants d'une

part des collectivités territoriales qui participent au financement, d'autre part des écoles privées qu'ils regroupent.

Cette formule juridique décentralisée avait été, en décembre 1982, à l'origine de la rupture entre l'enseignement catholique et le ministère de l'Éducation nationale, qui sont parvenus à un accord sur ce point au début de l'année 1984. Il a notamment été décidé que le contrat d'EIP ne se substituerait pas au contrat d'association, qui est maintenu.

Le statut des enseignants demeure un enjeu essentiel du texte gouvernemental, tant pour les laïques qui en ont fait leur cheval de bataille, que pour l'enseignement catholique, décidé à résister jusqu'à l'extrême limite à la titularisation des maîtres de l'enseignement privé.

Dans un premier temps, tous les enseignants bénéficieront d'un statut de contractuel de droit public. Dans six ans, ils pourront choisir librement de devenir fonctionnaires selon des modalités qui seront définies par décret. Le statut et le mode de gestion des enseignants sont aussi de nature à rapprocher les deux réseaux scolaires sans pour autant les confondre. Mais plus les représentants de l'enseignement privé laissent apprendre leurs craintes à l'égard de la liberté dont pourraient ainsi disposer les maîtres, plus les laïques étaient tentés de faire monter leurs exigences. Ils y ont en partie réussi.

Le gouvernement devrait ainsi tenir compte de l'amendement socialiste qui vise à inscrire dans la loi, et pas seulement dans son exposé des motifs, l'option « titularisation ». C'était aussi le vœu du Conseil d'Etat. Surtout, le gouvernement devrait accepter de lier la titularisation des enseignants à l'obligation faite aux communes de participer au financement des écoles primaires privées. Les élus de la majorité s'étaient opposés à cette obligation, relayés par le ministre de l'Intérieur, sensible à l'augmentation des charges qu'elle entraînerait.

Le gouvernement a néanmoins maintenu son intention mais en prévoyant que l'Etat pourrait se substituer durant six années, comme sommes déductibles dans la limite des cas précisés par la loi. Ce délai devrait être porté à huit ans, conformément à l'esprit d'un autre amendement du Parti socialiste, le temps que plus de la moitié des enseignants optent pour la titularisation dans la fonction publique. Mais, contrairement à ce que souhaitent les laïques, il ne s'agit pas de remettre en cause, au-delà de ce délai, le financement et donc l'existence des établissements privés.

Il est vrai qu'il restera alors peu de différences dans le fonctionnement des deux systèmes scolaires. Mais c'est à elle que tiendra la liberté d'enseignement.

CATHERINE ARDITTI

La quête ardue d'un « concordat »

Rechercher un compromis historique entre la gauche française parvenue au pouvoir et le monde catholique sur un sujet, l'enseignement, qui, de tout temps, les a opposés, n'était-ce pas au-dessus des forces de l'une et de l'autre ? Pourtant, des deux côtés, on l'a cru possible. Le président de la République, soucieux de rassembler, autant que possible, les Français, ne voulait pas « violer les consciences » : il a l'ambition d'être, au regard de l'histoire, celui qui aura mis fin à une guerre scolaire qui, depuis des décennies, empoisonne la vie politique française.

L'épiscopat, en obtenant de la gauche qu'elle admette le principe de l'aide publique aux écoles privées, pouvait espérer que la survie de l'enseignement catholique ne serait plus remise en cause par l'alternance politique. C'était compter sans les pesanteurs sociologiques des deux camps, sans le jeu électoral gauche-droite.

La laïcité est un des principaux éléments du noyau dur de l'électorat de gauche. Durant la longue « traversée du désert » des débuts de la V^e République, c'est le plus souvent chez les enseignants

de la FEN et chez les responsables des parents d'élèves des écoles publiques que se retrouvaient ceux qui, jamais, ne désespérèrent du socialisme. Pour eux, l'école privée est toujours une concurrente que les gouvernements précédents ont anormalement privilégiée. Ils n'entendent pas être dépossédés de ce qu'ils considèrent comme « leur » victoire. D'autant que les manifestations du 25 avril ont montré que la défense de la laïcité peut refaire l'unité du « peuple de gauche », mise à mal par la politique de rigueur. En tout cas nombreux sont ceux qui, mal à l'aise face aux choix économiques du gouvernement, tiennent à lui faire savoir qu'il y a un seuil à ne pas dépasser, dans l'attente à leur capital idéologique. Les communistes ont largement joué de cette sensibilité-là. Eux qui, dans un premier temps, n'avaient pas fait de ce dossier un point de désaccord avec l'action gouvernementale, se voient aujourd'hui les meilleurs défenseurs des positions du Comité national d'action laïque, profitant ainsi de l'embarras des socialistes.

Car les socialistes sont une fois encore divisés. Non pas par le jeu

traditionnel des courants internes au PS, mais plutôt en fonction de parcours personnels et de leurs situations électorales locales. Pour autant, ceux qui souhaitent avant tout parvenir, sinon à la paix scolaire, du moins à une solide armistice, n'ont pu convertir à leurs vues la majorité des députés du PS. Les « laïques » se sont fait entendre plus que les autres. Ceux pour lesquels il est déjà difficile d'admettre que les finances publiques aident les écoles privées à vivre ont fait comprendre qu'il ne fallait pas leur en demander plus. D'autant que les réactions des défenseurs de l'enseignement catholique les ont aidés à présenter ce combat comme un nouvel avatar de l'affrontement droite-gauche.

tresses de l'argumentaire qu'elle développe pour présenter les socialistes comme « libéralistes ».

Les chefs de file de l'opposition auraient souhaité une alliance plus étroite avec les porte-parole officiels de l'enseignement catholique. Ils ont donc fait le nécessaire pour encourager les parents d'élèves de l'enseignement privé qui critiquent la modération de leurs représentants. Au point qu'ils ne désespèrent pas de parvenir à leurs fins : l'organisation d'une grande manifestation nationale, avant les élections européennes, qui serait aussi un point fort de la campagne de la liste conduite par M^{me} Simone Veil.

Pour tenter de les en empêcher, le gouvernement ne doit pas trop décevoir les responsables catholiques qui veulent passer une sorte de « concordat » avec la gauche et mettre fin officiellement à l'alliance traditionnelle de l'Eglise avec la droite. On comprend que la droite politique veuille tout faire pour éviter le « concordat ». A gauche, les plus laïques contribuent objectivement au même combat.

THIERRY BRÉHIER.

Une occasion pour la droite

Les évêques et leurs représentants n'ont pu éviter que l'opposition tire profit de cette affaire. La droite y a vu l'occasion de se lancer dans une opération de récupération des électeurs catholiques qu'elle avait perdus en 1981. Elle y a aussi trouvé une des pièces mal-

Les éditions Jean Bonnefoi présentent

ANTHOLOGIE DES LECTURES ÉROTIQUES

de Jean-Jacques Pauvert

LA FABULEUSE HISTOIRE DU DÉSIR ET DE SES FANTASMES

Une anthologie exhaustive

Feuilleter cette anthologie n'est pas à la découverte de l'univers peu connu et délicieusement troublant de la littérature érotique. Aucun aspect n'est laissé dans l'ombre, tous les domaines sont explorés, tous les écrits qui furent qualifiés suivant l'humeur, l'époque, la nation, de légers, grivois, libertins, polissons, licencieux, scabreux, voire, résolument pornographiques, ont leur place dans cette gigantesque « Somme » ; J.-J. Pauvert situant chaque extrait dans l'ambiance de l'époque et dans la chronologie de l'œuvre de chaque auteur.

Maurice Barrès

Écrivain érotique ! Vous vous attendez certes, à retrouver parmi les 249 extraits réunis, les grands noms de la littérature licencieuse : Sade, Bérty de la Bretonne, Pierre Louys, Barbet d'Aureville, Casanova, et autre Baudelaire ; vous ne serez pas déçus. Mais pensez-vous, y découvrir les noms et les écrits de Saint-Jest (oui, le révolutionnaire), de Michelet ou de Renan, savourer un très léger poème de Francis Jammes ou une historiette vraiment « gauchiste » du traditionaliste Maurice Barrès. Mentionnons encore un extrait de Gaudin ou la collaboration littéraire entre fois - entre Mmes et Georges Sorel nous permet d'apprécier un aspect peu connu et plutôt scabreux de la littérature romantique et venons en aux 80 anonymes recensés, l'anonymat couvrant souvent des grands noms ayant choisis le secret pour éviter les foudres de la censure.

Vous irez de surprise en surprise dans un jallissement de textes inédits que vous ne trouverez nulle part ailleurs, passant de poèmes délicieusement libertins à une lettre franchement érotique, voire à un conte plus que scabreux qui vous coupera littéralement le souffle.

Jean-Jacques Pauvert

historien de l'érotisme

Le grand public connaît surtout J.-J. Pauvert comme l'éditeur qui contribua puissamment à faire connaître des auteurs maudits tels que Georges Bernier, Jean Genet ou Sade et qui, au cours des années 50 et 60, à l'époque heureusement révolue de l'ordre moral, souvent malade à partir avec la censure et la justice. Voici un nouvel aspect de ce passionnant personnage : J.-J. Pauvert historien de l'érotisme. Après des années de travail, de recherches à la Bibliothèque Nationale et dans les collections privées, il nous offre pour notre joie cette fabuleuse histoire du désir et de ses fantasmes.

Une presse unanime

« Mérite de figurer au premier rayon des bibliothèques saines, c'est-à-dire toutes au plaisir. »
B. Poirot Delpech (Le Monde)
« Fabuleuse anthologie. »
François Xerakis (Le Matin)
« Une formidable chasse au trésor. »
A. Lebrun (Les Nouvelles Littéraires)
« La première du genre, elle va déborder beaucoup de monde. »
G. Pons (Le Figaro Magazine)
« Véritable histoire inconnue de la sensibilité libertine. »
Mathieu Galey (L'Express)
« Un monument. »
Cavanna (Cahiers Hebdo)
« Roulez, réfléchissez, n'écoutez pas le diable, écoutez J.-J. Pauvert. »
Pierrette Rosset (Elle)

BON A ADRESSER A JEAN BONNEFOI

36 rue Vanvesmarges 75018 Paris

Je désire profiter de votre offre exceptionnelle de souscription et recevoir le premier volume de l'Anthologie des lectures érotiques en quatre volumes ainsi que la pochette de dix reproductions correspondantes.

Je vous prie de trouver ci-joint le règlement soit : 148 F + 18,60 F de frais de port = 166,60 F. Si je suis le moins du monde déçu, je vous retournerai l'ensemble en recommandé dans son emballage d'origine et serai immédiatement remboursé y compris de mes frais de recommandation.

Dans le cas contraire, je recevrai au rythme d'un volume tous les mois, les trois autres volumes et leur pochette au prix inchangé de 148 F le volume que je réglerai comptant à réception. Je reste toutefois libre d'interrompre ma souscription à tout moment si je le désire.

Quatre volumes (18 x 24) totalisant 780 pages et 249 extraits d'écrits érotiques, 40 planches d'illustrations libertines. En souscription, chaque volume 148 F

Le droit de retour avec remboursement intégral vous étant assuré, n'hésitez pas à profiter de ces conditions exceptionnelles et à nous adresser dès maintenant le bon ci-dessous.

CADEAU

Tout souscripteur, nous adressant le bon ci-dessous dans un délai de 10 jours, recevra gratuitement une reproduction grand format d'une œuvre d'art libertine datant de 1835 et attribuée à Devéria.

Nom
Prénom
Adresse complète
Code postal
Ville
Date
Signature
☐ Vous adressant ma commande dans les 10 jours, je recevrai en cadeau la reproduction de Devéria que je garderai quelle que soit ma décision.

Un effort d'apaisement

(Suite de la première page.)

M. Chirac a expliqué à propos du projet de loi : « Je suis choqué que dans un moment difficile pour notre pays on ait divisé la France, ce qui est toujours une mauvaise action, sur un sujet où l'immense majorité des Français étaient d'accord. Je suis également choqué par la réforme elle-même, qui, en fait, s'annonce avec quelques aménagements tendant à faire croire qu'après tout les choses pourraient être acceptées par certains, conduits à la suppression de l'école libre, ce qui est tout à fait cohérent avec la vocation des socialistes et des communistes à vouloir mettre la main sur le cerveau de nos enfants de deux ans jusqu'à la fin des études. Moi, je suis pour le pluralisme. Mais je vous dis tout de suite que je ne suis pas un ultra de l'école privée, et je n'ai pas du tout l'intention de l'être. »

Invité, dimanche, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Georges Marchais a déclaré que les communistes sont « en désaccord avec la façon dont a travaillé la commission spéciale de l'Assemblée nationale, qui devait examiner vingt-six arti-

cles et qui n'en a examiné que six (...) et avec le recours à l'article 49-3 ». Le secrétaire général du PCF a ajouté : « Nous ne considérons pas d'ailleurs, dans le détail, le projet actuel. Cela dit pour moi, ami Jospin, c'est un écart par rapport à la solidarité gouvernementale (...). Si le projet de loi reste ce que l'on en a dit, nous sommes en désaccord sur deux points : le financement par les collectivités locales et la titularisation des maîtres dans les conditions où elle est envisagée aujourd'hui. »

Enfin, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré dimanche à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime) : « C'est une démarche concertée qu'a choisie le gouvernement, démarche qui a exigé de nous des concessions et parfois presque des renoncements. Nous n'avons pas l'intention d'accepter qu'on nous impose une campagne scandaleuse, comme celle qu'on a voulu nous imposer il y a quelques mois. Nous ne voulons plus de ces affiches insultantes avec des mains derrière des barreaux, ni des allusions à la Pologne ou à l'Eglise primitive. »

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.95.94
Documentation M sur demande

مكتبة الأصيل

ÉDUCATION

LE DÉBAT SCOLAIRE

A la délégation nationale de Limoges l'UNAPEL a préservé son unité

Il n'est plus temps d'empêcher le vote de la loi sur l'enseignement privé en première lecture à l'Assemblée nationale. Si des amendements « aggravent » le texte aux yeux des défenseurs de la liberté scolaire, une grande manifestation nationale à Paris sera décidée samedi prochain ainsi que d'autres actions pour faire modifier le texte avant le vote au Sénat, puis définitif à l'Assemblée nationale. Telle est la stratégie adoptée par la délégation nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), réunies les 19 et 20 mai à Limoges.

Les trois cents présidents académiques, départementaux et délégués ont réuni M. Pierre Daniel président du mouvement par 76,60 % des voix

Limoges. - Quand M. Pierre Daniel entre dans la salle où la direction nationale va commencer ses travaux, samedi matin, une ovation jaillit. Une heure plus tard, au milieu des applaudissements qui ponctuent son discours, des cris s'élèvent lorsqu'il annonce que M. François Mitterrand le recevra à la fin de cette semaine : « Trop tard ! Trop tard ! ». Le ton est donné. Les cadres et les délégués de l'UNAPEL sont partagés. Au moment où « un péril majeur » menace l'enseignement privé, selon le mot du président de Limoges, deux positions s'affrontent. Lorsque, après avoir été réuni à la tête du mouvement, M. Daniel louera la « diversité des approches » qui auront « enrichi le débat », il les définira par ces formules : « Il y a ceux qui bouillonnent d'impatience et veulent monter à l'assaut quel qu'il arrive » et les autres, « des tempéraments moins fougueux, qui attendent les ordres de leurs responsables ». Pour ajouter : « Mais qui sont tous aussi disponibles. »

Il serait en effet illusoire de croire que tous ne sont pas décidés à s'opposer à la mise en œuvre des projets gouvernementaux « mortels pour la liberté scolaire ». Seule diffère l'appréhension de la gravité du péril et de la stratégie de « résistance ».

De notre envoyé spécial

Pour les tenants de la ligne dure, le projet de loi est inacceptable. Ainsi, M. Marie-France Levlant, présidente des APEL de l'académie de Nantes, pense-t-elle que l'enseignement catholique fait face à des hommes, aujourd'hui au pouvoir, qui « depuis trente ans ont réfléchi aux moyens de faire disparaître l'école privée et n'ont rien oublié de cet objectif ». De Paris, de Versailles, du Nord, de Nantes, de Rennes, ces responsables et militants réclament depuis plusieurs mois une « grande manifestation nationale », qui jetterait « plusieurs millions de personnes dans les rues de la capitale ». Les Parisiens sont plus politiques, parfois intégristes. Les Bretons, plus traditionnellement portés à la fronde contre le pouvoir central. Malgré le renfort des « militants de la base », venus spécialement de Paris pour convaincre la délégation nationale que la « position de l'UNAPEL n'est plus comprise », que « M. Daniel n'est plus crédible », qu'il faut créer une « direction de crise » et un « comité de légitime défense de l'enseignement libre », ils n'ont pas osé franchir le Rubicon, susciter un candidat déclaré contre le président sortant et prendre la responsabilité d'un éclatement.

M. Daniel et son équipe, qui l'ont emporté, ne font pas la même analyse de la situation. Selon eux, grâce à deux années de discussions, « le pire a été évité ». Peut-être encore être évité, « car le combat n'est pas terminé ». Mais ils estiment que, sauf à créer un climat insurrectionnel - « ce à quoi je me refuse absolument », - le vote de la loi en première lecture ne peut plus être empêché : « Ceux qui prétendent que c'est possible sont des irresponsables qui mentent ». La décision d'une manifestation de masse à Paris est encore suspendue.

Quel espoir leur reste-t-il ? Que des amendements n'aggravent pas le texte. Que le gouvernement comprenne que « la coupe est pleine à bord », au point que quelques gouttes supplémentaires la feraient déborder. Pierre Daniel a déclaré avec solennité : « Notre pays court le risque d'une grande déchirure nationale dont chacun peut imaginer les conséquences. » Il a prévenu le président de la République, qui le recevra en fin de semaine, que « si le gouvernement n'entend pas la voix de la raison », le moment sera venu pour les parents de l'enseignement privé de « descendre sur Paris ».

Les responsables de l'UNAPEL se sont donc ralliés à cet ultime et bref répit en réélisant M. Pierre Daniel, qu'ils entourent d'une évidente admiration. Ils ont admis avec lui que « la responsabilité de déstabiliser un pouvoir élu démocratiquement ne se prend pas à la légère ». Ils ont aussi choisi de sauver l'unité de l'enseignement catholique.

Mgr Jean Honoré, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, et le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, les y ont fortement engagés. L'archevêque de Tours a exhorté la délégation nationale - où il ne voulait pas voir une « cour de justice » - à mesurer combien les responsables de l'UNAPEL ont lutté « pied à pied » et réussi à empêcher que « le projet de loi ne fasse du programme commun de la gauche la charte scolaire de notre pays ».

Mgr Honoré considère que « cette histoire ne s'achèvera pas avec le vote de la loi », et qu'« une manifestation nationale ne manquera pas de venir ». Quant au père Guibert, très acclamé, il a lu le texte de la loi et « pernicieusement ses effets à terme, déséquilibrés, entachés d'idéologie ».

Mais il est venu rappeler aussi que ce qui unit tous les militants dans l'enseignement catholique « est plus profond que ce qui les divise ». Et la leçon a été comprise.

Encore que l'effervescence ne se soit pas totalement dissipée au sein de l'UNAPEL. Si la cote personnelle de Pierre Daniel, le souci d'innover, la maturité d'un grand nombre de présidents académiques et départementaux ont écarté l'adoption d'une ligne plus dure, le mouvement, qui rassemble 856 143 familles, n'a pas quitté la zone de turbulences où les projets du gouvernement l'ont entraîné. Les responsables académiques de Nantes et de Rennes maintiennent leur envoi de manifestants délégués dans la capitale en ce début de semaine.

Dimanche après-midi, ceux qui se sont rassemblés à Paris, sans l'autorisation de la préfecture de police, n'ont pas été dérangés par leurs instances dirigeantes.

CHARLES VIAL

Les réponses de M. Mauroy aux responsables catholiques

M. Pierre Mauroy a adressé au chanoine Guibert, le 18 mai, un télégramme contenant les réponses aux cinq questions posées par les dirigeants de l'enseignement catholique lorsqu'ils avaient été reçus à Matignon trois jours plus tôt. Le premier ministre écrit : « Je souhaite que ces précisions (...) continuent à apaiser les inquiétudes manifestées par les membres de votre comité national. » Commentant ces réponses, le chanoine Guibert a déclaré samedi, à Limoges où il se trouvait à l'occasion de la délégation nationale de l'UNAPEL, que le texte de M. Mauroy lui « donnait satisfaction à 50 % ».

Voici les réponses du premier ministre :

● Le projet éducatif. - « Un amendement du gouvernement, reprenant ce qui est déjà indiqué dans l'exposé des motifs, précisera que le projet éducatif respecte les principes généraux inscrits dans la Constitution, qui l'imposent au service public d'enseignement, et en particulier les principes d'égalité de tous devant l'éducation et de respect des consciences. »

● Le financement des collèges et des lycées. - « Le problème n'est pas le même. Les contrats d'association du second degré sont actuellement financés par l'Etat, et non par les communes. L'article 12 prévoit d'en transférer la charge aux départements et aux régions, conformément aux nouvelles dispositions relatives à la décentralisation en matière d'éducation. Il est prévu au deuxième alinéa que les charges nouvelles résultant de ce transfert pour les départements et pour les régions feront l'objet d'une compensation par l'Etat. »

● Les départements et les régions seront donc tenus de financer les contrats d'association du second degré en vigueur avant la promulgation de la nouvelle loi.

● Le contrôle public. - « Il ne s'agit pas du contrôle financier tel qu'il est défini dans le droit des finances publiques (visa préalable des engagements de dépenses, contrôle a posteriori des comptes des établissements), il s'agit du droit de regard que possède tout bailleur de fonds sur l'utilisation des moyens qu'il accorde : pour préparer les budgets futurs, il est nécessaire de disposer de toutes les données disponibles sur l'exécution des budgets précédents. »

● En ce qui concerne le contrôle financier des établissements sous contrat, l'article 6 - deuxième alinéa - prévoit qu'ils sont soumis au contrôle administratif et financier de l'Etat.

● En tout état de cause, ce contrôle ne portera atteinte en aucune façon à l'autonomie de ges-

tion des établissements sur les plans éducatif, administratif et financier, d'autant que le principe est établi par l'article 18.

● Les maternelles. - « L'intention du gouvernement est que, plus tard au terme d'un délai de six ans à compter de la promulgation de la loi, les contrats simples existants concernant les écoles maternelles soient transformés en contrats d'association. »

● Mais les écoles maternelles ne faisant pas partie de l'enseignement obligatoire, il est exclu d'instituer à leur profit une obligation de financement par les communes.

● Un amendement à l'article 23 précitera, pour la transformation des contrats simples concernant les classes des écoles maternelles, que ces classes seront sous contrat d'association, l'Etat assurant la rémunération des enseignants, la commune pouvant verser une contribution financière mais n'étant pas tenue de le faire. »

● La formation des maîtres. - « La première phrase du dernier paragraphe de l'article 13 de la loi de 1959 modifiée qui établit le droit à la formation des maîtres de l'enseignement privé et pose le principe du financement de cette formation par l'Etat n'est pas abrogée. »

● Un décret d'application de la nouvelle loi définira les conditions de formation des maîtres de l'enseignement privé et de son financement par l'Etat. Ce texte devra tenir compte des nouvelles règles de la décentralisation, ainsi que du rapprochement nécessaire des formations initiales et continues des maîtres de l'enseignement privé et des maîtres de l'enseignement public. Dans cette perspective, des formations communes à tous les maîtres pourront être organisées, mais la possibilité pour les maîtres de l'enseignement privé de recevoir, en plus de ces formations communes, une formation spécifique du genre d'éducation auquel se réfère l'établissement où ils enseignent n'est en aucune manière remise en question. »

● Les départements et les régions seront donc tenus de financer les contrats d'association du second degré en vigueur avant la promulgation de la nouvelle loi.

● Le contrôle public. - « Il ne s'agit pas du contrôle financier tel qu'il est défini dans le droit des finances publiques (visa préalable des engagements de dépenses, contrôle a posteriori des comptes des établissements), il s'agit du droit de regard que possède tout bailleur de fonds sur l'utilisation des moyens qu'il accorde : pour préparer les budgets futurs, il est nécessaire de disposer de toutes les données disponibles sur l'exécution des budgets précédents. »

● En ce qui concerne le contrôle financier des établissements sous contrat, l'article 6 - deuxième alinéa - prévoit qu'ils sont soumis au contrôle administratif et financier de l'Etat.

● En tout état de cause, ce contrôle ne portera atteinte en aucune façon à l'autonomie de ges-

SPORTS

AVIRON

La revanche des malingres

Vichy. - Les régates internationales de France d'aviron se sont disputées samedi 19 et dimanche 20 mai sur le bassin de Vichy, en l'absence des rameurs des pays de l'Est, excepté les Hongrois. Les Etats-Unis ont manifesté une puissance impressionnante grâce à leur quatre et leur huit avec barreur. Ils ont ainsi montré leurs muscles, à deux mois et demi des Jeux de Los Angeles.

Les apparences portent à croire que Jean Huguet-Balant est de trop à la pointe du bateau qui déploie harmonieusement ses rames au fil de l'Allier. Il se fait encore plus petit qu'il n'est, au fond de la coque oblongue, immobile vis-à-vis la tête chaotique posée au ras de l'eau. Alors que les huit autres passagers sans bagages tirent comme des damnés sur leur pelle de 3,86 mètres pour propulser à 23 kilomètres/heure cette queue de 16 mètres, il pelotonne son corps acrobatique, les mains autour d'une petite boîte ronde.

Profession de ce navigateur : barreur. Et son outil de travail, qui est venu remplacer, au début des années 80, le porte-voix métallique vieux comme l'aviron, est tout simplement un amplificateur miniature doté d'un écran à affichage digital où s'inscrivent le chronométrage, et le nombre de coups/minuts donnés par les rames dans l'eau. Au-delà de cette évidence, que le barreur tient le barre et pilote le bateau, il est aussi le pilote de bord et même davantage puisque, avant de transmettre les ordres à l'équipage par les haut-parleurs installés à hauteur de chaque siège, il analyse instantanément le comportement de chaque équipier comme celui de chaque adversaire à bord et tribord.

Cet homme de fausse inaction cultive toute une série de paradoxes, à commencer par sa morphologie qui l'oppose spectacula-

De notre envoyé spécial

rement aux huit gélatins, des rameurs dont la moyenne de taille et de poids est de 1,88 mètre et 90 kilos. Ce singulier décalage est un effet du règlement inversé - Jean Huguet-Balant ne sait pas qui - pour jouer avec les kilos du barreur.

Minimum autorisé : un demi-quinat. « Aujourd'hui je faisais 51 kilos, expliquait-il samedi avant l'épreuve dominée par l'Américain. Je n'ai pas pu perdre un kilo de plus mais cela n'est pas une surcharge gênante pour mes partenaires. Il est sûr qu'à 54 ou 55 kilos je me ferais voler du bateau ! » Jean s'amuse de cette hypothèse hautement improbable car c'est plutôt le contraire qui se produit. L'an dernier, aux championnats du monde de Duisbourg, le bascule affichait 49,5 kilos au moment de la pesée officielle. On pèse 500 grammes de cailloux sous les pieds du Petit Poucet pour lui donner des épaules de jockey.

Souffrir-douleur

A Vichy, il venait de perdre 5 kilos dans la semaine. Six jours sans manger, en dehors d'un bol de lait mélangé. Seule et footing ont rythmé son forcing comme le fait qu'il a porté sur les épaules d'agressivité contre laquelle il a eu aussi à lutter. « Je ne vous dis rien de ce que je vais éviter, dimanche soir, après les courses », traduisait-il de son évi-

GOLF

Les professeurs français sont-ils surmenés ?

Décidément, le golf est un jeu diabolique. Les quelques cinq mille spectateurs de l'Open de France, tous en balade jusqu'au dernier jour du dernier trou, en ont eu la confirmation.

D'une régularité de métronome, pendant quatre jours (67 - 69 - 68 - 67) sur le parcours très vallonné de Saint-Cloud, le petit Espagnol José Rivero, professionnel depuis quelques semaines seulement, qui avait caracolé en tête pendant trois jours, regards, dimanche 20 mai, sur le coté de dix-sept heures, a baillé courtoisement le dix-huitième trou, dominant ainsi la victoire à l'Allemand Bernhard Langer.

Considéré comme l'un des vingt meilleurs mondiaux, celui-ci avait deux coups de retard en prenant le départ de quatrième et dernier parcours. Il exerca le Soixante-huitième Open de France, qui a été disputé sur les fairways vallonnés de Saint-Cloud, était le premier des cinq événements du circuit professionnel européen qui doivent avoir lieu dans l'Hexagone. Avec les tournois de Biarritz, du 14 au 17 juin, de Monte-Carlo, du 21 au 24 juin, le trophée de Saint-Nom-la-Bretèche, du 4 au 7 octobre, et le tournoi de Mougins, du 19 au 22 octobre, quelque cinq millions de francs au total sont offerts aux joueurs, la plus forte somme mise en jeu sur le vieux continent.

On aurait pu penser que cela aurait aiguisé l'appétit des « pros » nationaux. Ce n'est pas le cas. L'an dernier, dix Français avaient disputé le tournoi de l'Open de France disputé à La Bouteille, à côté de Versailles. Cette année, le parcours de Saint-Cloud n'a vu que cinq finir les deux derniers parcours, et encore y avait-il parmi eux un amateur, Patrick Causin, qui fut le moins mauvais, sinon le meilleur, pendant 54 trous.

Finalement, ce fut Bernard Pascasio, quarante-cinquième à dix-huit coups du vainqueur, qui prit la tête du classement des Français, grâce à une excellente carte de 70 rendue dimanche, alors que les parties des candidats à la victoire, l'Allemand Langer, l'Espagnol Rivero et l'Anglais Faldo, n'avaient pas encore commencé. Un résultat peu encourageant pour l'avenir. Le Basque, qui délivre avec application son grand drive depuis plus de dix ans dans les rangs professionnels, n'appartient plus à la catégorie espoirs. Or, le niveau européen est en progression constante sous la poussée notamment des Espagnols et des Anglais, qui ont réussi à se faire un nom sur le très huppé circuit américain, comme Severiano Ballesteros et Nick Faldo.

En revanche, le plus prometteur des Français, Jerry Watine, n'arrive pas à confirmer. « Même à moyen terme, on ne voit aucun joueur

12 millions de chiffre d'affaires

« En quatre ans, notre chiffre d'affaires est passé de 8,5 à 12 millions de francs », note Lionel Provost, qui s'est employé à trouver de nouveaux commanditaires, pouvant donner comme Peugeot, qui a financé l'Open de France, une image moins mondaine du golf. Afin de mieux gérer encore les affaires des professionnels, l'APGF doit devenir, en septembre prochain, une société anonyme. « Pour faire un parallèle avec le tennis, il nous manque maintenant un grand champion, qui nous permettrait de passer à la vitesse supérieure », estime le directeur de l'APGF. Malheureusement, au golf, pas plus que dans les autres sports, il n'y a de génération spontanée de champions. « Pour progresser, il faudrait que nos joueurs acceptent

de prendre des risques et aillent disputer des tournois à l'étranger pour s'aggraver », affirme Lionel Provost. « Or ils se satisfont de la rente que constituent leurs leçons et demandent de meilleures dotations dans les journaux, avant de s'entraîner plus. C'est mettre la charrue avant les bœufs. Les commanditaires nationaux n'investissent pas beaucoup plus, tant qu'il n'y aura pas de vedettes pour faire augmenter l'audience du golf, notamment les heures de retransmissions télévisées. »

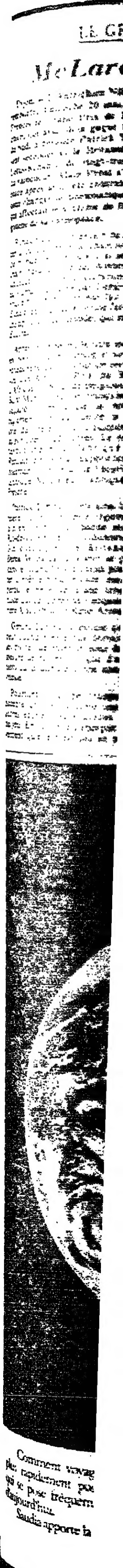
La situation paraît d'autant plus bloquée que le jeune Marc Pendaries, qui a été l'officier champion du monde junior en 1982, ne semble pas intéressé par une carrière professionnelle. La France, qui a pris de l'avance dans l'organisation du jeu de la petite balle blanche, risque donc d'être irrémédiablement dépassée dans le jeu lui-même. « Le golf n'est pas le tennis », répond le président Cartier, quand on évoque les structures mises en place par son homologue Philippe Cartier, lorsque les mêmes problèmes étaient apparus sur les courts. Pourtant, certaines fédérations étrangères se sont, d'ores et déjà, engagées dans cette voie. José Rivero, la révélation de Saint-Cloud, qui tint tête à l'Allemand Bernhard Langer jusqu'au dernier trou, est soutenu financièrement par la Fédération espagnole et n'a plus besoin de donner de leçons pour vivre.

Les Suédois se sont attaqués au problème en créant une petite équipe de cinq joueurs, qui tourne en Europe, sous la houlette d'un entraîneur journaliste. L'un d'eux, Ove Sjöberg, a terminé les quatre-vingt-trois coups du vainqueur. Bref, après s'être donné une structure juridique et commerciale efficace, les « pros » français doivent trouver une organisation sportive pour résister à la concurrence étrangère, de plus en plus féroce.

ALAIN GIRAUDO.

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél : 01.47.25.20.02 / 01.47.25.45.87

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél : 01.47.25.20.02 / 01.47.25.45.87



SPORTS

LE GRAND PRIX DE FRANCE AUTOMOBILE

McLaren gagne, Renault réagit

Dijon. - L'Autrichien Niki Lauda, sur McLaren a remporté, dimanche 20 mai, sur le circuit de Dijon-Prévost le Grand Prix de France. Le pilote autrichien, qui avait déjà gagné le Grand Prix d'Afrique du Sud, a devancé Patrick Tambay, sur Renault, de sept secondes et le Britannique Nigel Mansell, sur Lotus-Renault, de vingt-trois secondes. Coéquipier du vainqueur, Alain Prost s'est classé à la septième place après avoir été contraint de s'arrêter deux fois pour changer de pneumatiques et régler un problème qui affectait le système de freinage de la roue avant gauche de sa monoplace.

Renault a-t-il l'intention de renouer à participer aux championnats du monde de Formule 1 si ses prochains résultats ne lui donnent pas satisfaction ? La déclaration faite au journal *L'Equipe* par Gérard Larrousse n'a cependant pas fait l'effet d'une bombe dans le cercle fermé du championnat du monde, qui en a vu d'autres.

Après avoir perdu le titre mondial en 1983 à Johannesburg et subi des échecs répétés au début de cette saison aux Grands Prix du Brésil, d'Afrique du Sud, de Belgique et de Saint-Marin, l'écurie française met aujourd'hui en cause la nouvelle réglementation qui limite la capacité des réservoirs d'essence des monoplaces à 220 litres. Le moteur turbocompressé fabriqué par Renault se révèle à l'expérience plus gourmand que celui de l'écurie britannique McLaren, fabriqué par Porsche.

Patrick Tambay a été ainsi la première victime de cette réglementation en tombant en panne sèche à Rio-de-Janeiro et à Johannesburg. Son coéquipier, le Britannique Derek Warwick, a « levé le pied » dans le Grand Prix d'Imola pour éviter la même mésaventure, mais il a perdu le bénéfice d'une troisième place qui lui paraissait acquise derrière Alain Prost et René Arnoux.

Gérard Larrousse estime qu'il ne peut quand même pas demander à ses pilotes de ralentir pour être en mesure de rallier la ligne d'arrivée alors qu'ils disputent une course de vitesse.

Pourtant, l'équipe française a accédé, en 1983, comme toutes les autres écuries, les nouvelles règles du jeu. En fait, elle s'aperçoit tardivement qu'elle n'est pas en mesure

De notre envoyé spécial

de résoudre les difficultés posées par l'augmentation de la puissance de son moteur. Les Renault consomment une quinzaine de litres d'essence de plus que les McLaren, équipées de moteurs Porsche.

L'exemple de Matra

La déclaration de Gérard Larrousse apparaît, dès lors, soit comme un ballon d'essai pour faire pression sur la Fédération internationale du sport automobile afin d'en revenir à la réglementation précédente, soit comme un avertissement qui pourrait déboucher, à moyen terme, sur un retrait définitif de la formule 1 de l'écurie française. L'exemple de Matra, qui en 1971 n'avait pas participé au Grand Prix d'Autriche pour rattraper également un retard technique, avant d'abandonner définitivement la formule 1 en 1974 pour des raisons financières, est là pour rappeler que cette hypothèse n'est pas dénuée de fondement.

La Régie Renault, qui participe aux championnats du monde de formule 1 depuis 1977, avait parallèlement porté ses efforts sur les Vingt-Quatre Heures du Mans, faisant coïncider sa démarche sportive avec ses intérêts commerciaux. Après sa victoire en 1978 dans la course d'endurance, Renault, ayant prouvé qu'il était l'égal des meilleurs, décidait de ne plus participer à cette compétition. La Régie, plus que jamais soucieuse d'améliorer son image de marque auprès de ses clients, choisissait, dès lors, la formule 1 en développant son moteur turbocompressé.

Vainqueur de son premier Grand Prix en 1979 à Dijon, Renault n'a

Le Grand Prix de France a été marqué cependant par l'écrasante supériorité des McLaren, qui ont obtenu leur quatrième victoire sur les cinq premiers Grands Prix. Renault, dont les voitures ont été affectées plusieurs fois depuis le début de la saison par des pannes d'essence, a mieux maîtrisé le rapport puissance-consommation. Gérard Larrousse, directeur général de Renault Sport, avait néanmoins affirmé, récemment, que l'écurie française envisageait d'interrompre provisoirement sa saison pour rattraper un important retard technique sur ses rivaux.

Le retrait - fût-il provisoire - hypothéquerait cependant les chances de l'écurie française, d'imposer enfin l'un de ses pilotes. De ce point de vue, la performance des monoplaces jaune et noir à Dijon est plutôt encourageante. Si Derek Warwick a terminé la course dans les grilles, avec pour seul dommage une légère blessure à un pied, en revanche, Patrick Tambay, à défaut d'un succès, a néanmoins mis un coup d'arrêt à la noire malchance qui a affecté sa saison depuis le Grand Prix du Brésil. Le pilote français, qui a été le plus rapide aux essais, a démontré que ses précédents échecs étaient dus essentiellement à la surconsommation de son moteur. Le pétrolier ELF a fait, à tout le moins, diligence pour mettre au point un carburant qui a permis, selon les responsables de l'entreprise, une économie de l'ordre de 10 à 12 %.

Bien lui en a pris ! La monoplace de Patrick Tambay a terminé l'épreuve avec 21 litres d'essence, et sept secondes de retard sur Niki Lauda, qui avait encore 24 litres dans son réservoir. Serait-ce néanmoins le commencement d'un réveil qui éveillerait à M. Bernard Hanon, président de la Régie Renault, de devoir un jour demander des comptes à son équipe sportive ?

GELES MARTINEAU.

FOOTBALL

Le Racing vingt ans après

Deux clubs de la capitale opèrent, la saison prochaine, en première division. Le Paris-Saint-Germain a en effet été rejoint, le 19 mai au terme des matches de barrage, par le Racing-Club de Paris, qui l'a emporté (2-0) en match retour sur P.A.S. Saint-Etienne.

Les « Verts », une des équipes les plus prestigieuses de ces dix dernières années, ont cessé leur place parmi l'élite aux « Ciel et Blanc », qui avaient été relégués en deuxième division en 1964, après avoir gagné une fois le championnat de France (1936) et cinq fois la Coupe de France (1936, 1939, 1940, 1945, 1949). Disparus en 1967 après une tentative de fusion avec Sedan, le club réapparaissait en 1982 sous le nom de Racing-Paris-1, grâce au

regroupement du Paris-FC et du RC-Paris amateurs. Avec, à sa tête, M. Jean-Luc Lagardère, président de Hachette, commandité par Matra et entraîné par Alain de Martigny, le Racing-Paris-1 terminait quatrième du groupe A de la deuxième division en 1982-1983 et devenait le RC-Paris au début de cette saison.

Sérieusement renforcés, les Parisiens, qui allaient néanmoins connaître une série d'échecs sur leur terrain de Colombes, revenaient à 1 point de Tours à la fin du championnat et pouvaient disputer les cinq matches de barrage contre Lyon, Nice et Saint-Etienne, qui allaient consacrer leur « résurrection » en même temps que la « descente au purgatoire » des « Verts ».

Les « Verts » au purgatoire

Saint-Etienne. - Quelque quarante mille spectateurs qui avaient passé leur panoplie « verte » ont assisté, impuissants, samedi 19 mai, au dernier avant de l'AS Saint-Etienne : battu par les tirs des Parisiens Oekland (dix-huitième minute) et Ekéki (soixante-cinquième minute), le club français le plus prodigieux de ces dix dernières années ne pouvait sauver sa place en première division en match retour des barrages.

C'est la deuxième fois que l'ASSE descend en deuxième division. La première fois, c'était en 1962. Mais, cette année-là, le club remportait la Coupe de France et il regagnait aussitôt l'élite, la saison suivante. Entre 1957 et 1984, les « Verts » avaient accumulé un palmarès impressionnant : dix titres de champion et six Coupes de France dont quatre « doublés ».

C'est dans les compétitions européennes que se forgèrent la légende des « Verts », inséparable de l'ambiance du « chaudron » de Geoffroy-Guichard. Le public et les télé-spectateurs se souvenaient des exploits accomplis contre Kiev, Chorzow, Split ou Sindhoven. Après une demi-finale de la Coupe des champions, la popularité du Club fut à son apogée à l'occasion d'une défaite en finale de la Coupe d'Europe contre le Bayern de Munich en 1976, à Glasgow.

La politique de prestige qui succéda à l'épreuve des « joueurs

De notre correspondant régional

formés au club » ne fit que retarder de quelques saisons un déclin inscrit dans des budgets démesurés. Pour faire face, le président Roger Rocher entraîna ce club, toujours cité en exemple, dans l'illégalité : « caisse noire » et dessous-de-table. Le scandale éclata pendant l'été 1982 : au moins 20 millions de francs auraient été dissimulés au fisc. Un procès retentissant est attendu à Lyon l'automne prochain.

Hémorragie

C'est dans cette ambiance peu favorable qu'une équipe trop peu aguerrie - vingt-trois ans de moyenne d'âge - avait pour mission impossible de rester en première division. Et c'est à cause de ce climat que l'avenir de l'ASSE s'annonce difficile. Certes, le président du club, M. André Laurent, a « assuré le pays des salariés toutes les fins de mois », mais au prix d'une réduction drastique des dépenses, qui ont été ramenées de plus de 40 à 21 millions de francs. Si bien que les dirigeants du club ont dû renoncer à engager, la saison prochaine, comme entraîneur l'Argentin Osvaldo Piazza, qui s'était illustré sous le maillot vert. Et l'hémorragie de joueurs va continuer. Cela ne facilitera pas la tâche de l'équipe, qui sera attendue « comme un ancien vice-champion

d'Europe » sur toutes les pelouses des « sans grade ». Sans compter que le groupe sud de deuxième division sera particulièrement relevé avec Nîmes-Olympique, autre victime de la fin de saison, l'OGC-Nice, qui a raté la montée dans des conditions discutées face au Racing et l'Olympique lyonnais. Le grand rival régional négocie actuellement le transfert de deux anciens « Verts », Jean-François Larios et Félix Lacuesta.

« Les grands clubs ne meurent jamais », voulait se convaincre le dernier carré de supporters samedi soir. L'Olympique de Marseille a mis cinq ans pour retrouver l'élite. Le grand Stade de Reims n'est pas sur le point de revenir. Les « Ciel et Blanc » du Racing auront attendu... vingt ans !

Dans leurs vestiaires, M. Jean-Luc Lagardère (RCP), se donnait une marge - importante - de dix ans pour « voir le Racing succéder à l'AS Saint-Etienne dans le cœur des Français ». Pour atteindre cet objectif, il compte « sur ses propres forces » - c'est-à-dire celles de Matra - et ne veut pas jouer le « tir sur sa propre poudre » auprès de la mairie de Paris. La chute des « Verts » lui inspire une règle de conduite : « Le Racing restera un club propre. Chez nous, tout sera dit clairement et publiquement. Il n'y aura jamais de caisse parallèle. »

CLAUDE RÉGENT.

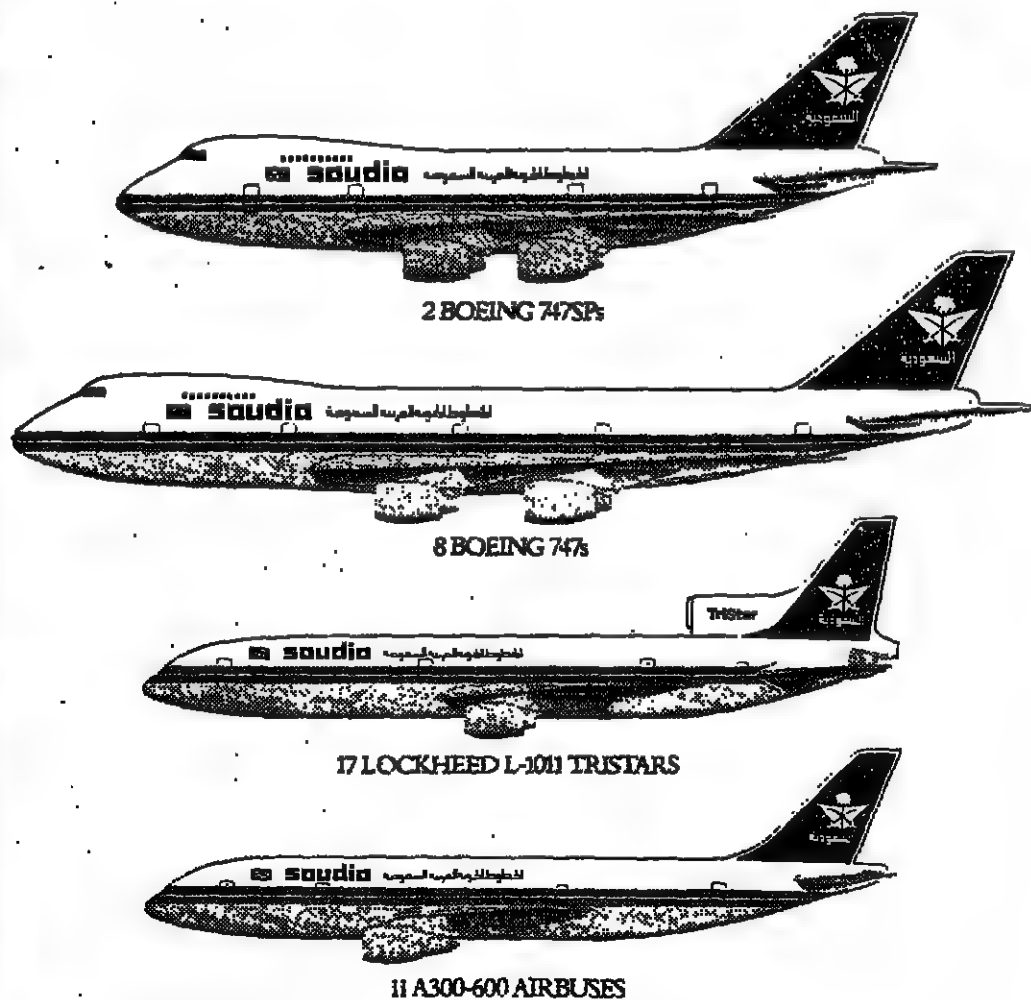
La Difficulté?



Comment voyager le plus facilement et le plus rapidement possible: tel est le problème qui se pose fréquemment à l'homme d'affaires d'aujourd'hui. Saudia apporte la solution à ce problème.

Saudia, l'une des dix plus grandes compagnies aériennes internationales, dessert plus de quarante escales à travers le monde. Sur tous les vols nationaux ou internationaux, elle vous offre des appareils confortables

Nous l'avons contournée.



et spacieux.

Et pour vous faire bénéficier d'un service encore plus exceptionnel, Saudia sera la première compagnie au monde à utiliser l'Airbus A300-600. La difficulté a été contournée.

saudia
SAUDIA ARABIAN AIRLINES. A MEMBER OF IATA.
Bienvenue dans notre royaume.



(Publicité)

Les auteurs et artistes français de toutes catégories

— notamment les auteurs et compositeurs de musique, auteurs dramatiques, littéraires, cinématographiques, télévisuels, réalisateurs, chorégraphes, auteurs des arts graphiques, plastiques et photographiques; les artistes, chefs d'orchestre, interprètes et musiciens — témoins des initiatives prises récemment par le Gouvernement pour réglementer en France les techniques nouvelles de communication (câble, satellites, radios locales privées...),

Déplorent que leurs droits n'aient pas été adaptés à ces techniques actuelles de diffusion sonore et visuelle, ainsi qu'à l'exploitation de leurs œuvres par la reproduction privée,

Constatent néanmoins que le Gouvernement a préparé un projet de loi pour sauvegarder dans ces domaines les droits d'auteur et les droits des artistes,

Après avoir estimé qu'il était essentiel que ce projet soit d'urgence examiné par le Parlement,

Ont, ce 10 mai 1984, décidé de créer une union de leurs organismes professionnels et syndicaux pour veiller à leurs intérêts et à la promulgation rapide de cette législation et ont désigné M. Claude Santelli pour présider cette union.

L'UNION NATIONALE DES AUTEURS ET ARTISTES

L'Union est constituée par les trente-deux organisations suivantes :

- Société des Gens de Lettres de France (S.G.D.L.)
- Société Civile des Auteurs Multimédia (S.C.A.M.)
- Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques (S.A.C.D.)
- Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique (S.A.C.E.M.)
- Société pour l'Administration du Droit de Reproduction Mécanique (S.D.R.M.)
- Société de la Propriété Artistique des Dessins et Modèles (S.P.A.D.E.M.)
- Association pour la Diffusion des Arts Graphiques et Plastiques (A.D.A.G.P.)
- Société des Réalisateurs de Films (S.R.F.)
- Syndicat National des Auteurs Compositeurs (S.N.A.C.)
- Union Nationale des Auteurs Compositeurs (U.N.A.C.)
- Société pour l'Administration des Droits des Artistes et Musiciens Interprètes (A.D.A.M.I.)
- Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes Musiciens Interprètes et Exécuteurs (S.P.E.D.I.A.M.)
- Syndicat Français des Artistes Interprètes (S.F.A.)
- Association Professionnelle des Réalisateurs d'Œuvres Audiovisuelles de Commande (A.P.R.A.C.)
- Syndicat National des Chefs d'Orchestre Professionnels de Variétés et Arrangeurs (S.N.A.C.O.P.V.A.)
- Syndicat National des Chefs d'Orchestre Solistes et Cadres de la Musique (S.N.A.C.O.C.A.M.)
- Syndicat National des Artistes Musiciens de France (S.N.A.M.)
- Syndicat National Libre des Acteurs F.O., branche « Musique », de la Fédération F.O. des Syndicats de Spectacles, de la Presse et de l'Audiovisuel
- Syndicat Français des Réalisateurs de Télévision (S.F.R.T.-C.G.T.)
- Association Française des Photographes Professionnels Indépendants (A.F.P.I.)
- Association Nationale des Journalistes Reporters Photographes et Cinéastes (A.N.J.R.P.C.)
- Association Nationale des Photographes de Publicité et de Mode (A.N.P.P.M.)
- Organisation des Photographes d'Édition et de Publicité (O.P.E.P.)
- Syndicat National des Artistes Plasticiens (S.N.A.P.)
- Syndicat National des Créateurs pour le Textile et l'Impression (S.N.C.T.I.)
- Syndicat National des Graphistes (S.N.G.)
- Syndicat National des Peintres Graveurs Sculpteurs (S.N.P.G.S.-F.O.)
- Syndicat National des Peintres Illustrateurs (S.N.P.I.)
- Syndicat National des Sculpteurs et Statuaires Professionnels Créateurs (S.N.S.S.P.C.)
- Syndicat National des Professions Artistiques et Culturelles - section des réalisateurs (S.Y.N.A.P.A.C.)
- Syndicat des Artistes du Spectacle (S.Y.D.A.S.-C.F.D.T.)
- Syndicat des Journalistes Français - section des dessinateurs de presse et de bandes dessinées (S.J.F.)

Se sont d'ores et déjà associés à cet appel :

Pierre ABRAMOVICI, Lucien ADES, Philippe ADLER, Daniel ADSIL, Sophie AGACINSKI, Philippe AGOSTINI, AIMABLE, Jean-Gabriel ALBICOCCO, Maurice ALLARD, Pierre ALLEMAND, Paul ALMASTY, Louis AMADE, Marcel AMONT, Pierre AMOYAL, Gilbert AMY, ANDREOLI, Michèle ANGOT, Louis ARBESSIER, ARMANDINO, Michel ARNAUD, Claude ARRIEU, Pierre-Yves ARTAUD, Isabelle AUBRET, Cécile AUBRY, Jacques AUDOIR, Jean AURENCH, Jacques AURIAC, Pascal AURIAT, Claude AUTANT-LARA, Claude AVELINE, Jean-Christophe AVERY, Philippe AVRON, Marcel AZZOLA, Pierre BADEL, Augusto BALDI, Claude BALLIF, Didier BARBELEVEN, Claude BARMA, Henry BARRAUD, Georges BARRIER, Alain BARRIERE, Pierre BARILLET, Geneviève BASTID, Jean-François BAVRET, Guy BEART, Gilbert BECAUD, André BEILLARD, Marie-Paule BELLE, Pierre BELLEMAIRE, Lohé BELLOU, Roger BENAMOU, Georges BENDRIEM, Jean-Christophe BENOIT, Luc BERAUD, Michel BERGER, Gérard BERLINER, Jean BERNARD-LUC, Edouard BERNE, Michel BEROFF, Henri BETTI, François BILLETDOUX, Raphaële BILLETDOUX, Jean-Louis BLOCH-LAINE, André BLOT, Christian BOE, Pierre BOILEAU, Michel BOISRON, Raymond BOISSERIE, Claude BOLLING, Denise BONAL, Paul BONNEAU, Guy BONTENFELI, Jean BOUCHAUD, André BOUCOURCHIEV, Alphonse BOUDARD, Jacques BOULAS, Michel BOUQUET, Gérard BOURGEOIS, Jean-Pierre BOURTAYRE, Gérard BRACH, Robert BRESSON, Jean BRISVILLE, André BROCCOLLETTI, Claude BRULE, Pierrette BRUNO, Jean-Louis BURESI, Nicolas CAHEN, Jean-Claude CAILLAVET, Louis CALAFERTE, Gérard CALVI, Louis CANE, CARAVELLI, Roger CARL, Marcel CARNE, Richard CARON, Christine CARREL, Jean-Claude CARRIERE, Henri CARTIER-BRESSON, Jean CASSOU, Luigi CASTIGLIONI, Jean-Roger CAUSSIMON, Mario CAVALLERO, André CAYATTE, Jean CAYROL, CESAR, André CHARTE, Jean CHAPOT, Les CHARLOTS, Jacques CHARPENTIER, Charles CHARRAS, Françoise CHAUMETTE, Jean-Louis CHAUTEMPS, Jean-François CHAPPE, Elisabeth CHLOUNACKA, Roman CIESLAWICZ, Jean CLAUDRIC, René CLOREC, Adrienne CLOSTRE, Jean-Marie CODEFY, François COHEN-SEAT, Stéphane COLLARO, Serge COLLOT, Henri COLPI, François COMITAT, Claude CONFORTES, Marius CONSTANT, Henri CONTET, Louis CORCHIA, Primo CORCHIA, Alain CORNEAU, André CORTINES-CLAYERO, Edgar COSMA, Vladimir COSMA, Jean COSMOS, Olivier COSTA de BEAUREGARD, COSTA-GAVRAS, Claude COUDERC, Georges COULONGES, Yves COURRIERES, Régine CRESPIEN, Hervé CRISTIANI, CUARTETO CEDRON, Jean-Loup DABADIE, Bernard DA COSTA, DANIEL-LESUR, Ivan DAUTIN, Michel DEBOST, Jean-Jacques DEBOUT, Didier DECOIN, Jean-Michel DEFAYE, Françoise DELAHALLE, Jean DELANNOY, Pierre DELANOE, Georges DELERUE, Michel DELPECH, Jacques DEMARIN, Eric DEMARSAN, Jacques DEMY, René DENONCIN, Michel DENS, Jacques DERAY, Régine DESFORGES, Raymond DEVOS, Jean-Claude DEWOLLS, Bernard DHERAN, Sylvain DHOME, Don DIEGO, Jean DIEUZAIDE, Jack DIEVAL, Robert DOISNEAU, Alice DONA, Désiré DONDEYNE, Françoise DORIN, Pierre DOUKAN, Michel DRACH, Jean DREJAC, Jean DREVILLE, Joseph DRIMAL, Jean-Marie DROT, Geneviève DROUET, Noël DROUZY, Louis DUCREUX, Hughes DUFOUT, Antoine DUHAMEL, Edouard DULEU, Augustin DUMAY, Françoise DUMAYET, Pierre DUMAYET, Charles DUMONT, Françoise DUPUY, Maurice DURJUE, Jacques DUSSERE, Yves DUTEL, Henri DUTILLEUX, Jean DUTOURD, Jacques DUTRONC, Daniel EDINGER, Jacques EMMANUEL, Jacques ÉRTAUD, Robert ESCARPIT, Lény ESCUDERO, Jacques FAZANT, Maurice FALEVIC, Michel FANO, Jean FERRAT, Léo FERRE, Véra FEYDER, Pierre FX-MASSEAU, Suzanne FLON, Jean-Michel FOLON, Renaud FONTANAROSA, Philippe FORE, Suzel FOREST, André FRANÇOIS, Gisèle FRUEND, Renaud GAGNEUX, Serge GAINSBOROUGH, Raymond GALLOIS-MONTBRUN, Serge GANZL, Marc GARANGER, Henri GARCIN, Pierre GASPARD-HUIT, Maurice GENDRON, Philippe GENTIL, Alain GERBER, Bernard GESPERT, Raymond GIDE, Bernard GIRAudeau, Alain GODARD, Daniel GOLDENBERG, Richard GOTAINER, Maurice GOUTU, Chantal GOYA, Pierre GRANIER-DEFERRE, Juliette GRECO, François GRENDL, Pierre GROSZ, Francis GROSJEAN, Jean GRUAULT, Georges GUETARY, Paul GUTH, Victor HAIM, Bernard HALLER, Johnny HALLYDAY, Roger HANIN, François HARDY, Murray HEAD, Claude HELFFER, Jacques HELIAN, Laurent HEYNEWMANN, Jacques HIGELIN, Yvette HORNOR, Franck HORVAT, Daniel HUMAIR, Paco IBANEZ, Lazare IGLESIS, Jean IMAGE, Eugène IONESCO, IPOUSTEGUY, Abder ISKER, Hubert ITHIER, Christian IVALDI, Marcel JACNO, Pierre JALLAUD, Pierre JANSEN, Jean-Michel JARRE, Alain JESSUA, Betsy JOLAS, Alex JOFFE, Bertrand de JOUVENEL, Georges JOUVIN, Geneviève JOY, Odette JOYEUX, Lucien JUANICO, Marcel JULIAN, Eric KAHANE, Roger KAHANE, Jean-Jacques KANTOROW, Nelly KAPLAN, Pierre KAST, Gilles KATZ, Serge KAUFMANN, Jean KERCHBRON, William KLEIN, Peter KNAPP, René KERING, Léo KOUPER, Jacques KRIER, Milan KUNDERA, Philippe LABRO, Jacques de LACRETTE, Guy LAFARGE, Marc LAFERRIERE, Gilbert LAFFAILLE, Valérie LAGRANGE, Francis LAI, Michel LANDI, Marcel LANDOWSKI, Maurice LARCANDE, Roger LARCANDE, Christian LARDE, Georges LARRIAGA, Jacques-Henri LARTIGUE, Lily LASKINE, Jean LATTES, Bernard LAVILLIERS, Jean-Paul LE CHANOIS, Michel LECLERC, Louis LEDRICH, Noël LEE, Jacques LE GOFF, Loulou LEGRAND, Michel LEGRAND, Jacques LEGRAS, Jacques LEGRIS, Jean-Pierre LELOR, Patrick LEMAITRE, Henry LEMARCHAND, Francis LEMARQUE, Claude LEMESLE, Gérard LENORMAN, Daniel LEQUETTE, Serge LEROY, Michaël LEVINAS, Albert LEVY, Bernard LION, André LIVERNO, Frédéric LODEON, Jean LONJARRRET, Bruno LORENZONI, Bernard LORJOU, Jacques LOUSSIER, Micheline LUCCIONI, Claude LUTER, Jean MACIL, Michel MAGNE, Colette MAGNY, Norman MAINE, Charles MAITRE, Claude MAKOWSKI, Ivo MALEC, Michel MALLORY, Jean MARBOEUF, Jean-Pierre MARCHAND, Jacques MAREUIL, Jacques MARIN, Alain MARION, Guy MARLY, Eddy MARNAY, Jacques MARTINEZ, César MASSARENTI, Colette MASSON, Thierry MAULNIER, René MAZOYER, Jacques MEDINGER, Albert MEMMI, Marthe MERCADIER, Mady MESPLE, Olivier MESSIAEN, Alex METAYER, Jacques METEHEIN, Mick MICHEYL, Claude MILLER, Paul MISRAKI, Marcel MITHOIS, Michel MITRANI, Sarah MOON, Raymond MORETTI, Armand MOTTIA, Marcel MOULOUJIL, Marcel MOUSSY, Georges MOUSTAKI, Jo MOUTET, Thomas NARCEJAC, NICOLETTA, Janine NIERCE, Pierre NIVOLLET, Jacky NOGUEZ, Marc OGERET, Maurice OHANA, François PARROT, Marc PAVAU, Jérôme PEIGNOT, François PERIER, Pierre PEROUSE, Georges PESSIS, Jean-Claude PETIT, Claude-Jean PHILIPPE, M. PHILIPPE-GERARD, Roger PIC, Michel PICCOLI, Claude PIEPLU, Jean PIGNOL, Claude PINOTEAU, Paul PIOT, Michel PLASSON, Guy PLAZANET, Jean POIRET, André POPP, Pierre PORTE, Frédéric POTTECHER, Gérard POULET, Didier POURCEL, Roger PRADINES, Pierre PRAQUIN, Jean PRAT, Paul PREBOIST, Jo PRIVAT, Jean PRODRONIDES, Suzanne PROU, Poi QUENTIN, Bob QUIBEL, Albert RAISNER, Jean-Pierre RAMPAL, Jean-Michel RANKOVITCH, Jean-Pierre RAPPENEAU, François RAUBER, Jacques REDA, Serge REGGIANI, Guy REIBEL, François REICHENBACH, RENAUD, Lina RENAUD, Yves et Ada RENY, Jacques REVAUX, Jean-Michel RIBES, Jean RIBIERE, Marc RIBOUT, Alexandre RIVEMALE, Michel RIVGAUCHE, Jacques ROBERT, Emmanuel ROBLES, Etienne RODA-GIL, Anny ROMAN, Jean-Louis RONCORONI, Willy RONIS, Manuel ROSENTHAL, Raoul ROSSI, Hubert ROSTAING, Jean ROUCH, Pierre ROUDY, Jean ROUSSELOT, Catherine ROUVEL, Jacques ROUVIER, Jean-Paul ROUX, Michel ROUX, Jacques ROUXEL, Jules ROY, Eve RUGGIERI, Robert SABATIER, SACHA, Pierre SAKA, Henri SALVADOR, Raoul SANGLA, Claude SANTELLI, Pierre SANTINI, Régis SANTON, Michel SARDOU, Nathalie SARRAUTE, Jean-Paul SASSY, Maxime SAURY, Claude SAUTET, Jacques SAUVAIRE, Pierre SCHAEFFER, Marcel SCHNEIDER, Jean SCHULTHEIS, Pierre SEGHERS, Guy SELIGMANN, Coline SERREAU, Pascal SEVRAN, Mort SHUMAN, Jean-Loup SIEFF, Hans SILVESTER, Alec SINIAVINE, Raymond SIOZADE, Anne et Jacques SIX, Martial SOLAL, Jean-Pierre SPIERO, Daniel STIRN, Guy SUGNARD, Anne SYLVESTRE, Jean-Jacques TACCHIELLA, Alexandre TARTA, Bertrand TAVERNIER, Pierre TCHERNIA, TELEPHONE, Jean-Marc THIBAUT, Maurice de THOU, Jérôme TISNE, Maurice TOESCA, Georges TOURDJMAN, Michel TOURNIER, Guy TREJAN, Pierre-Yves TREMOIS, Charles TRENET, Frédéric TRISTAN, Henri TROYAT, Henri de TURENNE, Jean VALMY, Bertrand VAN EFFENTERRE, Jean-Claude VANNIER, Simone VANNIER, Agnès VARDA, Claude VARIERES, Jean-Jacques VAROUJEAN, Victor VASARELY, Pierre VASSILIU, Jean VAUTHIER, Daniel VERDIER, Henri VERNEUIL, André VERSCHUREN, Henri VIARD, Jacques VIGOREUX, Bernard VILLEMOT, Claude VILLERS, Claude VINCI, Henri VIRLOJEUX, Maurice VITTENET, Michel VOCORET, Jean-Pierre WALLEZ, Gilles WALUSINSKI, Alain WEBER, Walter WEIDELI, Eric WESTPHAL, Claude WHITE, Daniel WHITE, Jean WIDMER, Elisabeth WIENER, Pierre WILLEMIN, Michel WYNN, Iannis XENAKIS, Gabriel YARED, YURI, Rika ZARAI.

Union Nationale des Auteurs et Artistes, 225, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine - Tél. : 747-56-50

قلا من الامل

INTÉRIEUR NUIT

ATMOSPHERE de nuit dans la cafétéria réservée au personnel du Palais du Festival, deux étages au-dessous de la mer. Les derniers clients, des gardiens de la paix, des ouvriers, parlent à voix basse comme si la montagne de béton risquait de leur tomber sur la tête. Leur fatigue à cette apparence de légère hébété qu'on imagine aux sous-marins. Un univers en plongée, un bistrot de soutiers sous la plage.

Wim Wenders assis à une table du fond mêle ses songes aux hallucinations de la salle. On lui a dit une heure plus tôt que la presse avait sauté d'une longue ovation la première projection mondiale de *Paris, Texas*. Mais il est resté sans réaction, l'esprit hésitant comme celui

de tous les dangers, puis-que Cannes 1984 et *Paris, Texas* bouclent son long périple américain et qu'il vient un peu demander ici confirmation de la justesse de sa longue absence.

C'est cette honnêteté qui fait sans doute le charme de la présence à Cannes de Wim Wenders. Cette sorte d'introspection, de confession, à laquelle il se livre sur le divan du Festival. Il parle d'une voix monocorde, mais à cœur ouvert, alors que tant d'autres cinéastes nous ont vus et méditamment servi une bouillie enrichie pour fast food médiatique. Cannes, bien sûr, n'a pas son pareil pour banaliser en quelques heures à force de répétitions très minutées des réflexions intéressantes. Wim Wenders, comme ses confrères, a un emploi du temps de prosci-

Wim Wenders rentre chez lui

d'un passager en transit dans un aéroport. « Je me rend bien compte, dit-il, que je ne suis pas vraiment disponible. Il m'aurait fallu un peu plus de temps pour m'habituer. » Il a habité tous les jours son film, son mélange achevé quelques jours plus tôt à Berlin. Il rêve de « scènes qui n'ont jamais été tournées », se réveille la nuit pour prendre des notes qui ne peuvent plus servir. Dans la cafétéria souterraine, Wim Wenders livre un combat avec l'idée de détachement. « Je n'arrive pas à comprendre que c'est fini. Que je ne peux plus intervenir. »

Il en sera ainsi durant tout le week-end, malgré l'écho très favorable et pour une fois très assidue de la Croisette; malgré aussi le plaisir assez rare depuis dix jours de spectateurs de *Paris-Texas* à évoquer, à prolonger les scènes du film.

Même devant les caméras, ou lors de sa conférence de presse, Wim Wenders donne l'impression de poursuivre un monologue entamé, d'être en retard sur sa propre actualité. Quelque part entre Paris-Texas, Los Angeles et Berlin.

Ainsi, il discute encore pour lui-même la durée de son film. « La première version déjà montée était de trois heures. J'en étais satisfait, malgré le désir de Sam Shepard d'une œuvre encore plus longue. » Puis, à la demande des producteurs et des distributeurs, Wim Wenders a allégé ses scènes, gagné — ou perdu ? — une demi-heure. « Pour moi, il n'y a plus rien à enlever », se persuade-t-il. Crainte préventive de nouvelles exigences de coupes, pour activer le marché américain, ou plus largement un public programmé pour des spectacles de deux heures et demie ? Sans doute. Mais Wim Wenders introduit aussi lui-même une notion d'élasticité dans un festival qui, plus largement, fixe les œuvres cinématographiques, en les estampillant pour la postérité ou l'oubli.

Wenders met en partage, aux voix presque, sa propre « distance » de cinéaste. Il broaille, remet en cause ses films précédents. « En lui retirant une demi-heure, mon film au fil du temps aurait gagné de la force, et Alice dans les villes se serait modifiée par une zone soustraite et une autre ajoutée. Incroyable ! Comment un « fan » de Wenders pourrait-il supporter cela ? Alice dans les villes, au fil du temps, nos films de chevet... »

Étrange aventure tout de même, que la relativité d'une œuvre. Et l'auteur pour Wenders

toie à l'abandon, mais il donne plus que tous l'impression d'un déballeage généreux, de lire à haute voix, d'interviewer en interview, son journal de vie et de voyage. Il prend Cannes, il prend la presse très au sérieux.

Il faudrait, en particulier, l'écouter plus longuement, retrouver les étapes de son œuvre volontaire outre-Atlantique, puisque cette expérience à l'évidence peut avoir valeur d'exemple pour le cinéma européen en crise ou à la recherche d'une nouvelle identité. Le Festival, cette année encore, distille son vieux débat sur les mérites respectifs de deux genres : le cinéma américain et « sa capacité », dit Wenders, à raconter une véritable histoire », et l'esthétisme européen. « Plaisir que de répéter le conflit déjà vécu par la nouvelle vague, j'ai préféré aller voir par moi-même et me mettre physiquement et cinématographiquement en situation et à l'épreuve... de me soumettre à la fascination pour les États-Unis. »

Les désemparements de Wenders déjà illustrés dans *l'État des choses*, ses différends avec Francis Ford Coppola et les studios américains sont connus. Etape indispensable, l'Amérique, ce mirage, à pour-tant, surtout, permis au cinéaste allemand de comprendre qu'il était européen.

Après les déceptions, « la solitude, l'incertitude de ne plus avoir de position », Wim Wenders, à l'image de Trévis, le héros de *Paris-Texas*, s'est « reconstruit ». Il voulait apprendre l'art du récit selon la méthode US. Il a trouvé la complicité de Sam Shepard. *Paris-Texas* est une synthèse. Le mariage de l'origine européenne et de l'expérience américaine.

Il peut donc revenir après son « exorcisme californien », « Rentrer calmement en Allemagne et y faire un nouveau film. » En Allemagne et non en France, en Australie ou en Grande-Bretagne où il est certain de pouvoir travailler. « Je dois participer à la résistance des cinéastes allemands qui ne peuvent plus faire de films de qualité puisque le gouvernement conservateur s'est mis à prétendre qu'il connaissait les goûts du public. » Un ministre fédéral soutient désormais le bon gros cinéma et les séries télévisées, au détriment des structures mises en place voici quinze ans par la génération de jeunes réalisateurs. « Il faut que je rentre », Wim Wenders répète la phrase plusieurs fois.

PHILIPPE BOGGIO.

مقارنات الإسرائيل

Cannes

XXXVII.

Le double pari du Canada et du Québec

Le Festival de Cannes aura joué un rôle considérable dans la révélation puis dans la consécration de cinéastes québécois qui, sans lui, auraient dû attendre bien plus longtemps pour avoir accès à la gloire : la Hongrie d'après 1956, bien sûr, le Brésil du cinéma novo, mais plus encore le cinéma canadien, comme on le nommait dans les années 60, avant la reconnaissance de la personnalité québécoise.

La Semaine de la critique, créée en 1962, prend la relève de la compétition officielle, fait connaître les deux autres volets de la trilogie de Perrault, le *Règne du jour* et les *Vallées d'eau*, mais aussi Gilles Groulx (*Le Chien dans le sac*). Elle rate la naissance de Jean-Pierre Lefebvre, ce chef-d'œuvre absolu qu'est devenu avec la patine du temps le *Révolutionnaire*. La Quinzaine des réalisateurs, à partir de 1969, jouera un rôle essentiel dans la découverte de Jean-Pierre Lefebvre, de Jean-Claude Labrecque, de Gilles Carle, le Festival lui-même à l'occasion d'ouvrages à des films québécois ou canadiens-anglais.

Nous n'avons pas cité Claude Jutra qui, en 1963, frappe les trois coups du renouveau canadien (en même temps que *Pour la suite du monde*) avec *A tout prendre*, portrait-confession dédié à ses deux mentors, Norman MacLaren et Jean Rouch. Nous ne verrons guère davantage, vers la même époque, les films canadiens anglais de Don Owen, *Nobody Waved Goodbye* et *The Ernie Game*, produits à Montréal, grâce à l'ONF. A Toronto, Don Shobit tourne une première œuvre au titre symbolique, *Down the Road*, hommage fusté à Jack Kerouac. Soudain fleurit, parallèlement au cinéma canadien-français (ou québécois), un cinéma d'expression anglaise. On s'agit, à Toronto certes, avec David Cronenberg, passionné de science-fiction et de films d'horreur, et qui seul a réussi ces derniers temps un décollage international, à Vancouver et à Toronto, avec Jack Dargatzis et Sylvia Spring. Au début des années 70, le Canada projette à Cannes jusqu'à trente films inédits, la plupart anglais, qui se concentrent sur une seule et même suite en série.

L'écho des Anglais vient pour une bonne part du désintérêt presque total de leur public national. Le Canada n'est séparé que par une frontière invisible du voisin américain, dont les films inondent grand et petit écran. La menace plane toujours, malgré les efforts d'Ottawa, siège du gouvernement fédéral.

Une mesure maladroite, parce que mal appliquée et surtout mal conçue, le *tax shelter* (le dégrèvement fiscal), au lieu des années 70, est censé ouvrir les frontières à de l'argent frais susceptible de lancer une production nationale, anglophone principalement. C'est une catastrophe.

Claude Daigneault est depuis le 3 janvier 1984 le directeur de la

communication de Téléfilm-Canada, le nouvel organisme d'État mis en place fin 1983 pour promouvoir simultanément le cinéma et la télévision nationales. Journaliste pendant seize ans au plus grand quotidien de Québec, le *Soleil*, il a, de 1979 à 1983, dirigé l'aide à la « scénarisation » (sic) de l'Institut québécois du cinéma. Il a choisi le fédéralisme pour le provincial, Ottawa contre Montréal, sa connaissance de cause. « Nous ne pouvons ignorer notre immense voisin, explique-t-il. Chercher à le vaincre, jouer les David canadiens contre les Goliath américains, est stupide. Le gouvernement veut aider la collaboration avec les États-Unis. La chaîne câblée HBO (Home Box Office) a besoin de trois cents longs métrages cette année. L'industrie américaine s'en produit qu'une centaine. Ils viennent chez nous en acheter, ou en font produire. Ce peut être un film, une mini-série télévisée, ou les deux. »

Coexister avec les États-Unis

Un plan quinquennal a été mis en place par le gouvernement canadien, 254 millions de dollars canadiens (inférieurs de 20 % au dollar américain, environ 6,50 F l'unité) « pour encourager et promouvoir l'industrie canadienne du long métrage ». L'aide est accordée, jusqu'à concurrence de 25 %, et jamais au-delà de 2000 dollars, à des projets déjà avancés et prêts à être tournés. La collaboration avec des tiers étrangers est expressément encouragée. Des accords de coproduction existent avec la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne fédérale, Israël. Pour les États-Unis, l'accord se fait entre le gouvernement canadien (ses représentants cinématographiques) et tel ou tel particulier, puisque le gouvernement des États-Unis n'intervient jamais en tant que tel sur son marché national. L'aide de Téléfilm-Canada permet d'amorcer la production d'un scénario, de la production, avec ensuite d'autres apports canadiens, télévisuels privés ou publics, sociétés de production cinématographique. Le projet peut alors rebondir au niveau international.

Un des récents exemples de mise en pratique de ces méthodes, la coproduction triangulaire, *The Blood of Others* (en France le *Sang des autres*), de Claude Chabrol, à la fois film et mini-série télévisée, a convaincu personne. Mais, dans le plus récent rapport de Téléfilm, cette politique est jugée un succès : « Les buts du Fonds de développement ont été atteints au-delà de toute prévision. Une « stratégie de marketing » a été mise en place. On reconnaît, dans ce mouvement vers les grosses productions, l'impulsion de son nouveau directeur-général, André Lamy, précédé-

ment commissaire à la Cinématographie nationale, (il conseillait le gouvernement sur le cinéma). Le fameux rapport sur l'état du cinéma canadien de mars 1982 (dit rapport Applebaum-Hébert), qui préconise en partie le démantèlement de l'ONF et la restructuration de l'industrie pour un maximum d'efficacité commerciale, lui doit beaucoup. Le 29 mai, Francis Fox, ministre des communications, publiera un gros document de cent vingt pages, *The Policy of Cinema*, qui fixera le destin du cinéma canadien pour plusieurs années. La présence simultanée à Cannes des deux grands films produits en Québec, les *Années de rêves* de Jean-Claude Labrecque et le *Jour S...* de Jean-Pierre Lefebvre, a plus que valeur de symbole : volonté de survie, d'affirmation d'une spécificité québécoise.

Ottawa a été très peu coopératif : « L'expression politique des années 60 n'est plus possible, déclare Jean-Pierre Lefebvre. Aujourd'hui, on ne refuse plus en haut lieu le scénario de la loi sur le cinéma pour ce (1967). La SDICC (Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, qui précède immédiatement Téléfilm-Canada) m'a refusé le scénario des *Années de rêves* (1973). C'était le début du changement, on trouvait mon histoire pas assez « commerciale », trop mêlée de deux vécus... Et pourtant des gens commencent à faire des films comme il y a quinze ans : je pense à Bill Millar (*Arrière les barrières*), en Nouvelle-Écosse, avec *Arrière les barrières*. Tourner autrement, par tous les moyens possibles, avec l'aide des branches locales de l'ONF (jusqu'à quand ?) ou du Conseil des arts. Jean-Pierre Lefebvre s'agit de la rétrospective à travers le Canada, à des studios de cinéma qu'il dirige un peu partout. Peut-être, avec la prolifération des

casquettes à travers le pays, même les films deviendront-ils populaires...

Jean-Claude Labrecque a pu produire les *Années de rêves* (budget 1 million de dollars, pour 315 000 avec Jean-Pierre Lefebvre) grâce à l'aide massive de la Société générale de cinéma de Québec (SGC), qui vient de succéder à l'Institut québécois du cinéma. Face à l'opposition avouée du gouvernement fédéral, celui de la province de Québec met en place sa propre politique cinématographique. Une loi a été promulguée le 14 décembre 1983 pour aider et promouvoir le cinéma. 10 millions de dollars ont été débouqués. Nicole Boivin, le nouveau PDG de la SGC, nous précise que la SGC peut investir de vingt à quarante pour cent, voire jusqu'à soixante pour cent du budget d'un film. Les *Années de rêves* ont été prises en charge jusqu'aux quatre cinquièmes du coût de production. « L'accent est mis sur la rentabilité culturelle et économique, ajoute Nicole Boivin, sur la qualité des textes, le développement des projets. L'exemple reste la France, et sa politique du cinéma, surtout à l'export. On ne l'aide à la création, on développe l'aide aux laboratoires, plus tard on améliorera les salles. »

Le nouveau budget cinéma du Québec a été adopté à l'unanimité de la Chambre, tous partis politiques confondus, ce qui constitue une garantie de stabilité. L'avenir dira si cette politique encore embryonnaire équilibrera les tendances très nettes d'Ottawa vers la commercialisation à outrance, si la création sera vraiment stimulée, si les jeunes auront leur mot à dire, les Lefebvres, les Groulx, les Perrault, les Labrecques de demain. « De toute façon, insiste Nicole Boivin, notre cinéma ne sera jamais un cinéma d'État. »

LOUIS MARCORIELLES.

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

« LES ANNÉES DE RÊVES » de Jean-Claude Labrecque

Le parfum d'une époque enfuie

Jean-Claude Labrecque, quarante-cinq ans, présent depuis une vingtaine d'années sur le front du cinéma canadien puis québécois, tourne, écrit et dirige, sans fioritures, il va droit à son public. De sa formation de caméraman et d'une expérience toujours renouvelée dans le documentaire, il garde le goût de la précision, s'imprègne comme par perfusion du milieu et des personnages décrits. Il ne fait ni de l'art ni de la pseudo-objectivité, il filme avec, jamais contre : comme si le Québec respirait naturellement le cinéma, avec son équilibre, ses bonnes grosses blagues, un quotidien qui, nous Français, peut parfois nous dérouter si nous le prenons au pied de la lettre. Car la langue reste la nôtre mais les gestes, les accents, sont simplifiés, déformés ailleurs, à l'échelle américaine.

Les *Années de rêves* reprennent neuf ans plus tard les personnages de *l'État des choses*, du même cinéaste. Louis Pellerin et sa femme Claudette, assistés mariés, quittent Québec pour Montréal et une autre vie. L'époque bécote du début des années 60 est celle de la révolution tranquille, de la belle province sortant de son cocon, désamorçant la politique, la liberté des mœurs, affirmant sa personnalité bien distincte, « française ». L'originalité du scénario de Robert Gurik et Jean-Claude Labrecque est de refléter, derrière

le bonhomme québécois, l'intrusion progressive des événements des années 60 : naissance de la *flower generation*, apparition des jeunes désemparés américains qui refusent le Vietnam, radicalisation d'une minorité de militants qui passent à la violence.

L'expo 67 et la visite du général de Gaulle, avec la phrase historique prononcée de haut du balcon de l'hôtel de ville de Québec : « Vive le Québec libre », marquent l'apogée des « années de rêves ». Jean-Claude Labrecque a ressenti une partie du mystère qu'il tourne à l'occasion, il est, lui-même, le héros actif de cette saga, sachant sans effort placer sa caméra au niveau exact. Le bonhomme s'installe, et l'angoisse un peu plus tard, quand à de Gaulle vont succéder l'action politique, la clandestinité, que Claude Devine que Louis a d'autres activités.

Cannille, drôle avec la geste des parents en émigration, le grand désemparement, les *Années de rêves* touchent un large public dans son pays. Le film à le parfum d'une époque déjà enfuie où l'on a cru que c'était arrivé. Film au premier degré, tendre et brusque, qui va aussi réveiller au monde un Québec où l'on vit très pratiquement des événements extradiés.

L. M.

UN CERTAIN REGARD

« LE JOUR S... »

de Jean-Pierre Lefebvre

Rire avec les choses de la vie

Lorsqu'un homme, aborde la quarantaine, trace le bilan de son existence, se pose des questions sur sa place dans la société et ses relations avec les femmes, cela donne, généralement, un drame psychologique : un film de Claude Sautou, avec Michel Piccoli, par exemple.

Le cinéaste québécois Jean-Pierre Lefebvre a repris dans le *Jour S...* le personnage de Jean-Baptiste Beauregard, apparu en 1966 dans *Parricida* et Jean-Baptiste. Celui-ci a donc vingt ans de plus. Il attend le retour de sa compagne du moment, Claire Renault, et, comme il n'a rien d'autre à faire, il s'offre un peu d'introspection. Mais, au lieu de se

laisser aller à la morosité, aux doutes, il prend les choses de sa vie avec ironie.

Jean-Baptiste, auquel l'acteur Pierre Curzi prête des allures d'hubert, attire les incidents du hasard. Son *Jour S...* fait resurgir, comme un jeu, l'enfance, l'adolescence, et tout ce qui s'ensuit. Le film, que Jean-Pierre Lefebvre appelle une fable sentimentale, est aussi une comédie à gage sur les souvenirs, les sentiments, la sexualité. Si Jean-Baptiste se retrouve dans le lit de sa première femme, il peut rive des rancunes du divorce, mais, côté sexe, c'est un beau fiasco. D'où cette recherche d'un nouveau sous-vêtement masculin qui devrait lui permettre de récupérer sa virilité.

La mise en scène est un enchaînement d'épisodes cocasses ou saugrenus. L'humour québécois existe, à moins que ce ne soit une disposition d'esprit propre à Jean-Pierre Lefebvre. Disons que les deux s'additionnent, se complètent, pour un film pétillant de vivacité, de drôlerie, traitant au fond de choses sérieuses que le rire — et l'on rit beaucoup — tient à distance pour que l'on n'en soit pas encombré.

On peut toujours y réfléchir après, si l'on y tient. Il faut d'abord se divertir, et cela marche. Détail piquant : Marie Tifo interprète tous les rôles de femmes comme s'il y avait plusieurs actrices. J. S.

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1984

SORTIE 23 MAI
L'HOMME AUX FLEURS
un film de Paul COX

(Interdit aux moins de 13 ans)

CHACQUE JOUR EN DIRECT DU FESTIVAL DE CANNES

16H - 18H

ÉCOUTEZ LE CINÉMA

une émission

Radio **RCA** FM

RADIO CÔTE D'AZUR 100.7

Le Monde

FESTIVAL
SÉLECTION OFFICIELLE

Il est une fois un Américain qui s'installe dans une maison à Québec. Il s'agit d'un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien. Il est un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien.

Il est une fois un Américain qui s'installe dans une maison à Québec. Il s'agit d'un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien. Il est un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien.

Il est une fois un Américain qui s'installe dans une maison à Québec. Il s'agit d'un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien. Il est un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien.

Il est une fois un Américain qui s'installe dans une maison à Québec. Il s'agit d'un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien. Il est un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien.

Il est une fois un Américain qui s'installe dans une maison à Québec. Il s'agit d'un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien. Il est un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien.

Il est une fois un Américain qui s'installe dans une maison à Québec. Il s'agit d'un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien. Il est un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien.

Il est une fois un Américain qui s'installe dans une maison à Québec. Il s'agit d'un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien. Il est un homme d'affaires, un homme d'État, un homme de bien. Il est un peu différent, un peu étranger, mais il est un homme de bien.

FESTIVAL DU FILM

SÉLECTION OFFICIELLE

«IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE», de Sergio Leone

Une vision de théâtre d'ombres

Il était une fois en Amérique une histoire qui ne pouvait se passer que là-bas. Sous le pont de Brooklyn, des hommes du quartier juif zézayaient, grappaient, commençaient tout de suite la violence, très tôt la sexualité. A l'âge où les enfants bourgeois rêvaient sur les bancs de l'école, cinq mini-mousquetaires formaient une bande. Le plus jeune est abattu. L'adolescent que l'on appelle Noodles, de rage, poignarde le meurtrier, plus âgé. Il est enfermé à Sing-Sing. Quand il en sort, c'est Robert de Niro. Son grand copain Max (James Woods) vient le chercher, l'emmène au speakeasy de leur vieux pote Fat Moe (Larry Rapp), quartier général de la bande, tira à l'aise grâce à la prohibition. Tous pour un, un pour tous, une mentalité de scouts plus la fric, l'alcool, l'opium, plus la violence, le sang, la corruption, le trahison.

New-York n'a pas l'exclusivité des malfrats sanguinaires et vauriens, mais cette histoire vient de là-bas. Sergio Leone n'est servi d'un livre, *A main armée*, autobiographie d'un authentique gangster : « Parti de rien, après une calvaire sauvage à travers l'Amérique, moitié pays des merveilles et moitié musée des horreurs, il avait fini sans rien... Il n'avait rien eu de l'Amérique, seulement une condamnation à vie, les plaisanteries des mauvais goûts des guichetiers, et en général beaucoup de crachats à la figure... Il n'y avait pas eu d'homme du pays pour chasser son geste et son poème. Parce qu'il n'avait rien eu, il l'a écrit ! ».

Il a écrit. Il a trouvé en Sergio Leone son Homère fasciné, et en Robert de Niro un interprète éponyme. Comment dire encore à quel point ce comédien est plus vrai que nature, à quel point il impose sa vérité, et elle va tellement plus loin que la transformation physique. La

vérité est, Robert de Niro-Noodles existe, c'est tout.

Cette histoire ne pouvait se passer que là-bas. Nulle part ailleurs Sergio Leone n'aurait pu trouver des acteurs comme Robert de Niro, comme James Woods et les deux autres mousquetaires James Hayden, William Forsythe, et tous, du moindre fil au vendeur de journaux, du vieillard chinois aux gosses de Brooklyn, tous, ils possèdent cette étincelle de folie qui fait croire dur comme fer aux aventures les plus affreuses et les plus défilées, aux mélos les plus désarmants.

L'évidence brute

Vraiment, Sergio Leone avait besoin de telles personnalités. Il a compté sur ses acteurs pour nous plonger dans la réalité de son Amérique irradie, ou plutôt réinventée sur ses souvenirs de cinéma : sagas de l'Ouest et de Chicago, cow-boys, gangsters, comédies musicales, choros girls, blondes idiotes se vendant pour quelques dollars de plus, pour un diamant ou un vision, garces allumeuses, ambitieuses, se préservant pour devenir riches et célèbres... L'Amérique des clichés, mais justement, la force du cinéma et des feuilletons américains est de ne pas en avoir peur, de ne pas les déconstruire, ni les détourner. De présenter, telle quelle l'évidence brute des vérités premières, et universelles.

Ce n'est pas pour rebouter Sergio Leone, qui ne pratique pas précisément la subtilité du second degré. Seulement, il est européen, ce qui lui donne du recul, une sorte de second degré obligé, une vision de théâtre d'ombres. Il plante des décors fastueux où il fait grouiller des foules. Ainsi, le quartier juif des



Gravure sur bois de MAZUEL.

années 10, les maisons de briques, les calèches, les vieilles autos, le marché pittoresque, les boutiques de brocante : le même décor imaginé par cet autre Européen, Miles Forman, pour *Ragtime*, qui retraçait également une étape de la vie américaine. Tout au long du film de Sergio Leone, on voyage en pays conquis de Floride, façade d'hôtel rose, terrasses où boivent et dansent Scott et Zelda, fumerie hantée par l'ombre de Charlie Chan, recart meurtier près du port, règlements de comptes, à l'hémoglobine, sonori-

sation exacerbée des coups, cadavres défigurés sous une pluie battante, passage à tabac dans une usine en grève, interview télévisée d'un syndicaliste, mitraillage express des généraux... Le *Parrain* et tous les films de mafia.

Brutalité des relations entre hommes et femmes. Les scènes sexuelles interviennent régulièrement — comme dans les romans à clefs truquées, où il s'agit de faire croire qu'on va entrer dans les alcôves des grands de ce monde...

Mais ce ne sont pas des scènes de détente. Elles trahissent la sordide. Les femmes ne sont jamais gâtées dans les films de Sergio Leone. Ici, elles sont littéralement maltraitées. Tuesday Wild et Elizabeth McGovern — dont le front, en plus, est couvert de boutons — n'ont pas grand-chose à faire. Entre James Woods et Robert de Niro, l'amitié virile, habituelle à Sergio Leone, touche aux limites du raisonnable. (Est-il encore possible de trouver un seul film sans la moindre référence à l'homosexualité ?) Tout le charisme des deux comédiens n'est pas de trop pour éviter le ridicule. Mais ils l'évitent. Ils redonnent des enfants perdus sans rien d'autre que leur amitié pour survivre. Ils émeuvent.

Sergio Leone revendique son voyage dans l'histoire du cinéma américain, ses personnages d'atavisme délinquants juvéniles. Ainsi il pose lui-même les limites du film, par ailleurs mal bâti, bien qu'il soit signé par six scénaristes. On a parlé des différends avec la production, du montage plusieurs fois recommencé. Toujours est-il que Sergio Leone ne parvient pas à tenir la tension dramatique pendant trois heures quarante. Pourtant, on ne s'ennuie pas, ce si peu. Exactement comme avec les grands feuilletons *Dallas* ou *Dynasty*, quand il ne se passe rien, c'est le suspense. On attend qu'il se passe quelque chose, on sait que quelque chose va se passer, on sait ce que c'est, et on est là, attentifs comme des enfants qui redemandent pour la centième fois le *Petit Poucet*... Efficacité de la mythologie hollywoodienne, et d'abord et surtout, miracle des comédiens.

COLETTE GODARD.

(1) Extrait de la préface de Sergio Leone, pour la réédition de *A main armée*.



Woody Allen le fou de Broadway

Les « levers de torchon », les attractions au rabais pour gals de bienfaisance, hôpitaux de gratatons, noëls du troisième âge, les cachetonneurs illuminés d'un indémodable espoir, on les voit battant le pavé aux portes des agences misérables, dans toutes les capitales du monde, et Broadway est la capitale de toutes les capitales. Ils boivent des bières dans des cafés où ils sont connus, ils attendent, ils se racontent des histoires, des histoires de métrés, sinistres et marrantes. Des histoires vraies.

L'histoire de Danny Rose, le petit juif de Broadway, imprégné de ringards après avoir raté sa carrière de ringard. Il n'en tire pas un cent, il serait plutôt leur bienfaiteur, il vit comme ça parce que c'est sa vie, et ses poules le quittent dès qu'il ont une chance de s'en sortir. Mais sa foi ne le quitte pas, ni sa passion enthousiaste.

Danny Rose vend du ventriloque bague, du xylophoniste aveugle, du dessinateur de serins... Et un croquer des années 50, gonflé d'alcool, amoureux fou d'une décoratrice, séduite par sa virtuosité à faire passer son micro d'une main dans l'autre, et liée par son premier mariage à la marie du béton.

Un jour, dans la rue, Danny Rose rencontre Milton Burles — le Guy Lux des années 60 aux États-Unis. L'histoire se passe dans ces années-là, au début de la mode rétro. Il le persuade d'aller écouter son chanteur à qui il a obtenu une soirée au Waldorf. Tout irait bien si le croquer ne tenait absolument à ce que sa décoratrice soit présente. Mais comme il est marié, il demande à Danny de lui servir de couverture — « Muses dit-il à chandelle ». De plus, quand Danny arrive chez la belle, elle est folle de rage, parce qu'elle a entendu dire que son bien-aimé la trompait. Après une visite à une voyante aliée, elle s'en va, suivie de Danny, rejoindre son ex-belle famille.

Une irrésistible parodie

D'où une irrésistible parodie de la garden-party dans le *Parrain*, d'où une suite de mésaventures (du grand burlesque américain), de dialogues, d'aphorismes (du grand Woody Allen). Il a lassé de côté ses fantasmes narcissiques et ses ambitions bergmaniennes. Il s'est complètement engagé dans ce personnage tellement émouvant sans le moindre pathos. Woody Allen est un grand comédien, et les figures qui l'entourent, les gueules des cachetonneurs, sont épatantes.

Finalement, tout va bien pour le croquer, rien ne va pour Danny, parce que la décoratrice avait fait venir un autre imprésario, mieux placé — y compris dans la Mafia... Mais voilà : Danny lui a passé le virus de la culpabilité...

Broadway Danny Rose est une histoire juive sur le monde fantastique du théâtre, plein de naïveté et de folie, écrite par un clown sublime qui n'a rien oublié.

C. G.

BERTRAND LE GENDRE.

«CHOOSE ME», d'Alan Rudolph

Les chassés-croisés de l'hystérie

Alan Rudolph, ancien assistant de Robert Altman, nous révèle, dans son premier film, *Choose Me* (1976), son goût du récit en chicanes. Il persiste et signe avec son dernier-né, *Choose Me*, le film surprise de la sélection officielle. Dès l'ouverture, il sait recréer cette élégance et cette minceur des sentiments qui caractérisaient l'Hollywood d'antan. Brusquement, il monte deux tons plus haut, mais ses amoureux en train de dérapage, de se perdre ou de se retrouver très arbitrairement.

Elle, Nancy (Genevieve Bujold), la confidente des cœurs en détresse dans une station de radio. Elle, Eve (Lesley Ann Warren), qui débouque en permanence. Eux, Mickey (Keith Carradine, superbe de jouissance), qui veut épouser toutes les

femmes qu'il embrasse, Zack le *franchise* (Patrick Bauchau, promis, semble-t-il, à une carrière de *latin lover* un peu particulier), qui joue les responsables.

Quadrille, ou plus exactement trio. L'histoire consiste à jouer le rapport Eve-Nancy sur deux niveaux parallèles — elles partagent un moment le même appartement, mais échangent des confidences très intimes, sans se reconnaître, dans un courrier du cœur radiophonique (la ficelle est un peu grosse). Mickey fausse le jeu, brouille l'une et l'autre, malgré un *happy end* apparent.

Il manque à Alan Rudolph la sincérité, le petit décalé, qui, derrière les grimaces à haute tension, authentifie les attitudes et les comportements. — L. M.

Rencontre entre M. Jack Lang et M. Jack Valenti

Intérêts français et américains

Malgré leurs différences, de taille et de moyen, les industries cinématographiques française et américaine se heurtent de plus en plus souvent aux mêmes obstacles — comme celui de la piraterie. Ainsi M. Jack Lang, ministre délégué de la culture, et M. Jack Valenti, président de l'Association professionnelle du cinéma américain (MPAA), ont-ils constaté, lors d'une rencontre de travail qui les a réunis à Cannes le 20 mai, leurs convergences de vues sur l'urgence d'un certain nombre d'actions communes.

Pour les Américains, le problème numéro 1 est incontestablement la piraterie audiovisuelle. M. Valenti la qualifie de « cancer » véritable, auquel est imputable chaque année

une perte de 1 million de dollars américains. Aussi s'est-il réjoui de la volonté française de se joindre à eux pour agir contre la piraterie au niveau international. Une conférence sera organisée à Paris cet automne avec la direction générale d'Interpol, M. Lang devant également soumettre des propositions d'actions antipiraterie aux ministres de la Communauté européenne qui se réuniront à Luxembourg le 22 juin prochain.

Un accord sur « les principes qui doivent guider la diffusion des films de cinéma » a également été trouvé. Les deux parties ont eu effet nouveau que « les films devant être diffusés prioritairement dans les salles, il est indispensable que des dispositions, établies en accord avec les professionnels, permettent dans chaque pays d'améliorer l'exploitation et le passage ultérieur des films successivement sur les autres médias ». Un point essentiel aux yeux des Français.

M. Lang s'est d'ailleurs félicité des résultats « positifs » de la coopération franco-américaine engagée depuis deux ans et demi, répétant une fois encore que « l'Europe cinématographique n'est pas du tout une arme de guerre contre les États-Unis, mais un contrat de coopération de vie ».

Elles sont jeunes, elles sont belles et, connues ou pas, elles sont venues à Cannes pleines d'espoir. Elles n'espèrent pas ou peu encore à la consécration réservée aux stars. Gagner quelques places au box office de la notoriété leur suffit. Adieu les soucis de carrière et, pour certaines, les bas de génériques. En haut des marches du succès les attendent, si la chance sourit, les producteurs qui comptent et les metteurs en scène qui font d'une comédienne estimée une vedette incontestée.

Le maître-mot cannois est dur, même aux premiers rôles. Que disent de celles qui y défendent des films qualifiés d'auteurs avec condescendance ou un respect amical ? Pourtant, l'exploration de ces chemins de traverse est parfois récompensée. Elles sont quatre, Eva Rosens, Christine Bosson, Catherine Rétoré et Victoire Ahril, à donner envie de les rencontrer en se disant : « A suivre. »

Eva Rosens n'a pas un physique à la Marilyn Monroe. Sinon, plaisante-t-elle, les réalisateurs l'auraient remarqué. Peut-être qu'à Cannes...

Elle y était arrivée sans beaucoup d'illusions mais elle est amère. Au bureau des comédiens, où elle s'est fait enregistrer, elle n'est qu'un numéro. Rosens Eva, née le 19 septembre 1956 à Angoulême. Vedette d'Eve, le premier long métrage d'un réalisateur inconnu, Emmanuel Claps. Une comédienne de plus. Un film qu'on aura peut-être vu. Seront les Skolmonski, la Huston et un autre, si l'on n'a pas le tête qui bourdonne...

Elle est là, toute menue, encore sous le choc de son premier festival. A la séance du Miramar, il n'y avait que cinquante personnes et la projection était de mauvaise qualité. Le lendemain, la salle Bazin, trois cents places, était pleine. Mais, au bout de cinq minutes, des spectateurs sont sortis, de peur de marquer ailleurs d'un film de la journée. Cinq minutes pour convaincre, voilà le crédit accordé à ce film beau et dérangeant. Qui sait pourtant si parmi les anonymes dont elle guettait, anxieuse, les réactions à la sortie, quelqu'un de la profession ne l'a pas remarquée.

Venus au théâtre par vocation précoce, elle ne jure que par le cinéma. Eva, le film, raconte la non-histoire d'une secrétaire qui vit en solitaire dans la banlieue parisienne. Eva, la comédienne, est animée d'une rare vie intérieure. Malgré cela elle s'ennuie tant des rôles primaires, sous la direction de François

Truffaut, sa grande référence. M. Truffaut, si vous lisez ces lignes...

Christine Bosson a obtenu, cette année, le prix Romy-Schneider pour, dit-elle, « l'ensemble de mon œuvre ». L'expression l'amusait mais elle y tient. Elle n'a pas été seulement récompensée pour *Rue Barbier*, son dernier rôle au cinéma, mais pour sa déjà longue carrière, qui l'a conduite d'Emmanuelle à Garrel, deux pôles extrêmes du cinéma français.

Si on lui avoue qu'on ne l'a pas oubliée dans le film de Just Jackin, elle grimace. Et si on lui assure qu'elle est remarquable dans *Liberté la nuit*, de Philippe Garrel, présentée la semaine dernière à Cannes, elle sourit. Elle a une excuse pour Emmanuelle : « J'étais encore garçonne. J'ai fait cela sans réfléchir », et confie pour Garrel : « C'est vrai, je me trouve bonne. »

Ce n'est pas de la fortune. Elle a simplement le sentiment d'avoir franchi une étape. « Lorsque je suis sortie de la salle de montage d'Extérieur nuit, raconte-t-elle, j'ai marché dans la rue en répétant : « J'ai tout à rattrapé, j'ai tout rattrapé. » Elle y était, comme elle le fut dans l'identification d'une femme, d'Antonia, mais elle ne le savait pas. Aujourd'hui, elle confesse avoir atteint une sorte de plénitude. Elle est comédienne jusqu'au bout des ongles. Il faut l'avoir vue, loufoque, mimer en plein restaurant le décollage d'une soucoupe volante, avec bruits...

Comme si elle débutait, elle s'acharne à progresser et rêve de rôles à la Lauren Bacall : « Bien sûr, commente-t-elle, je ne suis pas aussi belle qu'elle, mais je le deviendrai. » Et la plus forte c'est qu'on y croit.

Catherine Rétoré jouait une seule scène dans la Guerre des polices et sera Jeanne d'Arc dans le prochain film de Denis Llorca, un rôle qui paraît fait pour elle. Avec ses cheveux presque en brosse et sa frimousse délicate, on l'imagine d'ailleurs en sainte inspirée que jouant les utilisées dans un film policier. Et de fait, devant son *Perrin*-menthe au bar du Carlton, elle préfère parler de philosophie Zen que s'attarder sur les futilités cannoises.

Dans *L'orage* en colère brise la voix de la comédienne, où aussi à Denise Llorca, elle est Berthe de Joux, la fille du garde-chasse épousée puis séquestrée dans un cachot par un

Le Monde

culture

MUSIQUE

CRÉATION A L'ITINÉRAIRE

« Alto septuor », de Gérard Masson

Quoi qu'on en ait dit, il n'est pas indifférent d'écouter les réactions du public et de les prendre en compte lorsqu'il s'agit de porter une appréciation sur des œuvres nouvelles. Sans doute faut-il savoir s'en détacher, dans la mesure où l'on considère que la tendance naturelle du public le porte à préférer ce qui ne dérange pas ses habitudes, donc le connu, sinon le déjà entendu.

Des trois œuvres présentées le 18 mai au Centre Georges-Pompidou par l'Ensemble de l'Université, placé sous la direction de Peter Burwick, la plus longue était *Im Januar am Nil*, de Clarence Barlow, la plus constamment maintenue dans la nuance fortissimo était *Spectres parisiens*, de Tod Machover, et la plus applaudie, *Alto septuor*, de Gérard Masson. C'est ainsi, et on ne s'en étonne pas : il y a des compositeurs qui aiment faire long ou frapper fort, qui n'ont pas peur d'aligner des milliers de notes pour la beauté du geste, par fidélité à une idée qu'ils ont eue, avec une logique et une détermination inébranlables ; il faut les admirer lorsqu'ils mènent leurs armées de notes à la victoire, qu'ils les traitent de simples subordonnés de sons lorsque leur projet s'écroule tel un château de cartes.

Clarence Barlow et Tod Machover ont réussi leurs tentatives respectives jusqu'à un certain point, celui où l'on se demande avec impatience si cela va encore continuer longtemps ainsi. Le premier proposait une mélodie en expansion qui s'enrichit peu à peu, jusqu'à se dissoudre, et le second un triple concerto pour flûte, cor et violoncelle avec transformation électronique, bande magnétique et ensemble instrumental évoluant au sein d'une schématisation mouvante.

La démarche de Gérard Masson est beaucoup moins autoritaire ; il se

laisse guider par les notes plus qu'il ne cherche à les faire entrer dans des structures décidées a priori ; en d'autres termes, l'inspiration semble occuper dans sa démarche une place privilégiée. Ce véritable concerto pour alto et divers instruments ou groupes instrumentaux qu'il intitule *Alto septuor* — dont Gérard Caussé a donné en première audition une exécution si parfaite, à l'évidence, qu'on peut être certain qu'elle rendait justice à la partition — n'est pas de ces œuvres qui s'imposent immédiatement ; le début est un peu vague et les liaisons entre les différentes sections, par le biais d'une bande magnétique, ne deviennent convaincantes qu'à la longue.

Enfin, le langage semble se chercher, hésiter entre le tonal et l'atonal ; pourtant il se construit peu à peu et, avec la montée d'un souffle lyrique de plus en plus puissant, s'épanouit dans un climat harmonique allié à une densité polyphonique qui font penser au concerto de Berg. La fin, où se mêlent des voix parties ou enregistrées, ajoute une note d'étrangeté à cette partition qui, après d'autres, vient rappeler que la musique de Gérard Masson n'est pas de celles qui pourraient avoir été écrites par un autre que lui, et qu'elle a son secret.

GÉRARD CONDÉ.

THÉÂTRE

« COURTES MAIS... », AU THÉÂTRE OUVERT

Les points de suspension

L'une, la *Waldstein*, de Jacques-Pierre Amette, dure vingt minutes, montre en main. L'autre, les *Orphelins*, de Jean-Luc Lagarce, n'est pas si brève, mais le temps passe également vite. Ces indications de durée pour préciser que les deux pièces présentées dans la même soirée, d'un étage à l'autre du Théâtre ouvert, ont pour point commun d'être « courtes mais... ». Au spectateur d'ajouter éventuellement « bonnes » in petto. Après les *Gueux*, *Mises en voix*, *Gros plan* et autres *Écritures/Lectures*, l'équipe de Lucien Attoun inaugure cette nouvelle formule. Les *Courtes mais...*, mini-spectacles juxtaposés ne sont « pas pour autant du théâtre au ralenti ». Comme si la nouvelle était un genre moins noble que le roman, comme s'il fallait se retrouver dans le même fourbi qu'un cinéma où seuls les longs métrages... etc. Le volubile Attoun vous le dira.

Pour les *Orphelins*, il a passé commande à Lagarce qui a monté la *Leçon de musique*, d'Agnès Célérier, la plus convaincante, émouvante, des trois mises en espace proposées en mars dernier. Lagarce a vingt-sept ans. Il a déjà eu les honneurs du Petit Odéon, et ceux de France-Culture. A Besançon, il anime le Théâtre de la Roulotte. Attoun croit en Lagarce, même si les *Orphelins* sont d'un accès un peu ardu. Nous aussi y avons cru, malgré tout, à cette histoire de quatre hommes face à une femme, où tout à fait la sauter, ni tout à fait épouser, peut-être maîtriser ou ancienne compagne de jeux...

Un conte pour personnages démunis de noms, absents-présents,

une fable autour d'un héritage peut-être... Lagarce aime le mot « peut-être », chérît les points de suspension — syncope à la Nathalie Sarraute quand la respiration s'arrête avant le rien ou l'improbable. Toute adoration avouée pour la musique de Schubert, l'auteur avance mesure à mesure, vers une fin imaginée d'avance, et de mélancolie presque cruelle.

Le décorateur Nicky Rieti a donné à cette tristesse d'après la mort du père une couleur ocre. Dans un grenier irréaliste en toile ondulée, à moins qu'il ne s'agisse d'une cabane décrite des enfants, la femme à la visagisme énigmatique et lointain d'Anne Wiazemski, sa voix particulière chaude et sourde à la fois. Christiane Cohendy a mis en scène. C'est là, fragile un peu, tantôt statique, tantôt mouvementé, hybride. D'une sincère incertitude.

Le travail de l'autre metteur en scène, Alain Françon, sur la *Waldstein* est à l'inverse d'une trépanation archi-masculine. C'est nickel, contrôlé, sans hésitation, comme le décor blanc et beau de Nicolas Sire, cette salle à manger high tech où un pianiste content de lui retrouve, ou plutôt ne retrouve pas, un ancien copain à l'amertume alcoolisée. Le dialogue, prévisible, contient ce qu'il faut d'humour et ce qu'il faut de dérision. Jacques-Pierre Amette connaît son Beckett. Il pratique, façon Pinter l'art de la réitération, la musique le turlupine lui aussi. (Déjà dans les *Sables mouvants* venait le nom d'Arthur Schnitzel). Il est un peu question ici de Beethoven, mais il y a surtout à voir deux acteurs formidables. Au dré Marcon ressemblant à Depardieu et Jean-Claude Durand qui creuse sa virtuose son sillon de spécialiste des rôles antipathiques.

MATHILDE LA BARDONNIE.
★ Jardin d'hiver, 21 heures.

L'INAUGURATION DU MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE BORDEAUX

L'entrepôt des légendes

(Suite de la première page.)

Cela s'est fait progressivement, étape par étape, à partir de peu, mais en bénéficiant de plusieurs atouts : la réputation déjà établie de la ville en matière de culture avec le Mai musical et l'exposition annuelle de la galerie des Beaux-Arts ; le soutien et la confiance de M. Chaban-Delmas malgré les réticences de ses électeurs à l'égard de ces formes étranges qui paraissent si peu sérieusement faites par les artistes d'aujourd'hui. Et bien entendu la passion, la sensibilité et l'ambition de Jean-Louis Froment, le responsable du CAPC qui l'a fait ce qu'il est devenu, avec une toute petite équipe. Le CAPC, c'était au départ un bureau dans l'entrepôt Lainé et la possibilité de disposer occasionnellement des espaces piranésiens, superbes, mais nullement équipés pour recevoir des expositions. C'est seulement en 1979 qu'une première tranche de travaux a permis de disposer d'un lieu fixe d'expositions correctement aménagées dans l'aile ouest. Mais comme pour forcer le destin, on n'avait pas attendu ce moment pour concevoir des manifestations de qualité : citons « Pour mémoires » en 1974 qui est allée après à La Rochelle, à Paris, et à Rennes, et « Identités » identifications... Ni attendu pour prendre à la base le problème de l'initiation aux choses de la création contemporaine qui faisait comme partout défaut : en envoyant un « arbus » sur la route des écoles, en développant une cellule pédagogique, en y associant des jeunes artistes de la région.

La disposition d'espaces nouveaux à partir de 1979 dans l'entrepôt rénové et respecté dans sa structure a permis alors de développer des activités plus régulières, de proposer parallèlement plusieurs types d'expositions, de viser différents publics : des expositions pédagogiques, thématiques sur l'art depuis les années 60 : le *Colorfield*, *Art Power* ; des expositions monographiques sur Vialat, Hamet, Stella, Long, Lewis, installées dans la grande nef, et pour lesquelles J.-L. Froment a demandé chaque fois aux artistes de réaliser des œuvres monumentales.

Autre étape décisive : 1982, date à laquelle la direction des musées de France intervient. Convaincu par

son corps de jeunes conservateurs, et peut-être aussi par la prise en considération de l'expérience de Bordeaux — hors des frontières — le CAPC a été invité à la Biennale de Venise en 1980. — La DMF donc accepte de participer à l'aménagement d'un musée dans les parties hautes de l'entrepôt (1) où sera installée la collection, qui n'est pas bien grosse, qui en fait comporte environ cent vingt pièces glanées à l'occasion des expositions.

Et voici aujourd'hui ces nouveaux espaces qui font oublier un peu plus encore les odeurs d'épices des débris coloniaux engravés à la dix-neuvième siècle au profit de l'odeur de peinture, mais sans tuer l'ordonnance du bâtiment industriel, de pierre, de brique, de bois.

Pour inaugurer le musée au deuxième étage, Jean-Louis Froment, qui juge sa collection trop incohérente pour la présenter maintenant, et compte à la fois sur le Fonds régional d'achat d'art moderne (FRAM) et le mécène pour l'enrichir, a préféré proposer une exposition d'œuvres empruntées, et qui constitue un peu son musée idéal du moment. L'exposition s'intitule « Légendes » et est dédiée à Montaigne, ce grand Bordelais universel et singulier, dont un exemplaire des *Essais*, dit exemplaire de Bordeaux (1588), annoté de la main de l'écrivain qui le conserva jusqu'à sa mort, a été prêtée par la Bibliothèque municipale.

Dans ces « Légendes » sont mêlées jeunes et anciens du vingtième siècle, vivants et morts ; y sont multipliés les angles de vision, proposés des correspondances et des dissonances, des affinités et des rapprochements inédits. Ils sortent les artistes des catégories historiques ou géographiques, et suscitent des lectures nouvelles à plusieurs niveaux, en jouant beaucoup sur les rapports des couleurs d'un tableau à l'autre, le même rose, le même jaune, le même rouge, ou le blanc et le noir. Ou sur le thème du déracinement, sur celui du portrait, ou encore de l'écriture dans la peinture ; sur l'intelligence conceptuelle, sur la mémoire du passé.

Bien qu'on puisse ne pas être d'accord avec l'ensemble des proposi-

tions, et que certains rapprochements ne semblent pas évidents du tout, ou franchement tirés par les cheveux, ce parti restitue la complexité de la création, son mystère, son épaisseur. Et cela dans un bel endroit où l'architecture reste très présente, mais dans un rapport juste entre les éléments de l'ancienne structure (arcs et travées), et les ci-maïses blanches (architectes Jean Pistre et Denis Valode, auteurs déjà de la tranche des travaux de 1979). Et cela avec des œuvres triées sur le volet.

On a là l'image d'un musée d'ici et maintenant, qui a été fait avec sa part de subjectivité, mais aussi de connaissances, de compétence, de professionnalisme. Un lieu hypersensible aux mouvements des idées et des formes, aux murmures comme aux coups de cymbales qui font le chair de l'art vivant ; qui devra bien évidemment être repensé au fil des années.

Pour le moment nous sommes invités à regarder Robert Combas, un jeune loup de la « Figuration libre », entre Chassais et Vialat — entre art brut et couleur. A voir en vis-à-vis les têtes d'*Otages* de Fautrier et les figures sculptées dans des troncs d'arbre de Baselitz. A rapprocher Pagès et Schnabel. A lire un portrait de Picasso entre les portraits de juifs de Warhol et au-delà du portrait à trouver un lien — celui de la fracture chez des artistes tous vivants hors de leur pays d'origine. A rapprocher encore les peintures de Giacometti sur les murs de son atelier et les figures géométriques de Sol LeWitt, qui ont le même rose...

Mais les manifestations inaugurales ne s'arrêtent pas là. Restent deux grandes expositions individuelles : l'une est consacrée aux œuvres de Cy Twombly, un artiste américain fixé à Rome depuis plus de vingt ans, l'autre aux plus récentes peintures de l'Allemand Anselm Kiefer, dont l'ASAC à Paris présente actuellement une exposition rétrospective. Sur l'un et sur l'autre — le jour et la nuit, — nous reviendrons.

GENEVIEVE BREHERETTE.

(1) Six mois de travaux, coût 13 millions de francs, participation de la ville à 60 % ; de l'Etat à 40 %. Jusque-là seule la ville subvenait le CAPC.

THEATRE DE LA VILLE
ANNUNCIER DIRECTEUR : JEAN MARCURE
20 h 45
places 46 F et 72 F
du 22 au 26 mai
groupe
émile dubois
FRANCE
chorégraphies
Jean-Claude Gallotta
du 28 mai au 2 juin
pour la première fois à Paris
ballet
gulbenkian
PORTUGAL
chorégraphies
Vasco Wellenkamp
Olga Rortz - Elise Monte
Jiri Kylian
18 h 30
une heure sans entracte 33 F
chanson
22-23-25-26-29-30 mai
le groupe antillais
malavoi
2, place du châtelet
274.22.77

ÉGLISE SAINT-MÉDARD
141, rue Mouffette (5^e)
Mardi 22 mai, 20 h 45
Vendredi 25 mai, 20 h 45
BACH
MISSE EN SI MINOR
Orchestre et chœur Orphée
Dir. François VELLARD
Places : 70 et 50 F : érud., JMF.,
FOL 40 F
Vente des billets FNAC

SAUL GAVEAU - VENDREDI 25 MAI - 20H30
Gundula Janowitz soprano
Jean-Pierre Wallez violon
Jean-Patrice Brosse clavier
Paul Boufil violoncelle
DIAPHY - RAMEAU - HAENDL
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
Location : Agences et
Salle Gaveau
563.20.30

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS
à cinquante ans
elle découvrait
la mer — Denise CHALEM
833.16.16
Denise CHALEM
Isabelle SADOYAN
Mise en scène
Gabriel GARRAN
En raison du succès
prolongation exceptionnelle
jusqu'au 27 MAI

MAISON DES CULTURES DU MONDE
10C 544 41 42
HIMALAYAS
DU 15 AU 30 MAI
SIKKIM TIBET
LADAKH CACHEMIRE
AFGHANISTAN
DANSES
RITUELLES
ET PROFANES
DU KINNAUR
DU 23 AU 29 MAI
THEATRE DE L'ALLIANCE
10180 RASPAIL 6^e TEL 544.72.30

MAISON DES CULTURES DU MONDE
10C 544 41 42
HIMALAYAS
DU 15 AU 30 MAI
SIKKIM TIBET
HIMACHAL PRADESH
LADAKH AFGHANISTAN
MUSIQUES
SECRÈTES
DU CACHEMIRE
DU 22 AU 28 MAI
THEATRE DE L'ALLIANCE
10180 RASPAIL 6^e TEL 544.72.30

MAISON DES CULTURES DU MONDE
10C 544 41 42
HIMALAYAS
DU 15 AU 30 MAI
SIKKIM TIBET
HIMACHAL PRADESH
CACHEMIRE AFGHANISTAN
LE LADAKH
ET SES DANSES
DE MARIAGE
DU 22 AU 29 MAI
THEATRE DE L'ALLIANCE
10180 RASPAIL 6^e TEL 544.72.30



La Grèce des îles, d'Athènes à Istanbul

Une croisière-odyssée de 10 jours à bord d'Azur. (A partir de 7080 F.)

ATHÈNES et le Parthénon. Bien sûr. Mais la Grèce des îles se livre seulement à ceux qui l'approchent par la mer. Une terre à l'horizon ? C'est Délos, Lemnos, Mykonos ou Skiathos. Îles en marge du monde, oliviers sans âge, maisons blanches et monuments d'un très vieux passé. Mais aussi pêcheurs du petit matin, verre d'ouzo sur la place du village,

une danse improvisée, la transparence bleue de l'eau du crawl ou de la planche à voile. Et Azur vous offre aussi la fascinante Istanbul. Avec Topkapı et son sérail ou la foule grouillante du Bazaar. Le soleil et la mer. Des pierres et des hommes. C'est une autre façon de vivre ses vacances à la découverte du monde. Départs de Toulon... les

30 juin ; 10, 20 et 30 juillet ; 9, 19 et 29 août ; 8 et 18 septembre (basse saison : à partir de 6635 F.)

Documentation et renseignements chez votre agent de voyages ou aux Croisières Paquet : Paris : 5, bd Malesherbes (1) 266.57.59 / Marseille : 41, rue Paradis (91) 33.58.00 / Nice : 2, rue Halévy (93) 88.81.90 / Genève : 42, rue Rothschild (22) 32.64.40 / Bruxelles : 20, rue Ravenstein (2) 513.62.70.

PAQUET

قوله من الامم

Le Monde

ECONOMIE

La Lorraine ne souffre pas seulement de la sidérurgie

DEPUIS l'annonce, le 29 mars 1984, du nouveau « plan acier », parler de la Lorraine équivaut presque exclusivement à évoquer la crise de la sidérurgie. Certes, cette façon de présenter les choses n'est pas sans danger. Le risque est grand de marginaliser les difficultés de l'industrie de l'acier en sous-estimant que tout le reste va bien.

Lors des deux récents voyages en Lorraine, à Metz et à Nancy, le ministre de l'Industrie, a, au contraire, souligné l'idée de la nécessaire reconversion de la Lorraine. La nomination de M. Jacques Chérèque aux fonctions de préfet-délégué chargé du redéploiement industriel va dans le même sens. Comment cette mutation promise depuis plus de cinq ans va-t-elle pouvoir s'opérer ? L'examen de la situation actuelle du tissu économique de la région permet de mesurer l'ampleur du défi.

Si l'industrie lorraine ne se limite pas à la seule sidérurgie, la crise que connaît cette région ne s'arrête pas non plus aux portes des hauts fourneaux ou des laminoirs, même si tout n'est pas noir. La transformation des métaux, la sous-traitance, le bâtiment, le textile et l'ameublement connaissent de grosses difficultés. « Toute la région est concernée ». Ce slogan servant de thème de bataille pour la mobilisation syndicale reflète un sentiment souvent partagé tant par les milieux socio-économiques que par les responsables politiques. Sans sidérurgie, on n'a plus besoin de minerai de fer, les enlèvements de coke sont réduits et les débouchés du charbon diminués.

Avec plus de 92 000 demandes d'emplois non satisfaites, un chiffre en progression de 11,3 % en un an (du même ordre que la moyenne nationale), la Lorraine voit s'accroître les tensions sur le marché du travail. Pour l'instant, on recense plus de 37 demandes. Cette moyenne, évoluant défavorablement depuis l'au-

tomne 1983, masque cependant des situations inégales. Ainsi, dans le bassin de Longwy où quelque 4 000 personnes sont inscrites à l'ANPE, dont 63 % de jeunes de vingt-cinq ans, le rapport est de 1 offre pour 80 demandes.

L'accentuation des difficultés de l'industrie lorraine se traduit également au niveau des défaillances d'entreprises. Les deux premiers mois de cette année ont été marqués par un accroissement sensible de leur nombre (+ 25 % par rapport à la période correspondante de 1983), la progression la plus forte (+ 53 %, étant enregistré dans le secteur de l'industrie, un peu plus forte que dans la France tout entière + 45 % environ).

Beaucoup moins d'enfants

La Lorraine traverse une crise d'identité sans précédent. Alors que l'accroissement considérable de sa population entre 1946 et 1962, soutenu par l'essor des industries minières et sidérurgiques pouvait laisser espérer un chiffre de 3,1 millions d'habitants en 1985, en l'espace de vingt ans, cette prospérité s'est progressivement effritée. Avec 2,3 millions d'habitants, la Lorraine a le triste privilège d'avoir vu non seulement sa population totale décroître entre 1975 et 1982, mais aussi sa population active (moins 10 000 jeunes). Plus grave peut-être sa « surdépendance » traditionnelle s'est amoindrie au fil des années. En 1982 et 1983, c'est en Lorraine que la natalité a le plus chuté (- 11 %).

L'évolution de la démographie et principalement l'existence d'un solde migratoire négatif (- 13 000 personnes par an) sont le résultat direct de la situation économique. Au cours des huit dernières années, l'industrie et le bâtiment ont perdu plus de 60 000 emplois.

JEAN-LOUIS THIS.
(Lire la suite page 23.)

EN PARTANT DES TECHNIQUES AMÉRICAINES

Le Japon se lance dans le commerce du ciel

DEPUIS le début de l'année, le Japon a fait état, à diverses occasions, d'ambitions accrues dans les domaines industriels et commerciaux de l'aviation civile et de l'espace : deux domaines où ses partenaires et concurrents américains et occidentaux pouvaient encore se flatter de son retard, sinon de sa quasi-absence. Il faudra désormais envisager à aussi son active présence. Il y avait le Japon grand producteur-exportateur d'avions, de navires, de télévisions, de semi-conducteurs, etc. Mais, au moins, ce Japon-là restait sur terre, ou sur mer, laissant à d'autres le commerce du ciel.

Aujourd'hui, le Japon veut des ailes, des fuselages et des fusées dans le Japon. Et, comme souvent, les Japonais vont loin, et vont grand. Comme souvent aussi, ils vont faire appel au partenaire américain, pour apprendre, partager les risques et limiter les frais. Rien de plus logique d'ailleurs : dans ce domaine, l'essentiel de leurs techniques et de leurs filières, civiles et militaires, sont américaines ou dérivées de procédés américains et, comme telles, compatibles. Ce choix est aussi question d'alliance militaire, d'intérêts et de marchés.

Un concurrent du futur Airbus

Dans le domaine aéronautique, les Japonais viennent de signer avec Boeing un protocole d'accord en vue de développer, de réaliser et de commercialiser conjointement dans les années 90 un bi-réacteur commercial de cent cinquante places. Ce n'est évidemment pas par hasard que l'annonce de cette entente nippo-américaine est intervenue en mars, moins d'une semaine après la décision des Européens de l'Ouest de construire l'Airbus A-320 de cent

Les raisons de l'entente avec les Américains

Dans cette affaire, la part du consortium japonais, composé de Mitsubishi, Kawasaki, Fuji Heavy Industries et de la Japan Aircraft Development Corporation, serait d'au moins 25 %, contre, au moins, 51 % à Boeing. L'élément le plus nouveau est que les Japonais participeraient à la commercialisation, conjointement à ce qui s'était passé pour le Boeing-767, à la fabrication duquel les Japonais avaient déjà contribué, mais seulement à concurrence de 15 %.

Le nouvel appareil disposerait d'un nouveau moteur développé conjointement par Rolls Royce et Pratt & Whitney avec une participation internationale, et notamment japonaise. Outre l'apparition d'une alliance aéronautique nippo-américaine mutuellement bénéfique face au consortium Airbus, surtout sur les marchés de l'Asie et du Pacifique, on peut distinguer plusieurs raisons, côté japonais, à cette entente.

D'abord, le Japon a bien tenté, depuis des années, de développer seul son aviation civile, mais avec un succès mitigé : le YS-11, un appareil de soixante places, est apparemment une réussite technique, mais c'est un échec commercial.

Ensuite, les Japonais, même en supposant résolus une quantité de

problèmes techniques, ce qui resterait à prouver, estiment que développer seuls un nouvel avion et des moteurs serait d'un coût excessif. Enfin, les grandes compagnies aéronautiques nippones, qui font 80 % de leurs chiffres d'affaires dans les commandes d'appareils militaires — mais qui ne peuvent pas en exporter — veulent augmenter leur pourcentage civil. Aussi font-elles pression pour entrer sur le marché international. Ces compagnies, placées sous la protection du MITI, et espérant des subventions dans cette nouvelle coproduction (comme ce fut le cas pour leur participation au 767), vont donc participer au projet à moindres risques, à peu de frais et pour le maximum d'avantages.

Une fusée de lancement plus performante

Dans le domaine spatial, les ambitions du Japon n'apparaissent pas moindres aujourd'hui. Le programme de l'Agence nationale de développement spatial (NASDA) vient d'être révisé en hausse : il envisage pour 1990 la fin de la dépendance technologique vis-à-vis des Américains et la mise au point d'une fusée de lancement de forte capacité capable de rivaliser avec les lanceurs américains et avec la fusée européenne Ariane pour la mise en orbite de satellites.

Le tempo du développement de fusées plus puissantes que celles dont le Japon dispose maintenant, et qui sont capables de lancer 350 kilos, vient d'être fortement accéléré. La génération des lanceurs de type H-1B, qui devait suivre celle de H-1 qui sont actuellement développés, et qui devaient emporter des satellites de 850 kilos, a été abandonnée au profit de celle des fusées H-2, capables de mettre des satellites de 2 tonnes sur orbite géostationnaire. La génération des H-2 devrait être entièrement mûrie en 1990, indépendante de l'assistance et des technologies américaines, ce qui n'a pas été le cas jusqu'ici. Cette politique, qui s'est accompagnée de mesures pour protéger le marché en attendant que l'industrie nipponne soit à la hauteur, a ajouté aux tensions commerciales déjà nombreuses avec les États-Unis.

Par ailleurs, dans certains milieux de l'opposition, cette accélération du programme des gros lanceurs a suscité certaines appréhensions : de tels engins pourraient évidemment, le cas échéant, être utilisés à des fins militaires. Des politiciens conservateurs se sont d'ailleurs prononcés récemment pour la mise en orbite par le Japon de « satellites de reconnaissance » à des fins défensives.

Enfin, le gouvernement et les milieux d'affaires nippons se sont montrés intéressés par l'idée d'une participation japonaise au projet de base spatiale de la NASA. Au début de l'année, le président Reagan avait invité les nations alliées de l'Amérique à participer à ce projet de station modulaire de 36 tonnes dont la mise en orbite est prévue pour 1992.

De l'avion aux fusées, et bien qu'il lui reste pas mal de retard à combler, il n'est plus question aujourd'hui pour le Japon de rater les « trains » de l'espace.

R.-P. PARINGAUX.

Plus grave que le Mexique et le Brésil

A ne considérer que les chiffres, l'opération de sauvetage, de la banque Continental Illinois, montée d'abord conjointement par l'Institut d'émission à travers la banque fédérale de réserve de Chicago et seize puis vingt-quatre banques commerciales, dont les plus importantes des États-Unis, ensuite, lorsque cette imposante équipe de secours se révèle encore insuffisante, par l'État américain lui-même, représenté en l'occurrence par l'agence fédérale d'assurance des dépôts (Federal Deposit Insurance Corp. connue sous ses initiales FDIC), a mobilisé des ressources financières plus considérables que celles qu'il faut réunir en leur temps pour empêcher le Mexique (déjà 1982) et le Brésil (automne de la même année) de faire faillite et de provoquer par leur chute financière un krach bancaire aux dimensions de la planète, pays capitalistes et socialistes confondus.

Qu'il suffise ici de rappeler que la FDIC a déjà engagé dans l'affaire le dixième de ses actifs, offrant sa garantie aux titulaires de dépôts supérieurs à 100 000 dollars, ce qu'elle n'est pas obligée de faire et ce qu'elle n'avait jamais fait, mais qu'elle a dû se résigner à faire pour essayer de stopper les retraits massifs des déposants du Proche-Orient. Outre les prêts totalisant plus de 6 milliards de dollars qu'elle a reçus de diverses sources, la Continental Illinois s'est encore vue contrainte, pour éviter un effondrement aux dimensions de la communauté bancaire américaine, d'emprunter 4 milliards de dollars par jour depuis le 11 mai auprès de l'Institut d'émission de son ressort.

La voie de sortie normale serait de fusionner avec une autre banque, mais ce qui n'est même plus toujours possible pour un tel établissement — qu'on se souvienne de la déconfiture, il y a deux ans, de la Penn Square — l'est encore moins pour la dixième banque des États-Unis qui s'est laissé prendre à bien des mirages dont celui de la hausse indéfinie du prix du pétrole.

La plus grave est que la mésaventure pourrait se reproduire. « Le système financier des États-Unis est un immense quatuor à double fondus sur une chose aussi délicate que la confiance », disait récemment un banquier américain. Malgré ses succès, l'expérience Reagan n'a rien changé en profondeur des pratiques financières qui ont déjà conduit successivement à deux récessions majeures (1974-1975 et 1980-1982). Le dernier jeu en vogue est, on le sait, le « renforcement par effet de levier » (leverage buying) qui, comme à l'habitude à crédit, le achat d'une entreprise qui bat de l'aile et à se rembourser sur les bénéfices futurs de la société après « restructuration » de celle-ci. Une combinaison de facteurs explosifs au cas (probable) où les taux d'intérêt continueraient de monter et où les profits ne resteraient pas à leur niveau actuellement très confortable.

PAUL FABRA.

POINT DE VUE

Non, le FMI n'est pas une puissance coloniale

UN article paru récemment dans un journal (1) instruisait, à propos du Maroc, le procès du FMI : la diminution des subventions versées par la caisse de compensation afin de réduire les prix des denrées alimentaires essentielles avait naturellement entraîné un fort renchérissement des prix de ces denrées. La responsabilité des émeutes sanglantes consécutives à ces hausses de prix était attribuée à cet organisme, lequel se voyait plus généralement accusé d'« enfoncer le tiers-monde dans la chaos économique et financier ».

Le FMI serait donc la « nouvelle puissance coloniale de cette fin de vingtième siècle » (on observera que les impérialismes du développement tendent à dire profit de leurs colonies que de les installer dans le chaos). Ce sentiment, bien que largement partagé, mérite certainement d'être nuancé. Plus pertinente est la thèse soutenue par l'auteur : le FMI serait pris en flagrant délit de contradiction logique. Ses recommandations tenant à la vérité des prix neutralisent en effet le succès de la stratégie de développement qu'il préconise.

La hausse des prix des biens de consommation salariale menacerait la compétitivité extérieure des produits marocains dans la mesure où elle serait suivie d'un réajustement à la hausse des salaires nationaux. Le premier pilier de la stratégie prônée par le FMI, à savoir la mise en œuvre d'un modèle d'accumulation acceptant le jeu de la spécialisation internationale, serait fortement ébranlé. Cette hausse compromettrait par ailleurs le « consensus social » à l'abri duquel une minorité s'enrichit tandis que la majorité végète : le modèle de répartition visant à favoriser les classes ayant une forte propension à épargner serait irréalisable sans un tel consensus.

FMI ou Banque mondiale ?

Une première remarque s'impose : l'objet du FMI n'est pas de proposer des stratégies de développement. Il consiste à assurer la surveillance du système de taux de change (fixes à l'origine, puis largement flottants) et à fournir une assistance financière à court terme aux pays membres aux prises avec des difficultés de balance des paiements. Un pays faisant appel, de manière substantielle, aux facilités de crédit du FMI devra élaborer, en accord avec celui-ci, un programme

de stabilisation où la réalisation de certains objectifs (fiscaux et monétaires) conditionnera le déblocage des tranches de crédit à venir. Certes, les difficultés rencontrées par le pays considéré peuvent résulter, entre autres, de la stratégie de développement qu'il a adoptée ; de même, le programme accepté par le FMI ne sera pas sans effet sur cette stratégie de développement. Mais, en tant que telle, la limitation d'une stratégie de développement est étrangère au domaine d'action du FMI : elle ressortit au champ d'intervention d'un autre organisme international, la Banque mondiale.

La vérité des prix

Le FMI est appelé à intervenir lorsque se manifeste un déséquilibre sérieux de la balance des paiements. Celui-ci s'accompagne en général d'un déséquilibre des finances publiques, d'une inflation plus ou moins accentuée... sans parler du chômage endémique qui caractérise la plupart des PVD. Le diagnostic du FMI sera le suivant : excès de la demande globale interne. Le remède : compression de la demande interne au moyen de mesures fiscales (diminution des dépenses publiques, hausse des recettes fiscales) et monétaires (inflectionnement du taux de croissance de l'offre de monnaie). Le caractère « déflationniste » des interventions du Fonds est évident ; il peut s'avérer dangereux si un nombre élevé de pays pratiquent simultanément une telle politique. Que l'on songe cependant à la responsabilité des experts du FMI en qualité de gestionnaires d'un fonds nécessairement réduit face aux besoins immenses de certains pays membres...

Mais il est un « biais » plus fondamental encore : le FMI croit à l'efficacité de l'économie du marché. Il

Le congrès des économistes de langue française qui se réunit à Clermont-Ferrand du 24 au 26 mai prochains aura cette année pour thème le fameux dialogue Nord-Sud, jamais vraiment engagé, mais jamais tout à fait rompu. On se manquait pas à cette occasion d'examiner à nouveau le rôle du Fonds monétaire, accusé souvent de subordonner l'octroi de ses prêts à des conditions très dures. L'auteur de l'article ci-dessous s'attache à montrer que, contrairement à l'apparence, les programmes d'ajustement inspirés par l'institution que dirige M. Jacques de Larosière favorisent non seulement les intérêts des paysans locaux (par relèvement du prix des denrées), mais aussi, à plus long terme, ceux des prolétaires urbains qui, pourtant, se révoltent contre l'austérité imposée de l'extérieur.

Par GEORGES MOLINS-YSAÏ (*)

est dès lors hostile à toute forme d'intervention qui fausserait le mécanisme des prix relatifs, qu'il s'agisse des prix des biens et services, du taux de salaire, du taux d'intérêt ou du taux de change. Ainsi favorise-t-il une dévaluation s'il juge que le taux de change en monnaie nationale est artificiellement sous-évalué et qu'un taux plus élevé a des chances de rééquilibrer la balance des paiements.

En ce qui concerne les produits alimentaires essentiels, la diminution (ou la suppression) des subventions, et, par voie de conséquence, la hausse sensible du prix de ces produits se situent au confluent de deux préoccupations majeures : assainir les finances publiques et restaurer la « vérité » des prix.

Il est vrai que ces hausses de prix peuvent s'accompagner d'une hausse des coûts salariaux, d'une moindre compétitivité des produits d'exportation et d'une compétitivité accrue des produits d'importation. Il est vrai aussi que le consensus social sera gravement menacé, quelle que soit l'efficacité de la répression éventuelle. Mais on observera qu'un taux de change réaliste atténuerait le premier problème, tandis que les hausses de salaires consécutives aux hausses des prix des produits alimentaires devraient contribuer à restaurer le consensus social.

Il convient, même si l'on se limite au seul problème des prix des denrées alimentaires, de ne pas demeurer à la surface des choses. Ainsi, comment expliquer l'action du FMI visant à lutter contre l'inflation en favorisant dans l'immédiat la hausse du prix du painier de la ménagère ? Apparente contradiction, bien connue dans les pays industrialisés : la lutte véritable contre l'inflation doit supprimer ses causes profondes.

(*) Professeur à l'université des sciences sociales de Toulouse.

au premier rang desquelles le déséquilibre des finances publiques et le financement inflationniste du déficit, même si, temporairement, la structure des prix relatifs doit se modifier dans un sens favorable à l'inflation.

Le problème considéré à pris de l'ampleur durant les années 70. La forte croissance démographique de nombreux pays en développement et l'inélasticité de l'offre de leurs cultures vivrières, d'une part, l'existence de mauvaises récoltes dans les pays exotériques, d'autre part, ont fait exploser les prix en dollars des denrées alimentaires importées. Lorsqu'un répit a été enregistré, la hausse du dollar a pris le relais pour entretenir le phénomène. Les pays confrontés à la nécessité de procéder à de tels achats ont « déconstruit » les prix internes des prix à l'importation au moyen de subventions. L'ampleur des hausses de prix et l'énormité des besoins à couvrir se sont conjuguées pour faire atteindre à ces subventions des pourcentages très élevés des dépenses budgétaires.

Le remède en action

Aucun programme de stabilisation ne peut ignorer l'existence de ce problème, tant du point de vue des finances publiques que de la demande globale que de celui du commerce extérieur. Ainsi peut-on imaginer que la hausse des prix internes des produits concernés allège le volume des importations. Ce serait prêter aux experts du FMI un machiavélisme qu'ils ne sauraient avoir : qui peut raisonnablement s'accommoder de l'aggravation de l'état nutritionnel déjà précaire de nombreuses populations ? Et, d'ailleurs, l'élasticité-prix de la demande de ces produits n'est pas suffisamment élevée pour entraîner une variation appréciable des quantités consommées.

Comment le remède agit-il ? Il diminue à coup sûr le déficit des finances publiques s'il ne s'accompagne pas d'un relâchement fiscal ; en cela, il tarit une source évidente d'inflation. Mais la hausse non moins évidente des prix des denrées alimentaires sera suivie d'effets cumulatifs.

(Lire la suite page 23.)


(1) « Les illusions d'une politique de vérité des prix au Maroc », par Najib Akchib, le Monde du 20 mars, p. 23.

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

L'AFME FÊTE SES DEUX ANS

- RÉSULTATS
- DÉMARCHE
- PERSPECTIVES
- TÉMOIGNAGES

Samedi 26 mai dans « Le Monde » daté 27-28



مجلس النواب

مقدار من الاموال

LES GRANDS COURANTS

Les ménages économisent moins mais placent

Le comportement de l'épargne française est en train de changer de manière spectaculaire, et ses structures se modifient en profondeur, au prix des transferts les plus importants qu'il ait connus depuis la seconde guerre mondiale. Trois phénomènes retiennent l'attention. Le premier, commun à la majeure partie des économies occidentales, est la baisse du taux d'épargne global des ménages, sous l'impact de la crise et de la stagnation, voire des diminutions du pouvoir d'achat. Le second est la progression extrêmement rapide de l'épargne dite « liquide », à court terme : grâce à la hausse des rendements et aux avantages fiscaux, la part des placements « longs » dans l'épargne parvenant financièrement des ménages (hors immobilier) est passée de 17,7 % en 1977 à 42,7 % en 1983. Le troisième est la profonde modification des structures de l'épargne « courte », en raison de l'apparition de nouveaux produits privilégiés, tels que le livret d'épargne populaire et les CODEVI, qui ont immédiatement drainé près de 100 milliards de francs en très peu de mois.

Un autre phénomène, l'énorme transfert de liquidités (près de 150 milliards de francs) en direction des fonds communs et des « SICAV à court terme » placées en obligations, ne manque pas de poser des problèmes d'ordre monétaire aux autorités de tutelle. En favorisant le « boom » des émissions d'obligations, il a créé une situation absolument nouvelle sur le marché financier français. Relevons, enfin, un dernier phénomène tout à fait significatif, celui d'un retour à la thématique des billes de banque, réponse des ménages aux restrictions sévères sur l'annulation des placements (or et bons de caisse) et conséquence probable du développement du travail noir.

La plupart des données chiffrées sur l'évolution de l'épargne des ménages et les tableaux statistiques sont tirés d'une analyse récente du Centre national des caisses d'épargne (CENCEP), réalisée par son directeur des études, M. Maurice Bensilbo, et d'un article de M^{me} Dominique Marie-Duverger, chargée d'études à la Confédération nationale du Crédit mutuel, parus dans le numéro de mai 1984 de la revue *Eurépargne*.

FRANÇOIS REHARD.

Le taux d'épargne annuel des ménages ne cesse de décliner après avoir atteint en 1973, âge d'or de l'épargne au lendemain du premier choc pétrolier, le sommet historique de 18,6 %. Mais son déclin s'est accéléré récemment, ce taux tombant en dessous de 13 % exactement, d'après les statistiques, à 14,9 % en 1983. Les prévisions pour 1984 le situent encore plus bas, aux alentours de 14,5 %. Certes, en 1980, comme l'indique le tableau ci-dessous, il était brutalement revenu de 16,2 % à 14,7 % : c'était l'année du deuxième choc pétrolier, avec une légère diminution du revenu disponible des ménages en valeur réelle. Depuis, toutefois, après une remontée à 15,6 % en 1981, la tendance s'est nettement orientée à la baisse. L'explication est facile : en 1983, par suite de la crise et de la mise en application du plan de rigueur, avec son prélèvement forcé de 13 milliards de francs sous forme

d'emprunt obligatoire, le revenu disponible des ménages a fléchi de 0,7 %, la plus forte diminution enregistrée depuis quarante ans. Les ménages ont éprouvé quelques difficultés, semble-t-il, à adapter rapidement leurs dépenses à la contraction de leurs revenus, comme l'indique le maintien d'une légère progression du volume de la consommation en 1983 (0,8 % en moyenne annuelle, contre 3,3 % en 1982 et 2,3 % en 1981). Ils ont en conséquence moins épargné.

La pierre
à moins d'attrait

En revanche, le taux d'épargne financière, c'est-à-dire la fraction du revenu disponible consacrée aux placements financiers hors immobilier, s'est maintenu en 1983 après la lente montée des années précédentes,

atteignant 6,1 % contre 6,3 % en 1982 et seulement 4,4 % en 1980. Cette montée, puis cette stabilisation relative en dépit de la contraction du revenu disponible l'année passée, ont été rendues possibles par une baisse assez nette des investissements dans l'immobilier. L'épargne destinée au financement du logement, qui représentait 6,7 % de ce revenu disponible en 1982, est tombée à 6,3 % en 1983. En volume, le fléchissement est de 2,4 % en moyenne annuelle, après une diminution de 7,4 % en 1982. Ce phénomène est bien connu et ses causes principales faciles à identifier. Le coût élevé du crédit et de la construction a découragé les Français dans leurs efforts pour se loger. Par ailleurs, les retombées psychologiques de la loi Quilès et l'ajournement de la fiscalité pesant sur les ménages à revenu élevé (simple sur le revenu et sur la fortune) ont pesé sur les placements dans l'immobilier, qui avaient contribué à soutenir ce secteur dans le passé.

En conséquence, l'abandon ou l'ajournement de nombreux projets d'acquisition de logements a mis en disponibilité d'importants avoirs accumulés. Si une partie de ces avoirs a alimenté la consommation (l'automobile notamment, jusqu'au début de 1984), l'autre partie s'est dirigée vers les placements financiers.

Un deuxième phénomène a pu être observé alors : des modifications fondamentales se sont produites dans la répartition de ces placements financiers entre les différents supports possibles, au profit de l'épargne dite « liquide » et aux dépens des disponibilités à vue d'abord, de l'épargne liquide assu-

ragée. A cet effet, ils ont rendu les produits « longs » plus attrayants par des avantages fiscaux ou des taux élevés. C'est au printemps 1979, par exemple, que M. Raymond Barre commença à faire monter le taux de rendement des obligations à l'émission afin de conférer à ce placement un revenu « réel », c'est-à-dire supérieur au taux d'inflation. M. Jacques Delors l'a suivi dans cette voie, de sorte qu'aujourd'hui les obligations rapportent, à l'émission, entre 13,70 % et 14 %, après une pointe à 17 % - 18 % au second semestre 1981. Ce phénomène a largement contribué à réorienter vers ce type de placement des épargnants qui, dans le passé, avaient pu se considérer comme honnêtement spéculés, le rendement réel des obligations s'avérant négatif, puisque leur taux à l'émission était inférieur à celui de l'inflation. Ajoutons que la maîtrise de l'avantage fiscal procuré par le prélèvement forfaitaire de 25 % sur le coupon et le rachat de l'abatement à la base sur le produit du coupon, porté à 5 000 F, ont entraîné, dans le public, la bonne image de marque des obligations « nouvelle manière ».

L'or en disgrâce

Pour les actions, les avantages fiscaux accordés successivement par les pouvoirs publics (loi Monory en 1978 et la CEA en 1982) ont contribué à alimenter un flux continu d'achats en Bourse, directement ou par le canal des SICAV (5,6 milliards de francs en 1980, 5,8 milliards de francs en 1981, plus de 4 milliards de francs en 1982 et en 1983). Ajoutons que le « boom » de la Bourse en 1983 (30 % de hausse moyenne, avec des progressions plus spectaculaires sur certains titres, 100 %, voire 200 %) a attiré encore davantage les épargnants.

En outre, la déflation, qui a frappé la détention d'or, en raison de la levée de l'annulation des achats et des ventes fin 1981 et de la stagnation des cours, n'a pas encouragé les particuliers à se tourner vers ce placement traditionnel. Enfin, le maintien de l'immobilier a incité les ménages, non seulement à investir moins ou pas du tout dans ce secteur, mais encore à désinvestir et à employer un volume mobilier des produits de leurs ventes d'appartements « ou de fermes ». N'oublions pas, sur un plan conjoncturel, la baisse des taux à long terme depuis le début de 1982, qui a entraîné une augmentation des rendements réels des valeurs mobilières, essentiellement les obligations, et une hausse des cours de Bourse, qui se sont élevés au-dessus du cours d'émission, consolidation tardive pour les souscripteurs, qui n'avaient pas vu cela, depuis un demi-siècle.

Le boom
de l'épargne longue

Ce phénomène a été d'une grande ampleur. L'épargne financière dite « longue » ou « longue » (emprunts obligataires, actions, fonds communs de placement, SICAV, assurance-vie), par opposition à l'épargne dite « liquide » (livrets d'épargne-logement, bons, comptes à terme) a progressé de façon spectaculaire. Son pourcentage dans le total de l'épargne financière des ménages est passé de 17,9 % en 1977 à 42,7 % en 1983, année qui a enregistré un véritable bond, puisque le pourcentage de 1982 n'était que de 33,7 % (voir le tableau ci-dessous). Toujours en 1983, les placements dans les valeurs mobilières ont augmenté de 50 %, passant de 61 milliards de francs à 92 milliards de francs.

Ce véritable « boom » accélère une évolution perceptible depuis 1978 et, surtout, 1979 : la proportion des ménages français détenant des valeurs mobilières (obligations et actions) est passée de 7 % en 1977 à 17 % en 1982, avec une clientèle nouvelle composée essentiellement de salariés actifs. Très rapide a été, on le sait, le développement du marché obligataire, où les émissions ont triplé en quatre ans, passant de 65 milliards de francs en 1979 à près de 200 milliards en 1983, dont 72 milliards de francs environ ont été souscrits par les particuliers. Quant aux actions, on sait que c'est le succès des SICAV Monory d'abord, puis des comptes d'épargne en actions (CEA) et des fonds communs de placement.

Les explications sont nombreuses. Tout d'abord, et dès 1978, les pouvoirs publics ont voulu stimuler l'épargne investie au détriment de l'épargne liquide, afin de favoriser l'investissement industriel et économique et lutter contre l'inflation en réduisant les disponibilités des mé-

La part de l'épargne investie
dans le total des « placements financiers »
des ménages a plus que doublé

(Hors monnaie et comptes chèques.)
(En milliards de francs.)

	1976	1983
Livrets, épargne logement, bons, caisses d'épargne (CENCEP).....	35,1	26,6
Livrets, épargne logement, bons, caisses d'épargne FTT.....	17	13,5
Livrets, épargne logement, bons, comptes à terme, livrets et livrets mutualisés.....	58,4	37,6
Trésor.....	5,4	4,5
Epargne « investie » (actions, SICAV, obligations, assurance-vie, SICAV court terme).....	27,5	28,9
ENSEMBLE.....	133,4	109,1

Source : CENCEP.

Les parts de marché des différents réseaux
dans l'épargne liquide et les comptes de dépôts des ménages

	1982	1983
	Milliards de francs	Milliards de francs
Caisses d'épargne Ensemble.....	59,9	54,3
CNE + CCP.....	38,8	28,3
Banques inscrites.....	35,8	18,7
Banques populaires.....	6,2	3,6
Crédit mutuel.....	12,6	4,6
Crédit agricole.....	38,7	26,3
Trésor.....	-1,8	-0,9
ENSEMBLE.....	150,8	177,1

Source : CENCEP.

Vient de Paraître
"L'Arbitrage
commercial dans le Moyen-Orient Arabe"

par Samir Saleh, Avocat. La première étude détaillée de l'arbitrage commercial selon le droit islamique et le droit positif moderne, comprenant la jurisprudence, la doctrine et les usages locaux. 15 pays arabes couverts; 400 pages; texte anglais. Prix: 690 Francs, port et emballage compris. Toute demande d'information ainsi que les commandes doivent être adressées à:

Graham and Trotman Ltd
Sterling House, 66 Wilton Road, London SW1V 1DE,
England
Téléphone: 01-821 1123 Télex: 298878 Gramco G MW

15.000
ENTREPRISES
EXPORTATRICES
UTILISENT
NOS GARANTIES

ET VOUS?

COFACE
compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur
Siège Social 22, rue Marabout - 75008 PARIS - Tél. (1) 256 00 00 - Télex. 65032 F

CNE
LE CENTRE NATIONAL
D'ETUDES SUPERIEURES
DE SECURITE SOCIALE
organise
UN CONCOURS
DE RECRUTEMENT
42 places

Pour les LICENCIÉS en TITULAIRES D'UN
DIPLOME EQUIVALENT, âgés de 30 ans au
plus au 1^{er} janvier 1984.
- FORMATION REMUNEREE de 18 mois,
dont 6 mois de stage.
- DESOUCES ASSURES:
Accès immédiat à des fonctions de res-
ponsabilité dans les organismes de Sécurité
sociale sur tout le territoire national.
- REMUNERATION ANNUELLE DE
DEPART : de 110 000 F à 150 000 F.
ÉPREUVES ÉCRITES
septembre 1984
CLOTURE DES INSCRIPTIONS
1^{er} juillet 1984
Pour tous renseignements,
s'adresser au Centre national :
27, rue des Douches-Chaumont,
42001 Saint-Etienne Cedex
Tél. : (07) 87-72-74

STAGES
HUBERT LE FÉAL
DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.
documentation
sans engagement
387 25 00

FINIES
LES SOLUTIONS
DE ROUTINE

Où, pour vos placements,
les Agents de change
ne se contentent pas de
solutions de routine. Pour
vous en assurer,
rencontrez-les.

Bureau d'Actualité des Agents
de Change - 4, Place de la
Bourse, Paris 2.
Ouvert de lundi au vendredi
de 10 h à 18 h 30.
Vous pouvez aussi écrire ou
téléphoner :

Paris 297.55.55/
Bordeaux (56) 44.70.91/
Lille (20) 55.68.20/
Lyon (8) 842.84.71/
Marseille (91) 90.70.32/
Nancy (83) 536.56.97/
Nantes (40) 48.41.96.

LES AGENTS DE CHANGE
Ils accroissent votre marge de sécurité.

DE L'EPARGNE
à plus lo

Retour

U

Les anciens épargnants

IAE
PANTHON-SCHEIDT
VOUS ENVE
VEN

1^{er} JO

Thé
« Le q

Travail organisé
responsabilité d'un
fonctionnaire, manager
financier, comptable
gestion, droit, infirm

Conducteur
pour tous véhicules
du C.V. à 1.600 cc. à 4

LE CATAL

- Système d'exploitation
- Bases de données
- Langages
- Microprocesseurs
- Micro-ordinateurs
- Réseaux et téléma

61. 81

DE L'ÉPARGNE

à plus long terme

Un troisième phénomène s'est produit récemment au sein même de l'épargne liquide, où l'apparition de nouveaux produits plus attrayants a provoqué les déplacements et les transferts de liquidités les plus spectaculaires qu'on ait observés de mémoire de financier pendant les vingt dernières années.

Un bouleversement spectaculaire

Depuis sa création, en janvier 1982, le livret d'épargne populaire (LEP), au revenu exonéré d'impôt et indexé sur le taux d'inflation a drainé près de 35 milliards de francs, tandis que les CODEVI, au revenu également exonéré d'impôt, drainaient près de 60 milliards de francs depuis leur lancement à l'automne 1983 : un véritable record.

Ce drainage s'est effectué aux dépens de deux postes : les comptes chèques, dont le montant a chuté de près de 40 % en 1983, un véritable effondrement ; les livrets, essentiellement ceux des banques, dont les clients ont souscrit massivement aux CODEVI que leur vantaient la publicité massive de leurs propres établissements. On a noté, également, une chute des bons à cinq ans, notamment les bons de caisse anonymes que des mesures fiscales dissuadées ont rendu moins attrayants. Le phénomène apparaît très nettement dans le tableau sur l'évolution de la répartition des placements financiers des ménages, où l'on voit la part des livrets, comptes et plans d'épargne-logement, bons, comptes à terme, revenir de 37 % en 1976 à 24,7 % en 1983.

Une interrogation subsiste enfin, sur un phénomène subsidiaire, celui

du développement abominablement vertigineux des fonds communs de placement et des SICAV court terme, autrement dit « de trésorerie ».

Un beau débat !

Créés il y a un peu plus de deux ans, au lendemain de l'arrêt du 4 septembre 1981 qui limitait sévèrement la rémunération des comptes à terme, espérant inciter sur le taux du marché monétaire entre banques, ces instruments permettent d'investir de l'épargne à court terme, mobilisable instantanément, dans des placements à moyen et long terme, obligations à taux fixe et variable pour la plus grande partie. A l'heure actuelle, ils drainent près de 150 milliards de francs, partagés à moitié, semble-t-il, entre les ménages et les entreprises, qui les utilisent comme emploi de trésorerie. Leur nature exacte — placement à long ou à court terme — ne manque pas de poser un problème : que se passerait-il si les rendements remontaient et si les cours des obligations baissaient, ce qui pourrait entraîner des retraits massifs de la part des entreprises ? La Caisse des dépôts s'estimait hors d'état de régulariser le marché en rachetant le papier, comme elle le fait actuellement, s'il y a lieu. Quant à la Banque de France, le phénomène la rend perplexe et même soucieuse dans la mesure où ce nouveau produit, considéré comme épargne à long terme, dégonfle automatiquement la masse monétaire M2, qui comprend l'épargne à court terme. Ce dégonflement peut paraître artificiel, puisque cette épargne nouvelle, mobilisable instantanément, est considérée par ses détenteurs comme un placement de trésorerie, et que, selon de bons experts, elle garde la nature d'épargne liquide. Un beau débat !

F. R.

Évolution de l'épargne des ménages

(en milliards de francs)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Proportion de revenu disponible en valeur réelle	+ 3,4 %	+ 5,3 %	+ 1,6 %	- 0,3 %	+ 2,7 %	+ 2,2 %	- 0,7 %
Taux d'épargne	16,6 %	17,5 %	16,2 %	14,7 %	15,6 %	15,5 %	14,9 %
Flux nets vers les comptes de dépôt	26	35,4	40	26,6	42,9	46,8	26,5
Flux nets sur épargne liquide et à court terme	112,7	124,4	136,4	115,3	116,7	144	150,6
Flux nets en épargne investie	30,2	44,4	48,7	83,8	94,1	97,2	132,4
TOTAL ÉPARGNE	168,9	204,2	225,1	225,7	247,7	288	309,5

Source : CENEP.

Placements de l'épargne des ménages

(En flux annuel)
(millions de francs courants)

	1973	1980	1981	1982	1983 (1)
1. - FBCF des entrepreneurs individuels (investissements) ...	30 383	60 584	65 478	72 876	76 428
2. - Reconstitués de prêts (épargne contractuelle) ...	28 153	84 678	93 837	95 080	99 000
3. - Placements immobiliers	67 493	155 313	170 851	178 493	188 944
dont : apports personnels	24 243	32 850	69 693	44 866	76 100
- valeurs mobilières (placements nets)	14 983	57 604	61 545	61 483	92 300
- assurance-vie	7 795	25 549	31 533	36 768	48 100
- épargne mobilière	19 700	31 130	59 720	62 930	59 710
dont : billes et monnaies	5 430	4 530	16 790	15 960	13 210
- épargne liquide	14 270	26 600	42 940	46 970	26 500
- épargne liquide	62 280	113 790	111 510	142 790	149 350
dont : (placements dans les banques)					
comptes sur livrets	9 720	5 830	32 300	31 730	11 770
dépôts à terme	2 200	21 490	1 250	7 270	9 600
bons de la CNCA	4 390	3 670	2 430	1 410	1 830
bons de caisse et bons d'épargne	13 790	9 300	9 260	1 130	11 600
épargne-logement	7 830	7 830	10 320	12 920	17 200
livrets d'épargne des travailleurs manuels	-	-	70	-	-
livrets d'épargne populaire	-	-	-	3 950	9 750
CODEVI	-	-	-	-	33 500
placements dans les caisses d'épargne	23 570	61 690	76 210	85 770	89 730
Bons de Trésor, Bons d'épargne PTT, Bons CNE	780	3 880	830	1 370	3 430
Total placements des particuliers	172 251	384 441	435 084	482 724	510 404
4. - Autres emplois	9 024	17 517	30 915	25 937	19 000
dont : prêts consentis	5 589	9 634	10 539	10 000	9 000
dont : divers transferts de capital	3 506	7 883	11 376	10 963	10 000
dont : devises (ventes)	-73	-	8 446	4 974	-
Total des placements	239 811	544 220	625 314	676 537	704 832

(1) Estimation pour 1983.

Source : Comptes de la nation et Conseil national du crédit.

Retour à la thésaurisation des billets

Un curieux phénomène peut être observé depuis 1981 : la masse des billets de banque en circulation dans l'économie croît plus vite que le rythme de hausse des prix. En 1983, alors que les dépôts sur comptes-chèques chutaient brutalement, cette masse s'est peu contractée. Il semble que de nombreux ménages conservent leurs économies en espèces à leur domicile ou, à la rigueur, dans des coffres de banque. Ce retour à la thésaurisation des billets, forme la plus discrète qui soit, peut avoir plusieurs explications. La première est, depuis 1982, la disparition progressive des possibilités de placements anonymes. L'anonymat sur l'or a été levé à l'automne 1981 et la taxation des bons de caisse anonymes a été considérablement alourdie, et même rendue dissuasive en ce qui concerne les intérêts, le capital étant automatiquement soumis à l'impôt sur la fortune au taux le plus élevé, ce qui finit par

leur conférer un rendement négatif. Ce phénomène est confirmé par le baromètre du CREP, qui constate, lui aussi, que le souci de la conservation de billets, placement rétrograde s'il en fut, retrouve une faveur certaine pour des raisons de discrétion.

Une seconde explication est donnée par le développement du travail noir et des règlements sans factures ou hors TVA, avec la complexité commune du four-nisseur et du client, unis par le même intérêt. Là encore, l'usage du billet se trouve renforcé aux dépens du chèque, qui laisse des traces et donne prise au fisc. Aux États-Unis, le même phénomène a été constaté, ce qui prouve que, même dans les économies les plus développées, le comportement des individus continue d'être régi par des lois aussi anciennes que les sociétés humaines : la dissimulation des ressources et la fuite devant l'impôt.

Les anciens élèves de l'INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES IAE

PANTHÉON-SORBONNE UNIVERSITÉ DE PARIS I

vous invitent à réserver votre journée du VENDREDI 15 JUIN 1984

pour participer à la 1^{re} JOURNÉE DES IAE

Thème de la Journée des IAE

« La qualité et l'entreprise »

Travaux organisés par groupes de 12 à 15 personnes, sous la responsabilité d'un rapporteur général, et autour des grandes fonctions : management, marketing, gestion du personnel, gestion financière, comptabilité, gestion de la production, contrôle de gestion, droit, informatique.

Participation aux frais : 1350 F

Ancien élève IAE : 950 F

Conditions spéciales étudiants : contacter IAE

Pour tous renseignements, contacter M^{me} Watrin au 554-97-24, poste 333, ou écrire à l'IAE IAE, 47, rue des Berges, 75740 Paris, Cedex 18.

LA FORCE INFORMATIQUE

EYROLLES

200 TITRES
LE CATALOGUE LE PLUS COMPLET

- Système d'exploitation
- Bases de données
- Langages
- Microprocesseurs
- Micro-ordinateurs
- Réseaux et télématique
- Intelligence artificielle
- Application à la gestion, au calcul des structures
- à la résistance des matériaux etc...

51, Bd St Germain 75240 PARIS cedex 05

L'Informateur.

L'Informateur, c'est Dafsa Kompass. Un compagnon fidèle et discret, toujours à vos côtés, pour que vous preniez toutes vos décisions d'affaires sur des bases solides.

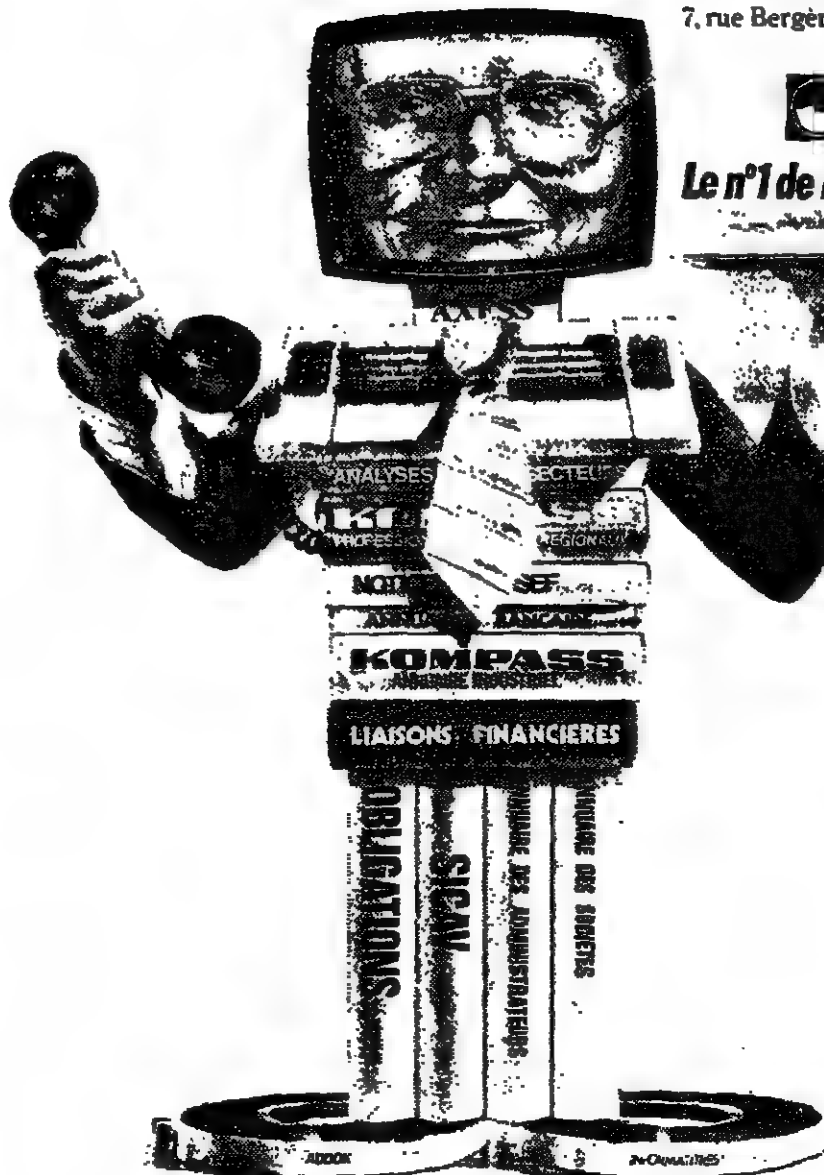
A partir d'une énorme quantité de données factuelles et objectives sur les entreprises, méticuleusement collectées, analysées et traitées par l'informatique, Dafsa Kompass a créé un ensemble unique en Europe d'outils d'aide à la décision.

Les annuaires, les études, les services, les fichiers, les banques de données Dafsa Kompass sont à votre disposition sur un simple coup de téléphone.

Si vous êtes un décideur, appelez l'Informateur. 7, rue Bergère. 75009 Paris. Tél. : (1) 523.19.19.

DAFSA KOMPASS

Le n°1 de l'information-entreprises.



معلومات من الإحصاء

Les Etats-Unis restent les plus riches

[illegible]

La Lorraine ne souffre pas seulement de la sidérurgie

(Suite de la page 19.)

Les suppressions de postes dans la sidérurgie ont fait bouillir de rage, étant donnée l'extrême interdépendance d'une large fraction du tissu économique, conséquence de l'histoire de l'industrialisation régionale et de la domination des grands secteurs traditionnels qu'elle a légués. Cette double caractéristique s'estompée cependant moins vite que le déclin du poids relatif de l'industrie lourde dans l'économie lorraine.

Pour le charbon, les effets induits du nouveau « plan acier » menacent directement les cokeries, qui ne fonctionnent actuellement qu'à 60 % de leur capacité. Ils risquent d'entraîner une accélération de la baisse de la production des houillères (25 000 salariés) fixée à 10,2 millions de tonnes cette année contre 10,5 millions en 1983. De même, le secteur de la chimie (9 500 salariés) ne paraît pas totalement sorti de la zone rouge, même si actuellement ses marchés ont plutôt tendance à se redresser, notamment pour les engrais. Les deux vaporaqueurs de la plate-forme de CDF-Chimie à Carling (Moselle), véritables pièces maîtresses de cette industrie en Lorraine, ont des taux de marche de 85 % depuis le début de cette année. Le résultat est encourageant, d'autant que des menaces pèsent sur la situation en activité de l'un de ces deux équipements.

Des paris dans les Vosges

Le textile (13 000 salariés, principalement dans les Vosges), en crise depuis vingt ans, a bénéficié au cours des deux dernières années, au travers des contrats « emplois-investissements », d'un ballon d'oxygène (1). D'une part, les investissements ont fait un bond spectaculaire ; d'autre part, l'érosion

du nombre des emplois a été atténuée. Ainsi, au lieu de voir ses effectifs fondre de 2 500 emplois par an, ce secteur n'en perd plus que de 500 à 1 000. Des chefs d'entreprise ont risqué de gros paris sur l'avenir. Certains ont investi de 10 à 12 % de leurs chiffres d'affaires annuels pour moderniser l'outil de production. La situation de cette industrie demeure fragile du fait de l'existence de « sureffectifs ». Les Vosges connaissent aussi d'importantes difficultés dans le domaine de l'aménagement, et plus particulièrement du meuble de style, où l'emploi de 4 000 salariés dans le bassin de Vitteuil-Neufchâteau est directement menacé. La Manufacture vosgienne de meubles (1 000 personnes), implantée à Hymont-Mattaincourt, vient de supprimer 160 postes de travail et annonce de nouvelles suppressions d'emplois.

En outre, le bâtiment et les travaux publics (57 000 salariés) voient leurs effectifs fondre dans les quatre départements lorrains. Face à l'absence de nouveaux grands chantiers et à la restriction des disponibilités financières, de nombreuses collectivités locales, les professionnels de ce secteur redoutent une nouvelle dégradation de la conjoncture. C'est la raison pour laquelle ils réclament 450 millions de francs au titre de la troisième tranche du Fonds spécial des grands travaux afin de financer « des dossiers déjà pris ».

Hormis ces secteurs d'activité traditionnels de l'industrie lorraine, l'automobile, présentée en 1979 comme la planche de salut pour la diversification industrielle, n'a pas tenu ses promesses. Sur les 13 500 emplois annoncés pour 1983, 4 000 seulement sont créés. Globalement, ce secteur emploie dans la région 15 000 personnes. Etant donné le contexte national marqué par une

baisse des immatriculations, l'activité en Lorraine est relativement bien orientée. Néanmoins, de nombreuses entreprises travaillant en sous-traitance craignent le contre-coup du recul des ventes.

La greffe électronique prend mal

Autre voie de la diversification, la greffe de l'électronique dans le Pays-Haut (Longwy-Brécy) prend difficilement. La mise en règlement judiciaire, en décembre 1983, de la société ELEM (Entreprise lorraine d'électronique et de mécanique) - 97 salariés - implantée à Longwy, traduit les difficultés que rencontre ce bassin pour se diversifier. La fermeture de l'Atelier de fabrication d'ordinateurs de Darlay (56 emplois) ainsi que celle de la STAE (Sous-traitants associés de l'électronique - 127 emplois) illustrent le même phénomène.

En fait, ces problèmes mettent en lumière un point particulièrement épineux, celui de la formation dans une région à laquelle le défi lancé est de « sauter une génération industrielle », selon l'expression d'un économiste régional. APPLÉ, qui a décidé d'installer à Metz son centre français de recherche en logiciel, amène sur place une partie de son personnel, faute d'avoir pu le recruter sur le marché régional. Cet exemple illustre le dilemme de la diversification en Lorraine : nombre important d'emplois à créer, temps relativement long pour « ancrer » une nouvelle tradition industrielle.

Or l'économie lorraine n'a plus le temps d'attendre.

JEAN-LOUIS THIS.

(1) Les entreprises qui font des investissements et créent (ou maintiennent) des emplois bénéficient d'allègements fiscaux.

Non, le FMI n'est pas une puissance coloniale

(Suite de la page 19.)

L'augmentation du coût de la vie pour les consommateurs (les plus pauvres en particulier) se traduira, en volume, par une baisse de leur consommation alimentaire moins forte, en proportion, que la hausse des prix de ces denrées (en admettant une faible élasticité-prix de la demande). La baisse du revenu réel enregistrée par les consommateurs se répercutera (si l'élasticité-revenu de cette même demande est à son tour peu élevée) sur la demande de produits non agricoles, généralisant ainsi le phénomène de contraction de l'activité.

Il se produira normalement une baisse de l'épargne privée et de l'épargne extérieure, et une augmentation de l'épargne publique. Au total, l'effet de contraction sera certain. Il s'accompagnera d'une amélioration de la balance des paiements (résultat essentiellement de la baisse des importations de produits non alimentaires) et des finances publiques (baisse des dépenses non compensée par la baisse des recettes). L'inflation sera vraisemblablement accélérée à court terme (cela dépendra de la variation des prix des produits non alimentaires) dans l'attente d'un ralentissement ultérieur.

Le développement rural

Si la pression sur les salaires s'avère trop forte dans les villes, une manière de rétablir un certain consensus est de les augmenter. L'amorce d'une spirale prix-salaires menacerait gravement le retour à l'équilibre de la balance des paiements ; il est vrai que l'inflation accrue s'accompagnerait alors dans un premier temps d'une contraction moins prononcée. Tout aussi périlleuse serait la relance de la demande globale par l'investissement : le déséquilibre de la balance des paiements serait aggravé et la répartition se modifierait en défaveur des campagnes, ce qui appellerait éventuellement une nouvelle vague de hausses des produits agricoles...

Le remède s'avère efficace. On peut simplement se demander s'il est adapté aux économies en développement : la mise en léthargie peut être trop coûteuse en termes de croissance et d'emploi. Qu'en est-il à plus long terme ? On raisonne dans le cadre d'une économie à deux secteurs : agriculture et industrie, l'agriculture produisant une partie de l'offre de denrées de première nécessité.

Les agriculteurs souhaitent des prix élevés pour leurs produits ; les consommateurs urbains (et leurs alliés naturels, les planificateurs)

des prix peu élevés. Libérer les prix agricoles apparaît, en première analyse, comme favorable aux campagnes et défavorable aux villes. L'intervention du FMI serait heureuse, en modifiant favorablement pour l'agriculture le rapport des prix relatifs agriculture-industrie.

Les effets-revenu devraient renforcer les effets-prix. Le revenu réel des travailleurs industriels devrait baisser en raison de la contraction, mais la demande en volume de produits alimentaires devrait demeurer stable. Le débouché réel des productions des campagnes devrait se maintenir malgré des prix relatifs plus élevés. Le revenu réel des agriculteurs devrait augmenter, la hausse des prix l'emportant sur la baisse négligeable des quantités.

La profitabilité augmenterait dans l'agriculture, le prix du produit final « output » l'emportant relativement aux prix des semences, engrais, main-d'œuvre (« inputs »). Or le comportement des agriculteurs s'avère « rationnel » : ils répondent aux incitations de prix en augmentant les productions ; à long terme, la production et le revenu réel devraient augmenter dans l'agriculture.

Une conséquence importante s'ensuivrait. L'hypothèse de base sur laquelle est fondée depuis des décennies l'économie du développement ne serait plus nécessairement vé-

ridée : la constance du salaire réel de subsistance, condition *sine qua non* de l'absorption à coût constant par le secteur moderne de la main-d'œuvre libérée par le secteur traditionnel. La « malediction » de la constance du salaire réel serait levée : les travailleurs n'accepteraient de quitter les campagnes qu'à un salaire réel accru. La répartition dans le secteur moderne ne serait plus biaisée en défaveur des travailleurs.

Curieux résultat, qui verrait le FMI apparaître comme le défenseur des intérêts à long terme de la paysannerie et des travailleurs des villes... Il est vrai que les feux de l'actualité se braquent aisément sur les émeutes qui ensanglantent les villes à la suite des hausses de prix trop brutales. Provoquer des tueries parmi les déshérités des villes n'est sûrement pas la meilleure méthode pour améliorer le sort des paysans ! Mais que l'on songe aussi aux masses silencieuses des campagnes. Ce sont elles les grandes sacrifiées de la plupart des expériences d'industrialisation à outrance. Ces planificateurs pressés feraient bien de méditer sur la sagesse des premiers théoriciens de la croissance, les physiocrates. Un pays ne saurait connaître un développement fort et harmonieux sans une agriculture riche et prospère.

GEORGES MOLINS-YSAL.

isa

Pour une stratégie sociale d'entreprise

Soirée-débat organisée
mercredi 23 mai de 17 h 30 à 20 h
MAISON DE LA CHIMIE

28 bis, rue Saint-Dominique, Paris (7^e) - Métro Invalides

Les débats seront animés par M. Alexandre BALOUD, directeur de la rédaction de R.T.L., avec la participation de :

M. José BIDEGAIN, directeur général adjoint du Groupe Saint-Gobain ;

M. Marc BLONDEL, secrétaire confédéral de F.O. ;

M. François GUIRAUD, président-directeur général de Fichtel-Bauche ;

M. Jean-Paul JACQUIER, secrétaire national de la C.F.D.T. ;

M. Gérard MORIN, journaliste à TF 1 ;

M. Michel NOBLECOURT, président de l'Association des journalistes de l'information sociale ;

M. Sylvère SEURAT, président d'Euréquip ;

M. Francis VIDAL, conseil en gestion sociale, professeur à l'I.S.A. ;

Un membre du Comité exécutif de la C.G.C. ;

Et l'intervention de M. Jean-Louis BORLOO, membre de la Commission P.M.E. du C.N.P.F., professeur à l'I.S.A.

Allocution de M. René MONDORY
ancien ministre de l'Economie

Pour tout renseignement complémentaire
contacter M. Florent MONTILLLOT
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
956-43-61 ou 956-80-00, postes 430, 434

La soirée est organisée avec le concours de la Société VOYTS FRANCE et des COGNACS LUIGI RIVET.

nous échangeons vos FACTURES contre de L'ARGENT FRAIS !

L'argent "frais" est aussi indispensable à la croissance des entreprises que le second souffle au cœur de fond. Une entreprise moyenne, surtout s'il s'agit d'une entreprise de main d'œuvre doit en effet, régler comptant les salaires, les charges sociales, etc... C'est si vrai qu'aux États-Unis par exemple, le *factoring*, que les Français appellent *affacturage* est considéré comme l'une des composantes essentielles du financement des entreprises.

Votre argent dans les 48 heures
La Banque Sofirec occupe une place privilégiée sur le marché français de l'affacturage. Sofirec échange les factures émises par ses adhérents contre de l'argent "frais" disponible dans un délai de 48 heures. Sofirec leur remet soit un chèque, soit un billet à ordre escomptable auprès de leur banquier.

Le volume du financement accordé tient compte des besoins réels des entreprises et n'est pas limitatif. Sofirec laisse son client libre du choix des créances à financer.

Gestion "à la carte" de votre facturation

Sofirec accepte de gérer à la carte le portefeuille des entreprises qui lui font confiance. Ses adhérents peuvent donc confier à Sofirec les seuls clients correspondant à leurs besoins. Sofirec assure pour eux la relance, le recouvrement et l'imputation des règlements.

Assurance de vos créances
Sofirec garantit le paiement des créances qui lui sont confiées et assure tous les risques d'impayés liés à une mauvaise situation financière des débiteurs.

Le Club Sofirec

Le Club Sofirec est ouvert à tous ses clients. En plus de certaines informations économiques et commerciales, le Club Sofirec offre à ses adhérents une assistance juridique et comptable. Sofirec leur offre en particulier un diagnostic annuel, réalisé gratuitement par un audit spécialisé. Le Club propose aussi à ses membres, dont il est le lien essentiel, des contacts et des rencontres amicales susceptibles de favoriser le développement de leurs entreprises.

Pour recevoir, sans engagement, le Dossier Spécial "Affacturage Sofirec", écrivez à :

SOFIREC
PARIS 8^e 18, rue d'Assas Tél. 742.73.97
MARSEILLE 24, rue F. Dorey 13231 Cédex 01.
Tél. (91) 54.82.76

(Publicité)

U.S.A.
NEW-YORK et BERKELEY
Séjours linguistiques toute l'année, et particulièrement en été.
Hébergement famille, ou campus (en été).
2, 3 ou 4 semaines, à partir de 4 675 francs.
Veuillez nous consulter : LANGUAGE STUDIES, 2605370,
ou nous demander une documentation : 350, r. St-Honoré, 75001 Paris.

(Suite de la page 5.)

L'Assurance-Vie. Elle vous offre beaucoup de possibilités. Elle vous laisse beaucoup de temps pour réfléchir.

L'Assurance-Vie vous protège et vous aide, naturellement, en cas de décès. Mais aussi, elle vous aide dans la vie. Et vous ne connaissez peut-être pas toutes les possibilités qu'elle vous offre.

Savez-vous par exemple qu'elle peut vous couvrir en cas d'incapacité permanente ou temporaire ? Qu'elle vous permet de vous constituer un capital bien revalorisé ou un complément de retraite pour vivre mieux le moment venu ?

En fait, elle vous offre tant de possibilités que ce n'est pas vous qui vous adaptez à l'Assurance-Vie. C'est elle qui s'adapte à vous. Indispensable en cas de décès, efficace et compétitive en matière d'épargne : l'Assurance-Vie, c'est fait pour mieux profiter de la vie.

Votre conseiller en assurance viendra vous en parler chez vous, tranquillement.

Les délais les plus courts pour être assuré.
Les délais les plus longs pour réfléchir.

L'Assurance-Vie vous offre beaucoup de possibilités, elle vous laisse en outre, beaucoup de temps pour réfléchir : 30 jours... plus que pour une voiture.

Et vous êtes d'autant plus tranquille que pendant ces 30 jours... vous êtes assuré !


Assurance-Vie
POUR MIEUX PROFITER DE LA VIE.

مجلس إدارة

هنا من الامم

		La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI		83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI		25,00	29,85
IMMOBILIER		56,00	66,42
AUTOMOBILES		56,00	66,42
AGENDA		56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX		184,00	194,50

		La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES		47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI		14,00	16,60
IMMOBILIER		36,00	42,70
AUTOMOBILES		36,00	42,70
AGENDA		36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

ANNONCES CLASSEES

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Jeune Directeur Financier

250 000 environ et voiture de fonction

Prendre la responsabilité financière et administrative de notre filiale commerciale française (30 millions de F. rattachée à un groupe de renom anglo-saxon) et opérant sur un marché porteur dans la distribution de produits de marque, c'est ce que nous proposons à un gestionnaire dynamique, aspirant à la Direction Financière d'une PME.

Désireux de nous structurer pour faire face à une croissance accrue, vous devrez appréhender l'ensemble d'une fonction qui s'étend de la gestion comptable (général et client), du reporting, de la trésorerie jusqu'à l'administration des ventes et la gestion de nos stocks. Nous comptons sur vous pour engager des actions, tout particulièrement dans les domaines de la comptabilité clients et la révision de toute la chaîne commandes, facturation, stocks, à l'aide de l'informatique. Vous serez appelé à superviser une équipe de 9 personnes.

Doté d'une formation supérieure Grandes Ecoles de Gestion et après 4/5 ans d'expérience dans une fonction d'audit ou au sein de la Direction Financière pratiquant les méthodes anglo-saxonnes, vous voulez assumer aujourd'hui un rôle impliquant une responsabilité véritablement opérationnelle mais aussi, au sens large, organisationnelle : responsabilité pouvant justifier une rémunération de 250 000 F en fonction de l'expérience. La maîtrise de l'anglais est très souhaitable. Le poste est basé en proche banlieue Nord.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 31405 à Rudolph von Raesfeldt - TEG - 18 place Henri Bergson - 75008 PARIS.

The Executive Group
Management

Directeur des Ventes France

300 000 +

Groupe international mondialement réputé dans le domaine de l'audio et de la vidéo, nous sommes présents dans 130 pays et possédons une dizaine de filiales étrangères. A la suite de la restructuration de notre branche Audio, nous créons le poste de Directeur des Ventes France.

Au sein de cette nouvelle structure, nous allons vous demander d'être un commercial, mais aussi un organisateur et un gestionnaire.

Responsable du développement des ventes France, vous assurez la coordination des relations avec nos distributeurs exclusifs et conduisez les négociations. Mais nous comptons aussi sur vous pour élaborer une stratégie commerciale et nous proposer un plan de réorganisation de notre réseau de distribution. Vous disposez pour vous soutenir dans votre action d'une infrastructure légère, efficace ainsi que de l'appui de notre groupe.

Bilingue anglais, votre expérience de «Sales Manager» dans le domaine audio, acquise de préférence au sein d'une société internationale, votre maîtrise des négociations de haut niveau font que nous souhaitons vivement vous rencontrer. Saches d'ores et déjà que votre dynamisme et votre goût de la réussite donneront toute leur dimension à ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. 31305 M à Nicole Le Breuilly TEG - 18 place Henri Bergson - 75008 Paris.

The Executive Group
Management

DIRECTEUR de la LOGISTIQUE

C'est un poste réputé difficile, dit «de crise». Dans notre Société, c'est un poste clé auquel notre DIRECTEUR GENERAL veut donner tous les moyens nécessaires pour contribuer efficacement à sa performance. Le contexte est clair. Nous fabriquons, dans nos usines (dont 2 à l'étranger), des matériels médicaux à usage unique, en très grandes séries. Et nous les commercialisons en FRANCE, en EUROPE, au MOYEN ORIENT et en AFRIQUE. La compétition internationale autour des appels d'offres nous conduit à une maîtrise toujours plus grande des coûts de PRODUCTION (plusieurs gammes de produits).

INGENIEUR de formation, vous avez occupé des responsabilités successives en milieu industriel, essentiellement orientées sur la gestion de Production. Homme de terrain, vous avez connu des problèmes d'un ordonnancement complexe. Rompu aux budgets, vous avez pratiqué la gestion des stocks vous révélant un utilisateur confirmé des logiciels informatiques. A la rigueur, vous alliez des qualités de dialogue indispensables dans ce poste, interface des services commerciaux et de nos usines. Nous vous confierons en plus les Achats et services Expéditions. Basé au siège de la Société à 2 heures de Paris (Ouest), vous aurez là une place de choix, au sein d'une équipe de Direction jeune, menant une stratégie commerciale agressive. Excellente opportunité pour affirmer vos qualités de gestionnaire, ce poste constituera aussi votre entrée dans un Groupe Industriel Français de premier plan, dont notre Société est la filiale.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à OCS notre Conseil sous la réf. 2740 M



29, cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX
91, rue du Faubourg St Honoré - 75008 PARIS

Moulinex

Au sein d'une division disposant des équipements les plus modernes :

Chef de Service Technique Composants Electroniques

Important groupe français, nous fondons nos résultats régulièrement bénéficiaires sur un outil de production performant (+ de 2 milliards de CA). L'un des divisions situées dans la Manche fabrique les différents composants électriques et électroniques pour notre groupe (1 million de pièces/jour). Rattaché au directeur de la division, le Chef de Service assure la mise en oeuvre des nouveaux moyens de fabrication. Responsable de ses projets, il en assure la totale coordination, la gestion et le développement jusqu'au lancement des fabrications (composants électromécaniques et électroniques). Il supervise et anime une équipe de 20 personnes.

Ingénieur de formation, le candidat possède une solide expérience des problèmes de lancement des nouveaux produits et d'organisation de production acquise comme Responsable d'un bureau Méthodes ou d'un département Engineering dans l'industrie électromécanique ou électronique (automobile, électro-ménager ou similaire). Le poste présente un réel tremplin pour évoluer vers une direction opérationnelle au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 30805 à Nicole Le Breuilly - TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.

The Executive Group
Management

SOCIÉTÉ ANGLAISE COTÉE A LONDRES ACTUELLEMENT EN PLEINE EXPANSION

recherche pour sa filiale française :

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

Stockinox S.A. est un des principaux distributeurs en France de visserie-boulonnerie en inox et en aluminium, à partir de son siège et de son entrepôt central situés dans la région parisienne, et de ses 6 dépôts installés dans les grandes villes de France.

Sa filiale, dont le siège social est également dans la région parisienne, est spécialisée dans la distribution de visserie-boulonnerie en aluminium.

Ces sociétés ensemble ont un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 80 millions de francs, emploient 85 personnes, et ont vu leurs C.A. augmenter de plus de 100 % en 4 ans.

Le directeur général sera seul responsable, auprès du président-directeur général, du fonctionnement de ces deux sociétés, avec une orientation toute particulière vers le contrôle financier.

Le candidat qui sera retenu possèdera une bonne expérience financière avec des qualifications appropriées, et il devra pouvoir prouver son expérience de Direction dans un environnement commercial. Il devra également pouvoir montrer des qualités nécessaires à la Direction d'une jeune et ambitieuse équipe de Direction qui a été constituée dans la société.

Le candidat devra parler couramment anglais.

Ecrire, en envoyant un C.V. détaillé en anglais, en précisant le salaire souhaité à :
RULE CONSEIL, 29, rue La Botte, 75008 PARIS.

STÉ HORO DE LA FRANCE recherche son DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

Diplômé d'une école de gestion + DECIS si possible, avec 5 ans d'expérience en comptabilité, gestion, finance et Recrutement. Animation d'un groupe de travail.

Pour assurer :
- Comptabilité générale et analytique ;
- Gestion des stocks ;
- Contrôle budgétaire ;
- Plan comptable 1984 ;
- Avec moyens informatiques : 180.000 F.

Ecrire sous réf. 388 M à :
SYNTEC, 3, rue du Dôme,
75008 Paris qui transmettra.

VILLE DE RUEIL-MALMAISON
recherche

DIRECTEUR

Pour assurer la direction des relations publiques, l'animation et le développement.

Env. candidature et C.V. à :
Mairie de RUEIL-MALMAISON
92001 Rueil-Malmaison. Code.

P.-D. G. depuis 1987 d'un

Centre d'Immobilier (Promotion Immobilière - membre 1987 C. L'Association - gestion et création de villages de vacances). Sévères rétro, techniques. Continuité assurée.

directeur 35-40 ans, ayant expérience JURIDIQUE FISCALE et ADMINISTRATIVE.

Ecrire sous manuscrite + C.V. au siège : B.P. 120, 94200 BOUTTEVILLE-CEDEX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

A la campagne diriger notre production 250 000

210 personnes, 100 000 KF, nous sommes transformateurs de papier, carton et kraft en produits pour grandes Industries. Sur ces créneaux particuliers, nous sommes en France, depuis des années, parmi les trois premiers.

De nos deux usines c'est celle de Gironde (120 personnes en production) que vous aurez à diriger. L'essentiel de votre fonction : gérer au quotidien notre production, mais aussi prendre du recul et le temps de la réflexion pour l'optimiser et avec nous en renouveler l'informatique. Vous êtes aussi et surtout le patron qui est présent sur le tas et sait donner à ses hommes du cœur à l'ouvrage.

Suivre les stocks, participer aux achats, être en contact avec la clientèle pour tout ce qui touche à la qualité, fait aussi partie de vos attributions. AM ou équivalent, environ 35 ans, vous avez une expérience de responsable technique et production en usine (ou atelier), plutôt PME. Vous êtes aussi intéressé par l'informatique appliquée à la production. Le poste est basé dans un charmant village proche de Bordeaux.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2939M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec

directeur général

INDUSTRIE DE L'HABILEMENT

Notre entreprise (300 personnes) fabrique et commercialise, sous une marque à forte notoriété, deux lignes de produits destinées à la Femme. Nos produits, positionnés moyen-haut de gamme, sont distribués auprès du circuit traditionnel (détaillants multimarques et grands magasins) et jouissent d'une image de tradition et de qualité. Notre outil de production modernisé permet aujourd'hui une bonne productivité. Notre P.D.G. crée le poste de Directeur Général pour l'assister dans la direction de l'entreprise, en particulier la prise en charge du développement commercial et la mise en oeuvre d'une politique de diversification. Ce poste revient à un généraliste pragmatique, ayant déjà exercé avec succès la direction d'un centre de profit ou la direction commerciale (Marketing et ventes) au sein d'une entreprise du secteur habilement. Le poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire de l'Est de la France. Il comporte une large autonomie et ne peut convenir qu'à un professionnel désireux de s'impliquer fortement dans la direction d'une PME.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 369.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

JEUNE DIRECTEUR

FROMAGES
50 km Est de Paris

Une PME spécialisée dans la commercialisation de produits laitiers et fromages, recherche le DIRECTEUR d'une de ses filiales, elle-même spécialisée dans la vente de fromage d'appellation d'origine. Dans le cadre des objectifs du Groupe, mais avec une grande autonomie d'action, il sera particulièrement chargé d'élaborer et d'appliquer une politique commerciale dynamique permettant de développer le chiffre d'affaires de la Société et d'accroître ses parts de marché auprès d'une clientèle composée d'hypothèques et de fromages spécialisés d'une part, mais aussi d'introduire les produits de la Société dans les circuits de la grande distribution. Il sera également responsable de la gestion de la Société (budgets, suivi des prix de revient, du compte d'exploitation, de la trésorerie, etc...) avec l'assistance éventuelle des services fonctionnels de la Société mère. Il représentera la Société auprès des divers groupements professionnels. Le candidat retenu, âgé d'au moins 26-27 ans, possèdera une formation supérieure commerciale type ESC de province et surtout une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans, acquise à un poste commercial au sein d'une société du secteur agro-alimentaire. La connaissance des produits fromagers serait particulièrement appréciée. Ecrire sous référence 888/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFICOREM 1987

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Etudes stratégiques

Rejoignez l'équipe de la direction générale !

Nous sommes une des premières sociétés d'assurances et nous renforçons l'équipe de la Direction Générale chargée des études et du développement stratégiques. Rejoignez-nous si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (grande école ou équivalent) avec une formation (éventuellement complémentaire) économique et si vous disposez dans ce domaine d'une expérience de quelques années en entreprise ou dans une société spécialisée.

Veillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3000 à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

GRANDE DISTRIBUTION

Directeur du contrôle de gestion et de la planification

Paris

Leader, spécialisé dans les techniques modernes de distribution, nous recherchons un homme d'action pour assurer la direction du contrôle de gestion et de la planification du groupe.

Définir des objectifs stratégiques qui assurent notre développement, fixer avec une large autonomie les orientations budgétaires et financières nécessaires à notre expansion : ce sont vos objectifs, à réaliser en étroite entente avec notre direction générale.

Votre expérience (audit financier, contrôle de gestion et conduite de projets) s'appuie sur de réelles qualités d'homme d'étude. 30/35 ans, une formation supérieure commerciale (HEC, ESSEC, ...), la volonté de réussir dans un groupe important.

UN POSTE POUR UN HOMME D'ACTION.

Les candidatures qui doivent être adressées à PIERRE MULOT PUBLICITE
39, rue de l'Arcade - 75008 Paris,
sous référence 94086 seront traitées confidentiellement.

ONNO
brétagne

BALAISONS, CHARCUTERIE,
CONSERVES DE VIANDE,
proposé le poste de

directeur de production

de son usine de 400 personnes à
PONTIVY (Morbihan).

Rattaché au Directeur Technique, le candidat assurera la coordination et la gestion des ateliers de fabrication, de l'ordonnement, du contrôle des normes, des stocks matière et produits finis, ainsi que l'animation du personnel.

Une certaine expérience dans l'industrie alimentaire est souhaitable. Des qualités de commandement, de méthode et d'organisation sont indispensables.

Envoyer C.V. et photo à :
ONNO BRETAGNE
BP 52 - 56302 PONTIVY Cédex
discrétion assurée.

DIRECTEUR DES VENTES

Filiale PARIS

Constructeur (1000 personnes), leader
• ligne composants pneumatiques, hydrauliques, fluides,
• ligne automatismes et robotiques,
large clientèle industrielle existante,
recherche, pour sa filiale parisienne, son

DIRECTEUR DES VENTES

Il sera responsable de l'organisation commerciale, des objectifs de vente annuel, des réalisations de l'animation et de la promotion des produits ; il proposera des développements de produits.

Le candidat idéal : Age : 30-35 ans environ.

Etudes : Ingénieur A.M., E.C.A.M., I.N.S.A...
complétées par une formation Marketing Management
comme le C.E.S.M.A., expérience de vente industrielle
réussie, capacités :
animateur de ventes, homme de dialogue,
autorité naturelle, dynamique, organisateur.
Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et
prétentions sous n° 7.576, le Monde Pub.,
serv. annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANTE BANQUE REGIONALE
recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Animateur d'une équipe de professionnels compétents, il proposera et coordonnera les opérations mises en œuvre par un réseau de 80 agences bien implantées sur un territoire étendu (5 départements).

Il sera présent sur le terrain pour soutenir, renforcer et suivre les actions menées par les Directions Régionales (10).

Pour nous rejoindre, il devra avoir réussi sa carrière bancaire étayée d'expériences solides et diversifiées (exploitation, engagements, titres, animations de lignes de produits et marchés, communications, négociations).

Bien entendu, il sera sensible tant aux technologies nouvelles qu'aux méthodes commerciales éprouvées.

Lieu de travail : BANLIEUE OUEST.

Envoyer C.V., prétentions et photo à N. 3939 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris - Discrétion assurée.

PROMOTEUR SOCIAL
ville universitaire de l'Ouest
recherche

1 DIRECTEUR ADJOINT

chargé de la commercialisation

pour :

- Animer l'équipe de vente chargée de commercialiser principalement des logements, mais aussi des commerces et bureaux produits par la société ;

- Définir et conduire la politique de commercialisation de la société ;

- Proposer avec l'équipe de promotion l'amélioration des produits.

Expérience réussie dans la commercialisation, notamment dans l'immobilier, indispensable.

Poste à pourvoir immédiatement.
Rémunération 220.000 F et + pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. 6.527 AT
à HAVAS, 16, avenue de Crimée, 35100 RENNES.



emploi régionaux

ASSISTANT de DIRECTION GENERALE

PROVENCE : nous sommes une importante Société de Services, filiale d'un groupe international et nous poursuivons une politique d'expansion régulière et soutenue, fondée sur une forte décentralisation et une gestion budgétaire élaborée. Le développement important de nos directions régionales nous conduit à mettre en place un système décentralisé de traitement de l'information.

Rélevant de notre Directeur Général, votre mission consistera, à partir de l'analyse des procédures et systèmes d'exploitation existants, à collaborer à la mise place des outils de gestion informatisés utilisant des techniques nouvelles en matière d'informatique répartie et télématique. Vous devrez également assurer le contrôle et la fiabilité auprès des centres d'exploitation après avoir participé à la formation des utilisateurs.

Le poste conviendrait à un débutant avec première expérience, doté d'un diplôme d'ingénieur à dominante informatique + 3^{ème} cycle de gestion ou Grande Ecole de gestion avec spécialisation informatique.

Saisissez l'opportunité de rejoindre un Grand Groupe en adressant votre dossier de candidature sous référence 415 / 84 à :



IS CONSEIL
34, cours Goudot
13006 MARSEILLE Cédex 6

IS CONSEIL PARIS - LYON - MARSEILLE

SOCIÉTÉ DE SERVICES
RÉGION ALSACE recherche

- **INGÉNIEURS ET PERSONNEL** de haut niveau, expérimenté dans les liaisons informatiques, les interfaces, les logiciels de base sur mini et micro-ordinateurs.
- **INGÉNIEURS ET TECHNICIENS SUPÉRIEURS** en informatique ou électronique pour renforcer des équipes de développement en télécommunications.

Faire offre avec C.V. et prétentions sous n° 7.919 le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FILIALE DU GROUPE PECHINEY

recherche

pour ses usines

DES ALPES ET PYRÉNÉES

INGÉNIEUR D'ENTRETIEN DÉBUTANT INGÉNIEUR D'ENTRETIEN CONFIRMÉ

(expérience 5 ans minimum)

(ICAM-ECAM, ARTS & MÉTIERS, CENTRALE)
I.N.P.G.

Adresser C.V. + photo sous n° T 45.652 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



Rouen, novembre 1984

La Fnac

recherche

Responsable de la comptabilité

Notre réussite n'est plus à démontrer, nous avons à l'heure actuelle 14 magasins en province, 15 avec l'ouverture de Rouen, tous autonomes dans leur gestion.

Dès à présent, nous recherchons le cadre qui, rattaché au Directeur du magasin, prendra en charge la comptabilité générale et analytique, l'établissement du bilan, du compte d'exploitation, des déclarations fiscales et sociales, gèrera la trésorerie, sera en relation avec les banques.

Il aura également la responsabilité de la gestion et de l'animation d'une équipe composée d'aide-comptables et de caissières.

Les candidats, de formation ESCAE ou DUT de gestion des entreprises option finances-comptabilité, DECS ou équivalent, nous apporteront une expérience d'environ cinq ans acquise si possible en cabinet d'expertise et valorisée en entreprise.

Le Service Recrutement et Formation de la FNAC - 101, rue du Cherche-Midi 75006 Paris - vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae.

هنا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Un chimiste et son usine normande

Pourquoi pas vous ? Après des études supérieures de chimie et cinq à six années de production. Vous aimez commander en atelier, prendre des initiatives, assumer des responsabilités de tous ordres, à l'égard de la maintenance, de la qualité, etc... Vous avez appris à vous soucier de vos collaborateurs, à maîtriser vos prix de revient et à faire face aux modifications de programme demandées par le commercial. Le moment est venu de devenir le chef de fabrication d'une usine qui va s'installer en région Rouennaise.

Une belle unité de 30 personnes qui, dans ce groupe multinational (langue de travail : l'anglais), va fabriquer des produits pour divers pays d'Europe. Tout est à faire. Vous irez vous initier au process dans une des usines puis, assisté par les spécialistes, vous installerez vos machines. Vous participerez au choix de votre personnel et ensuite il ne restera plus qu'à démarrer, monter en cadence (20 millions d'unités par an), assurer des normes de qualité et de prix particulièrement exigeantes et animer de façon moderne vos collaborateurs...

C'est donc une opportunité à ne pas laisser passer pour celui qui, capable de beaucoup d'autonomie, saura bénéficier de l'expérience des spécialistes du siège parisien. Bien sûr, ce ne sera pas de tout repos parce que vous serez vraiment responsable sur tous les plans mais, avoir la chance d'installer et de démarrer une usine, c'est plutôt rare à notre époque. Alors pourquoi pas vous ? Écrivez donc aux conseils en recrutement de Sirca, en toute confidentialité. Ils vous garantiront toute la discrétion nécessaire. Référence 150 452 M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec



Centre Européen
de Génie Logiciel

Le CERICS, créé à Sophia Antipolis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice et des Alpes-Maritimes, le groupe BULL, et l'INRIA, avec le soutien de l'Agence de l'Informatique, procède dans le cadre de son développement aux recrutements suivants :

INGENIEURS GRANDE ECOLE

(X, SUPÉLEC, TELECOM, ENSEIHT, INSA ...) Débutant, toute option

Ingénieurs Grande Ecole ou Universitaires (Maîtrise scientifique, DESS, DEA) : de grandes entreprises de l'industrie du logiciel (Groupe BULL, TELESYSTEMES, SESA, SOPRA, OMNIUM Informatique, INFORMATIQUE Internationale-Groupe CISI) ont confié au CERICS le recrutement et la formation de certains de leurs futurs ingénieurs logiciels. Elles vous proposent de prendre en charge les frais de neuf mois de scolarité du M.S. de génie logiciel du CERICS (soit une Bourse d'Etude de 50.000 F) et de vous payer 4.000 francs par mois durant cette formation de niveau international dans le cadre d'un engagement de deux ans.

Demandez un dossier de candidature et d'information au CERICS
Sophia Antipolis BP 20 - 06561 VALBONNE Cedex Tél. (93) 33.95.95.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Développement produits nouveaux

Polyester-applications industrielles - Arabie saoudite - Cette société industrielle française en forte expansion (800 personnes - 3 filiales) désire étendre les activités de son unité de production située en Arabie Saoudite, spécialisée dans des fabrications à base de polyester. Elle recherche l'homme produit capable d'orchestrer ce développement. Directement rattaché au directeur général de la filiale, il aura pour mission de rechercher des marchés nouveaux et réaliser les études de faisabilité technique en liaison avec la fabrication, d'analyser la rentabilité financière de ces nouveaux produits et enfin d'en assurer la vente auprès du secteur public (Ministères, sociétés d'Etat) et privé (industriels, autres fabricants). Le candidat que nous recherchons, jeune diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieurs, aura déjà une première expérience réussie de la vente. La connaissance des produits polyester serait un atout très apprécié, toutefois, aucune compétence technique de fabrication n'est requise. L'anglais courant est indispensable. A nos réquisitions, nous offrons : très attractive, s'élevant à un logement et une voiture de fonction, des indemnités journalières de vie, 6 semaines de congés et 2 retours annuels payés par la société. Pour ce poste basé à Ryad, écrire à M. FABRE appelant la référence A/17038M.

PA

73 bis, Allée Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CRUISE AIR
28 bis, avenue de l'Opéra
75002 Paris

UN RESPONSABLE

capable diriger équipe technique dans un hôtel club en Grèce. Bon relations publiques avec participation à l'animation. Séries références exigées. Envoyer curriculum vitae avec photo d'identité pour RVB.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

La vie culturelle de votre ville, Rouen, Dijon, Lille,

vous la suivez depuis des années, quelles que soient jusqu'ici vos occupations : l'exercice d'une profession, tenir une galerie de peinture ou simplement élever vos enfants. Vous connaissez tout le monde, et tout ce qui se passe vous intéresse. Votre milieu familial, vos études, la fac ont développé en vous ce goût : les livres, la musique, le théâtre, les expos également.

Nous vous invitons à pratiquer chez nous un métier : celui de la communication liée à la culture. Organiser des rencontres, débats, conférences... Plus même, les initier. En faisant preuve d'imagination. Entretenir des liens avec tout ce qui dans votre ville : Rouen, Dijon ou Lille compte au plan culturel. Et aussi communication, presse, radio, T.V. Votre titre : responsable des relations extérieures. Qui sommes-nous ? Vous l'avez sans doute deviné.

Nous avons confié au Cabinet CLEAS le soin de nous présenter votre candidature. Ils vous expliqueront. Écrivez leur vos intérêts et vos expériences sous référence 8437 LM, et, passé l'été, vous nous rejoindrez.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 Paris

MEMBRE DE SYNTec

SEDIS (GROUPE PEUGEOT)

950 personnes - 250 MF
L'UN DES PLUS IMPORTANTS FABRICANTS MONDIAUX DE CHAINES MECANQUES DE PRECISION recherche pour son Usine (350 personnes) de (10) TROYES (180 km de PARIS)

ADJOINT (futur successeur à un an) DU CHEF DES Scs TECHNIQUES

Double action immédiate : Encadrer et développer le Soc METHODES et mise au point (8 pers.). Activer, au sein des Scs Techniques, la résolution des problèmes quotidiens posés par la Production. Poste plein au bout d'un an : METHODES, B.E., Outillage, Entretien, Devs (70 personnes).

POTENTIEL et VOLONTE DE PROGRESSER A MOYEN TERME VERS LA DIRECTION D'UNE USINE

Un homme de la production
• LA TRENTAINE - INGENIEUR MECANICIEN diplômé (indispensable) : AM, ECL, IDN...
• EXPERIENCE (4-5 ans) principalement en METHODES et FABRICATION (mécanisme de précision grandes et petites séries)

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo au réf. 8036 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Bureau d'études agricoles régional
de Basse-Normandie

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

- Maîtrise ou D.E.A. de sciences économiques + école sup. agriculture ou école sup. agric. + spécialisation économique agricole.
- Pour participer à des études et dossiers liés à l'économie agricole et agro-alimentaire régionale.
- Aptitude à l'animation de groupes de travail et facultés de synthèse essentielles.
- 2 à 3 ans d'expérience dans fonction similaire appréciée.
- Brut annuel 100.000 à 120.000 F.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à M. le directeur de l'A.N.E.R.A. 4, promenade de Sévigné, 14039 CAEN CEDEX.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA RÉGION SOUDOISE
recrute pour son service Formation

UN ASSISTANT

- Il sera chargé du contact avec les entreprises de la circonscription : analyse des besoins, mise en place et suivi pédagogique des actions correspondantes, éventuellement animation dans le domaine de compétences :
- Formation supérieure axée de préférence commerciale et/ou gestion ;
- Expérience professionnelle de même nature indispensable ;
- Age : environ 32 ans ;
- Rémunération annuelle : 110.000/120.000 F.

Adresser c.v. et photo à : RÉGIE-PRESSE n° 288.655 M
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS qui transmettra.



**CREDIT AGRICOLE
MUTUEL
DU SUD-OUEST**

recherche pour AIRE SUR ADOUR (40)

ORGANISATEUR

Mission : Sous la dépendance du chef du service organisation, le candidat devra :
- assurer des études d'opportunités et d'optimisation des circuits ou procédures ;
- conclure les actions d'organisation nécessaires par les développements informatiques ;
- participer à la mise en place des systèmes automatisés.

Profil : Ce poste convient à un candidat de formation supérieure pouvant justifier d'une expérience d'organisateur en milieu bancaire. Des aptitudes aux contacts, un esprit d'analyse, de méthodes et de rigueur sont nécessaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., présentations à Monsieur le Directeur C.R.C.A.M. du Sud-Ouest - BP 169 - 40800 Aire sur Adour.

LN.R.S. - NANCY

MATHÉMATICIEN-INFORMATICIEN

Ce poste convient à un ingénieur ou docteur ayant une expérience en acquisition et traitement statistique de données biologiques recueillies sur l'Homme.

Il possède une compétence dans la modélisation mathématique des phénomènes physiques et physiologiques.

Pour ce poste, merci d'envoyer vos lettres manuscrites et C.V. à M. LÉONARD

ANPE SECTION
SPECIALISÉES
SUD-EST

12, place de la Croix-de-Bourgoigne
54042 NANCY CEDEX.

Head of Operations - France

In less than 4 years over 3.5 million Sinclair designed computers have been sold making it Europe's leading home computer supplier by volume. Sinclair is now poised to enhance dramatically this already impressive performance.

We are seeking an exceptionally talented person who will make a significant contribution to the marketing of Sinclair products in France. With an existing growth rate of over 100% per annum, this is quite a challenge.

You will be responsible for developing the marketing strategy and for ensuring its implementation. Working alongside the existing distributor you will ensure the optimum development of Sinclair's business interests in France.

The successful candidate is likely to be in the 30-40 age range, totally fluent in French and English and have an outstanding record of success in his/her career to date. Personal qualities and skills are far more important than industry background. Attributes called for include considerable flair and flexibility, a high level of energy and drive, as well as highly developed intellectual and business skills.

Please send personal and career details, written in English, to John Graham at Cambridge Executive Search, 1a Rose Crescent, Cambridge CB2 3LL, England. Alternatively telephone 00744 223 311316 for an application form. Initial interviews will be held in Paris.

sinclair

مكتبة من الامم

مقداد من الاميل



emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux



COMPUTERVISION Industries S.A.,
fait partie de Computervision Corporation, important Groupe Américain leader mondial dans le domaine de l'étude, de la production et de la mise en place de systèmes de Conception et de Fabrication Assistées par ordinateur (CAO/FAO).

Computervision, société hautement performante et dynamique, s'engage dans un vaste programme d'expansion basé sur un développement agressif des produits, une politique d'accords et d'acquisitions récentes parmi lesquelles : CIS/AGS - logiciel de C.A.O. - MEDUSA - G.I.R. - premier spécialiste mondial en technologie de groupe - et GRADO - logiciels de conception et d'implantation automatisés de circuits imprimés.

Computervision apporte ainsi aux utilisateurs une technologie de pointe et de soutien de tous ses services logistiques pour toujours plus de productivité.

COMPUTERVISION

COMPUTERVISION

S'installe à NANCY

Dans la perspective de l'ouverture prochaine de son usine d'intégration de systèmes située dans le cadre boisé du parc d'activités de Brabois
COMPUTERVISION INDUSTRIES S.A.

recherche en vue de constituer son équipe de direction :

un directeur de la production

Chargé des activités d'assemblage, de test, de réparation des cartes, de duplication software. Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien familiarisé avec la fabrication des mini-microordinateurs ayant exercé des responsabilités similaires chez un constructeur et parlant couramment l'anglais.

(réf. 13)

un directeur de la qualité

Responsable du contrôle qualité à la réception (inspection et test), et en cours de production ; de l'établissement et du suivi des standards ; des relations qualité avec les fournisseurs. Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien ayant une expérience probante de la fonction chez un constructeur. La connaissance de l'anglais est indispensable.

(réf. 14)

un directeur achats et logistique

Chargé des approvisionnements, de la réception et des expéditions de marchandises, des magasins ainsi que de la planification de l'expédition des systèmes. Ce poste conviendrait à un cadre ayant une expérience confirmée dans la gestion des matières, une connaissance pratique de la technique des ordinateurs et parlant l'anglais couramment.

(réf. 15)

un directeur comptable et financier

Coiffant la comptabilité générale et analytique, le reporting et les budgets, la trésorerie et la fiscalité. Ce poste s'adresse à un cadre financier diplômé d'une grande école de Commerce option finances/comptabilité, pouvant justifier d'une expérience similaire dans un milieu multinational US et parlant couramment l'anglais.

(réf. 16)

un responsable entretien et services généraux

Comprenant l'entretien des bâtiments, le gardiennage, le nettoyage, la gestion du parc automobile. Ce poste conviendrait à un cadre de formation technique électrotechnique ayant exercé des responsabilités similaires en usine.

(réf. 17)

Nous demandons : une volonté de réussir - une grande disponibilité - une compétence certaine - des qualités de leader.

Nous offrons : le challenge d'un démarrage - des perspectives de croissance importantes - un secteur d'activité à la pointe de la technologie et du progrès - des occasions de déplacement aux USA et en Allemagne - une rémunération motivante.



COMPUTERVISION

Les candidats intéressés doivent envoyer leur lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un C.V. et d'une photo en mentionnant la rémunération souhaitée à C. LAINE
COMPUTERVISION INDUSTRIES S.A.
B.P. 251 - 54512 VANDOEUVRE Cédex (en indiquant la référence du poste).



JEUNE JURISTE D'AFFAIRES Dimension Internationale

GRENOBLE. Hewlett-Packard, partenaire de la vie économique française, est le 3ème exportateur français d'informatique. L'établissement de Grenoble a la responsabilité mondiale du développement, de la fabrication et du marketing de matériels et de logiciels de haute performance, destinés aux industries et aux particuliers. L'ensemble de ces activités industrielles et commerciales nécessite une couverture juridique efficace.

Le juriste que nous recherchons sera basé à Grenoble, rattaché au Directeur droit (1000 personnes). Intervenant comme un consultant spécialiste interne, il renforcera, par sa compétence, la qualité et l'efficacité des transactions tant avec les autres sociétés du groupe dans le monde entier que vis-à-vis des partenaires extérieurs (clients, fournisseurs, prestataires de services...). A un sens rigoureux de la sécurité dans les engagements pris par la société, il saura allier l'aspect d'initiative et de créativité indispensable au dynamisme de l'entreprise. La variété des domaines concernés (propriété industrielle, intellectuelle, contrats commerciaux, etc.) donne à cette fonction un champ d'action très ouvert (y compris aux aspects juridiques) et demandera à son titulaire, par des actions de formation, de sensibiliser l'ensemble de la structure à l'importance de cette dimension.

Le cadre que nous recherchons possède une formation supérieure de haut niveau. Droit des Affaires - IEP Paris, INSEAD ou MBA. Son expérience professionnelle de 3 à 5 ans en cabinet ou dans un grand groupe lui aura permis de traiter efficacement des problèmes juridiques variés. Il s'exprimera couramment en anglais. Au-delà de l'expérience, sa réussite repose sur sa capacité à communiquer, à apprendre et à s'adapter à un management qui sait stimuler l'action et valoriser la réalisation.

Veuillez adresser un dossier de candidature sous référence 1109 M à notre Conseil : REALISE
BP 2233 - 69213 LYON Cedex 02 - qui traite confidentiellement notre recherche.



HEWLETT
PACKARD

Bureau d'études agricoles régional
de Basse-Normandie

vacants

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

- Maîtrise ou D.E.A. de sciences économiques + école sup. agriculture ou école sup. agric. + spécialisation économique agricole.
- Pour participer à des études et domaines liés à l'économie agricole et agro-alimentaire régionale.
- Aptitude à l'animation de groupes de travail et facultés de synthèse essentielles.
- 2 à 3 ans d'expérience dans fonctions similaires appréciées.
- Salaire annuel 100.000 à 120.000 F.

Répondre C.V. + lettre-motivation + photo à M. le directeur de l'INRA, 6, grande rue de Sévigné, 14059 CAEN CEDEX.

BANQUE MONÉGASQUE

filiale d'un groupe international

vacants

UN GÉRANT DE PORTEFEUILLE

Ouvrir la gestion de portefeuilles existants. Il sera pour mission le conseil de la clientèle bancaire et le développement de l'activité titres en s'appuyant sur les produits financiers du groupe et la direction commerciale de l'établissement.

Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur âgé de 30 ans au moins disposant d'une expérience réussie de plus de 5 années au sein d'une grande banque et ayant en particulier une bonne connaissance des marchés US et Pacific.

Position cadre.

Adresser C.V. + photo et références
à Agence Havas Monte-Carlo,
4, rue des Isles, Monte-Carlo, 98000 Monaco, s/réf. 41-41.

IBM

usine de Montpellier recherche

Pour le Laboratoire d'Évaluation des Produits

DES INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES

E.S.E. - ENST - INSA - AetM
ou équivalent

Débutants ou possédant 2 à
3 années d'expérience

• Une bonne connaissance de
l'anglais sera appréciée

• Dégagés des obligations du Service
National

Adresser lettre de candidature et CV
à Monsieur André Ballarin, Assurance
des Produits, B.P. 1021 Usine,
34006 Montpellier Cedex.

MASH

PETITEAU SCACCHI
ET ASSOCIES

AUDIT et CONSEIL

Notre cabinet d'audit et de conseil est l'un des tous premiers de la profession. Notre expansion rapide est liée à la fois à la qualité de nos techniques et à nos méthodes de travail. Le niveau des dossiers et l'image que nous avons développée auprès de nos clients conduisent notre Directeur associé du bureau de Lyon à rechercher son adjoint.

Ce poste s'adresse à un expert comptable diplômé ayant 5 à 10 ans d'expérience en cabinet et issu d'une grande école. Ce manager sera un interlocuteur capable de mener à bien des missions de conseil (finance, gestion, organisation...) auprès de directions générales. Il participera étroitement à la gestion et au management du cabinet. Les possibilités d'évolution au sein de notre société sont de premier ordre. Merci d'écrire sous Réf. 41214G à notre Conseil qui vous garantira la plus totale discrétion 15 rue du Louvre 75001 PARIS.

nervet pont conseil

Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, avec des gammes de produits performants (plus de 11% du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Participez au lancement et au développement de notre unité de production de Sophia Antipolis

Cette unité et le bureau d'études associé se situent dans le cadre du développement en France d'activités à vocation européenne.

Elle produira des postes de travail informatique, des terminaux de visualisation graphique et des imprimantes.

Sa production alimentera l'ensemble du marché européen (les exportations représentent 75 % du C.A.).

Technologies et productions françaises participeront à son développement.

Nous recrutons actuellement pour Valbonne des hommes et des femmes souhaitant orienter leur carrière et/ou, selon les cas, disposant d'une expérience dans les domaines: Conception, Fabrication, Approvisionnement, Ordonnancement, Informatique.

CONCEPTION

Partie intégrante de l'unité de production, le groupe Européen sera en charge du design des terminaux de visualisation graphiques et des imprimantes.

INGENIEUR PRINCIPAL R61. C1
INGENIEUR CONFIRMÉ R61. C2
INGENIEUR R61. C3
TECHNICIEN DE PROJET R61. C4

APPROVISIONNEMENT

Ce Groupe d'acquisition du matériel assurera l'approvisionnement pour les fonctions visualisations graphiques et imprimantes de l'ensemble de nos unités Européennes.

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS R61. A 11
RESPONSABLE DES ACHATS R61. A 12
ACHETEUR R61. A 13

INFORMATIQUE

Ce service assure la gestion informatique administrative et la gestion automatisée de la production.

RESPONSABLE DES SERVICES INFORMATIQUES R61. S20
ANALYSTE PROGRAMMEURS CONFIRMES R61. S21

FABRICATION

Ce service assure la production des terminaux de visualisation graphique et imprimantes des composants aux produits finis.

RESPONSABLE PRODUCTION R61. F5
RESPONSABLE SERVICE QUALITE ET SUPPORT TECHNIQUE R61. F6
INGENIEUR DE PRODUCTION PRINCIPAL R61. F7
INGENIEUR DE TESTS PRINCIPAL R61. F8
INGENIEUR ELEMENTS COMPOSANTS R61. F9

ORDONNANCEMENT

Ce service assure la gestion opérationnelle de nos approvisionnements et de nos stocks pour l'unité de production.

CHEF DE GROUPE ORDONNANCEMENT R61. O14
AGENT D'ORDONNANCEMENT DE PRODUCTION R61. O15
RESPONSABLE DU MAGASIN R61. O16
ANALYSTE D'INVENTAIRE R61. O17
GESTIONNAIRES D'INVENTAIRE R61. O18
SPECIALISTE IMPORT-EXPORT R61. O19

Selon les fonctions, il est prévu une période de formation dans nos différentes unités en Europe et/ou aux Etats-Unis.

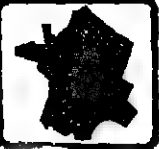
Soyez bien!

prenez contact avec Laurence Coletta, en rappelant la référence du poste choisi, Digital Equipment.
Sophia Antipolis BP 29 - 06652 VALBONNE Cedex. (93) 74.22.72
Vous rencontrerez vos futurs interlocuteurs professionnels lors d'interviews à Paris ou Valbonne.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

مركز المعلومات



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Chef service comptabilité

220.000 F

Toulouse - Un important groupe industriel français, leader européen sur son marché, recherche pour un département industriel et commercial de l'une de ses branches d'activité (5 milliards de francs de chiffre d'affaires), un chef de service comptabilité. A la tête d'une équipe de 6 personnes, il aura pour mission d'organiser et contrôler les procédures comptables de ce département composé de trois sociétés géographiquement distinctes. Il prendra en charge l'ensemble des problèmes comptables et fiscaux du département et participera à l'évolution de son système informatisé de gestion comptable. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 32 ans, titulaire d'un DECS et justifiant d'une expérience similaire de quelques années acquise, si possible, dans une entreprise industrielle à établissements multiples. La rémunération, de l'ordre de 220.000 francs, sera essentiellement fonction des qualités et de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Adèle BIEBUYCK en précisant la référence A/T7037M.

PA

71 bis, Allée Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Relations extérieures

Collectivités

camif la coopérative d'achats des enseignants de France se situe dans les toutes premières places de la profession, avec un chiffre d'affaires de 2,5 millions de francs, un effectif de 1.200 personnes. Dans le cadre de son nouveau plan de développement, elle crée un poste de responsable des relations extérieures collectives. Rattaché au directeur produits nouveaux et collectifs, il assurera au niveau national le développement des relations avec les grandes organisations de l'éducation nationale, la supervision des marchés traités avec ces organismes, la coordination des activités de promotion dans ce domaine (expositions, ...). Sur un plan interne, il sera chargé de promouvoir l'activité "collectivités" auprès de l'ensemble des unités, et notamment des chefs de produits et des services régionaux. Ces fonctions seront confiées à un cadre de formation supérieure de type ESC ayant acquis une expérience des relations extérieures, connaissant le secteur associatif et celui des organismes publics (marchés, procédures, comptabilité publique, ...) et souhaitant valoriser cet acquis dans un contexte dynamique. Le poste est situé à Niort, à proximité de l'Atlantique, et la rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1268M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CADRE POLYVALENT

Production Auto IRD et activités auto
- Ayant plusieurs années d'expérience.
- Age souhaité environ 40 ans.
Adressez C.V. au CHEF DE CENTRE.

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS

(Concours Commun Mines - Ponts - Télécom)

ENSEIGNANTS - CHERCHEURS

Mathématiques - Statistiques
Traitement de signal (Images)
Microélectronique
Hypertextes
Informatique
Economie / Gestion de l'entreprise

Profil : Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles expérimentés et/ou titulaires d'un Doctorat d'ingénierie, de 3e Cycle, ou d'état.

Adressez candidature et C.V. à :
Direction de l'Enseignement-Recherche
ENST de Bretagne
B.P. 885, 29578 Brest Cedex - Tél. (98) 00 11 11

Ingénieur de fabrication

Nord-est

Chef de service tréfilerie - La première entreprise nationale de fabrication de fils et câbles d'acier recherche un chef de service fabrication pour l'une de ses unités situées dans le nord-est de la France. Rend compte au directeur de l'usine il sera responsable d'un atelier de tréfilerie employant une centaine de personnes. Il disposera d'un planning propre ainsi que d'un outil de gestion de production qui s'appuie sur des moyens informatiques. Le candidat recherché est un ingénieur diplômé pouvant si possible faire valoir une expérience de quelques années de production et/ou méthodes par exemple. Une bonne connaissance de l'anglais est vivement souhaitée. Le niveau de rémunération offert est compétitif et les perspectives d'évolution du poste sont attrayantes. Des facilités de logement sur place sont également prévues. Ecrire à F. WILLIGSECKER en précisant la référence A/6245M.

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef de produits VPC

Collectivités

camif la coopérative d'achats des enseignants de France se situe dans les toutes premières places de la profession avec un chiffre d'affaires de 2,5 millions de francs, un effectif de 1.200 personnes. Dans le cadre de son nouveau plan de développement, elle recherche un chef de produits collectifs. Rattaché au directeur produits nouveaux et collectifs, il créera le poste, secondé par deux collaborateurs. Il sera responsable de la recherche et de la sélection des produits à usage collectif, ainsi que de la négociation avec les fournisseurs. Son activité l'amènera à avoir également de nombreux contacts avec tous les services de la coopérative (catalogue, laboratoire, S.A.V., ...) et avec les collectivités de l'éducation nationale. Ce nouveau poste constitue une opportunité pour un cadre ayant une formation supérieure de type ESC et une première expérience de la fonction achats dans le secteur de la vente par correspondance. La connaissance du domaine des collectivités, serait un atout apprécié. Le poste est situé à Niort, à proximité de l'Atlantique, et la rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à Serge BAQUEDANO en précisant la référence A/1269CX.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

RESPONSABLE DE L'ARCHIVAGE ET DE LA DOCUMENTATION

Côte atlantique ouest
un important établissement public
à caractère administratif
industriel et commercial

UN RESPONSABLE DES ARCHIVES
ET DE LA DOCUMENTATION

Rattaché au Directeur administratif, il aura notamment pour tâches de participer à la mise en place d'un système centralisé de gestion des archives.

Ce poste conviendrait à une personne diplômée de l'enseignement supérieur, niveau licence, et titulaire d'un diplôme de documentaliste, disponible à compter du 1^{er} juillet 1984.

Une expérience dans la fonction est souhaitée. La rémunération annuelle brute de départ, de l'ordre de 100.000 F, prendra compte de la valeur et de l'expérience du candidat.

Envoyer sous n° 288.842 M, Régio-Press, 7, rue de Montigny, Paris 7^e.

SYSTEMES DE MESURE

Sud de la France

Ingénieur électronicien

Cette entreprise aux activités internationales souhaite renforcer son équipe Recherche et Développement en recrutant un ingénieur d'essai. Sa mission sera de mettre au point en laboratoire des prototypes de systèmes de mesure rassemblant les paramètres de forage, de conduire les essais sur site et d'interpréter les résultats. Ce poste, à pourvoir dans une équipe jeune, convient à un ingénieur au tempérament opérationnel et possédant une excellente connaissance des systèmes de mesure impliqués dans les forages. Les possibilités d'évolution sont réelles et liées au développement industriel des systèmes étudiés. Anglais courant impératif. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s'il y a lieu, à Guy PELLAE qui vous assure une totale discrétion, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON Cédex.

Sélé CEGOS

JEUNE CHEF DE FABRICATION

400 PERSONNES

... qui n'en restera pas là.

Nous vous souhaitons ingénieur grande école, autonome, novateur, pressé... avec deux ou trois ans de pratique en production.

Vous dirigerez la fabrication d'un atelier de 400 personnes en disposant de services d'appui, méthodes, entretien, approvisionnement, contrôle.

Faire réussir les équipes que vous animez est une de vos ambitions. Votre style, informel, largement, dialogue, responsabilité, être présent.

La Société, 1500 personnes, produit en grande série des biens de consommation durables. Elle est en évolution permanente pour renforcer toujours sa position de leader.

Envoyez rapidement votre CV à Gérard SCHNEIDER qui vous informera de l'opportunité et vous garantira toute discrétion (référence EM/M).

SCHNEIDER RECRUTEMENT 55, montée de Chouans 69223 Lyon cedex 05 Tél. (7) 842.99.09

MOËT & CHANDON

LEADER EN EXPANSION DE SA PROFESSION recherche

JURISTE HF

La Direction Financière accueille ce juriste pour lui confier la responsabilité de la cellule juridique à EPERNAY.

Sa mission permanente sera le conseil des Directions opérationnelles et fonctionnelles de l'entreprise avec la gestion de la Protection des Marques, des assurances, des brevets, etc.

La formation sera Maîtrise de Droit Privé complétée par un DEA ou DESS + anglais pratique.

En raison des responsabilités confiées une expérience d'ENTREPRISE de 3 à 5 ans minimum est impérativement exigée.

Nous répondrons à toutes candidatures ayant CV complet, photo (recto-verso) et prétentions Direction Gestion Sociale B.P. 140 - 51205 EPERNAY CEDEX.

Nous sommes une société française, filiale d'un groupe international leader dans le domaine de l'opto-électronique. Nous recherchons pour le secteur RHONE-ALPES, un

ingénieur technico-commercial

Vous possédez une formation supérieure en électronique et/ou automatismes, ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans la vente d'appareils de contrôle destinés à tous les secteurs de l'industrie.

Nous souhaitons vous confier l'organisation, l'animation et le développement d'une de nos agences.

Au sein de notre réseau commercial, vous aurez l'entière responsabilité des objectifs de votre secteur.

Vous savez travailler avec une grande autonomie et êtes habitué à de fréquents déplacements. La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 9208 M à VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cedex 02.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE

(740 personnes - C.A. 280 M.F.)

filiale d'un groupe industriel de taille internationale, recherche pour postes à pourvoir à

BORDEAUX et TOULOUSE

INGÉNIEURS

- Diplômés Grandes Ecoles (spécialisation informatique) ou DEA INFORMATIQUE

- 0 à 2 ans d'expérience

- pour conception et réalisation de logiciel d'avionique.

Préférence sera donnée à candidats libres rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 3681 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

LA VILLE DE PORTIER pour la rentrée scolaire 1984-1985, recrute pour son école régionale des Beaux-Arts, un plasticien chargé des cours pratiques et de la coordination générale du secteur :
- Formation des formateurs, département enfants.
La clôture des inscriptions est fixée au 2 juin 1984.
Recrutement sur dossier et entretien. Renseignements : Ecole régionale des Beaux-Arts, 10 (40) 86-36-53. Dépôt des candidatures : Service du personnel de la mairie de Portiers 16 (48) 88-02-07.

ENTREPRISE PUBLIQUE INGENIEUR METALLURGISTE 3 à 5 ans d'expérience industrielle, qui serait chargé d'études et expertises en laboratoire. Formation souhaitée : CNAM, docteur-ingénieur ou équivalent. Lieu de travail : Bessandou. Contrat d'un an renouvelable. Env. à n° 7.900 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75005 Paris.

FABRICANT ACCESSOIRES ELECTRIQUES AUTO FILIALE C.E.E.

recherche pour son usine de PERONNE (Somme) son

RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS (POSITION CADRE)

Il aura en charge directe la comptabilité et le contrôle de gestion de l'établissement et assurera la responsabilité du Service du Personnel et des Services Généraux.

Le candidat sera âgé de 25 ans minimum.

Diplôme : DECS, ISG, Sup de Co ou similaire avec une expérience comptable et contrôle de gestion de 3 à 4 ans dans milieu industriel.

Connaissance et expérience Droit Social appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 74965 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Labele 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

BANQUE HERVET
recherche
pour son centre administratif de
BOURGES

ORGANISATEUR INFORMATIEN

Confirmé

Il devra, notamment :
• Participer à la conception et à la réalisation de projets contribuant à la rénovation de l'outil informatique du groupe (cariers des charges, organisation, procédures administratives, jeux d'assais).
• Etudier les techniques nouvelles : vidéotex, bureautique, infocentre.
Nous souhaitons :
• Formation supérieure (Ingénieur et/ou diplôme d'Économie).
• La connaissance du milieu bancaire sera très appréciée.

Adresser C.V. détaillé, accompagné d'une photo, et précisant votre salaire actuel, sous réf. 4512 LM à :
C.G.S. CARRIÈRES, 58, bd Gouvion Saint-Cyr, 75017 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche.

BANQUE HERVET

- Notre groupe : Prestataire de service de haute technicité. En forte expansion.
- Notre C.A. : + 4,5 milliards de francs.
- Nos effectifs : près de 6.000 personnes.

Nous renforçons la structure administrative de nos directions régionales situées dans plusieurs grandes villes de province et sommes amenés à CRÉER les postes de :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE RÉGION

Agé de 30 ans environ, Sup de Co ou équivalent, vous avez choisi une option financière, voire préparé et réussi un D.E.C.S.

Une expérience de 4 à 5 ans d'audit ou de contrôle de gestion vous a permis de dominer l'organisation de l'entreprise et vous souhaitez aujourd'hui élargir vos compétences et votre horizon en assurant une direction administrative opérationnelle.

Nous vous offrons cette opportunité avec des perspectives de carrière intéressantes.

La rémunération de départ sera de l'ordre de 200 à 250.000 francs.

Nous vous remercions de bien vouloir nous faire parvenir votre candidature sous n° T 45.640 M à :
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

FILIALE DU GROUPE PECHINEY
recherche

POUR UNE USINE DE SAVOIE

INGÉNIEUR DE RECHERCHE CONFIRMÉ

(expérience 5 ans minimum)

(ÉCOLES CHIMIE-PHYSICO CHIMIE)

Envoyer c.v. + photo sous n° T 45.653 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Etablissement financier privé

recherche pour diriger des délégations régionales en pleine croissance

CADRES SPECIALISTES DU CREDIT IMMOBILIER

Ces postes comportent une GRANDE AUTONOMIE et requièrent une FORMATION SUPERIEURE et une SOLIDE EXPERIENCE du crédit immobilier aux particuliers.

Postes disponibles à **LYON, Nantes, Nancy, Lille**

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 7064 en précisant la ville souhaitée à Acad Publicité 27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

TOULOUSE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

cherche

INGÉNIEUR

(GESTION DE PRODUCTION)

- Chargé de la responsabilité du service ordonnancement, lancement.

Il aura pour tâche essentielle :
- l'expression des besoins ;
- la maîtrise des charges ;
- le développement d'une gestion informatisée.

- Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ayant une expérience de quelques années dans la fonction.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, sous n° T 045.677 M.
Régie-Press, 7, rue de Montessuy, Paris 7^e.

La région Franche-Comté recherche pour exercer les fonctions de Chargé de mission en matière d'éducation, un cadre possédant une formation supérieure dans le domaine des techniques de la construction, double de la construction, à savoir la construction, l'équipement, l'entretien et le fonctionnement des constructions du second degré.

Ce Chargé de Mission aura pour fonction d'assurer la programmation et le suivi des opérations transférées à la Région en matière d'éducation, à savoir la construction, l'équipement, l'entretien et le fonctionnement des constructions du second degré.
Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé devront être adressées, pour le lundi 28 mai, dernier délai, à M. le Président du Conseil régional de Franche-Comté, direction générale des services de la Région 9 bis, rue Charles-Nodier 25036 Besançon Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UN GROUPE PHARMACEUTIQUE IMPORTANT (2.000 p., 3 usines, 7 succursales, plusieurs filiales et participations en France et à l'étranger) cherche pour son siège situé à 50 km au Sud de Paris

son responsable juridique et fiscal, MF

Son activité couvre le droit des sociétés, la fiscalité, le droit immobilier, les brevets, les assurances, enfin tout ce qui a trait à la vie fiscale et juridique de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un excellent professionnel ayant acquis son expérience en cabinet juridique ou (et) en entreprise et capable de travailler sans troupes.

Notre consultante, Mme M.-C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4512 LM).

avez-vous l'étoffe d'un futur responsable informatique ?

270.000 F/an +

Une banque privée (Paris) dont les dépôts avoisinent les 3.000 MF, se lance, avec l'aide de ses partenaires, dans la refonte de son système d'information autour d'un 43 XX et d'un réseau de terminaux financiers. Vous participez, aux côtés du responsable actuel, à la mise en œuvre du plan informatique et l'aidez à industrialiser les études comme à fiabiliser l'exploitation ; vous vous préparez ainsi à prendre sa relève dans les deux ans.

Ingénieur de formation, vous avez acquis en 7 ans ou plus, une solide compétence bancaire et un savoir-faire technique dans un environnement IBM/MVS ; votre ambition est d'assurer, à court terme, l'intégralité de la fonction informatique.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 4424 LM) à "Carrières de l'Informatique".

Direction informatique d'un ensemble d'entreprises (produits grand public) appartenant à un groupe industriel français de réputation internationale, nous disposons de plusieurs 30 XX, d'une quinzaine de 8100 et implantons une centaine d'IBM PC. Notre département études accueille (Paris-Ouest) :

un chef de projet orienté paie/gestion du personnel

Il conseille et assiste nos "clients" dans la mise en œuvre et l'utilisation d'un progiciel connu et fait évoluer cet outil. Jeune chef de projet, il a goûté à la gestion du personnel mais n'a pas nécessairement la pratique des matériels IBM. (réf. 4514 LM).

un chef de projet tenté par les techniques nouvelles

Il développe des applications commerciales tournées vers l'utilisateur final : le grand public, et se forme sur des techniques telles que TELETEL, écrans couleurs, IBM PC... C'est lui aussi un chef de projet mais son expérience peut être courte. (réf. 4515 LM).

Tous deux sont INGÉNIEURS. A l'issue d'une première expérience de 3 ans ou plus, ils souhaitent changer de dimension dans un groupe offrant de larges perspectives d'évolution.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante, à "Carrières de l'Informatique".

deux ingénieurs débutants et entreprenants

Une affaire d'études (un millier de p.) proche des milieux aéronautiques et intervenant partout dans le monde vous propose de rejoindre sa division (Paris-Ouest) spécialisée dans l'ingénierie de systèmes informatiques sophistiqués.

Ingénieur débutant, vos projets de stage et/ou vos goûts vous orientent vers la conception de logiciels et de systèmes de traitement de l'information en milieu industriel.

Vous parlez aisément l'anglais et/ou l'espagnol et visez à acquérir rapidement une solide compétence sur des techniques de pointe.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4518 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



THOMSON-CSF

DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES

AVIONIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

La Division Equipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités implique des coopérations avec des industries étrangères pour les prochaines années.

La conduite de ces missions nous amène à recruter un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ayant au moins 5 ans d'expérience industrielle dans le domaine de la fabrication d'équipement électronique pour l'aéronautique, afin de prendre la responsabilité de la définition et de la mise en route des structures industrielles à l'étranger.

La fonction nécessite de nombreux déplacements de courte durée à l'étranger et l'habitude des contacts à tous les niveaux.

Langue anglaise indispensable.

La réussite dans ce poste permettra à un candidat motivé de prendre rapidement des responsabilités d'affaires.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo sous référence IEM à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 52, rue Guyonnet 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.



THOMSON

BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

Informatique industrielle

BLOMMÉ

Quimper

Ingénieur système chef de projet

A partir de la rédaction des cahiers des charges, il sera responsable, au sein d'une structure légère, de toutes les opérations d'étude, de conception et de mise en service sur le site des systèmes à base de micro-processeurs développés par ce département.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur ou équivalent, 30 ans environ, qui justifie d'une expérience en conception hard et soft logique sur les applications de microprocesseurs dans le domaine industriel. Anglais technique souhaité. (Réf. 1253)

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous la référence choisie à Jean-Claude MAURICE S.A. - 397 ter, rue de Vaughard - 75015 PARIS.

Analyste programmeur

Il participera à l'élaboration du programme en collaboration avec les concepteurs du système, en assurera la réalisation et la mise en service.

Ce poste s'adresse à un technicien en électronique ou informatique ingénieur ou BTS confirmé qui justifie d'une bonne connaissance des microprocesseurs de la famille 6800 et 2 80. (Réf. 1254)

Ces deux postes sont basés à Maisons-Laffitte (78).

مقاومة الجوع

مقداد من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes un Groupe de Communication d'Entreprise et de Presse, centré autour d'équipes professionnelles, rigoureuses, dynamiques et pragmatiques. La progression de notre marché nous amène à créer de nouvelles filiales en province et à mettre en œuvre un nouveau système de gestion.

JEUNES RESPONSABLES DE COMMUNICATION (NORD, EST, OUEST, SUD-OUEST)

Vous êtes un PRO, autonome, diplomate. Vous avez 28-35 ans, et une bonne expérience (5 ans au moins) de la Presse et de la Communication d'entreprise ainsi que de l'Audio-Visuel. Une formation supérieure. Une compétence de la vente et un sens de la gestion. Vous animerez une filiale en Province.

JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (PARIS) (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, IEP PARIS, DECS)

Vous êtes rigoureux, dynamique. Vous avez un esprit d'équipe et vous aimez les métiers de la communication. Une expérience professionnelle réussie d'au moins 3 ans. Vous aurez la charge de mettre en place un système informatique de gestion et d'être responsable de la gestion financière et administrative du Groupe.

Adressez votre candidature (C.V., photo, lettre) sous référence 45332 à Régie Presse 7, rue de Montessuy, 75008 Paris qui transmettra.

Audit, un senior à l'international

Après quatre, cinq ans dans un grand cabinet d'audit international et/ou dans le service d'audit interne d'une entreprise, vous souhaitez élargir votre horizon et préparer l'évolution de votre carrière. C'est l'opportunité que vous trouverez en rejoignant notre groupe pratiquant aux quatre coins du monde des métiers variés, liés aussi bien au commerce qu'à l'industrie. Son service d'audit interne a toujours été une pépinière de futurs cadres dirigeants appelés à exercer des responsabilités importantes tant en France qu'à l'étranger. Pour ceux qui se destinent plutôt à l'expertise, ils apprécient de pouvoir, dans ces fonctions, valider leur stage. Durant vos deux, trois premières années chez nous, vous effectuerez de nombreuses missions de certification de comptes, d'audit de procédures, d'audit opérationnel dans les différentes sociétés du groupe. Votre anglais vous sera utile comme il l'est à vos futurs collègues qui ont bien votre profil : la trentaine, DECS, une grande école de commerce... La rémunération sera fonction de votre expérience. Prenez rapidement contact, sous référence 8438 LMI avec les conseils en recrutement du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 Paris
MEMBRE DE SYNTec

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, Organisme de tutelle et de contrôle des Banques et Établissements du Groupe (métropole et outre-mer) recherche

Jeunes diplômés grandes écoles

(ou équivalent : double diplôme universitaire).

Après une première période au cours de laquelle ils bénéficieront d'une solide formation aux techniques bancaires, ils seront intégrés dans des équipes jeunes et homogènes mettant en œuvre - lors des missions d'inspection des Banques et Organismes affiliés - des méthodes évoluées d'audit. Au cours des premières années de carrière, ils effectueront, en province, des déplacements d'environ 3/4 mois chacun, alternant avec des séjours plus brefs à Paris. Ces fonctions, impliquant des contacts variés avec des interlocuteurs de haut niveau, nécessitent de réelles qualités relationnelles et peuvent conduire à terme, à d'importantes responsabilités au sein du Groupe. Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous référence MI à Mr CASTETS.



Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

LA BANQUE HERVET renforce l'équipe commerciale de sa Direction Financière pour faire face au développement général de son activité et recherche un

CADRE H/F Classe VI, VII

Dans le cadre de cette fonction, il assure :
• une mission d'assistance au réseau notamment par :
- un appui aux exploitants dans les contacts de haut niveau pour la concrétisation de projets d'investissement importants.
- le développement d'une activité de conseil sur les produits et leurs applications,
- une participation à l'animation commerciale des équipes d'exploitation.
• une collaboration active à la conception et à la mise en place de nouveaux produits ou services innovants.

De bonnes connaissances pratiques financières et fiscales acquises de par son expérience bancaire diversifiée, notamment de l'exploitation (particuliers et entreprises), complètent sa formation supérieure économique et financière. Il associe à des qualités personnelles d'organisation et de contact une bonne capacité d'adaptation et un esprit créatif.

D. MARCADET vous remercie de lui adresser lettre manuscrite accompagnée d'un C.V., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel, BANQUE HERVET, 127, av. Ch. de Gaulle, 92201 NEUILLY-SEINE.

BANQUE HERVET

La filiale française d'un groupe de renommée mondiale (4.000 personnes) spécialisée dans le traitement de l'information, la production de systèmes et de matériel de communication à technologie de pointe, recherche pour l'une de ses divisions en développement, située dans la grande banlieue Nord de Paris :

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Responsable de la définition des traitements à mettre au point, il sera chargé de la recherche de nouvelles procédures et applications, dans les meilleures conditions de délai, coût et fiabilité. Il aura un rôle de coordination et de conseil auprès des responsables de l'entreprise sur tous les problèmes d'organisation informatique. Ce poste de haut niveau implique une grande expérience de la fonction. Réf. 184 I

ACHETEURS INTERNATIONAUX

Dans le cadre d'une diversification des sources internationales d'approvisionnement, ils négocieront les commandes et ajustent dans les meilleures conditions de rentabilité les ressources de fabrication aux besoins des ventes pour l'ensemble des produits commercialisés. La composante technique étant importante (électronique, mécanique) les candidats (30 ans minimum) seront ou ingénieurs diplômés ayant une formation commerciale ou diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce ayant une formation technique. Une expérience dans les biens d'équipement serait souhaitable. L'anglais est impératif. Réf. : 174 A

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

En liaison avec les services utilisateurs, il participera à la conception et supervisera la réalisation d'une application informatique complète. Il aura la responsabilité budgétaire et administrative du projet, la responsabilité du planning des travaux et la coordination d'une équipe d'analystes et de programmeurs. Réf. : 184 P

INGENIEURS D'ETUDE

Ils seront chargés de lancer et suivre des études - amélioration, mise au point et développement de tout ou partie d'un ensemble (procédés et produits nouveaux) - en mettant en œuvre des techniques variées (mécanique, électronique, automatisme). Les candidats âgés de 25 ans minimum auront une formation ingénieurs grandes écoles (AM, ENSI, INSA ou équivalent). La connaissance de l'anglais est souhaitable. Réf. : 184 E

Adressez votre manuscrite, C.V. détaillé, NUMERO DE TELEPHONE et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Pierre Lichau s.a., BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02. Réponses et discrétions assurées.

Si, comme nous, vous pensez que la force d'une entreprise c'est avant tout la richesse de son capital humain que la qualité de sa technique ou la rigueur de sa gestion.

Si, après une première expérience réussie dans la fonction « Personnel » en établissement industriel, vous souhaitez la confirmer au sein d'une équipe motivée.

Si, âgé de 30 ans environ, vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur et connaissez une langue étrangère (anglais - allemand).

Notre Société, filiale d'un très grand groupe chimique international peut vous proposer le poste de :

CHEF du PERSONNEL HF

de son établissement Paris Nord (250 personnes en Recherche et Production).

Sous l'autorité du Directeur de l'Etablissement, vous aurez à appliquer et à animer la politique humaine et sociale définie par la Direction Générale de la Société.

Responsable de la gestion et du développement du personnel, vous devrez également assurer la hiérarchie dans le domaine des relations humaines, assurer le dialogue avec les partenaires sociaux et entretenir les contacts avec les organismes extérieurs.

Le développement et le dynamisme de notre Société, l'importance du Groupe en France (plus de 2.500 personnes) ouvrent de larges possibilités d'évolution.

Adressez C.V. et prétentions à / réf. 10486 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Sur les marchés nationaux et internationaux, notre compagnie poursuit son expansion, dans des domaines technologiques de pointe, dont le

Secteur bancaire

Les terminaux financiers, les distributeurs de billets, les guichets automatiques évoluent vers la notion d'agence automatique. Dans ce cadre nous recherchons des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Direction support

au sein de notre (Interface entre la Direction Technique et les réseaux commerciaux et de maintenance)

Ils interviendront comme véritables conseillers et participeront aux activités nécessaires à l'introduction de nos produits sur les réseaux de marché :

- étude des produits et de leur comportement dans leur contexte d'utilisation et d'après-vente
- étude et mesure de maintenabilité
- détermination des méthodes de maintenance.

Nous recherchons des candidats qui, après une première expérience réussie dans le domaine de l'automatisme, souhaitent valoriser leur expérience au sein d'une informatique de pointe.

Ils auront en outre des compétences techniques sûres à des qualités d'hommes de contact. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris, tél. 4655.

SEIV MESURE

Société filiale de **RENAULT AUTOMATION**, banlieue Sud (30 km de PARIS), une des premières entreprises européennes fabriquant et commercialisant des biens d'équipements de haute technicité, recherche dans le cadre de son développement

POUR SON B.E. AUTOMATISMES

ingénieurs informatique industrielle

Ils posséderont de solides connaissances de systèmes multitaques et la maîtrise de la programmation FORTRAN. Une première expérience de 3 à 5 ans est nécessaire.

Merci d'envoyer votre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Monsieur le Chef du Personnel - SEIV AUTOMATION - CE 1119 - 91031 EVRY Cedex

OFFRES SOCIÉTÉ DE INFORMATIQUE

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

INTÉRESSÉS PAR L'ENSEIGNEMENT PAR ORDINATEUR

ACHETEURS INTERNATIONAUX

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

INGENIEURS D'ETUDE

Chefs de

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

Centre de recherche et de développement

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE SERVICE INFORMATIQUE

recherche URGENT
2 INGÉNIEURS INFORMATIENS
2 ANS EXPÉRIENCE

INTÉRESSÉS PAR PÉDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR

Pour conception et mise en place de systèmes E.A.O. Formation assurée.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 045.622 M, Régie-Press, 7, rue de Montessuy, Paris 7.

CABINET DE REVISION

Membre d'une association internationale de firmes d'Audit

recherche

CHEFS DE MISSION

et

JEUNES DIPLOMÉS

(B.C.C., E.S.E.C., E.S.C., équivalents)

Les chefs de mission auront une expérience de 3 ou 4 ans dans un milieu industriel. Les jeunes diplômés seront titulaires de D.E.C.S. avec ou sans expérience professionnelle. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Adresser curriculum vitae à : ANKAOUA GRABLI & ASSOCIÉS, 47, rue de Chaillet, 75116 PARIS.

Centre hospitalier et de recherche

Banlieue sud PARIS

recherche pour son SERVICE D'ELECTRONIQUE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

(même débutant)

Pour participer au sein d'une équipe à la maintenance et au développement des appareils médicaux. (Le parc comprend une centaine d'appareils.)

Envoyer candidatures, C.V. détaillé et prétentions sous n° 288.830 M, Régie-Press, 7, rue de Montessuy, Paris 7.

Responsable des fabrications

260.000 F

Micro-électronique - Des moyens de production très sophistiqués, l'implication de toutes les filières technologiques permettant de faire du "top mezzure" mais surtout le caractère exigeant d'un personnel jeune ont hissé en quelques années cette unité de production, filiale d'un important groupe industriel français, au rang de leader européen dans le domaine des circuits hybrides. Assurer sous les aspects coût, qualité, délai, l'ensemble de la production en petite, moyenne ou grande série, définir les investissements à réaliser sera votre principale mission. Cela implique pour réussir l'adhésion des 300 personnes dont une dizaine de cadres que vous animerez. Ce poste nouveau, basé à proximité de Fontainebleau, est rattaché au directeur de l'usine que vous devrez être rapidement capable de remplacer. Il faut, pour cela que vous ayez déjà une première expérience de responsabilité en fabrication en vous impliquant, par exemple, dans la planification et la conduite d'opérations industrielles. C'est ce qui permettra à un ingénieur novice jeune d'accéder à cette fonction et de prétendre à un salaire pouvant atteindre 260.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2518M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Cadre financier international

Un important groupe de travaux publics à vocation internationale, premier européen dans sa branche d'activité, recherche un cadre financier de fort potentiel. Rattaché au directeur financier dont il est destiné à devenir l'adjoint, son rôle consiste à définir et à négocier les montages financiers des affaires réalisées à l'étranger par l'entreprise et ses filiales. Ce rôle implique des contacts avec les banques, les organismes financiers et les administrations ; il suppose également des déplacements à l'étranger. Ce poste s'adresse à un diplômé de grande école de commerce ou équivalent, d'environ 30 ans, parlant anglais et ayant déjà une première expérience dans une société de TP ou d'ingénierie internationale ou encore dans une banque d'affaires. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, pourrait être de l'ordre de 200.000 francs. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5800M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Futur chef comptable

150.000 F

Un très important organisme de formation, employant 200 personnes en permanence et plus de 600 vacataires, disposant de 20 délégations régionales, et réalisant un chiffre d'affaires de 70 millions de francs, recherche son futur chef comptable. Dans un premier temps, rattaché au contrôleur de gestion, puis sous l'autorité directe du directeur financier, il aura la totale responsabilité du service comptabilité générale, soit une équipe de 6 personnes. Ce poste s'adresse à un candidat (ou une candidate), âgé d'au moins 25 ans, disposant d'un bon niveau de formation comptable (DECS) et possédant une solide expérience de la comptabilité générale. Une bonne maîtrise des relations avec l'informaticien et des qualités d'animateur sont indispensables. La rémunération de l'ordre de 150.000 francs par an, sera sur tout fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé en très proche banlieue ouest. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/2420M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable montages financiers

Exportation - Industrie électronique - Membre d'un puissant groupe industriel français, nous avons dans le secteur de l'électronique professionnelle une réputation qui nous permet d'être compétitif sur les marchés internationaux. Nous vous proposons de créer la fonction de responsable des montages financiers à l'exportation. Basé en proche banlieue parisienne, au sein de la direction commerciale, vous aurez pour principales responsabilités en relations étroites avec les ingénieurs commerciaux que vous conseillerez, d'analyser les risques commerciaux, d'examiner les clauses administratives et de proposer les montages financiers liés aux importants contrats de vente export. Ce poste fonctionnel s'adresse à un jeune diplômé en sciences commerciales ou en gestion ayant acquis une première expérience similaire dans l'industrie ou la banque, éventuellement à un ingénieur commercial maîtrisant ces techniques. Envoyer curriculum vitae et rémunération souhaitée à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2516M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Recrutons ingénieurs motivés pour techniques de pointe.

Serete (800 personnes), est une importante Société d'ingénierie française. Grâce à ses outils de conception d'avant-garde (CAO, bureautique...) et à son potentiel humain très qualifié, nous réalisons en France et à l'étranger des projets industriels variés (industrie lourde, industrie de transformation, agro-alimentaire, techniques avancées, construction...). Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

Ingénieur automatismes confirmé

Vous animerez une équipe de jeunes ingénieurs spécialisés dans la conception et la mise en œuvre de systèmes automatisés appliqués à des projets diversifiés (agro-alimentaire, maintenance automatisée, chimie fine...). Vous avez environ 5 ans d'expérience dans le domaine des automatismes programmables, des micro et micro-ordinateurs. (réf. : 84 34 M).

Pisons, Gad'zarts, Supélec...

Directement rattaché aux responsables de nos services techniques (électricité, instrumentation, mécanique...) vous participerez à la réalisation de nombreux projets industriels pour l'industrie lourde, les industries de transformation et les techniques avancées au sein d'équipes pluridisciplinaires. Nos équipements informatiques de pointe (CAO, bureautique, réseau éthernet...) vous donneront les moyens réels d'acquies de solides connaissances des métiers de l'ingénieur. Vous êtes diplômé d'une grande école (ECP, ENSAM, ENSTA, ESE...). Une 1^{re} expérience professionnelle sera appréciée. (réf. : 84 00 M).

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la réf choisie à Serete, Service Recrutement, 86 rue Régnaud, 75640 Paris Cedex 13.

serete ingénierie

Ingénieur informatique gestion industrielle

Vous assurerez les études de conception pour la mise en œuvre sur site de systèmes automatisés de traitement de l'information associés à la production (gestion des stocks, planification, bases de données...) selon les besoins de nos clients que vous aurez contribué à définir. Vous avez environ 5 ans d'expérience d'une fonction analogue et une bonne connaissance des produits logiciels associés. (réf. : 84 28 M).

Ingénieurs conseil en production confirmés

Pour permettre à nos clients d'accroître la productivité de leurs entreprises, vous mèneriez, grâce à votre connaissance approfondie des procédés industriels et de la gestion des hommes, les études préalables à l'optimisation des différentes étapes de la production (conception, fabrication, distribution des produits). Vous animerez une équipe d'ingénieurs spécialisés. Vous possédez environ 10 ans d'expérience de l'industrie. Ces postes sont à pourvoir à Paris, Lille, Nancy, Lyon, Clermont-Ferrand, Marseille, Toulon, Bordeaux, Nantes. Réf. 8320 M.

4 Jeunes ingénieurs A.M. ENSI, INSA, UTC.

2 INGENIEURS PROCESS.

pour participer au développement et à la mise en place des procédés de fabrication, à la définition des cahiers des charges des équipements de production, à la coordination des activités des différents services (production, maintenance, packaging, ingénierie).

1 INGENIEUR ORGANISATION INDUSTRIELLE.

pour mener des études sur les nouvelles méthodes de production, établir des contrôles de postes de travail, de modes opératoires, et de performances, assurer la fonction conseil au sein de l'usine.

1 INGENIEUR QUALITE.

avec de bonnes aptitudes en statistiques, pour optimiser les méthodes de contrôle des produits existants, sélectionner des plans de contrôle pour nos nouveaux produits, suivre la fiabilité des éléments de contrôle, mettre en place les actions nécessaires à l'optimisation du coût de la qualité, assurer la formation de notre personnel Qualité.

Ces 4 postes évaluent d'admission à des ingénieurs débutants ou ayant une première expérience industrielle, la pratique de la langue anglaise est souhaitable. Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 21 à Monsieur Bourcier, Relations Humaines, Avenue Boute, 95250 Beauchamp.

3M

Ingénierie Informatique et Télécommunications

Une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique, filiale de Thomson Télécommunications recherche pour son Département mini et micro-informatique temps réel.

Chefs de projet

Diplômés Grande Ecole ou DEA, vous avez une expérience dans la conception et la réalisation de logiciel et systèmes informatiques. Nous vous offrons la responsabilité totale d'un projet dans les domaines suivants :

- Télécommunications • Réseaux
- Micro-informatique
- Logiciel de base • Robotique
- Contrôle de Processus.

Ingénieurs Logiciels

Vous interviendrez suivant votre affinité ou votre expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Ingénieurs Systèmes

DEC/RX11M - SOLAR/RTESD

68000/UNIX - 8086/RMX 86

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire.

THOMSON ANSWARE - Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous Réf ICA/28 - 135 rue de la Pompe - 75116 Paris

THOMSON TELECOMMUNICATIONS

VOUS TERMINEZ VOS ETUDES SUPERIEURES

dans une école ou une université à dominante COMMERCE, CONSTRUCTION, BATIMENT-TP

MATERIAUX SERVICE

vous propose un 1er emploi

Nous vous offrons, après un temps de formation spécifique, des postes de

CHEF DE PRODUITS

Nous sommes un groupe de PME performantes, implantées en grande couronne parisienne. Spécialistes dans la distribution de matériaux de construction et de décoration.

Nous vous confierons l'un des secteurs suivants : CONSTRUCTION - FERMETURES - AGENCEMENT INTERIEUR ET DECORATION - CONFORT TECHNIQUE - ENVIRONNEMENT EXTERIEUR - CARRELAGE, CUISINE, SALLE DE BAIN.

Notre politique : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture. Nous apprécions : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun. Nous proposons : un plan de carrière personnalisé, une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence JOV à COREP - Tour Defense 2000 - 92800 PUTEAUX

COREP

مقداد من الاميل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



CHASE

La bureautique, nous la vivons déjà...

THE CHASE MANHATTAN BANK NA. Filiale en France (400 personnes) d'une des toutes premières banques américaines, nous intensifions le développement de notre système bureautique et de télécommunications. Dans ce contexte et pour répondre aux besoins présents et futurs des utilisateurs (130 postes équipés), notre équipe bureautique, jeune et performante, souhaite accueillir dans une ambiance agréable :

Analyste programmeur bureautique

qui développera les logiciels et assurera le suivi des programmes existants (COBOL, BASIC) grâce à une expérience de 3 à 4 ans (DUT) ou à une formation grande école.

Pour ces postes (H/F) évolutifs, rattachés à un Chef de Projet, vous alliez rigueur, autonomie et qualités de contact, y compris en anglais. Une connaissance du système WANG est un plus. Vous souhaitez saisir l'opportunité d'être en avance et de construire avec nous les systèmes d'information du bureau de demain.

Merci d'adresser, sous la référence choisie, un dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) qui sera traité avec la plus grande discrétion.

APCOREM 388



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Opérateur maintenance et suivi du parc

qui sauvegardera les informations, assistera les utilisateurs (interventions directes ou interface avec les constructeurs) et gèrera le parc bureautique.

Monitrice traitement de texte

qui répondra aux besoins de formation et perfectionnement du personnel (employés, secrétariat et encadrement), quant à l'utilisation optimale du matériel et des logiciels.

Société de construction électricité située à 100 km Ouest Paris
UN TECHNICIEN DE MONTAGE B.T.S. Construction mécanique, expérience minimum 10 ans.
UN PRÉPARATEUR DE FABRICATION B.T.S. Construction mécanique ou équivalent spécialisé en outillage sur tours à double commande (TOMOS-SEC-LER). Expérience minimum 10 ans.
Ad. C.V., photo et prétentions à : 7, 205 le Marais Pds, service ANNONCES CLASSES, 8, r. des Italiens, 75009 Paris.

Société 847000
Importance cherchée pour son village de 10000

COMPTABLES 1 et 2 CADRES COMPTABLES

Conditions intéressantes
Téléphone : 087-22-38
poste 1577 ou poste 1508.

ET FINANCIER

CADRE SUPÉRIEUR

10 ans d'expérience bancaire
National contacts haut niveau.
Mission exceptionnelle à durée limitée.
Travail, équilibre possible.
Libre rapidement.

Recevoir SARECO, 80, Chausée d'Antin, 75008 PARIS.

Message à
des professionnels
de la fonction
personnel.

RHONE-POULENC CHIMIE DE BASE

Division de 12700 personnes du Groupe
RHONE-POULENC

Dans le cadre de notre développement industriel et social, nous nous adressons à ceux qui investissent leur dynamisme, leur savoir faire et leur passion de l'humain dans l'une des fonctions les plus évolutives de l'entreprise.

Nous proposons à ces vrais professionnels des postes au siège et en usine recouvrant tous les aspects de la fonction :

- Développement Social
- Formation
- Administration et Gestion du Personnel
- Information et Communication
- Relations avec les partenaires sociaux.

Si vous recherchez un poste évolutif à l'intérieur d'un Groupe où le facteur humain a une importance prépondérante, adressez votre dossier de candidature à : RHONE-POULENC CHIMIE DE BASE SERVICE CADRES 25, QUAI PAUL DOUMER 92408 COURBEVOIE CEDEX



CHEF DE PRODUITS

Senior

Ce Groupe est premier dans son domaine : la distribution de radio, télé HIFI, électroménager. La gestion des produits étant un des points clés de l'entreprise, le Directeur du département HIFI son, petit électroménager souhaite renforcer son service et recruter un chef de produits senior.

L'aspect classique de la mission consiste à constituer une gamme, rechercher et sélectionner des fournisseurs, référencer les produits, négocier les conditions d'achat. Par ailleurs, il détermine les prix de vente, est responsable de la marge brute. Il gère les stocks et assiste la force de vente, participant aux études de merchandising, à la formation du personnel, au suivi des magasins.

Pour ce poste largement créatif et autonome nous recherchons une solide personnalité commerciale, possédant une expérience significative des produits de grande consommation (alimentaire, lessive, bureautique...). Une formation supérieure est souhaitable mais nous privilégions le rayonnement personnel, l'ascendant, l'inspiration, associés à une bonne perception des réalités du terrain.

Pour un jeune cadre de valeur, ce poste offre la possibilité de mesurer son talent et de voir s'ouvrir au niveau du groupe de nombreuses possibilités de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 2344 W. à :

EGOR PROMOTION
63, rue Ponthieu 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE NIMES PERPIGNAN BORDEAUX LILLE NANCY MONTPELLIER

Filiale groupe multinationale équipements automobiles

ingénieur commercial

Le candidat sera diplômé d'une Ecole de Commerce (HEC - ESSEC - ESCP ou équivalent). Une première expérience dans la vente de produits industriels est souhaitée. Cet ingénieur commercial, fort de ses connaissances, devra être capable de concrétiser rapidement le potentiel acquis, au contact des professionnels de l'automobile.

SA MISSION : - développer le C.A. des ventes de pièces détachées auprès des constructeurs automobiles. Le candidat retenu sera dynamique, disponible et aura le sens des contacts humains.

Son salaire suivant expérience, sera de l'ordre de 120.000 à 130.000 F/an. Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 94230 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Challenge pour un

300 000 F

Ingénieur d'affaires exportation

Nous sommes une société française, C.A. : 350 MF, leader sur le marché des équipements d'armement sophistiqués (contrats de 3 à 50 MF). Nous vous proposons de tripler en 3 ans nos ventes à l'exportation. Vous vous appuieriez sur un réseau d'agents, à développer, et une solide logistique commerciale et technique. Nos matériels sont renommés et compétitifs.

Vous avez déjà une expérience de la négociation de contrats d'exportation à haut niveau (ministères, organismes officiels). De formation supérieure (technique ou commerciale), vous parlez l'anglais et une autre langue étrangère. Vous êtes très disponible pour des déplacements fréquents dans le monde entier. Nous cherchons une personnalité de premier plan, capable de mettre en œuvre une nouvelle stratégie, avec une large autonomie et le plein support de la hiérarchie. Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo), sous la référence 1/AE/LM à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

APCOREM 388



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Jeune ingénieur, entreprendre une carrière de patron.

Confirmé par une première expérience terrain, vous avez pu vous affirmer auprès d'une équipe. Vous avez aujourd'hui tous les atouts pour évoluer vers une fonction complète et autonome d'encadrement.

Nous sommes filiale d'un Groupe spécialisé dans la gestion de l'énergie. Notre métier a débuté avec l'exploitation de centrales thermiques urbaines et nous sommes devenus des professionnels du chauffage et de la maintenance de bâtiments à usage collectif et industriel.

Structurée en unités décentralisées et opérationnelles, nous apportons à nos clients un service efficace d'entretien et de dépannage.

Patron de notre agence parisienne, votre mission est de gérer techniquement, et dans le cadre d'un budget, un parc d'installations thermiques.

Responsable de la production calorifique des appareils, vous définissez les actions d'entretien et de travaux en planifiant les interventions d'une équipe de techniciens. Vous avez l'initiative auprès de votre clientèle d'améliorer les installations existantes dans un souci de rentabilité.

De formation Grande Ecole, vous avez une expérience en production ou dans un service après-vente. Vos qualités techniques et humaines sont essentielles pour accéder progressivement à des responsabilités de patron.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions sous référence 1923 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Juriste confirmé en droit bancaire

Importante Banque nationalisée recherche Juriste confirmé en Droit bancaire, ayant une expérience de quelques années lui permettant de bien connaître l'ensemble des opérations de banque.

La pratique des banques de données juridiques et du droit bancaire international serait également appréciée.

Le candidat retenu se verra confier rapidement des responsabilités opérationnelles au sein de la Direction des Affaires Juridiques.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et prétentions, en rappelant la réf. 49324 à Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
recherche pour sa filiale parisienne spécialisée dans la maîtrise de l'énergie

INGÉNIEUR THERMICIEN CONFIRME

Diplômé grande école, 30-35 ans minimum, pour prendre la responsabilité technique et commerciale du développement de la société dans les secteurs résidentiel et tertiaire. La connaissance de l'anglais et de l'informatique serait appréciée.

Merci d'adresser CV, et prétentions sous réf. 94346 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



2 OFFRES À L'EXPORTATION

Pole de la performance exceptionnelle

1er CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE SYSTÈMES

DE NAVIGATION INERTIELLE

2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TEXE

recherche pour son

CENTRE D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENT

de la Région Parisienne

(Aspirant - Ingénieur - Technicien)

Ingénieurs Logiciel Ingénieurs Electroniciens Ingénieurs Mécaniciens Ingénieurs Qualité

de haut niveau

débutants ou expérimentés

pour étudier

- systèmes TELEMATIQUES

- systèmes INFORMATIQUES

- systèmes de NAVIGATION

Formation complémentaire en France ou aux Etats-Unis appréciée.

Adresser CV manuscrit et photo sous réf. 110M à

SAGEM

Direction du Personnel et des Relations Sociales

6, avenue d'Alsace 75783 PARIS CEDEX 18.

PRODUCTION INTERIEURE

OFFRE

POUR

CGEEAL

AN

CADRE

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

LI

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

POUR ENTREPRENDRE...

CGEE ALSTHOM

INNOVER ET ENTREPRENDRE

Voir demain offres d'emplois nationales



SOCIÉTÉ NATIONALE

Nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs civils et militaires. Largement exportateurs.

Nous appartenons à un GROUPE - 22000 personnes - qui entend poursuivre une politique de recherche et de développement de technologies avancées.

Nous recherchons, pour notre Siège Social à Paris, un

CADRE FISCALISTE

qui prendra en charge l'étude des solutions relatives aux problèmes fiscaux du Groupe dans le cadre de ses activités tant en France qu'à l'étranger ainsi que la gestion des impôts locaux.

Le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur (LICENCE EN DROIT + DESS FISCAL ou équivalent).

Une première expérience professionnelle ainsi que la pratique de l'anglais seront appréciées.



Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous la réf. 62/84 à SNECMA - Département encadrement 2, boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15

Nous cherchons un chargé d'études pour lui confier des missions d'

Etudes et organisation comptables

Au sein du département spécialisé de notre Direction Financière votre domaine d'intervention concernera :

- la conception, le développement et la mise en place des méthodes et procédures comptables du Groupe.
- l'organisation, l'assistance et le conseil pour les services comptables des sociétés du Groupe.

De formation supérieure + DECS, vous possédez une première expérience acquise dans une fonction comptable. Vous maîtrisez l'Anglais et peut-être une autre langue.

Outre les qualités classiques demandées pour ce type de fonction - ordre, méthode, rigueur - nous apprécierons vos qualités rédactionnelles et relationnelles.

Merci d'adresser votre candidature - lettre manuscrite + C.V. + rémunération souhaitée - sous réf. OC/332 M à Marc DESGORCES ROUSSEL UCLAF B.P. 120.07-75323 PARIS CEDEX 07.

ROUSSEL UCLAF



recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la région parisienne
(Eragny - Fontaine)

Analystes

Maîtrise informatique

Techniciens Electroniciens

BTS ou DUT Electronique

Débutants ou expérimentés
pour études :

- Systèmes TELEMATIQUES
- Systèmes INFORMATIQUES

Adressez CV manuscrit et photo sous réf. 130 M à SAGEM

Direction du Personnel et des Relations Sociales
6, avenue d'Iéna 75783 PARIS CEDEX 16



ICL, PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'ORDINATEURS

conçoit, fabrique, commercialise toute une gamme de systèmes informatiques depuis le micro-ordinateur jusqu'aux plus grands systèmes, y compris des réseaux de télécommunications, ainsi que des terminaux spécialisés dans le domaine de la distribution, de l'industrie et de la banque.

Le Groupe ICL qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de francs, avec 23.000 personnes, recherche pour sa filiale française :

ingénieurs spécialistes

chargés de coordonner pour l'ensemble de la Société, les activités de :

- TELECOMMUNICATIONS
- GESTION DE PRODUCTION ET CAO/CFAO,
- GESTION BANCAIRE.

Ces postes de haut niveau s'adressent à des ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles, expérimentés et capables d'élaborer des plans Marketing pour les développements des activités précitées. (Réf. JPB 01-04)

directeur d'agence A TOURS

Ce poste pourrait être confié à un cadre supérieur ayant une expérience minimum de 5 ans en tant que responsable d'une équipe de vente de systèmes informatiques. De formation commerciale supérieure, le candidat est aussi un gestionnaire efficace. (Réf. JPB 02-04)

ingénieurs commerciaux expérimentés

POUR LES 11 AGENCES REGIONALES

Ces postes conviennent à des candidats ayant une formation commerciale supérieure ainsi qu'une expérience réussie de la vente de systèmes informatiques.

Ces postes sont à pourvoir dans les villes suivantes :

PARIS
BOULOGNE
TOULOUSE

RENNES
TOURS
NANTES

LILLE
NANCY
STRASBOURG

LYON
MARSEILLE
(Réf. JPB 03-04)

Une bonne connaissance de la langue anglaise est exigée pour les postes JPB 01, et sera appréciée pour les postes JPB 02 et JPB 03.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence correspondante à ICL France (confidentialité et réponse assurées).



ICL FRANCE
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES
16, Cours Albert 1^{er} - 75008 Paris

Marketing : vos désirs sont nos réalités

JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, SUP de CO, EAP, DAUPHINE...

Vous avez envie d'entreprendre, nous vous donnons les moyens de vous réaliser dans une branche dynamique : le marketing de produits semi-industriels, avec une entreprise commerciale efficace, forte de l'appui d'un des plus importants groupes industriels français.

Nous réalisons aujourd'hui en France et en Europe un CA supérieur à 450 MF et nous avons réuni en 9 ans 450 personnes dont 350 vendeurs.

Si vous souhaitez évoluer dans un contexte vivant et efficace en vous mesurant à des problèmes concrets, nous vous proposons des postes opérationnels qui font appel à votre goût du contact, à vos qualités d'écoute, votre sens de la synthèse et à votre force de proposition dans un contexte de créativité et de responsabilité.

ASSISTANT CHEF DE MARCHÉ EXPORT

Vous serez chargé d'analyser les résultats de nos forces de vente en Europe et participerez pleinement à l'élaboration de notre stratégie marketing.

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

Votre mission : « Analyse des marchés », « Elaboration de nouveaux produits et suivi de la gamme existante », « Prévisions et stratégie : produit, volume, marge, promotion », « Gestion d'un important budget publicité - promotion ».

Construire pour gagner, c'est notre esprit, celui d'une équipe jeune (moyenne d'âge : 30 ans), ambitieuse et réalisatrice, celui que nous vous proposons de partager. Si vous voulez poursuivre avec nous une politique active de diversification : création de nouvelles branches d'activité et de nouveaux produits, montage de filiales à l'étranger...

Vos désirs d'attribution professionnelle sont nos réalités.

Pour un premier contact, adressez lettre manuscrite, CV + photo en précisant le poste souhaité à notre Responsable du Recrutement : Serge Saint-André, BP 44, 92215 Saint-Cloud Cedex.



CIMSA

La compétence de CIMSA s'étend à des domaines très divers : espace, aéronautique, énergie, défense... secteurs où la qualité des logiciels mis en œuvre ne tolère aucune faiblesse.

INFORMATIENS CONFIRMÉS GRANDES ÉCOLES

VOTRE EXPÉRIENCE (4 à 5 ans) EN RÉALISATION, MAINTENANCE ou MÉTHODES de LOGICIELS vous ouvre de nouveaux horizons :

LA QUALITÉ DU LOGICIEL

Vous possédez de bonnes aptitudes à la COMMUNICATION, à la CONCERTATION, et vous souhaitez aborder des problèmes nouveaux, nous vous proposons :

• à VÉLIZY :

• des postes d'INGÉNIEURS "qualité logiciel" pour lesquels vos compétences d'avant-vente et de relation client-fournisseur seront appréciées.

• à TOULOUSE :

• l'ENCADREMENT d'une équipe "qualité logiciel" avec pour mission : la définition et la mise en place des méthodes et des plans nécessaires pour assurer la qualité de nos logiciels en liaison avec le service "Assurance Qualité" de Velizy.

Nous étudierons avec attention votre candidature (C.V., photo et prétentions) adressée sous réf. IQ/84 à Edwige Daquay, Service Emploi de CIMSA - B.P. 44 - 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



THOMSON
ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAWAS CONTACT

مقالات

هتدأ من الامل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**CENTRALE, MINES, PONTS,
SUP'AÉRO, TÉLÉCOM, SUP'ÉLEC, ENSAM,
ESTA, ENSI, IDN:**

**Pour vos débuts,
Rendez-vous demain avec**

GATIA®

Promotion publicité

**GROUPE PRESSE
PARIS**

Groupe de Presse de Loisirs et de Magazines Jeunesse (550 MF de CA), nous développons nos structures pour faire face à notre expansion, en créant un poste d'Adjoint au Directeur de la Promotion.

Interlocuteur permanent de chaque Directeur de Titre ou de Collection, vous proposerez et organiserez les actions de promotion et de publicité, participerez au lancement de nouveaux produits en animant les équipes internes ou les agences extérieures.

Votre formation supérieure commerciale, vos 4/5 ans en agence ou chez un annonceur performant vous ont permis d'affirmer votre créativité, de révéler vos talents de réalisateur et de gestionnaire et vous pouvez affirmer, sans rime, que votre notoriété commence à poindre.

Vous voulez faire plus, dans le rythme et les exigences de la presse ?
Nous menons une vie passionnée pour des titres bien connus.
Adresser CV détaillé et lettre manuscrite, sous réf. M 361 (mentionnée sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Chef des ventes

UN HOMME D'ACTION POUR DIRIGER NOTRE RESEAU NORD-EST

Filiale d'un groupe français (CA 3,5 Milliards) nous sommes négociant en combustibles. Nous offrons à notre clientèle une organisation commerciale efficace au travers d'un réseau de distribution national, la sécurité d'un stock grâce à nos chantiers relais, les compétences d'un importateur. Le développement de notre force de ventes nécessite la création d'un poste d'encadrement pour organiser et diriger notre agence Nord-Est.

Rattaché au directeur des ventes et vendeur confirmé a pour mission de développer les tonnages de sa région au travers du suivi et de la prospection d'industries et de grossistes.

Patron de son agence, il anime et forme une équipe de cinq vendeurs, définit les objectifs commerciaux, gère le budget de son réseau.

Il est administrativement responsable d'un chantier charbon et de son développement. Ce poste d'envergure convient à un professionnel de la vente, diplômé d'études supérieures de commerce et âgé de 30 ans environ. Une solide expérience de la vente et de l'encadrement d'équipe est indispensable. La connaissance des combustibles est un atout appréciable d'intégration.

Le niveau de responsabilités requiert une mobilité géographique.

Adresser CV et prétentions sous référence 1893 à :

Organisation et Publique

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur Généraliste Grande Ecole, Centrale ou équivalent pour CREER la FONCTION QUALITE dans la Grande Distribution

Parmi les grands de la distribution, notre organisation, décentralisée, est basée sur la responsabilité/initiative individuelles ; nos gammes de produits recouvrent aussi bien l'alimentaire que l'équipement domestique, le textile, le bazar.

Afin de mieux maîtriser les nombreux produits que nous distribuons, nous développons une politique de Qualité et recherchons l'homme qui en sera l'artisan c'est à dire qui en assurera la mise en œuvre et le développement.

Rattachée à la Direction, la fonction Qualité doit être considérée dans son sens le plus large. Elle s'adresse à un ingénieur généraliste rigoureux, réaliste et convaincant, capable de créer un état d'esprit qualité aussi bien dans notre groupe que parmi nos partenaires ; il devrait avoir une expérience industrielle de 5 ans au minimum, acquise, en partie, dans un service Qualité et impliquant, de toute façon, la maîtrise des outils de la Qualité tels que l'analyse de la valeur, statistiques... Lieu de travail : région parisienne.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous référence 71868/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonoeaux, 92516 BOULOGNE CEDEX

**Sélé
CEGOS**

Equipements électro-acoustiques de haute performance

Notre Société (C.A. : 80 MF) est en expansion et crée le poste de

Chef du service industrialisation

Vous êtes ingénieur mécanicien ou électro-technicien. Vous avez plusieurs années d'expérience (bureau d'études, méthodes, analyse de la valeur...) et vous voulez élargir vos responsabilités.

Vous serez le responsable des dossiers de production et de leur codification. Vous aurez à stabiliser les outillages et les procédés de réalisation, et vous collaborerez aux réalisations de maquettes et prototypes avec le Département Recherches. Vous participerez à l'informatisation de la production dans le cadre d'un plan d'ensemble.

Vous êtes actif et ambitieux, capable d'encadrer une équipe de dessinateurs ; la possibilité d'évoluer vers une responsabilité d'Adjoint au Directeur de Production vous motive.

Nous sommes la Société SEG ELNO à Argenteuil (Nord-Ouest de Paris).

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité), sous la référence 1/CSD/LM, à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

ARCOREM



Raymond Poullain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Auditeur auprès de nos concessionnaires

Olivetti, premier constructeur européen de matériel et d'équipements bureautique et informatique recherche pour suivre son réseau de concessionnaires un auditeur confirmé par une première expérience.

De solides connaissances comptables et un sens affirmé des relations humaines l'aideront dans sa mission :

- jouer un rôle de conseil,

- réaliser les analyses financières,

- faire remonter toutes les informations nécessaires : synthèse annuelle des bilans, états économiques, litiges.

Basé à Paris, ce poste implique de nombreux déplacements sur la moitié de la France.

Les perspectives d'évolution sont celles que l'on peut attendre d'un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Daniel Besson,

OLIVETTI FRANCE - DPH

89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

Au sein de la Division MOYENS DE PAIEMENT du groupe SLIGOS, la Direction "SYSTEMES CARTES" cherche des INGÉNIEURS pour concevoir et développer de nouveaux systèmes de moyens de paiement électroniques : cartes magnétiques, cartes à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, banque à domicile, transfert électronique de fonds.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 3 à 7 ans dans les domaines de la conception de systèmes et de la gestion en temps réel. Une connaissance des applications bancaires est un atout supplémentaire.

Si vous êtes attiré par les techniques avancées, la monétique vous offre des possibilités de carrière dans un secteur en pleine évolution.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser, sous réf. 1404, à notre Conseil, votre dossier de candidature.

INFORAMA - 7, rue Pasquier - 75008 PARIS.

**GROUPE
SLIGOS**

**Pour le leader de la distribution,
pharmaceutique
une avance technologique à
la hauteur de ces chiffres**

10 milliards de F. de CA
70 établissements employant
près de 3000 personnes
15000 Clients

Notre souci de performances et de rentabilité nous conduit à rechercher et à mettre en œuvre sur un grand système IBM des solutions temps réel de haut niveau pour satisfaire notre clientèle.

Vous êtes un :

INGENIEUR DEBUTANT Grande Ecole

Vous voulez acquérir une compétence en informatique de pointe et vous êtes intéressé par les problèmes de production, de gestion de stocks et de télématique.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature et votre CV/réf. 01 à : O.C.P. REPARITION - Direction des Affaires Sociales - Service Recrutement - 24, rue des Ardennes - 75019 Paris.

O.C.P. REPARITION

A.C.T. FRANCE APRICOT

**La naissance d'un nouveau leader de la micro-informatique
est une aventure passionnante !
Voulez-vous la vivre avec nous ?**

Nous recherchons des hommes et des femmes parlant anglais, dynamiques, professionnels, responsables et créatifs, qui aiment travailler dans une ambiance amicale, moderne et décontractée.

Voici la liste des postes que nous avons à pourvoir, tous dans la région parisienne :

• **UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER** connaissant parfaitement la comptabilité et l'administration financière et française.

• **UN COMPTABLE** (paye, gestion d'entreprise).

• **DEUX INGÉNIEURS COMMERCIAUX** (avec expérience micro-ordinateur, si possible 16 bits).

• **UN INGÉNIEUR LOGICIEL** connaissant CP/M et MS-DOS.

• **UN(E) SPÉCIALISTE DE LA COMMUNICATION** (relations publiques, relations presse, organisation d'expositions et foires, campagne de publicité).

• **UN RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES** (gestion des commandes, gestion des stocks).

• **DEUX SECRÉTAIRES BILINGUES CONFIRMÉES.**

• **UNE STANDARDISTE BILINGUE FRANÇAIS ANGLAIS.**

• **DEUX TECHNICIENS SAV** (niveau BTS ou DUT).

• **UN MAGASINIER.**

**A.C.T. FRANCE -
FALTERNATIVE DE LA MICRO-INFORMATIQUE.**

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature avec photo + c.v. + prétentions à M. LEBRUN, 11, rue FELIX-FAURE, 75015 PARIS. Nous vous garantissons une discrétion absolue.

RECHERCHES INTERIEURES

OFFRES

POUR

CGEE ALSTHOM

GRETAGE

CHEF DE SER

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

GROUPE

SOCIETE DE SERVICE

d'ingénieur

MAITRISE O

MAITRISE O

Orga

2, rue Mare

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

POUR INNOVER...

CGEE ALSTHOM

Voir demain offres d'emplois nationales

GRETAG CX FRANCE

société du groupe CIBA-GEIGY, nous commercialisons en France, un matériel électronique de très haute technicité, destiné au tirage des photographies en couleur et utilisé par les plus grands laboratoires de traitement. Les performances de nos machines, leur fiabilité et le sérieux qui font notre renommée mondiale, sont le résultat d'un très haut niveau de qualité et de services. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons :

CHEF DE SERVICE TECHNIQUE

pour encadrer une équipe composée d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau. La fonction se décompose en 50% de responsabilité de gestion du service et 50% de responsabilité de coordination technique à tous les niveaux. Les candidats que nous souhaitons rencontrer auront une formation d'ingénieur électronique et une expérience de l'encadrement dans un domaine similaire. L'anglais est indispensable. Le salaire sera fonction du niveau de compétences acquises. Une formation à nos matériels est assurée. Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV, photo) à Stambles ENGRAND Département du Personnel 8 rue Lionel Terray - 92506 RUEIL-MALMAISON

EPS La Chaire des Professionnels

Premier en Europe pour la conception et la distribution de logiciels d'aide à la décision, nous recherchons pour faire face à notre croissance :

INGENIEUR COMMERCIAL (GROS SYSTEMES)

Il aura pour mission la vente de logiciels, ses interlocuteurs privilégiés étant les Directions Financières, Informatiques et du Contrôle de Gestion : il justifiera d'une expérience de 2 à 5 ans. (Ref. 66.61/ICG/615)

INGENIEUR COMMERCIAL (MICRO-INFORMATIQUE)

Il aura pour mission de trouver et mettre en place les circuits de distribution des logiciels micro et devra justifier d'une bonne expérience des systèmes micro.

Un poste de DIRECTEUR COMMERCIAL pourra être proposé à un candidat de valeur pouvant justifier d'une expérience commerciale réussie. (Ref. 66.61/ICM/615)

INGENIEUR CONSULTANT

Interlocuteur technique privilégié des prospects et clients : il assurera la fonction technico-commerciale en avant-vente et après-vente, organisera des séminaires, des cours de formation. Le profil requis est celui d'un ingénieur Grande Ecole de Gestion ou d'Informatique avec de très bonnes connaissances informatiques et financières. Bonne maîtrise de l'Anglais. (Ref. 66.62/IC/616)

Envoyez C.V. + photo et salaire actuel sous référence respective à ADEQUATION, 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

GROUPE SYSECA

SOCIETE DE SERVICES ET D'INGENIERIE INFORMATIQUE (740 personnes, C.A. 280 M.F.)

partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'ingénieurs-informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise... De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

SYSTEMES TEMPS REEL LOGICIEL DE BASE SYSTEMES DE COMMUNICATION INFORMATIQUE INDUSTRIELLE SYSTEMES DE GESTION SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 1950 GROUPE SYSECA - Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex

Juriste

MAITRISE OU DOCTORAT EN DROIT PARIS Bâle

Importante Société Paris Bâle recherche un(e) Juriste, maîtrise ou doctorat en droit. Intégré dans l'équipe d'une quinzaine de personnes d'un secteur de gestion de personnel, il sera associé aux travaux d'études relatifs à la préparation, à l'application et au suivi de toute décision en matière de gestion du personnel. Il aura un rôle de conseil en droit du travail. Poste évolutif permettant l'accès à des fonctions de responsabilité au sein d'un organisme pratiquant la promotion interne.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 1939 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GROUPE



Jeune diplômé, vous avez choisi un secteur d'activité dynamique de pointe : l'informatique. Pourquoi pas vous réaliser dans une SG2 ? Des postes formateurs et évolutifs vous y attendent.

SG2, groupe puissant de 4500 personnes, poursuit sa rapide expansion et vous propose d'acquies son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : Conception et réalisation de systèmes de gestion - Plan informatique - Méthodologie d'analyse et de gestion de projets - Architecture de systèmes - Génie logiciel - Conception et utilisation de réseaux - Réseaux locaux - Bases de données réparties - Monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, aux structures souples, à la hiérarchie courte, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer la responsabilité de votre évolution personnelle. Les postes sont à pourvoir à Paris.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf. YR 25 M, à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

Ingénieurs et universitaires option informatique,

SG2 mieux qu'une carte de visite : un vrai métier passionnant.

Spécialiste micro-filtration

Ingénieur grande école confirmé

Société industrielle de premier plan (5 000 personnes), nous recherchons un spécialiste en micro-filtration.

Votre mission comportera les 3 aspects suivants :

- développer des systèmes de filtration, ultra-filtration, osmose inverse, électrodialyse et déminéralisation,
- définir et suivre des actions de recherche et développement,
- assurer un rôle de conseil, dans votre domaine, au sein de la Société.

Nous souhaitons, pour mener à bien cette mis-

sion, un ingénieur avec 5 ans d'expérience dans une activité similaire.

La connaissance de l'anglais constituerait un atout appréciable.

Lieu de travail : PARIS-LA DEFENSE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2991/LM à

MEDIA BA 9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

BAYARD-PRESSE JEUNE

recherche pour sa Régie intégrée

CHEF DE PUBLICITE Junior H/F 3/5 de temps

chargé de la vente des pages publicitaires de POMME D'API - ASTRAPI - OKAPI auprès des agences et annonceurs.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure, débutant ou ayant une première expérience et disponible dans le courant de l'été 84.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence CC 340 à :

BAYARD-PRESSE Direction du personnel 3, rue Bayard - 75008 PARIS

CONSTRUCTEUR DE MACHINES POUR CAOUTCHOUC ET MATIERES PLASTIQUES recherche :

1) Technico-Commercial

pour prospection auprès de la clientèle. Les candidats devront avoir une formation de technicien, pouvoir justifier d'une expérience de la vente de machines et biens d'équipement et connaître l'industrie du caoutchouc, du plastique et de la cellulosier.

2) Technico-Commercial

assistante pour élaboration des devis.

3) Spécialiste

EN ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE ET AUTOMATISME, pour renforcer le service technique.

4) Monteurs-Electroniciens

(ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE) pour mise en service et maintenance. Ce dernier poste nécessite des déplacements à l'étranger de longue durée.

Adresser C.V. et photo à N. 3942 - PUBLICITE REUNIES, 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra.

ROBERT BOSCH (France) S.A.

GROUPE BOSCH - équipements automobile - appareils ménagers - radio-téléphones - caméras et projecteurs BAUER recherche pour renforcer son activité EQUIPEMENT INDUSTRIEL

INGENIEUR

FONCTION : Il participera à l'étude et au développement de commandes numériques et automates.

PROFIL : Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure en informatique industrielle automatisée.

Pour ce poste la maîtrise de l'anglais ou de l'allemand est souhaitée.

La connaissance du langage PASCAL sera un atout supplémentaire pour cet emploi qui est à pourvoir dans notre centre de recherche et de développement situé à SAINT-ETIENNE.

BOSCH

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions au Département Gestion de Personnel 32, av. Michelet - 93404 SAINT-OUEN

ADAMEL L'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

(Machines d'essais, Dosages de Gaz, Dilatomètres) Nous recherchons, un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

- Il aura pour mission l'animation et le soutien technique d'un réseau d'agents sur un certain nombre de zones géographiques.
- Le poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant une bonne connaissance des essais des matériaux et pouvant justifier d'une première expérience technico-commerciale.
- La pratique courante de la langue anglaise est indispensable.
- Le poste basé banlieue Sud implique des déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyer CV et prétentions s/réf. 94208 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

مقداد من الاموال

هذه من الاميل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Psychologue HF

Nous sommes une société du Tertiaire - l'un des leaders dans son secteur d'activité - qui se caractérise par son dynamisme et sa stabilité.

Notre service du Recrutement souhaite compléter son équipe par un jeune diplômé (PSYCHO-PRAI, DESS) ayant une première expérience réussie de la fonction recrutement, acquise en entreprise ou en Cabinet.

Nous sommes prêts aussi à étudier les candidatures de débutants motivés et dont le potentiel garantirait une évolution rapide.

Après une période d'adaptation et de formation de quelques mois, nous proposons au candidat retenu la prise en charge progressive du recrutement de Cadres.

Merci d'adresser CV et prétentions sous référence ST.00.6 à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

DISA FILIALE FRANÇAISE

Ses ventes d'équipements
recherche scientifique
technologie
de pointe - laser
DOMAINE : - MÉCANIQUE DES FLUIDES
- MÉCANIQUE DES SOLIDES

pour faire face à son expansion et au développement
de nouvelles techniques de mesure.

2 INGENIEURS
(INSAM, A.M.)
(DEBUTANT à 2000 ANNEES EX-
PERIENCE)

POUR ACTIVITES TECHNIQUES-COMMERCE

- Prospection - RESEAUX - suivi clientèle - as-
sistance technique.

- Organisation stages, conférences.

- Connaissances en opto-électronique, électronique, infor-
matique.

- Anglais.

POSTE A FOURVOIR A PALAISEAU (91)

NECESSAIRE :

- Dynamisme - disponibilité (déplacements - voiture four-
nie).

- Sans prétentions : contacts humains.

Adresser CV, 2 photos + prétentions à :

DISA ELECTRONIQUE
ATT. P. BAUCHE, 2 bis, rue Léon-Blaum
91120 PALAISEAU.



N° 1 du contrôle technique en France
recherche
pour ses services contractuels

ASSISTANT(E) D'INGENIEUR (IUT ou BTS)

ayant de l'expérience dans le domaine du levage, de la man-
utention ou des machines.

Le poste nécessite de participer à des réunions de groupes
de travail techniques et de rédiger les comptes rendus de
ces réunions. Il nécessite des connaissances techniques et
des capacités de synthèse et de rédaction.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à
M. Durand, Groupement des APAVE,
102, rue des Poissonniers, 75018 PARIS.

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS...

Penser, agir, vivre à TELESYSTEMES c'est
développer mes connaissances et prendre
mes responsabilités au sein d'une équipe.

Notre stratégie et notre structure nous
permettent d'être à l'écoute permanente du
marché et d'y être adaptés.

Nos métiers : la gestion temps réel, la
communication électronique et l'information
automatisée font de nous, en 1984, le leader
en systèmes et services télématiques.

Notre croissance, ce sont les 200 ingé-
nieurs qui nous rejoignent cette année.

Vous êtes l'un d'eux :

- spécialiste Bull DPS7, DPS8, Mini 6...

- IBM grands et moyens systèmes.

- Micro...

C'est vous qui confirmerez notre avance
technologique en videotex, carte à mémoire,
bureautique, réseaux...

C'EST L'HARMONIE

Harmonie de la vie privée
et de la vie professionnelle.
Harmonie avec les clients TELESYSTEMES.
Harmonie du savoir-faire et de la rigueur.
Harmonie née de la collaboration de tous.
Ainsi, naissent les produits et services
TELESYSTEMES : harmonieux parce que
conçus et appliqués dans l'équilibre.



Prenez contact en écrivant à :
TELESYSTEMES S.A.
Service Gestion et Recrutement
115, Rue du Bac 75007 PARIS
Tél : (1) 544.38.98.

LA VILLEGUERIN AUDIT

SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE
recherche

CHEFS DE MISSIONS

HEC, ESSEC, ESC, NEP, UNIVERSITAIRES
20 et 30 CYCLE

• Expérience Cabinet, minimum 4 ans et titu-
laire certifié supérieur.

• Anglais, lu, parlé et écrit couramment
apprécié.

Pour participer aux missions variées d'un Cabinet
important. Perspectives d'avenir. Séminaires inter-
nes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à LA VILLEGUERIN AUDIT -
Département Recrutement - 100, rue Lafayette -
75010 Paris.

Important groupe de presse recherche

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour occuper le poste de

JOURNALISTE TECHNIQUE

Ce poste conviendrait à un candidat ayant
deux ans d'expérience industrielle ou
bénéficiant d'une expérience équivalente
dans la presse professionnelle.

Qualités requises:

aptitude naturelle à écrire, bon enquêteur,
esprit de synthèse, goût pour le travail
d'équipe, grande disponibilité personnelle.

Envoyer CV, photo et prétentions sous n° 288.279 M.

Régie-Presse - 7 rue Monttessuy 75007 Paris

ORGANISME PROFESSIONNEL SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

PARIS

recherche

POUR RENFORCER SON SERVICE D'AUDIT

• RÉVISEURS COMPTABLES

Ayant 2 à 3 ans d'expérience en cabinet de préférence.
Ils seront chargés, dans des entreprises de toute taille, de missions :
- d'audit comptable ;
- d'études d'organisation administrative et informatique ;
- d'animation de stages de formation.

• RÉVISEURS COMPTABLES DÉBUTANTS

Qui, à partir d'une formation interne, s'intégrera à l'équipe en place.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et rémunération actuelle
à : F.F.C.A.C.
11, rue des Halles, 75001 PARIS.

GRUPE INDUSTRIEL

2 milliards F - 7000 pers.

LA DIVISION INFORMATIQUE
DE CE GROUPE FRANÇAIS
AUX ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES
(dont des secteurs de pointe)
recrute pour Siège PARIS (8*)

Jeune Ingénieur CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

POUR APPLICATION
Gestion Industrielle Usine
(ORDONNANCEMENT-SUIVI DE FABRICATION)

• LA TRENTAINE. Formation INGENIEUR
avec spécialisation Informatique.

• 2 à 4 ans d'EXPERIENCE (selon s'aba-
tair) de CHEF DE PROJET

Gestion de production
(inventaires, stocks, ordres...) sur
système IBM 43

Connaissances progiciel COPICS très
appréciées.

• 2 Jours par semaine à l'usine : à 250 km
Ouest de Paris

POSTE ÉVOLUTIF

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite,
C.V. dét., rémunér. et photo se réf. 8018 à

sélection conseil

98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

FILIALE FRANÇAISE GROUPE
INDUSTRIEL MULTINATIONAL
PERFORMANT, SECTEUR AUTOMOBILE
(équipement électromécanique)
recherche

2 INGENIEURS DEBUTANTS

Formation A.M. ou équivalent,
pour bureau d'études

Anglais souhaité

Départ des O.M.

Lieu de travail : LEVALLOIS-PERRET
et Région ORLÉANS

Adresser CV et prétentions s/réf. 94070
à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra



Société phonographique
(disques musicassettes)
en pleine expansion,
recherche

jeune assistante juridique HF

Vous serez chargée de l'élaboration, de la rédaction et du suivi de
l'ensemble de nos contrats et documents juridiques et plus particulière-
ment des contrats d'enregistrement avec nos artistes.

Vous participerez à la mise en place de notre service juridique sous la
supervision de notre directeur administratif et financier dont vous assu-
rez également le secrétariat.

Nous souhaitons rencontrer des candidates titulaires d'une licence de
droit, disposant de réelles capacités rédactionnelles, d'un excellent
esprit d'analyse et capable d'initiative et d'autonomie dans leur fonction.

Une première expérience de 2 à 3 ans dans le service juridique d'une
société internationale est souhaitée mais n'est pas exigée. Une bonne
connaissance de l'anglais et du secrétariat est indispensable.

Vous travaillerez à Paris dans une ambiance de travail décontractée
mais efficace.

Ce poste pourrait évoluer vers un poste de secrétaire générale pour une
candidature de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
s/réf. 84137 à VIRGIN FRANCE 63, rue de Belleville, 75019 Paris

BANQUE REGIONALE FORTEMENT IMPLANTÉE DANS L'OUEST DE PARIS

recherche pour faire face à son développement

Gradés et Cadres d'exploitation

Une expérience de quelques années en agence est indispensable
pour mener à bien les missions qui leur seront confiées.

Ils seront jugés sur leur performance et leurs facultés à adhérer à
des méthodes et techniques évolutives.

Les perspectives de carrière motivante leur sont assurées tant en
exploitation directe qu'en animation au sein du réseau.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 3940 - PUBLICITES
REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra.

OFFRES



AUDITEUR

• HEC, ESSEC, ESC, NEP, UNIVERSITAIRES
20 et 30 CYCLE

DES POSSIBILITES
DE CARRIERE DANS UN
DYNAMIQUE

• Expérience Cabinet, minimum 4 ans et titu-
laire certifié supérieur.

• Anglais, lu, parlé et écrit couramment
apprécié.

Pour participer aux missions variées d'un Cabinet
important. Perspectives d'avenir. Séminaires inter-
nes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à LA VILLEGUERIN AUDIT -
Département Recrutement - 100, rue Lafayette -
75010 Paris.

Ingénieur

Faites carrière

• Expérience Cabinet, minimum 4 ans et titu-
laire certifié supérieur.

• Anglais, lu, parlé et écrit couramment
apprécié.

Pour participer aux missions variées d'un Cabinet
important. Perspectives d'avenir. Séminaires inter-
nes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à LA VILLEGUERIN AUDIT -
Département Recrutement - 100, rue Lafayette -
75010 Paris.

CAISSE NATIONALE CREDIT

recherche

• Expérience Cabinet, minimum 4 ans et titu-
laire certifié supérieur.

• Anglais, lu, parlé et écrit couramment
apprécié.

Pour participer aux missions variées d'un Cabinet
important. Perspectives d'avenir. Séminaires inter-
nes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à LA VILLEGUERIN AUDIT -
Département Recrutement - 100, rue Lafayette -
75010 Paris.

un(e) Responsable

(RFA, Bercy)

• Expérience Cabinet, minimum 4 ans et titu-
laire certifié supérieur.

• Anglais, lu, parlé et écrit couramment
apprécié.

Pour participer aux missions variées d'un Cabinet
important. Perspectives d'avenir. Séminaires inter-
nes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à LA VILLEGUERIN AUDIT -
Département Recrutement - 100, rue Lafayette -
75010 Paris.

200 000 +

le candidat recherche

des Responsables de

la gestion des

des ressources

humaines et

financières

de l'entreprise

et de son

développement

dans un

cadre

international

et de

la gestion

des

ressources

humaines

et

financières

de

l'entreprise

et

de

son

développement

dans

un

cadre

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BDA
DE BOIS, DIETHELT ET ASSOCIÉS

Nous sommes un cabinet de 350 personnes. Nous représentons **TOUCHE ROSS INTERNATIONAL**, l'un des huit grands de l'Audit et du Conseil dans le monde (plus de 22.000 personnes dans 360 bureaux et 84 pays).

PROPOSE A DES :

AUDITEURS CONFIRMES

- HEC - ESSEC - ESCP - ESC ou équivalent
- 2 à 4 ans d'expérience en audit externe ou interne

DES POSSIBILITÉS DIVERSIFIÉES D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE DANS UN GROUPE PROFESSIONNEL, DYNAMIQUE ET CONVIVIAL.

- Disponibilité souhaitée : Septembre 1984
- Responsabilités à pourvoir à PARIS.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à
B.D.A. Direction des Ressources Humaines
185, avenue Charles de Gaulle
92201 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

Ingénieurs
Faites carrière dans l'assurance!

Nous sommes la branche française de **FACTORY MUTUAL SYSTEM**, un des premiers groupes américains d'assurance en risques industriels. Notre expertise dans le domaine de l'ingénierie des risques est largement reconnue.

Après formation interne aux techniques de prévention, nos **INGÉNIEURS CONSEIL** analysent les risques Incendie et Divers et proposent aux Directions de notre clientèle des programmes d'amélioration.

Pour faire face à notre expansion, nous recherchons plusieurs **INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE**, parfaitement bilingues français (langue maternelle)/anglais, disponibles pour de fréquents déplacements (de courte durée) en France et à l'étranger, ayant déjà acquis une expérience d'un mois un an dans le domaine industriel. Une expérience dans le domaine de la prévention des risques serait un atout supplémentaire.

Factory Mutual System
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
Factory Mutual International
Monsieur CURNIER
114, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
recherche dans le cadre de son développement pour sa Direction Internationale

un(e) Responsable de zone géographique Europe Centre (RFA, Benelux, Suisse, Autriche)

Il/elle aura pour mission :

- proposer une politique de développement pour les pays de la zone;
- analyser les risques pays, banques et entreprises;
- développer et entretenir le réseau de correspondants;
- apporter un soutien à la clientèle française pour ses besoins financiers et commerciaux sur l'étranger.

Il est demandé :

- un diplôme d'études supérieures économiques;
- une expérience de 10 ans en exploitation bancaire dont 3 à 4 ans en RFA;
- anglais et allemand courants.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 50 51 à CNA
Gestion des Personnes - 75110 Paris Brice

INGÉNIEUR INFORMATIQUE

Chef de département
300 000 +

Le candidat recherché est un informaticien connaissant bien le domaine des télécommunications. Une expérience réussie en tant que Responsable de Centre de Profit lui aura permis de mettre en valeur ses qualités de manager tant sur le plan technique et commercial que sur le plan humain.

Groupe d'ingénierie informatique, nous lui proposons un poste en totale autonomie et la perspective d'une carrière de haut niveau dans une entreprise dynamique et de taille humaine.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 5048 à nos carrières
48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

Société d'ingénierie à vocation internationale recherche dans le cadre du développement d'un projet de gestion à implémenter à l'étranger :

1 Chef de Projet Informatique

responsable du développement sur matériel Micromega 32, à la tête d'une petite équipe d'analystes-programmeurs. Niveau Ingénieur. Expérience nécessaire dans un projet de type multi-utilisateurs (CF Banques). Connaissances souhaitées : assembleur MC 68000 - langage C - système d'exploitation UNIX. Bonnes connaissances de l'anglais. Travail à Paris + missions à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite et CV + prétentions sous réf. 5195 à
Léol Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE-ESPACE-INFORMATIQUE

recherche :

1) Pour sa Direction Organisation et Informatique :

UN CHEF DE PROJETS CONFIRMÉ
(R&F. D01-28)

Chargé de la conduite de projets d'envergure développés sur IN 5000 et de l'encadrement de responsables de projets intervenant dans divers domaines de la gestion. Les techniques de mise en œuvre (base de données réparties, réseaux, bureautique...) offrent de larges perspectives de développement personnel.

Le candidat retenu sera Ingénieur Informatique, grande école et aura quelques années d'expérience dans la conduite de projets.

Lien de travail : PLAISIR.

2) Pour sa Direction des Etudes Informatiques, dans le cadre de l'expansion de ses activités informatiques tant en France que dans les marchés nationaux qu'à l'exportation et pour le développement de ses nouveaux produits :

INGÉNIEURS DE FORMATION GRANDES ÉCOLES DEA INFORMATIQUE
(R&F. D01-29)

Ayant une expérience dans le ou les domaines suivants :

- Bureautique (messagerie, traitement de texte...);
- Systèmes d'exploitation;
- Systèmes de télécommunications;
- Systèmes de gestion de bases de données;
- Techniques de compilation.

Lien de travail : PLAISIR.

3) Pour sa Direction du service Clients :

INGÉNIEURS (ENSAI, ENEN, SUPRIA, CNAM options électronique/informatique)
(R&F. SC-30)

Détachés en ayant quelques années d'expérience pour prise en charge des méthodes de maintenance des systèmes de bases de données réparties.

Ces fonctions incluent la prise en charge technique des matériels et logiciels, y compris les relations avec la Direction Technique dans les domaines des systèmes et réseaux.

Lien de travail : PLAISIR.

4) Pour son laboratoire d'études UHF :

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES
(R&F. DE-32)

Titulaires de BTS ou DUT, ayant quelques années d'expérience en instrumentation, dans le domaine des liaisons par fibres optiques... et connaissant les microprocesseurs.

La connaissance de l'anglais sera appréciée.

Déplacements envisagés.

Lien de travail : PLAISIR.

5) Pour son département Télémétrie et Systèmes :

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES
(R&F. UL-33)

Niveau BTS ou DUT, pour mise au point de matériels hyperfréquences.

Lien de travail : LES ULIS.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction des Personnes.

INTERTECHNIQUE R.F. N° 1 75 074 PLAISIR CEDI

BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS
recherche

COMMERCIAUX HF

- Expérience d'au moins cinq années indispensable (clientèle particulière et entreprises).
- Très bonne formation générale.
- Bilingue ESPAGNOL

Envoyer C.V. + photo + prétentions
TELEX P.A. JONCTION 34, bd Hausmann PARIS qui transmet. Réf. 9563

Exporter Vogica

Cuisines VOGICA est un des fabricants français leaders du marché du mobilier de cuisine équipées. L'effectif est de 360 personnes, le CA de 150 millions de francs dont 11 % à l'export, part que VOGICA souhaite développer en créant le poste de Responsable Export.

Directement rattaché au Directeur Marketing, ce responsable aura à définir la stratégie de développement à l'étranger, à prévoir moyens et budgets pour atteindre les objectifs définis, à mettre en place et à animer les structures nécessaires.

Agé de 35 ans environ, négociateur de haut niveau, disponible, organisateur rigoureux, plutôt diplômé d'une école supérieure de commerce, vous avez une solide expérience de la fonction. Vous parlez parfaitement l'anglais, et possédez des bases d'allemand. Bénéficiant d'une large délégation, vous disposez des moyens nécessaires à la réussite de votre mission. La rémunération selon l'expérience des candidats, sur la base d'un fixe important et d'un intéressement ne sera pas inférieure à 250 000 F. Le poste est basé en région parisienne Sud.

Bernard Juhlet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2924M, 1 rue de Belfort - 75008 Paris.

Bernard Juhlet Psycom
Membre de Syntec

ETUDIER, PROPOSER, AGIR

Au sein d'une importante société de transport maritime à vocation internationale, le **RESPONSABLE ETUDES/MARKETING**

Sera âgé d'environ 32 ans. De formation de type ESC, il a acquis de solides compétences techniques dans un service marketing. Sa maturité, son autorité intellectuelle, son aisance dans les contacts, mais aussi son goût du challenge lui offrent l'opportunité d'élargir son champ d'action au sein de notre direction marketing.

Avec une équipe de 7 personnes, ses analyses précises (structure de la clientèle, de la concurrence, études de marché) le conduiront à préconiser et à suivre les actions en matière de choix commerciaux pour la France et l'Europe (marchés potentiels, objectifs de vente, lancement de produits).

Cette fonction-clé situe au cœur d'une division marketing en plein développement permettra à un candidat de valeur de réunir et d'évaluer dans un environnement international.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8436 à notre Conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantira la plus grande discrétion.

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 Paris
Tél. 553.84.73

TRES IMPORTANT ORGANISME PUBLIC FINANCIER
recherche

expert-comptable ou mémorialiste

27 ans minimum, de formation supérieure (type Ecoles Supérieures de Commerce) ayant une expérience de la révision comptable de plusieurs années dans un important Cabinet.

Il sera responsable du suivi du plan comptable, de la définition et de la mise en place des procédures nouvelles, en liaison avec les nombreux services comptables décentralisés.

En qualité d'Adjoint du Responsable de la Comptabilité Générale (équipe d'environ 80 personnes) il devra également participer à la rédaction de rapports de synthèse périodiques et s'intéresser à la mise en place et au fonctionnement de nouvelles applications informatiques.

Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions sous réf. N 170 à PAJ Conseil
8, avenue de Camille 75016 Paris

CSNCE
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Une importante société d'ingénierie informatique, filiale d'un grand groupe industriel, recherche

ingénieur commercial

De formation grande école, votre passé professionnel et votre potentiel personnel vous ont déjà permis (après une première expérience consacrée à l'étude de systèmes temps réel, réseaux, informatique industrielle...) de faire évoluer votre carrière vers des responsabilités commerciales ou de suivi d'affaires.

Après vous être familiarisé avec nos activités (clés en main en contrôle-commande de processus rapides, systèmes d'imagerie numérique de hautes performances, télématique vocale...), vous serez chargé de mener à bien les activités commerciales depuis leur amont jusqu'au suivi des clients.

Ecrire avec C.V., lettre, photo et prétentions s / réf. 5793 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Société holding d'un important groupe privé français à vocation tertiaire (3 400 personnes, 2 milliards de C.A.) recherche

RESPONSABLE CONSOLIDATION

Rattaché au chef du département comptabilité/finances, il sera principalement chargé de :

- l'élaboration trimestrielle du C.A. consolidé,
- la consolidation semestrielle des états financiers des 30 sociétés composant le groupe.

Ce poste s'adresse à un candidat de 30 ans qui possède une expérience de 3 ans environ, orientée sur la consolidation.

La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 532 M à EYER P.A., BP 508, 75008 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

LE CARNET DU Monde

Naissances

Mireille et Joël BAUREIGNY
naissent à Asnières la joie d'annoncer la venue de son petit frère

Asnières,

né le 16 mai 1984 à Versailles.

8, rue Pierre-Brossolette,
78210 Saint-Cyr-l'Ecole.

Décès

M. et M^{me} Jean Brigueux,
M^{me} Madeleine Brigueux,
Bénédict et Guillaume,
M. et M^{me} Jean-Michel Brigueux,
M. Didier Brigueux,
M. et M^{me} Olivier Hessest
et Clotilde,
M. François Brigueux
ont la grande tristesse de faire part de la mort de

M^{me} Martine BRIGUEUX,
née Alice Desagne,
ancienne élève
de l'école normale supérieure
de Fontenay,
médaille de la Résistance,
veuve de compagnon de la Libération

Martine BRIGUEUX,

survenue à Paris, le 18 mai, dans sa
quatre-vingt-deuxième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 22 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-
Dominique, 20, rue de la Tombe-Isotie,
75014 Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

La Guilde européenne du raid a la
tristesse d'annoncer le décès survenu le
16 mai 1984, de

M^{me} Andrée CHABOUD,
chevalier de l'Ordre du Mérite,
fondatrice des galas du ski
de la montagne et de la mer
salle Pleyel.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion.

Depuis la disparition de son mari,
René Chaboud, et durant plus de trente
ans, elle a animé par sa personnalité
exceptionnelle et jusqu'à la fin de sa vie
ces manifestations mondialement
connues.

La Guilde européenne du raid, qui,
depuis trois ans, en assure l'organisa-
tion, s'associe à l'hommage de ses nom-
breux amis.

Les pharmaciens des hôpitaux de
Paris ont la tristesse de faire part du
décès de leur ami et collègue,

François COLLIGNON,
ancien interne
des hôpitaux de Paris,
pharmacien-chef
des hôpitaux Lariboisière
et Saint-Lazare,

survenu le 10 mai 1984.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

Licques

M. Henri Collette,
sénateur du Pas-de-Calais,
son épouse,
M. et M^{me} Pierre-Charles de Lasse-
Saint-Genies,
M. et M^{me} Florent-Xavier Collette
et leurs enfants,
M. et M^{me} Yves Gilet
et leur fils,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Mauricia Collette,
sa belle-mère,
M. et M^{me} Jacques Noyon
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Evard
et leurs enfants,
M^{me} Gilles Dalle
et ses enfants,
M. et M^{me} Gimbarger,
ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-
sœurs, neveux et nièces,

Les familles Collette, Evard,
Martinet, Declémy, Daudet et Musch,
Et tous ceux qui l'ont entouré de leur
affection et de leur dévouement,
ont la tristesse de faire part de la mort de

M^{me} Henri COLLETTE,
née Christiane Evard,
maire de Licques,

piémontais décédée le samedi 19 mai
1984, dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 22 mai, à 15 h 30, en l'église
Notre-Dame de Licques, suivie de
l'inhumation au cimetière d'Ardes.

Réunion à l'église, à 15 heures.
L'offrande tiendra lieu de condo-
léances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

62850 Licques.

On nous prie d'annoncer le décès

M. Noël DEJEAN de la BATTIE
conseiller honoraire
à la Cour de cassation,
survenu le 14 mai 1984, à l'âge de
quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité à l'église Sainte-Anne de la
Maison-Blanche (13^e).

De la part de
M^{me} Noël Dejean de la Bättie,
M. et M^{me} Jean-Marc Dejean de la
Bättie, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Noël Dejean de la Bättie
et leurs enfants,
M^{me} Raymond Dejean de la Bättie.

28, passage Trubert-Bellier,
75013 Paris.

104, boulevard Arago,
75014 Paris.

14, rue Boileau,
38700 La Tronche.

Ville Buzo Oustas,
83380 Les Isambres.

[Né à Saint-Denis (Martinique) le 16 mai 1904,
docteur en droit, lauréat du concours de la
magistrature en 1919, Noël Dejean de la Bättie,
après divers postes dans le Nord et l'Est, est
procureur de la République à Bayonne lorsque
déclenche, en 1933, le scandale Stavisky dont il
déclenche les poursuites. Juge d'instruction,
puis, à la libération, doyen des juges d'instruc-
tion à Paris, il est nommé, en 1947, conseiller à
la Cour d'appel de Paris.

A ce titre, il présidera successivement les
deux tribunaux militaires de Paris, dirigera les
débats d'importance de crimes de guerre,
d'espionnage ou de collaboration (aux
des généraux allemands du Grand Paris, des
aviateurs Dieudonné-Correa et Henri
Détour, etc.). En 1951, il préside, à la Cour
d'appel de Paris et de la Seine, le fameux procès

dit des « 132 » dans lequel on a vu le drame
d'une jeunesse désemparée.
Président de chambre à la Cour d'appel de
Paris, membre du Conseil supérieur de la magis-
trature par les magistrats des cours d'appel
de 1952 à 1958, il fut nommé cette année-là
conseiller à la Cour de cassation où il séjura à la
chambre criminelle jusqu'à sa mise à la retraite
en 1964. Noël Dejean de la Bättie était officier
de la Légion d'honneur et fut, en outre, président
vingt ans, chargé de conférences et examinateur
à la faculté de droit de Paris.]

M^{me} Alexandre de Miroshchij,
son épouse,
M. et M^{me} Alexandre de Miroshchij,
M. et M^{me} Pierre de Miroshchij,
ses enfants,
Véronique, Nadège, Kyra, Alexandre
et Stéphane,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur
Alexandre de MIROSCHEDE,
ancien médecin capitaine
des Forces armées françaises libres,

survenu le 10 mai 1984, à Paris.
Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité familiale.

35, rue Victor-Massé,
75009 Paris.

M^{me} Pierre Dumonceaux,
née Jacqueline Mangon, son épouse,
Ses enfants et ses petits-enfants,
ont l'immense douleur d'annoncer le
mort soudain de

M. Pierre DUMONCEAUX,
agréé de l'Université,
docteur en lettres,
professeur honoraire
à l'université de Nantes,

survenu le 11 mai 1984, dans sa
soixante-douzième année.
La cérémonie religieuse a eu lieu à
Nantes, le 14 mai, et l'inhumation à
Aix-sur-Meuse (Aisne), le 15 mai.
24, rue Harcourt,
44000 Nantes.

M^{me} Jean Garnier,
Le docteur Jean-Claude Garnier,
cardiologue,
M^{me} et leurs enfants,
M. et M^{me} Bernard Garnier
et leurs enfants,
M. Christian Garnier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GARNIER,
ingénieur général honoraire
de la SNCF,
officier de l'Ordre national du Mérite,
leur époux, père et grand-père,
survenu le 19 mai 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 22 mai, à 8 h 30, en l'église
réformée de l'Oratoire du Louvre,
145, rue Saint-Hippolyte, à Paris-1^{er}.

Ni fleurs ni couronnes.
Des dons pourront être faits aux
œuvres de l'Oratoire.

L'inhumation aura lieu à Saint-
Hippolyte-de-Bretonne, le jeudi 24 mai, à
14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Magasin. Alger.

Zaria Tchéliche et ses enfants
font part du décès de leur père.

Yvette GASTON,
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Patrick Pascal,
née Navarro,
Leurs enfants, famille et alliés
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Para NAVARRO,
indigène,
survenu le 12 mai 1984.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
jeudi 14 mai 1984 en l'église de Font-
vieille (Bouches-du-Rhône), suivie de
l'inhumation dans le cimetière familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Maison de la Touche,
45, rue de la Touche,
13990 Fontvieille.

Bône. Casablanca. Aix-
en-Provence.

M^{me} Paula Pitaud,
Ses enfants Jean-Michel, Philippe et
Marie,
M. Michel Tonnain,
ont le regret de faire part du décès de

M. Jean PITAUD,
professeur,
survenu le 15 mai 1984.

Les obsèques ont eu lieu le 15 mai, à
Aix-en-Provence (Grand-Saint-Jean).

M^{me} Marie-Claire TRYSSERONNE
a regretté le décès de son mari

Louis-Marcos,
décédé le 17 mai 1984, dans sa
cinquante-huitième année, pour elle, ses
enfants, sa famille et tous leurs amis.

L'inhumation aura lieu le mercredi
23 mai 1984, à 10 h 30, en l'église de
Saint-Jacques, 95, rue Marcel-
Sembat, 93430 Villiers-sur-Marne.

Pas de fleurs, hormis celles des
champs.

Anniversaires

Le 22 mai 1980 (épave)
Robert CATALAN.

Que tous ceux qui ont connu le réla-
tant, l'ami ou simplement l'homme,
aient une pensée pour lui.

Le 21 mai 1983, à vingt ans, nous
quittait

Léonard CATTIER,
avec sa gentillesse, son intelligence et
son courage.

Une pensée est dédiée à ceux qui
l'ont connu.

Liz. Villeurbanne.

Jean SAINT PAUL,
est toujours vivant dans l'esprit et le
cœur de tous ses amis et de tous les
siens. Premier anniversaire de sa dispa-
rition.

Communications diverses

Séminaire « Humour juif et incon-
scient ». Chien salue les montagnes
au centre Rachi, 30, boulevard Fort-
Royal, 75005 Paris.

Mardi 22 mai, à 20 h 30, avec Max
Kohn et Richard Zehren.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

Université Paris-IV, lundi 21 mai,
à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Fran-
çois Luytens : « Recherches sur la
Koiné-Kongo ».

Université Paris-IV, samedi
26 mai, à 14 heures, amphithéâtre Qui-
not, M. Yves Madou : « Critique et
signification chez Joseph de Maistre ».

Université Paris-VIII, samedi
26 mai, à 14 heures, salle C 426,
M. Marc Planté : « Recherches sur les
catégories verbales (et autres). Etudes
de morphologie française ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

GALERIES LAFAYETTE

— 10%
sur toute la mode femme,
homme, enfant, et les accessoires
du 4/05 au 9/06
avec la carte Galeries Lafayette.
Cette carte est gratuite
après acceptation de votre dossier.

Jouez l'attrait
de l'asymétrie d'une robe
sculpturale à nouvelles
bretelles, 100% coton, 295 F.



FESTIVAL DE LA
MODE AU 9

Provoquez par la féminité
d'une robe bustier à fleurs
bordée d'un volant,
50% coton,
50% polyester, 250 F.

Soulignez vos charmes
dans une robe sirène
à emmanchures américaines,
50% coton, 50% acrylique, 250 F.

84
Galerias Lafayette
HAUSSMAN
MONTMARTRE
BELLE-ÉPINE

FRANT

officiel du service de
domaines scientifiques

DICTIONNAIRE
DES
NEOLOGISMES
OFFICIELS
Tous
les
nouveaux
mots
EDU

149 F.

1461

DICTIONNAIRE DE
Tous les mots nouveaux
termes avec leurs
sens et les textes légaux
DICTIONNAIRE
DE LA MICRO-EN-
dictionnaire fran-
çais
800 termes, leurs
Un index permet de
LEXIQUE DES FIB-
750 termes avec
nos nouveaux dan-
des illustrations
de fibres existants.

1465

Le Monde

économie

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Le mirage des trente-cinq heures

(Suite de la première page.)

Figure aussi le fait que, dans l'ensemble, le niveau des salaires est, dans cette partie du monde, trop élevé, ce qui, très grossièrement, signifie que la part du produit national consommé reste trop grande par rapport à celle qui est disponible (profits) pour la formation du capital.

S'il en est effectivement ainsi, comme l'affirment les analyses convergentes de maintes institutions nationales et internationales (OCDE notamment), la réduction de la durée du travail avec, à la limite, diminution correspondante du salaire, comme le très puriste Edmond Maire serait dans certains cas prêt de l'accepter, ne changerait rien au fond de l'affaire puisque le coût de l'heure de travail resterait au même niveau après comme avant.

Des raisons d'espérer

De cette analyse ne tirons pas pour l'avenir de conclusions trop moroses, du genre de celles qui sont associées aujourd'hui à la doctrine de la rigueur pour la rigueur. Une économie d'échanges libres est normalement promise à l'expansion. Il n'y a aucune raison de penser que le mouvement ne reprendra pas, et, avec lui, une nouvelle augmentation du pouvoir d'achat si on supprime progressivement les blocages qui s'opposent au bon fonctionnement de la machine. Tant l'expérience historique (la désastreuse mise en vigueur de la semaine de quarante heures sous le Front populaire en 1936) que l'observation des faits et le raisonnement indiquent malheureusement à voir dans une marche forcée vers les trente-cinq heures une obstacle plus qu'un adjuvant.

L'idée que le partage du travail puisse être un remède au chômage se fonde sur l'hypothèse peut-être moins vérifiée que jamais en cette période d'innovation technique accélérée que chaque emploi est substituable à un autre emploi. Supposons un atelier composé de 600 personnes dont 100 sont des travailleurs hautement qualifiés, et 500 des OS. La modernisation pourra impliquer que 300 personnes seront suffisantes dans l'avenir pour fournir la même production, dont 200 hautement qualifiés et parmi elles un certain nombre de techniciens supérieurs capables de contrôler des robots

dont la mise en service réduira mestons à 100 le nombre des OS.

Une des raisons d'espérer est précisément qu'il est arbitraire de supposer la production destinée à rester égale. Force est de reconnaître que les syndicats ouest-allemands, qui ne manquent pourtant pas d'experts ni d'économistes pour les conseiller, ont engagé avec une certaine légèreté un combat pour la réduction du temps de travail.

Où sont les enquêtes et les études solides qui leur permettent de soutenir, comme ils le font, que puisque la République fédérale compte environ 2,35 millions de chômeurs - pas très loin de 10 % de la population active - en obtenant un pourcentage identique la durée hebdomadaire du travail on doit pouvoir procurer un emploi à plus de 1,5 million d'entre eux ?

Bornons-nous à constater que l'argumentation, qu'elle s'appuie ou non sur les résultats de modèles économétriques, repose tout entière sur l'idée réductrice magistralement par Alfred Sauvy selon laquelle la quantité de travail à accomplir est une donnée fixe pour une bonne période de temps et qu'il suffit d'en distribuer les parts entre les ayants droit.

Une histoire éternelle

Mais pour juger sous toutes ses facettes l'impact de la mesure préconisée, le point essentiel est ailleurs. Il est de constater qu'elle va directement à l'encontre de ce qui est encore aujourd'hui dans les pays d'Occident, et à plus forte raison dans les pays industrialisés de l'Extrême-Orient, considéré comme le comportement normal de tout individu menacé de perdre son emploi. Supposons que Pierre soit dans ce cas, quelle sera sa réaction ? Va-t-il travailler davantage pour essayer de prouver qu'il est moins indispensable du moins utile à son entreprise, ou bien au contraire va-t-il réfléchir sur l'effort dans la vague idée que si on n'a plus besoin de ses trente-neuf heures de travail on pourrait bien le garder s'il consent à travailler moins longtemps ?

Si, comme il est probable, il prend le premier parti - qui ne voit que c'est un agissement de la sorte qu'il a le plus de chances quant à lui de rester ? - les partisans du partage du travail nous montrent de nous poser au moins sur le plan des principes

une autre question. En évitant pour lui le licenciement, Pierre n'a-t-il pas rompu la solidarité avec ses camarades en leur retirant, si l'on peut dire, le travail des bras et les condamnant par son zèle au chômage ? Là encore, on se trouve en présence d'un raisonnement qui contredit le sens commun et d'un réflexe qui dans ces temps de crise a plus souvent l'occasion de s'exercer qu'un vent bien le dir.

On n'aime plus les histoires édifiantes, mais c'est un fait que beaucoup d'entreprises ont été sauvées de la disparition parce que, à un moment donné l'ensemble du personnel, direction et employés confondus, ont accepté de donner le fameux coup de collier.

La fable du Mandeville

Le cas du diligent Pierre et de notre équipe modèle illustre un des plus grands débats de l'économie politique commencés il y a deux siècles et qui sans doute n'a jamais été aussi d'actualité qu'à notre époque. Ce qui mérite d'être encouragé chez un individu, chez une famille ou dans une petite collectivité - le goût du travail, par exemple, et de l'épargne - est-il encore bon pour le gouvernement de la société tout entière ? Un écrivain anglais, Bernard de Mandeville, avait scandalisé beaucoup de ses contemporains en publiant au début du dix-huitième siècle un poème didactique, connu sous le nom de *Fable des abeilles* ou *Vice privé et avantages publics* (*Fable of The Bees, Private Vice, Public Benefit*), dans lequel il soutenait que, en se montrant fidèle aux vertus de frugalité et d'épargne, une famille travailleuse pour son enrichissement mais pas pour celui de la nation car l'agriculture et les manufactures ne se développent que dans un climat de dépenses et de luxe.

Keynes, dans sa célèbre *Théorie générale* (1934), cite abondamment ce texte pour l'approuver, et remarque que c'est probablement en pensant à lui qu'Adam Smith écrivait soixante et onze ans plus tard en ses *Recherches* : « ce qui est prudent dans la gestion des affaires domestiques peut difficilement passer pour déraison dans la conduite du royaume ».

La doctrine de Mandeville-Keynes aura été appliquée jusqu'à aujourd'hui inconsciemment sur une échelle beaucoup plus vaste qu'à aucun autre moment du passé. Le déficit qu'on ne pardonne ni à un particulier (voir la sévérité des lois réprimant les chèques sans provision) ni à une PME a été élevé au rang d'instrument privilégié de la politique économique pour stimuler l'activité.

Ajoutons que le prestige dont a joui pendant longtemps la doctrine marxiste n'a pu qu'accentuer encore le divorce entre connotations positives sur le plan individuel de certaines qualités ou aptitudes et négatives sur le plan collectif. Pour un marxiste, un chef d'entreprise qui a réussi est aussi un exploitateur du travail d'autrui.

La révolution conservatrice dont il est tant question aujourd'hui et qui fait sentir son influence dans tous les secteurs d'opinion, y compris dans les partis de gauche, n'est pas autre chose qu'une vaste tentative de réconciliation des valeurs individuelles et collectives. Elle est favorisée par la crise parce que les fantasmes dépressifs de la puissance publique ont cessé d'apparaître comme un facteur d'expansion, l'inflation qui en résulte, étant sentie non plus comme un euphorisant mais comme une menace depuis que les salaires ne suivent pas automatiquement les prix et que les taux d'intérêt élevés annulent pour les emprunteurs les avantages d'une monnaie fondante.

Ce processus de réconciliation ne peut manquer d'avoir des conséquences sur l'attitude vis-à-vis du travail. Il est vrai que jusqu'à maintenant on a eu tendance à porter presque exclusivement l'attention sur le fait que le progrès technique permettait un raccourcissement de la durée de certaines tâches. Il est encore rarement question de cet autre fait que la complexité croissante de la vie sociale, l'abondance des informations utiles et nécessaires à assimiler, ont pour conséquence inverse d'allonger cette durée.

Même si demain la semaine de trente-cinq heures était décrétée, un grand nombre de cadres supérieurs et moyens, d'ingénieurs, de chefs d'atelier, sans bien sûr parler des chefs d'entreprise et des non-salariés, continueraient par nécessité de travailler cinquante, soixante heures, voire davantage. Peut-on penser qu'ils accepteraient de partager sérieusement la part de pouvoir qu'ils détiennent avec ceux qui en seraient quittes avec trente-cinq

heures ou moins ? Et l'exercice d'une responsabilité quelconque n'exige-t-il pas un minimum de présence ?

La réduction du temps de travail serait-elle grosse de nouvelles divisions sociales ? A supposer que l'échelle des trente-cinq heures, puis des trente heures, soit franchie, il est possible que, ce faisant, on se serait libéré du tabou du travail mais ne serait-ce pas pour déboucher sur une société plus déchirée que jamais et vouée à d'autres silences et à d'autres mépris ?

PAUL FABRA.

M. Mauroy presse les partenaires sociaux d'engager des négociations

(Suite de la première page.)

Deux mois plus tard, M. Mauroy annonçait au CNPF une pause de la réduction de la durée légale de travail jusqu'à la fin 1983. L'objectif des trente-cinq heures en 1985 n'était plus repris par le gouvernement, même si M. Mauroy avait menacé, début 1983, de quitter le gouvernement s'il n'était pas suivi dans sa volonté de relancer le mouvement. Le D. F. Plan parle bien de la nécessité d'aller vers les trente-cinq heures mais « de façon sélective, décentralisée et contractuelle ».

La position gouvernementale n'a pas bougé sur ce point. Il n'est pas question de nouvelle réduction par la voie légale. L'Etat, cependant, agit par le biais de nouveaux contrats de solidarité plus avantageux et moins contraignants pour les entreprises. Mais M. Mauroy, s'il ne fixe plus de date, espère que le mouvement des métallurgistes allemands va permettre par contagion d'avancer en France, sachant par ailleurs qu'une initiative pourrait être lancée par la Confédération européenne des syndicats.

Mais un double obstacle demeure.

(Publicité)

LE SPÉCIALISTE EN PORTUGAIS DU BRÉSIL.
- Formation professionnelle
- Cours dans les entreprises
ou
PROGRESSIO 783-40-36
27, av. de Breteuil, 75007 Paris

Le conflit sur la durée du travail en RFA

Patronat et syndicats pourraient se rencontrer mardi

L'organisation patronale de la métallurgie ouest-allemande *Gesammetall* pourrait rencontrer, lundi 21, le syndicat IG-Metall, afin de fixer une date pour une rencontre au sommet entre les deux organisations, a annoncé, dimanche 20 mai, un porte-parole du patronat à Francfort.

Cependant, à la différence de l'IG-Metall, qui revendique le semaine de trente-cinq heures sans

perte de salaire dans la métallurgie, le patronat souhaite des négociations au niveau fédéral. Le syndicat veut, lui, négocier au niveau régional. Cette rencontre au sommet pourrait avoir lieu dès mardi.

A partir de lundi, le conflit dans la métallurgie ouest-allemande va se durcir, puisque l'IG-Metall appelle 32 000 de ses syndiqués à cesser le travail dans la région de Francfort. Ceux-ci s'ajoutent à ceux de Stuttgart. De son côté, le patronat va répliquer par le lock-out et fermera toutes les usines de plus de 2 000 personnes, à partir de mardi, dans le nord du Bade-Wurtemberg.

Cette grève, la plus importante en RFA depuis 1978, risque de paralyser très rapidement l'ensemble de la production automobile ouest-allemande, la majorité des usines où elle est observée étant des sous-traitants de cette industrie. - (AFP.)

● RECTIFICATIF. - Dans l'article du « Monde de l'économie » du 15 mai sur la progression de FO aux élections professionnelles, deux coquilles ont rendu incompréhensibles les évolutions de certaines organisations syndicales. Ainsi, aux Verreries mécaniques champenoises, dans le premier collige au comité d'entreprise, la CGT a reculé de 13,6 points par rapport à 1982 (et non de 136 points). Au comité d'établissement de la SNIAS de Toulouse, la CFDT a reculé de 3,2 points et non de 1 103,03... comme cela a été aussi écrit par erreur.

MICHEL NOBLECOURT.

CNN CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

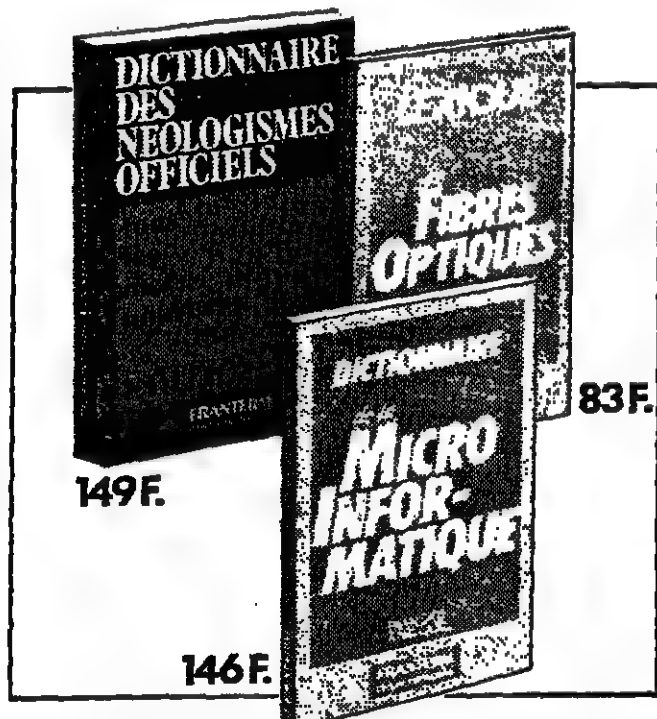
ÉCOLE NATIONALE D'ASSURANCES

Préparation aux Fonctions d'agents généraux, de courtiers, d'inspecteurs
Centres de formation agréés par le Ministère de l'Économie et des Finances
(Article 513-3 du Code des Assurances)

- Gratuité et possibilité de bourse.
- Enseignement à temps plein d'une année universitaire et stage pratique de deux mois.
- Examen d'entrée pour étudiants diplômés Bac + 2.

ÉCOLE NATIONALE D'ASSURANCES
292, rue Saint-Martin, 75141 PARIS Cedex 03 Tél. 271-24-14, poste 503

FRANTERM un organisme officiel au service de la langue française dans les domaines scientifiques, techniques et sociaux.



DICTIONNAIRE DES NÉOLOGISMES OFFICIELS
149F.

DICTIONNAIRE DE LA MICRO-INFORMATIQUE
146F.

DICTIONNAIRE DES FIBRES OPTIQUES
83F.

DICTIONNAIRE DES NÉOLOGISMES OFFICIELS :
Tous les mots nouveaux de la langue française. 1500 termes avec leurs définitions et équivalents anglais. Tous les textes législatifs sur la langue française.

DICTIONNAIRE DE LA MICRO-INFORMATIQUE : Le 1^{er} vrai dictionnaire français de la micro-informatique. 800 termes, leurs équivalents en anglais. Un index permet français/anglais, anglais/français.

LEXIQUE DES FIBRES OPTIQUES :
750 termes avec leurs équivalents anglais, tous les mots nouveaux dans ce domaine. Des illustrations pour mieux connaître tous les types de fibres existants.

DIFFUSION
nathan

84 - C - 6985

Entreprises disposant d'un fort potentiel de reprise et de développement

Dans un contexte économique international difficile, un nombre croissant d'entreprises, petites ou grandes, connaissent de graves difficultés. Or, beaucoup des actifs et des emplois de ces entreprises pourraient être sauvés, si un effort énergique et imaginatif de réorganisation et de restructuration était accompli avant qu'il ne soit trop tard.

Management Partenaires apporte aux entreprises engagées dans une mutation profonde une assistance tout à fait originale : pendant une période transitoire d'une à plusieurs années, nous détachons auprès d'elles des gestionnaires expérimentés - soit comme consultants, soit comme directeurs opérationnels au sein de l'entreprise ; nous leur apportons une aide très concrète dans divers domaines : diagnostic, aide à la décision, préparation de dossiers, recherche de partenaires, conduite de négociations ; enfin, nous pouvons leur rechercher des concours financiers et, dans certains cas, inciter des investisseurs à prendre une participation.

Dirigeants expérimentés de très haut niveau prêts à investir et s'investir

Pour renforcer son potentiel opérationnel, l'équipe de **Management Partenaires**, consultants et managers de premier plan, recherche des dirigeants à vocation d'entrepreneur pour les faire participer à des missions de restructuration d'entreprise, avec ou sans participation financière.

Si vous disposez d'une expérience de direction générale et avez la volonté et les moyens pour vous engager à fond dans la réorientation stratégique et opérationnelle d'une entreprise industrielle en difficulté, exposez-nous en toute confiance ce que vous pensez pouvoir apporter à une telle expérience. Nous étudierons votre dossier avec la plus totale confidentialité.

Management Partenaires

362-364, rue Saint-Honoré
75001 PARIS
Tél. : 260-36-05

مقاومة الاصل

SOCIAL

Le travail reprend chez Citroën

Le travail reprend cette semaine chez Citroën : dès ce lundi 21 mai à Amiens, où une partie des ateliers sont en chômage technique (1) mardi à Nanterre, où il y a eu lundi matin un peu de confusion, mardi (pour la mécanique) et mercredi (pour la carrosserie et le montage) à Levallois. A Antibes, la reprise aura lieu mercredi, après une journée de chômage technique et une journée de préparation. Les ouvriers qui occupaient l'usine depuis le 11 mai l'ont quittée samedi en fin d'après-midi, après un meeting où M. Akla Ghazi, secrétaire du syndicat CGT, s'est par ses camarades, a annoncé : « Nous allons tout faire pour contraindre la direction à négocier ».

Pour sa part, le secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie, M. André Sainjon, a précisé que le fin de l'occupation était « une adaptation de la lutte à un moment donné ». « Il faut maintenant discuter de tout », a-t-il ajouté. Une discussion constructive devrait permettre de résoudre correctement le problème de l'emploi et d'éviter les licenciements qui n'ont aucune justification. M. Sainjon a rappelé que la fédération contestait l'existence de « sureffectifs » dans l'entreprise : « Aucun élément n'est apporté par Citroën pour la justifier. Le gouvernement (qui a reconnu l'existence de sureffectifs dans l'automobile, NDLR) n'en sait pas plus que nous. » Mais « si la direction est capable de justifier sa thèse, nous sommes prêts à négocier ».

M. Jacques Calvet, président de la firme, devait être reçu par le premier ministre lundi, avant la réunion du conseil d'administration (prévue mardi). La direction de Citroën va entamer une nouvelle consultation cette semaine pour recenser le nom-

bre définitif de salariés étrangers prêts à rentrer dans leur pays en bénéficiant de la convention signée la semaine dernière avec l'Office national d'immigration. Lors de la première consultation, quatre cent neuf personnes seulement s'étaient déclarées intéressées. Le ministère des affaires sociales, s'appuyant sur des indications de la direction, en espère sept cents.

Mais le Maroc - pays d'origine de la plupart des ouvriers étrangers de Citroën - n'encourage pas ses nationaux à rentrer : « Il est de l'intérêt de l'Etat marocain et des immigrés que ceux-ci restent travailler en France », a déclaré, dimanche soir, M. Youssef Ben Abba, ambassadeur marocain à Paris, au cours de l'émission Moustique diffusée sur FR3.

(1) Les grèves dans les usines parisiennes entraînent une journée de chômage technique à l'usine de Metz-Trémery, qui fabrique des moteurs pour le CX, et trois à cinq jours, selon les usines, à Bony, qui fabrique des boîtes de vitesses, indique la direction.

M. Paul Marchelli était fongueur et imprévisible lorsqu'il était député général de la CGC. Désormais président de la Confédération française de l'encadrement, il demeure imprévisible et fongueur. La mutation du langage n'a pas suivi le changement de fonction. La séance de clôture du 26^e congrès de la CGC, le 19 mai à Versailles, a illustré l'échec du dialogue entre le gouvernement de gauche et la centrale des cadres. Représentant le gouvernement, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, avait à accomplir une mission pénible. Il savait que le nouveau président avait menacé d'une manifestation dans la rue, le 15 octobre - qui n'a été évacuée à la tribune par aucun congressiste - si on ne modifiait pas son projet sur la représentation de la CGC au Conseil économique et social. Il avait également pu noter l'appréhension plutôt positive portée par le dirigeant syndical sur la politique économique et industrielle actuelle du gouvernement.

M. LE GARREC A LA CLOTURE DU 26^e CONGRÈS DE LA CGC

Querelles de petites phrases

Accueilli froidement, écouté dans un silence glacial, applaudi poliment la fin, M. Le Garrec a prononcé habilement un discours sans concession. S'il y a eu quelques coups de patte, la tonalité n'était pas polémique. Mais M. Marchelli, en lui répondant, sans notes, ce qui multipliait les risques de dérapage verbal, est allé crescendo dans la dureté de son ton, tout en reconnaissant au secrétaire d'Etat une « volonté sincère d'ouverture ». « Je n'ai pas l'intention, attaque-t-il d'emblée, très applaudi, de fournir beaucoup de petites phrases. (...) J'attendais beaucoup par ce que nous avons une impression d'urgence. Nous avons aussi l'impression que le dialogue de sourds devient une constante dans la nation. J'espère que si par malheur il se prolonge de dégrader un instant, le mécanisme de votre oreille sélective jouerait pleinement. » Chassez le naturel, il revient au galop. M. Marchelli a accompli les petites phrases et il a, avec M. Le Garrec, joué à cache-cache.

Quelques exemples illustrent ce rendez-vous manqué. Demandant aux partenaires sociaux de ne pas rester « figés » face à la montée du chômage, M. Le Garrec avait affirmé : « Il s'agit, en effet, pour la France de rechercher les conditions de la croissance la plus forte possible, sans quoi il est exclu d'espérer un renversement de la tendance actuelle. Pour atteindre cet objectif, le plus court chemin n'est pas le renoncement à la politique de rigueur. » Lots de renouveau en réponse son appel au plan Delors et aux orientations budgétaires de 1985, le nouveau président de la CGC a dénoncé le niveau de l'endettement, le retard des investissements technologiques et le « formidable recul » des Français « par rapport à leur travail, parce qu'on leur a expliqué que l'important c'était les congés ».

La solution ? « Il faut passer par la croissance », concluait-il sur ce point, alors qu'on ne trouvait guère trace d'un tel plaidoyer pour la croissance dans le rapport d'orientation du candidat emprunt d'une rigueur plutôt délicate.

M. Le Garrec avait évoqué longuement le « contrat de confiance » du gouvernement avec l'encadre-

ment, précisant, en réponse à une critique essentielle de la CGC, qu'il concernait « tous ceux qui veulent bien se sentir interpellés » par les quels les agents de maîtrise (la CGC compte parmi ses adhérents une moitié d'agents de maîtrise).

M. Marchelli n'en a tenu aucun compte : « L'encadrement, c'est l'ensemble des catégories que nous représentons. Si vous essayez de dissocier ce que nous avons mis des années à bâtir, nous vous ferons la guerre. » Plaidant en faveur de la mobilisation et de l'effort, du « dialogue construction », M. Le Garrec a souligné le « décalage » entre « la capacité d'innovation des Français » et « l'existence d'égotisme et de repliements sur soi dont à terme on peut craindre qu'ils soient destructeurs pour notre pays ». Et, ajoutant, « la concertation peut être franche, voire rude, mais elle a besoin, pour progresser, d'un climat d'ouverture, de jugements brefs et les petites phrases. Méditez, en tout cas, cette formule du cardinal de Retz : « On est plus souvent dupé par la défiance que par la confiance ».

Le successeur de M. Menn (qui a été élu président de l'Assemblée confédérale) a encore soufflé le chaud et le froid, mêlant petites ouvertures et sévères mises en garde.

ÉNERGIE

● Chinois et Britanniques signent un accord de coopération nucléaire. — Le Brésil et la Chine vont signer, lors de la visite à Pékin, à compter du 27 mai, du président Jiao Guoqing, une lettre d'intention sur la coopération en commun d'uranium et la construction de réacteurs nucléaires. Aucun des deux pays n'est signataire du traité de non-prolifération nucléaire.

● Accord entre la Chine et le Japon sur la prospection d'uranium dans le Yunnan. — La Chine et le Japon ont signé un accord pour la prospection des ressources en uranium de la région de Tongchong dans la province du Yunnan (sud-est

de la Chine). La prospection sera réalisée par les Chinois, mais les Japonais fourniront financement et technologie. — (AFP).

● L'Italie aurait conclu l'accord sur l'exportation de gaz sibériens. — L'Italie aurait, la semaine passée, conclu un accord sur l'achat de 4 milliards de mètres cubes de gaz sibériens par an dans un premier temps, de 5 milliards de mètres cubes éventuellement quelques années plus tard. Cet accord devrait être signé officiellement à Moscou dans dix jours. C'est ce qu'affirme le quotidien italien la Repubblica, qui ajoute que l'Italie a obtenu un bon prix (un prix-plancher qui serait inférieur à 3,80 dollars par million de mètres cubes British Thermal Unit)...

M. N.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 29 juin 1984



Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management avancé

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

ACIERS DE PRECISION POUR INDUSTRIES EXIGEANTES

Pour pouvoir alimenter les chaînes robotisées de l'industrie de demain, les nouveaux aciers exigent des technologies de production rigoureuses aux caractéristiques très précises : aujourd'hui, l'automatisation des procédés sidérurgiques est une réalité.

De la coulée continue aux laminés et aux trains à bandes, l'informatique aide progressivement les hommes à resserrer leurs contrôles.

Contrôle en continu des tôles par ultra-sons, contrôle de profil des poutrelles par lasers, contrôle du laminage à égalisation optimale par ordinateur... Les ingénieurs du Groupe USINOR vivent intensément une nouvelle génération de l'acier.

Qualité des procédés, des produits, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

USINOR

CONJONCTURE

La consommation des ménages en produits manufacturés continue de baisser fortement

La consommation des ménages en produits manufacturés (textile, électroménager, automobile, ameublement, électro-aoustique, ...) a continué de baisser en avril. Selon les statistiques de l'INSEE, la baisse a atteint 2,2 %. Par rapport à avril 1983, la consommation a diminué de 4,4 % en volume.

Depuis la mi-1982, la consommation des ménages est en baisse. A quelques variations près (fin 1983), cette tendance ne s'est jamais inversée depuis maintenant presque deux ans.

Globalement - c'est-à-dire avec les services, dont la demande conti-

nue, elle, de progresser - la consommation stagère, comme le montrent les comptes trimestriels de la nation. Et cela malgré une baisse du taux d'épargne des ménages.

• L'indice mensuel de la production industrielle, calculé par l'INSEE, s'est inscrit à 133 en mars, contre 131 en février (base 100 en 1970), soit une hausse de 1,5 %, après correction des variations saisonnières, dans le bâtiment et les travaux publics. En un an (mars 1984 comparé à mars 1983), l'indice mensuel progresse de 4,7 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ ou -	Rep. + ou disp.	+ ou -	Rep. + ou disp.	+ ou -	Rep. + ou disp.		
SE-LL	8,5000	8,5000	+ 90	+ 110	+ 95	+ 125	- 10	+ 110
S can.	6,5635	6,5670	+ 60	+ 100	+ 84	+ 122	+ 13	+ 121
Yen (100)	3,6440	3,6425	+ 185	+ 196	+ 328	+ 346	+ 1024	+ 1006
DM	3,0705	3,0720	+ 174	+ 184	+ 310	+ 324	+ 880	+ 948
Flora	2,7325	2,7345	+ 145	+ 155	+ 267	+ 281	+ 770	+ 818
F.R. (100)	15,1245	15,1325	+ 46	+ 128	+ 75	+ 182	- 45	+ 331
F.S.	3,7400	3,7420	+ 282	+ 297	+ 514	+ 534	+ 1404	+ 1525
L (1 000)	4,9853	4,9880	+ 120	+ 132	+ 280	+ 280	+ 907	+ 977
£ (1 000)	11,9470	11,9560	+ 347	+ 392	+ 583	+ 651	+ 1465	+ 1609

TAUX DES EUROMONNAIES

	5/16	3/11/16	10/12	10/7/8	11/1/16	11/7/16	12/12	12/3/8
SE-LL	5/16	5/12	5/7/16	5/13/16	5/11/16	6/1/16	6/1/8	6/1/2
DM	5/16	5/12	5/7/16	5/13/16	5/11/16	6/1/16	6/1/8	6/1/2
Flora	5/16	5/12	5/7/16	5/13/16	5/11/16	6/1/16	6/1/8	6/1/2
F.R. (100)	14/12	14/12	14/3/16	14/3/16	14/3/16	14/3/16	14/3/16	14/3/16
F.S.	14/12	14/12	14/3/16	14/3/16	14/3/16	14/3/16	14/3/16	14/3/16
L. (1 000)	11/12	11/12	11/11/16	11/11/16	11/11/16	11/11/16	11/11/16	11/11/16
£ (1 000)	11/12	11/12	11/11/16	11/11/16	11/11/16	11/11/16	11/11/16	11/11/16

PHILIPPE LÉOTARD

la pirate



Une fois les représentants du personnel élus, les pouvoirs publics désigneront leurs représentants et les « personnalités qualifiées ». La liste complète des administrateurs par entreprise sera ensuite publiée au Journal officiel. Lors de leur première réunion, les conseils choisiront en leur sein un président dont la nomination, pour devenir effective, devra être approuvée par le conseil des ministres, ce dernier n'ayant, en théorie, qu'un pouvoir de veto. En pratique, les choix auront été faits au préalable par le gouvernement et l'Elysée. Sauf cas particulier, la lecture de la liste des représentants de l'Etat et des « personnalités qualifiées » nommées par lui devrait donc donner le nom des futurs PDG. Ainsi, la nomination de M. Bernard Hanon comme administrateur de la région Renault laisse à penser qu'il a toutes les chances d'être confirmé dans ses fonctions.

Dans la majeure partie des cas, les PDG en place depuis deux ans se

DERNIÈRE ÉTAPE DU PROCESSUS DE NATIONALISATION

Les dirigeants des groupes du secteur public seront connus à la fin juin

D'ici la fin du mois de juin, les dix ou vingt-trois entreprises (et les filiales) du secteur nationalisé concernées par la loi de démocratisation et leurs deux millions deux cent mille salariés seront dotés de leurs nouveaux conseils d'administration où se côtoieront les représentants élus du personnel (en général un tiers des sièges), ceux de l'Etat et des « personnalités qualifiées ».

Cette vaste procédure, dernière étape juridique du processus de nationalisation, ne devrait pas entraîner de grands bouleversements à la tête des entreprises concernées.

Renault avait ouvert le bal le 15 mars. Air France le clôturera le 16 juin, la plupart des consultations ayant lieu dans la seconde quinzaine de mai (1). Même s'il est encore trop tôt pour faire un bilan, l'impact suscité jusqu'à présent par ces élections a généralement surpris. Il se traduit par une forte participation au scrutin (70 % voire 80 %) et des débats internes animés sur les vices et les vertus de la cogestion.

succéderont à eux-mêmes. Ayant engagé, notamment dans les groupes industriels, de vastes réorganisations, un « nettoyage » des lieux et des comptes, une remise en ordre de la gestion quand c'était nécessaire, un changement de direction au milieu d'un tel processus serait préjudiciable aux entreprises. Et, outre, deux ans est un délai trop court pour juger de l'action d'un homme ou d'une équipe. D'autant qu'après des débuts laborieux pour quelques-uns les choses iraient plutôt en s'améliorant.

Dans les banques, on devrait enregistrer quelques changements dans les petits établissements, notamment régionaux, et dans l'une des principales banques de dépôt nationalisées en 1982. Quant à M. Mayoux, critiqué pour certaines de ses positions abruptes vis-à-vis des groupes industriels en difficulté (Crenault-Loire), il devrait rester à la Société générale.

Le cas de la CGE

C'est dans l'« ancien » secteur public que les choses pourraient le plus bouger. M. Giraudet parlant à la retraite, le nom de M. Marceau Long, actuel PDG d'Air Inter, est le plus souvent prononcé. Reste à lui trouver un remplaçant. Plusieurs noms sont avancés. De M. Elsen, délégué général de la région Renault, à M. Hubert Prévost, écarté cavalièrement du commissariat général au Plan. Les cas d'EDF et de la SNCF seraient toujours en suspens. Pour la première, cela dépend surtout de M. Boiteux et des nouvelles fonctions qu'il pourrait éventuellement exercer. Pour la seconde, il n'est un secret pour personne que la gestion de M. Chadeau n'a pas que des partisans... Mais d'autres paramètres, notamment politiques, entrent en jeu.

Les changements dans les grands groupes industriels devraient être

l'exception. Si le sort des deux « sidérurgistes » a été un instant en balance, on s'orienterait vers leur maintien. Reste le cas de la Compagnie générale d'électricité.

En février 1982, M. Brunet, ambassadeur de France, avait pris le fauteuil de M. Ambroise Roux, M. Peberreau, entré dans le groupe en 1968, demeurant numéro deux. Toutefois, il était plus ou moins acquis que ce dernier succéderait - si tout - se passait bien - à M. Brunet, qui aura soixante-cinq ans (limite d'âge qui va être légalisée pour les dirigeants des nationalisées) le 20 janvier prochain. A l'automne, la cause paraissait entendue. Tout aubain de son « coup » dans le téléphone (la reprise des activités de Thomson dans ce secteur) et des perspectives séduisantes de développement de la CGE qu'il avait fait miroiter à ses interlocuteurs officiels, M. Peberreau semblait destiné à la présidence.

Or le climat a changé ces derniers mois. Les méthodes de direction et de gestion du groupe, la troublante présentation des comptes 1983 (avec, par exemple, le tour de passe-passe sur les pertes de la Société générale d'entreprise), la non-concrétisation des promesses de percée à l'étranger, (notamment aux Etats-Unis), et de « grands accords internationaux », ont amené le pouvoir à s'interroger. D'autant que la manière dont M. Peberreau s'est comporté sur un certain nombre de dossiers a suscité une irritation croissante à son égard, aux administrations aux PTT ou aux finances comme dans certains milieux industriels français et étrangers. Si M. Peberreau conservait des partisans, le nombre de ses adversaires résolus s'était donc singulièrement accru.

L'affaire de la « rente à vie », révélée il y a un mois (2), n'a fait qu'accroître le malaise et les interrogations, des parlementaires de la majorité, au gouvernement - M. Labarrère a jugé « choquant » à

la tribune de l'Assemblée un tel procédé - en passant par les syndicats de l'entreprise. Ainsi, tous les administrateurs « salariés » de la CGE (à l'exception du représentant de FO) ont protesté et adressé des lettres ouvertes à M. Brunet sur le sujet.

Depuis, M. Peberreau, sans doute sermonné, a renoncé à sa rente, et M. Fabius a pris acte de cette décision qui « honore ce responsable d'un grand groupe qui a obtenu en France et à l'étranger des résultats remarquables ».

Une phrase à double sens, qui résonne pour les uns comme un éloge funèbre, mais... annonce pour les autres sa prochaine nomination. Réponse dans quelques jours.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Les élections à la SNCF, qui ont un statut spécial, auront lieu plus tard.

(2) M. Peberreau s'était vu octroyer par le conseil d'administration de la principale filiale du groupe, CIT-Alcatel, une rente à vie annuelle de 400 000 F indexée, dans le cas où il quitterait sa fonction de PDG de CIT-Alcatel.

SOCIÉTÉ « LES CADRES DU MONDE »

Les associés de la Société civile à capital variable « Les Cadres du Monde » sont convoqués au siège social de la Société, 5, rue des Trévins, Paris 9^e, dans la salle de la cantine, le MARDI 5 JUIN 1984, à 18 heures, pour y tenir une assemblée générale ordinaire avec l'ordre du jour suivant :

- Admission de nouveaux membres et attribution de parts nouvelles ;
- Comptes de l'exercice ;
- Rapport d'activité ;
- Admission de nouveaux membres du Conseil d'administration ;
- Questions diverses.

GUERRE ECONOMIQUE: TAPEZ LES PREMIERS

BANQUES DE DONNEES

INPI

INNOVATION INDUSTRIELLE

Pour vaincre la crise il faut être les premiers. Les premiers à déposer des brevets. Les premiers à innover.

Quelles sont les inventions de votre secteur ? les axes de recherche de vos concurrents ? les meilleurs secteurs pour créer une entreprise... ? L'INPI répond.

L'INPI, c'est l'imagination technique au service des entreprises. Il propose aux chefs d'entreprise des banques de données d'information technique.

La consultation est simple et peu coûteuse :

- Directement chez vous si vous avez un terminal.
- Par appel téléphonique

au Service d'information rapide de l'INPI.

- Interrogation manuelle et sur-micro films à l'INPI.

Inventions françaises et internationales, informations sur les brevets, les marques et les sociétés.

L'INPI est une mine de renseignements qui démontre l'espionnage industriel.

Pour en savoir plus, renvoyez ce bon à l'INPI : 26 bis rue de Leningrad 75008 Paris.

INPI
INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Non Adressé Entendu Société MO

ÉTRANGER

L'ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON SUR L'INTERNATIONALISATION DU YEN POURRAIT ÊTRE PROCHAINEMENT SIGNÉ

(De notre correspondant.)

Rome. — Réunis à Rome, samedi 19 mai, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des dix pays industriellement les plus avancés ont décidé un calendrier pour freiner l'instabilité monétaire. Cette réunion essentiellement de consultation a surtout été marquée par la déclaration du secrétaire au Trésor américain, M. Donald Regan. Celui-ci a annoncé que l'accord entre les États-Unis et le Japon sur l'internationalisation du yen pourrait être signé dans les prochains jours.

M. Regan a notamment précisé qu'il existait déjà un document qui attendait plus que l'aval des autorités financières des deux pays : « On peut considérer que les deux tiers de l'accord sont d'ores et déjà acquis », a-t-il affirmé.

Sur la question des liquidités internationales, la décision a été remise à septembre prochain. Les Dix ont surtout reconnu la nécessité de renforcer les procédures de surveillance multilatérale des politiques économiques. Ils se sont donné jusqu'au milieu de 1985 pour harmoniser leurs positions. Les États-Unis ont manifesté sur ce dernier point une certaine disponibilité, les propositions de réforme du système actuel étant venues précisément de la délégation américaine. Celle-ci a notamment avancé l'idée de confier non pas seulement aux fonctionnaires du FMI en mission, mais aussi aux représentants politiques des pays membres, la tâche d'évaluer les politiques économiques nationales ainsi que de rendre publiques leurs recommandations, afin de stimuler les pressions sur les gouvernements.

En fait, plus que les conclusions de cette réunion des Dix, ce sont les déclarations de M. Regan sur l'internationalisation du yen qui ont retenu l'attention. La rencontre de Rome a été, semble-t-il, l'occasion pour Américains et Japonais de mettre la dernière main au futur accord. Les Japonais ont longtemps manifesté une certaine réticence à l'internationalisation de leur monnaie. Le 1^{er} avril dernier, date du commencement de l'exercice budgétaire au Japon, ont été prises un certain nombre de mesures de libéralisation du marché financier, répondant partiellement aux demandes américaines. L'internationalisation du yen et l'ouverture du marché financier nippon ont été au centre des entretiens qu'a eus M. Regan lors de sa récente visite à Tokyo.

PHILIPPE PONS.

● **Reprise des exportations brésiliennes de soja.** — L'embargo sur les exportations brésiliennes de soja, décidé le 9 mai, a été levé le 18 mai, selon la direction du commerce extérieur de la Banco do Brasil. Toutefois, ces exportations seront conditionnées et ne devront pas dépasser 125 000 tonnes, soit l'équivalent du volume exporté l'an passé. Comme ces exportations ont atteint avant l'embargo 800 000 tonnes, le reste disponible 495 000 tonnes, dont la moitié sera exportable d'ici au 31 juillet et le solde entre juillet et octobre. L'embargo avait été décidé pour ne pas perturber le marché intérieur et contenir l'inflation, dans la mesure où le prix du soja au Brésil suivait l'envolée du cours international. Le contingentement et l'échelonnement des exportations ont les mêmes objectifs.

GRANDE-BRETAGNE

● **Fortes hausses des prix.** — Le coût de la vie en Grande-Bretagne a augmenté de 1,3 % en avril, alors qu'il ne s'était accru que de 0,1 % en mars. Calculé sur douze mois, le taux annuel est toutefois resté stationnaire à 5,2 %. Le résultat mensuel s'explique par l'augmentation des prix des loyers payés aux municipalités, ainsi que par la plus lourde imposition de l'alcool et du tabac, malgré l'abaissement des taux d'intérêt hypothécaires. — (AFP.)

● **PRECISION.** — La SA Mix Richier Béton, soucieuse de préserver son image de marque, tient à rappeler, dans un communiqué à sa clientèle, qu'elle n'a aucun lien juridique avec la société Richier récemment mise en liquidation de biens (Le Monde du 12 mai).

A partir de son usine de Villeurbanne, elle continue la fabrication et la distribution de l'ensemble des matériels et pièces de rechange de son activité béton (bétonnières, centrales à béton, malaxeurs portés) sous la marque déposée Richier Béton. Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à la direction de Villeurbanne : (7) 853-10-68.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LEBON

Les actionnaires de la Compagnie Lebon se sont réunis le 16 mai 1984 en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Roger Paluel-Marmont pour statuer sur les comptes de l'exercice 1983.

Dans son rapport le conseil a indiqué que cet exercice était exceptionnel car plusieurs événements sont intervenus pour en affecter le résultat dans un sens favorable.

Les comptes de l'exercice se soldent en effet par un bénéfice de 72 592 868,37 F qui incorpore des plus-values nettes de cession à long terme pour 39 490 744,46 F. En 1982, le résultat avait été de 47 674 948,12 F dont 26 635 839,59 F de plus-values à long terme. Le résultat de l'exercice 1983 inclut un solde exceptionnel de dividendes de 11 660 448,60 F comptabilisés dans les revenus du portefeuille de titres de participation et un montant de 21 323 269,82 F de plus-values nettes à long terme relatives aux cessions de titres de la Compagnie de distribution de matériel électrique (CDME).

L'introduction en bourse au second marché le 8 décembre 1983 de CDME, principale filiale de la Compagnie Lebon, a été réalisée dans de bonnes conditions au cours de 410 F. Depuis lors, le titre CDME a enregistré une hausse sensible.

D'autre part, au cours de cet exercice la Compagnie Lebon a ac-

quis 30 % du capital de la S.A. Forces motrices de Champ-Pougy qui exploite à la frontière franco-espagnole un barrage hydroélectrique dont la majeure partie de la production est livrée à la ville de Genève.

Sont intervenus également en 1983 la cession par la Compagnie Lebon de sa participation dans la société des Gaz liquéfiés de l'Afrique (GALIAF) et par sa filiale DAP-France de sa participation dans DAP-Tunisie. Les autres filiales et le patrimoine immobilier ne suscitent aucun commentaire particulier.

Les arbitrages effectués pour le financement de l'acquisition de la participation dans la S.A. Forces motrices de Champ-Pougy ont conduit à une valeur comptable du portefeuille de titres de placement de 94 272 906,65 F au 31 décembre 1983 contre 144 999 553,47 F au 31 décembre 1982. Toutefois, malgré les ventes européennes, la valeur courante des titres cotés en bourse pratiquement stable à 229 135 335,47 F contre 239 840 403,69 F à la fin de l'exercice précédent et la plus-value potentielle s'est sensiblement accrue en 1983 pour atteindre 140 392 621,93 F contre 99 870 627,57 F au 31 décembre 1982.

M. Roger Paluel-Marmont a proposé une affectation au cours de laquelle il a notamment déclaré :

« Vous constaterez que les principales opérations réalisées au cours de l'exercice sont dans le droit fil de la politique que je vous ai exposée en 1982. Elles répondent à mon triple souci d'assurer à terme la viabilité CDME les moyens de son développement, d'élargir votre Compagnie des investissements à faible rentabilité ne lui offrant pas de perspectives suffisantes, et de commencer à accroître le nombre et la diversité de ses participations. L'action CDME a été offerte au public sur le second marché le 8 décembre 1983. Nous avons choisi la procédure de l'offre publique de vente, pour permettre au plus grand nombre de candidats actionnaires d'acheter des titres au cours minimum d'introduction de 410 F. Depuis, le cours a progressé dans un marché régulier de plusieurs centaines d'actions par jour. Il évolue actuellement entre 500 et 530 F. A la bonne image de l'entreprise CDME, nous pensons ainsi avoir justifié une bonne image boursière de son titre.

Répondant à ma seconde préoccupation, des participations ont été cédées dans des conditions satisfaisantes. L'action CDME a été Galiaf qui distribue des gaz liquéfiés de pétrole au Soudan et DAP-Tunisie.

L'achat de 30 % du capital des Forces motrices de Champ-Pougy marque la volonté de votre conseil de diversifier les activités de votre Compagnie. Il témoigne aussi, par la nature de l'activité à laquelle nous nous sommes intéressés, de la confiance que vous avez en moi. Notre souci de prudence, les F.M.C.P. exploitent une centrale hydroélectrique aux environs de la ville de Genève à laquelle elles fournissent la majeure partie de l'électricité produite. Cette acquisition a représenté environ 106 millions de francs et s'est effectuée en francs français. Le montant de cet investissement a été pris, en grande partie, sur les bénéfices de la gestion du portefeuille et vous constaterez que le montant cumulé de la valeur réelle du portefeuille et de la trésorerie de votre Compagnie est resté stable d'un exercice à l'autre. C'est dire que, malgré cette importante opération, nos moyens disponibles sont restés intacts.

Cette diversification n'est, dans mon esprit, qu'une première étape et le conseil d'agir sans précipitation n'exclut ni recherches actives ni études permanentes de participation possibles.

La cours des actions de votre Compagnie a évolué de 354,90 F à 740 F entre le début et la fin de l'exercice ; il est aujourd'hui de 751 F. Cette hausse traduit une appréciation progressivement plus exacte de la valeur de votre Compagnie et de ses possibilités futures.

Notre titre dont le volume de transaction a sensiblement augmenté, sera admis sur le marché à règlement mensuel à partir du 23 mai. Nos actionnaires, notamment les institutionnels, bénéficieront ainsi d'une liquidité accrue du marché de notre action.

Après affectation de 39 490 744,46 F à la réserve spéciale de plus-values à long terme, le résultat disponible, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, s'élève à 45 981 657,53 F et a été affecté par la distribution d'un dividende de 19 F par action assorti d'un avoir fiscal de 9,50 F pour 10 000 000 de francs aux autres réserves et pour 21 883 578,53 F au report à nouveau.

Le dividende de 19 F par action représenté avec l'avoir fiscal de 9,50 F une répartition globale de 28,50 F qui sera mise en paiement le 1^{er} juin 1984. Il prend

SOLEIL INVESTISSEMENT

Au 30 mars 1984, l'actif net de la société s'élevait à 292 116 386,32 francs et la valeur liquidative de l'action à 459,99 francs.

L'actif net se répartissait comme suit :

- Obligations françaises 30,66
- Actions françaises 19,36
- Actions étrangères 48,44
- Autres éléments d'actif 1,54

Par ailleurs, nous vous rappelons que l'assemblée générale qui s'est tenue le 25 avril 1984 sous la présidence de M. François Berdot, a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice 1983 ainsi que les autres résolutions qui lui ont été proposées.

D'autre part, cette même assemblée a décidé la mise en paiement, à partir du 30 avril 1984, d'un dividende net de 17,16 francs qui s'accompagne d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,37 franc.

Le paiement des coupons s'effectue sans frais aux guichets de la Banque pour l'Industrie française, 26, rue Laffitte, 75009 Paris.

Les souscriptions effectuées en rémptio de dividende, se font en franchise de droit d'entrée, pendant les trois mois qui suivent la date de mise en paiement.

elf gabon

Société anonyme au capital de 22 500 000 000 F CFA
Siège social : tour Aquitaine, 82 Courbevoie
(République gabonaise)

CONVOCAZIONE

Messieurs les actionnaires de la société ELF-Gabon sont convoqués en assemblée générale ordinaire le jeudi 7 juin 1984 à 10 heures dans les bureaux de la société à Libreville à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. — Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 1983 et rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 ;

2. — Approbation des états financiers et conventions ;

3. — Quitus aux administrateurs et aux commissaires aux comptes ;

Affectation et répartition des bénéfices ;

Ratification de mandats d'administrateurs ;

Fixation des honoraires des Commissaires aux comptes.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée générale, déposer au siège de la société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour Générale, CEDEX 22, 92088 Paris La Défense), au moins huit jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt dans un établissement bancaire ou chez un agent de change.

Les actionnaires désirant se faire représenter devront déposer leur pouvoir au siège de la société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour Générale, CEDEX 22, 92088 Paris La Défense), trois jours au moins avant la réunion.

société nationale elf aquitaine

Société anonyme au capital de 810 048 000 F
Siège social : tour Aquitaine, 82 Courbevoie
RCS Nanterre B 552 120 784
Direction générale : 7, rue Nèlaton, PARIS 15^e

AVIS DE CONVOCAZIONE

Messieurs les actionnaires de la Société nationale Elf Aquitaine sont convoqués le :

MERCREDI 6 JUIN à 14 h 30
au HILTON INTERNATIONAL PARIS

18, avenue de Suffren - 75015 PARIS

1. — En Assemblée générale ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. — Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 1983 et rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice. Approbation de ces comptes et quitus aux Administrateurs ;

2. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivantes de la loi du 24 juillet 1966 ; approbation de ce rapport ainsi que des conventions qui s'y trouvent visées ;

3. — Affectation du bénéfice et fixation du dividende ;

4. — Nominations d'Administrateurs ;

5. — En Assemblée générale extraordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. — Approbation des contrats de fusion intervenus entre les sociétés SOCANAR et EFA SA et la Société nationale Elf Aquitaine ; augmentation de capital correspondante de cette dernière.

A. — Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres de 10 F qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette Assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Toutefois, pour être admis à assister à cette Assemblée, on a s'y faire représenter, les actionnaires auront au préalable à justifier de leur qualité :

● Si les actions sont nominatives, par l'inscription desdites actions sur les registres de la Société, cinq jours au moins avant la date de cette Assemblée.

● Si les actions sont au porteur : Soit en les déposant cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée à la Banque PARIBAS, 3, rue d'Antin.

Soit, si ces actions sont en dépôt ailleurs, en priant le dépositaire d'immobiliser lesdites actions en vue de l'Assemblée et d'en informer l'établissement précité, cinq jours avant la date de l'Assemblée.

Le service des Assemblées de la Banque PARIBAS tiendra des formules de pouvoir et des cartes d'admission à la disposition des actionnaires.

B. — Le mandataire, désigné par un actionnaire, en vue de le représenter à l'Assemblée générale doit être muni d'un pouvoir régulier déposé à la Banque PARIBAS trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

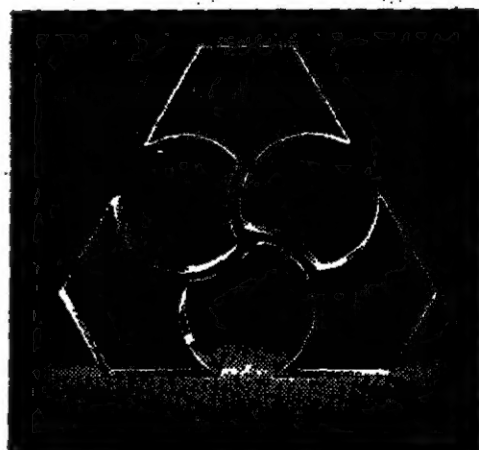
Chaque membre de l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions de 10 F, soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués aux Assemblées générales seront tenus à la disposition des actionnaires à la Direction financière, service des actionnaires, 7, rue Nèlaton, PARIS 15^e ou envoyés aux actionnaires dans les conditions prévues par le règlement en vigueur.

Le Conseil d'Administration a décidé de voter à cinq actions qui assistera à l'Assemblée générale un jeton de présence de 30 F, et ce, quel que soit le nombre d'actions qu'il représente tant pour lui-même que comme mandataire.

Le Conseil d'Administration.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel émet deux emprunts obligataires



350 Millions de F à taux fixe

en obligations de 5000 F.

● Prix d'émission : le pair, soit 5000 F par titre.

● Taux d'intérêt : 14 %

● Taux de rendement actuariel brut au règlement : 14 %

● Jouissance et règlement : 12 juin 1984.

● Durée : 8 ans.

● Amortissement : au pair en totalité à la fin de la 8^e année, sous réserve de rachats en Bourse.

● Note d'information (visa COB n° 84-121 en date du 15 mai 1984) disponible sur simple demande. BALO du 21 mai 1984.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel

350 Millions de F à taux variable

en obligations de 5000 F.

● Prix d'émission : 99,75 %, soit 4987,50 F par titre.

● Taux d'intérêt annuel : égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés, établis par l'INSEE, avec un minimum garanti de 7,50 %.

● Jouissance et règlement : 12 juin 1984.

● Durée : 8 ans.

● Amortissement : au pair en totalité à la fin de la 8^e année, sous réserve de rachats en Bourse.

Crédit Mutuel

Libroz
Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

PHARMACIE
MEDECINE
classe préparatoire
CEPES
NEJULY ET QUARTIER LATIN
75014 PARIS - 722.94.84
722.95.19 - enseignement supérieur privé

CREDIT LYONNAIS
SITUATION AU 3 AVRIL 1984
La situation au 3 avril 1984 s'établit à 666 079 millions contre 641 876 millions au 29 février 1984.
Au passif, les comptes d'inscriptions d'émission, Trésor Public, Comptes Courants, Pensions, etc., s'élèvent à 29 628 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements financiers à 259 095 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 232 906 millions de francs.
A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements financiers s'élèvent à 232 511 millions de francs, la Clientèle à 251 587 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 237 112 millions de francs.
Europartenaires : Commenbank, Banco Hispano Americano, Banco de Roma.

Au Vieux Berfin
Le soir, dîner aux chandelles, piano.
32, avenue George V - 75008 Paris
Tél. 720.88.98 - Fermé le Dimanche.
Le magasin d'alimentation et la brasserie rue Pierre Charron sont ouverts la semaine.

MARCO
BLAN KESBOM
DE LA BANQUE DE

INDICES COTATIONS
INSEE 1984
Cours des actions
Cours des obligations
Cours des valeurs étrangères
Cours des valeurs américaines
Cours des valeurs japonaises
Cours des valeurs allemandes
Cours des valeurs françaises
Cours des valeurs suisses
Cours des valeurs néerlandaises
Cours des valeurs belges
Cours des valeurs italiennes
Cours des valeurs espagnoles
Cours des valeurs portugaises
Cours des valeurs grecques
Cours des valeurs turques
Cours des valeurs indiennes
Cours des valeurs chinoises
Cours des valeurs australiennes
Cours des valeurs sud-africaines
Cours des valeurs brésiliennes
Cours des valeurs argentine
Cours des valeurs mexicaines
Cours des valeurs colombiennes
Cours des valeurs vénézuéliennes
Cours des valeurs cubaines
Cours des valeurs péruviennes
Cours des valeurs équatoriennes
Cours des valeurs boliviennes
Cours des valeurs paraguayennes
Cours des valeurs uruguayennes
Cours des valeurs chiliennes
Cours des valeurs péruviennes
Cours des valeurs équatoriennes
Cours des valeurs boliviennes
Cours des valeurs paraguayennes
Cours des valeurs uruguayennes
Cours des valeurs chiliennes

هنا من الامم

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
- 2. L'AFFAIRE SAKHAROV
 - 2-3. DIPLOMATIE
 - Moscou a augmenté le nombre de ses sous-marins près des côtes américaines.
 - La rencontre Mitterrand-Kohl.
 - 3. PROCHE-ORIENT
 - La guerre du Golfe.
 - 4. ASIE
 - 4. AFRIQUE
 - 4. EUROPE
 - 5. AMÉRIQUES
 - COSTA-RICA : « Nous méritons d'être aidés autant sinon plus que le Nicaragua », nous déclare le président Monge.
- POLITIQUE**
- 6-7. Nue élections municipales et deux cantonales partielles.
- SOCIÉTÉ**
- 9-10. L'ouverture du débat scolaire à l'Assemblée nationale.
- SPORTS**
- 10-11. AVIRON : la revanche des malingres.
 - FOOTBALL : le Racing vingt ans après.
 - LE GRAND PRIX DE FRANCE AUTOMOBILE : McLaren gagne, Renault réagit.
- FESTIVAL DE CANNES**
- 14. Wim Wenders remporte chez lui.
 - Le double pari du Canada et du Québec.
 - 15. Il était une fois en Amérique, de Sergio Leone ; Broadway Danny Rose, de Woody Allen.
- CULTURE**
- 17. MUSIQUE : orléans à l'honneur.
 - 18. COMMUNICATION : polémique autour du projet sur les droits d'auteur.
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**
- 19. POINT DE VUE : « Non, le FMI n'est pas une puissance coloniale », par George Moine-Yvel.
 - 20-21. Les grands courants de l'épargne.
 - 22. A travers les revues étrangères, par Daniel Viory.
- ÉCONOMIE**
- 43. La réduction du temps de travail.
 - 44. SOCIAL : le travail reprend chez Citroën.
 - 45. CONJONCTURE
 - AFFAIRES : la nomination des dirigeants du secteur public.
 - 46. ÉTRANGER
- RADIO-TELEVISION (18)**
- INFORMATIONS**
- « Services » (12) :
 - Journal officiel ; Loto ;
 - Météorologie ; Mots croisés ;
 - Armes classées (24 à 41) ;
 - Carnet (42) ; Programmes des spectacles (16) ; Marchés financiers (47).

AU CONGRÈS D'ESSEN

Les dirigeants sociaux-démocrates allemands tentent de ramener le parti à plus de réalisme

M. Willy Brandt, soixante-dix ans, a été réélu le dimanche 20 mai à la présidence du Parti social-démocrate (SPD) qu'il dirige depuis vingt ans, par 391 voix contre 19 et 12 abstentions. M. Hans-Jochen Vogel a, pour sa part, été désigné à la vice-présidence du parti en remplacement de M. Helmut Schmidt.

De notre envoyé spécial

Essen. — Les sociaux-démocrates allemands n'ont pas tout à fait terminé leur « révolution culturelle ». Que ce soit dans le domaine de l'économie ou dans celui de la défense, l'aile gauche du parti a montré tout au long du congrès d'Essen, qui s'achevait ce lundi 21 mai, qu'il fallait encore compter avec elle. Dans l'ensemble, cependant, l'effort de la direction pour insuffler au parti un certain sens du réalisme a porté ses fruits. « Le SPD ne deviendra ni le Parti travailliste britannique, ni le Parti socialiste néerlandais », constatait, dimanche, avec soulagement, l'un des rescapés de l'équipe Schmidt.

L'ancien chancelier, auquel M. Brandt a adressé, dimanche matin, au nom du parti, un adieu émouvant, peut quitter les instances dirigeantes partiellement rassuré sur les intentions de ses successeurs. Entraînés à la dérive depuis le congrès de Munich en 1982, les dirigeants du parti, suivant l'exemple de M. Brandt lui-même, ont repris pied dans le concret. Tout n'est pas allé sans difficulté. Les pacifistes ont livré, en matière de défense, une bataille acharnée sur leur propre projet de résolution, qui réclamait des initiatives unilatérales de désarmement et dénonçait non seulement la course aux armements nucléaires mais une nouvelle course aux armements conventionnels.

Leurs efforts n'ont pas été tout à fait vains. Pour éviter une offensive de M. Oskar Lafontaine, le maire de Sarrebruck, en faveur du blocage des dépenses militaires, M. Vogel, a proposé une formule de compromis, limitant la part du budget militaire à 18 % du budget total de l'Etat. En outre, la résolution adoptée par le congrès consacre l'abandon officiel par le SPD de la doctrine de discussion nucléaire et son remplacement « progressif » par une stratégie « conventionnelle défensive ».

La mutation des sociétés industrielles

Après le refus du déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière américains en RFA, la direction du parti avait elle-même développé, au début de l'année, un concept de défense conventionnelle permettant de relever le seuil d'utilisation des armes nucléaires et d'envisager, à terme, le retrait de toutes les armes atomiques stationnées en RFA. Le passage d'une stratégie à l'autre reste cependant extrêmement flou et chacun y trouvera vraisemblablement de quoi conforter ses propres convictions. Ces concessions ont, en revanche, permis le ralliement de personnalités comme M. Eppler, l'un des leaders de l'aile pacifiste du SPD.

Si le vote a montré que l'aile gauche constituait encore une minorité

importante, la direction du parti dispose désormais d'une majorité décidée à ne pas se laisser entraîner vers une sorte de neutralisme déguisé.

Les discussions au sein du SPD peuvent se concentrer, désormais, sur ce qui était, au fond, le thème essentiel de ce congrès, c'est-à-dire les mutations auxquelles se trouvent confrontées toutes les sociétés industrielles. Face aux dirigeants de la démocratie chrétienne, pour qui toute modernisation doit être au service des traditions conservatrices, qu'il s'agisse de la famille ou de l'entreprise individuelle, la tentation est grande chez certains sociaux-démocrates de rêver à des projets de société utopiques ou, au contraire, de se replier sur de vieux schémas.

C'est un peu ce qui arrive à l'heure actuelle aux syndicats, dont la revendication générale de la semaine de trente-cinq heures, avec salaire égal, se heurte à des réticences dans une partie du SPD. Le conflit de la métallurgie et de l'imprimerie, surtout en raison de l'attitude rigide adoptée par le patronat et le gouvernement, ne peut que conduire le congrès à apporter un soutien vibrant aux grévistes, comme l'a fait M. Brandt dimanche.

Mais beaucoup de dirigeants sont conscients de la nécessité pour le parti, s'il veut un jour revenir au pouvoir, de ne pas se laisser enfermer dans ce type d'attitude et de développer des conceptions originales. Les « modernistes », comme M. Peter Glotz, secrétaire général du parti, qui soulèverait qu'une réflexion soit menée sur des thèmes comme le « travail », l'« individualisme de gauche » ou une nouvelle organisation du temps de travail, se heurtent pourtant à beaucoup de méfiance. Tenu pour responsable de la révision de l'attitude du parti à l'égard des nouveaux médias, qui a rencontré samedi une très vive opposition des défenseurs du service public, M. Glotz a payé ses audaces intellectuelles par une réélection difficile au comité directeur.

Une importante responsabilité repose désormais sur M. Vogel. Il est considéré comme un « rassembleur », et c'est à lui qu'incombera en grande partie la charge de mener les troupes sociaux-démocrates contre la coalition au pouvoir à Bonn.

HENRI DE BRESSON.

Retour à la normale à la SNCF. — Tôt dans la matinée du lundi 21 mai, le service omnibus sur les lignes Paris-Bécon et Etampes-Brétigny a été perturbé par suite des mouvements de grève du personnel. D'autres lignes ont été touchées. D'autres arrêts de travail sont prévus, mais le service semble pratiquement normal sur l'ensemble du réseau de la banlieue parisienne.

Après une enquête de la Commission des opérations en Bourse

UN INGÉNIEUR EN CHEF DE L'ARMEMENT EST SUSPENDU

Le ministère de la défense a décidé de suspendre provisoirement de ses fonctions un ingénieur en chef de l'armement, M. Jean-Marie Caron, chargé du secteur Proche-Orient-Afrique à la direction des affaires internationales de la délégation générale pour l'armement, à la suite d'une enquête de la Commission des opérations en Bourse (COB) sur un mouvement anormal des cours de l'action de Thomson-CSF après la conclusion, en janvier dernier, d'un important contrat d'armes entre la France et l'Arabie Saoudite portant sur environ 35 milliards de francs.

Cette mesure est dite conservatoire, c'est-à-dire qu'elle revient à décharger l'intéressé de ses fonctions — tout en lui maintenant le versement de sa solde — le temps que l'instruction judiciaire ouverte, après enquête de la COB et transmission du dossier au parquet, établisse si des acheteurs d'armes disposant d'informations confidentielles sont ou non les auteurs de transactions inhabituelles en Bourse.

Dès la signature du contrat entre Paris et Ryad, la COB — comme c'est l'usage lorsqu'elle observe une forte hausse sur des transactions relatives à un titre — a commencé ses investigations en se basant sur des achats importants d'actions de Thomson-CSF, l'une des sociétés impliquées dans l'achat d'armements électroniques par l'Arabie Saoudite à la France. Selon la COB, le mouvement anormal des cours en Bourse aurait pu être le fait de personnes « initiées », c'est-à-dire disposant d'informations confidentielles, du fait de leurs fonctions, sur la conclusion proche du contrat.

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND A MOSCOU EST MAL PRÉPARÉ

estime M. Chirac

An. — Grand-Jury RTL-*Le Monde*, dimanche 20 mai. M. Jacques Chirac a estimé : « Il doit y avoir un entretien au sommet entre la France et l'Union soviétique », ajoutant : « Ensuite, cela pose un problème de procédure. M. Mitterrand a cru devoir annoncer, de façon un peu rapide et insuffisamment réfléchi, en France et aux Etats-Unis d'ailleurs qu'il traiterait l'Union soviétique. Il aurait été mieux inspiré, je pense, de laisser la diplomatie faire son travail. C'est-à-dire préparer complètement les conditions de ce voyage, qui a été un peu trop rapide... »

« Si je suis, bien entendu, totalement solidaire de ceux qui sont horrifiés par le sort qui subit actuellement M. Sakharov, qui est un grand savant — je rappelle au passage qu'il est le père de la bombe à hydrogène soviétique dont j'espère qu'il ne nous tombera pas un jour sur la tête. — Il faut reconnaître que M. Sakharov n'est pas le seul dans ce cas. Nous savons parfaitement qu'il y a des milliers, des milliers et probablement des dizaines de milliers de Sakharov en Union soviétique et, hélas ! il y en a aussi dans bien d'autres pays. On ne peut pas non plus soumettre les relations diplomatiques entre Etats à des problèmes exclusivement des droits de l'homme. Nous devons tous faire pour dénoncer les atteintes portées aux droits de l'homme, pour soutenir, notamment à l'Est, les droits de l'homme qui sont horriblement bafoués mais ce ne peut pas être le seul élément à retenir pour juger si l'on doit ou non avoir un contact avec l'Union soviétique. »

(Publicité)

1500 mach. à écrire Duriez

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : Olympia, Herpa, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Triumph Adler, Erika... Manueller (Olympia 390 F) ou Electronique (Olivetti 2490 F) : stylos, sphères, marginales, touches correction, etc. 31 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaires. 112, Bd St-Germain, M^e Odéon. DERNIERE HEURE : Brother EP 44 : toute électronique pour sac à main, 2,5 kg, épaisseur 4,5 cm, 3700 caractères en mémoire (connectable terminal ordinateur) 2750 F ttc.

Sur le vif

La Chambre muette

Aller, c'est décidé, aux prochaines législatives, le me pré- sente, je vous le dépose. C'est-à-dire ne rien faire, ne rien dire. Regarder passer les trains de mesures prises par le gouvernement. Sans broncher. Comme une vache dans un pré. Ce n'est pas merveilleux, ça ? On nous assure une fois de plus, on nous dit, on nous pousse à aller aux urnes le mois prochain pour renouveler l'Assemblée européenne. On nous explique en long, en large et en travers que c'est vital, que notre avenir et celui de nos enfants en dépendent.

Et pendant ce temps-là, à Paris, nos quatre cent quatre-vingt-dix représentants restent assis là, les bras ballants. Au lieu de se lever et de s'acquiescer de ce dont on les a chargés : exprimer nos points de vue, défendre nos intérêts. Et notre intérêt pour l'école, croyez-moi, il est énorme. On aimerait tout de même avoir notre mot à dire sur la question de savoir dans quel but on va pouvoir envoyer nos enfants. On en a déjà beaucoup parlé dans les médias, c'est vrai. Et alors ? Un débat dans la presse ne remplace pas un débat à la Chambre. Ça n'a aucun rapport.

A quel ça sert de se déplacer, d'aller voter, et, chaque fois que se pose la question un gros pro-

blème de société, nos porte-parole sont prisés de la bouillotte. La fameuse loi Debré qui instituait l'école à l'enseignement privé, on en a bien discuté avec ferveur, avec véhémence, avant de se prononcer, en décembre 1959. Pourquoi n'aurait-on pas le droit d'en faire autant aujourd'hui ?

D'ailleurs, cette polémique, si Mitterrand croit le court-circuiter avec son article 49 alinéa 3, il se met le doigt dans l'œil. La Palais Bourbon n'est pas une double où l'on puisse enfermer un troupeau de moutons à l'engrais. Les petites idées — et Dieu sait s'en en ont ! — sur la question, nos élus ne vont pas les garder pour eux, faites leur confiance. S'ils n'ont pas accès à la tribune, ils vont prendre d'assaut le radio et le télé. On n'entendra parler que de ça, d'ici au 17 juin, vous verrez.

Pour leur permettre de se défendre, pourquoi ne pas organiser en Palais des députés des Séances à super-débat, six jours, au Parlement comme à vous y étiez. Ça valait peut-être mieux que de les voir descendre dans la rue et prendre la tête de manifestants et de défilés, histoire de nous prouver qu'on ne les paye pas pour se taire.

CLAUDE BARBAUTE.

ASSOCIANT L'ÉTAT, LA RÉGION ET PECHINEY

Un accord est signé sur la reconversion de l'usine de L'Argentière

Un accord a été conclu le dimanche 20 mai entre le ministère de l'Industrie, la direction de Pechiney, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son président M. Michel Pezet (PS), et l'Association de développement économique de la Haute-Durance, présidée par M. Robert Briannon, député (PS) et maire de Briançon. Après huit heures de négociation, les parties sont tombées d'accord sur le principe d'une reconversion de l'usine d'Aluminium Pechiney de L'Argentière-la Bessée.

Le protocole négocié comprend l'engagement du maintien d'activités de trois séries d'activités, jusqu'à ce que les emplois correspondants soient effectivement créés ou « fait l'objet d'un accord de toutes les parties ». On estime que ces emplois directs (trois cent trente) et les emplois indirects, ce sont au total quelques six cents postes de travail qui sont concernés. Pechiney va contribuer

au plan de reconversion à hauteur minimum de 70 millions de francs et à débloquer les installations devenues inutilisables aux entreprises aménagées à l'installer sur le site.

Un « comité de pilotage » rassemblant l'Etat, les représentants de la région, les élus locaux, la CFDT (majoritaire la CGT), les cadres et les salariés de l'usine, et Pechiney, devra gérer la reconversion du site, en ayant pour objectif le « maintien d'un potentiel économique et social au moins équivalent à celui qu'Aluminium Pechiney envisage de supprimer ». Pour M. de Caumont, « jamais on n'a signé un accord de ce genre, qui lie aussi une société nationalisée à l'Etat et une région, avec une obligation d'objectifs aussi précise ». En conséquence, cet accord est la première étape de la reconversion de l'usine, qui continuera à occuper les locaux, devant porter un jugement sur le projet, ce lundi 21 mai.

HP 150

LE CONTACT FACILE

MICRO-EXPO
Samedi 22/23/24/25/26 mai 1984

2 demi-journées d'initiation gratuite à la Règle à Calcul - Tél. : 325.68.88

La Règle à Calcul - 65/67, bd St-Germain 75005 Paris
Tél. : ETRAV 220064F/1303 RAC

ROLEX GENEVE

Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

La collection complète Rolex Oyster, chez:

Aldebert

16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, bd Saint-Honoré
Palais des Congrès, Paris-Maison

Le numéro du « Monde » daté 20-21 mai 1984 a été tiré à 428 542 exemplaires

L'ACTUALITÉ ET L'AVANT-GARDE

TISSUS

MODE 1984

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS

DÉMÉNAGEMENTS O.D.T.

Toute la France par la route

ENTREPRISES INTERNATIONALES ET CORRESPONDANTS DANS LE MONDE

ENTRÉE

EMBALLAGES

GARDE-MEUBLES

— MONTEUR (P) (R) 25 74 30
25, boulevard de la Concorde,
— 75001 (P) 46, rue Camborne, (1) 279-18-97

ANDREW BIRKIN

la pirate

mai!

Un mois stupéfiant chez **NEUBAUER** le mois de la 305 et de la 505!

Conditions spéciales pour tout achat d'une 305 PEUGEOT ou 505 505

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

A B C D E F G